LE

M O D

FRANCOIS,

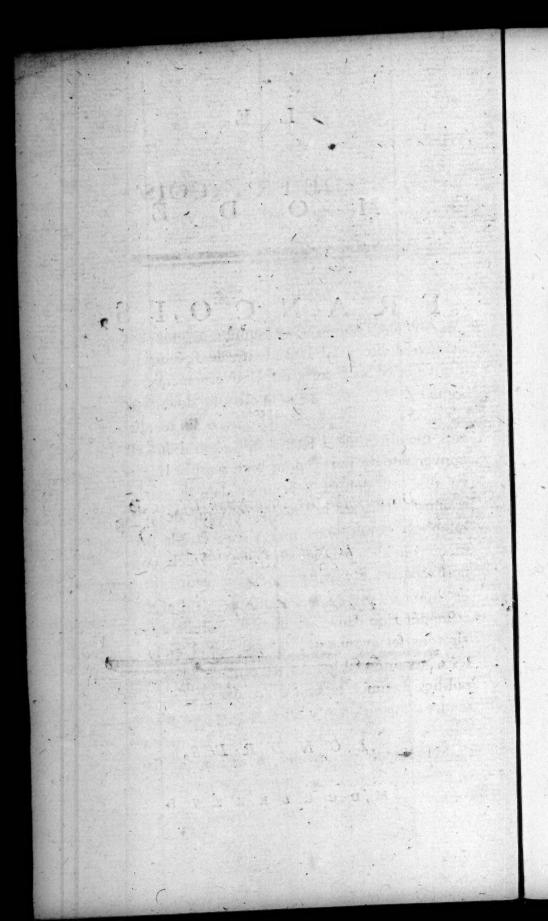
France [Affer Price !

Discours sur les Principaux Usages &

la Nation Françoise.

par Sobry

ŁONDRES, M D C C b X X X V A



LE MODE FRANCOIS.

in lower done persone touces in on-

. morning is jure days do

toou Ant noom, as

ne des choses qu'un honnête homme doit le plus desirer, est sans doute de sçavoir les principes & les formes du Gouvernement sous lequel il vit; afin de connoitre ses devoirs & ses droits, les rapports qu'ont avec lui les autres membres de l'Etat, & ce qu'il lui est convenable de faire, pour bien remplir la place qu'il est destiné à occuper dans sa patrie. Connois - toi, est le principal dogme des philosophes: connoissons nons, doit être le premier vœu des peuples citovens. De la connoissance des divers liens sociaux, resulte dans les hommes privés la tranquillité de l'esprit, la modération dans les desirs, l'aptitude à sentir tous ses avantages, la patience à endurer les maux inévitables. Elle porte les hommes publics à aimer le bon ordre des choses, à y tendre, lorsqu'on n'y est point encore parvenu, & a s'y tenir avec fermeté, lorsqu'on a en le bonheur d'y arriver. Cette connoissance enfin est très propre à guérir d'une certai-70

ne inquierude d'Imagination, trop ordinaire aux hommes à demi instruits, qui leur faisant abandonner un bien réel pour chercher un mieux imaginaire, les jette dans des idées vagues, indécifes, fausses, qui influent sur leurs actions & qui les rendent presque toutes inconféquentes & déréglées.

Quoique ce qui forme le sujet de ce discours soit censé connu, on n'en croit pas moins important de l'établir authentiquement, de le réunir sous un seul point de vue, & de le remettre ainsi sous les yeux du public; parcequ'il vient des moments où il n'y a rien de plus ignoré que ce qui est le plus exposé aux regards, rien de moins recherché que la sçience dont on peut le moins se passer, & où les principes les plus anciens, oubliés & méconnus, prennent pour les peuples, satisfaits de les voir reparoitre, le mérite & les graces de la nouveauté.

D'ailleurs il est dans ce royaume beaucoup d'hommes, intéressants, par l'instuence que leur conduite peut avoir sur les autres, lesquels éloignés de toute instruction par leur genre de travail, ne sont point à portée de juger sans secours de leur véritable état. Il sera commode à ceux-là de pouvoir recourir à quelque écrit qui les en instruise; & c'est

Que si quelqu'un pouvoit penser que ces lumieres sous inutiles ou dangereuses à donner; nous lui répondrions que la connoissance de ses devoirs ne peut pas ne pas être avantageuse à tous les hommes; que les bons Princes ont toujours aimé à gouverner des peuples éclairés, & qu'il n'y a que des Ministres très ignorants, à qui l'ignorance d'un peuple puisse être utile.

Une autre raison encore nous a déterminés à écrire ce discours, c'est le nombre prodigieux de livres qu'on a publiés dans ces derniers tems sur la chose publique: tous dictés, ou par la vaine gloire, ou par l'intérêt particulier, ou par des préjugés d'érat, tous faits pour induire le peuple en érreur, sans en excepter même les mémoires des anciens Mihistres; parce qu'ils ont été composés, moins pour éclaireir les questions qui y sont débartues, que pour justifier indirectement des opérations jugées mauvailes, ou faites à contre tems, & qui ont le plus souvent causé la disgrace de leurs auteurs: Malheureusement encore presque tous ces ouvrages couvrent leurs faux principes de raisonnements, asses spécieux, pour être adoptes par le plus grand nombre des esprits. saturellement confiants quand on leur étale avec adresse les mots imposants de bien public, de bonheur général, ou quand on flatte de certaines idées d'indépendance & de présomption, auxquelles le siècle où nous sommes n'est que trop aveuglément livré. Il est tems de déclarer la guerre à cet esprit d'erreur & de division, né dans l'obscurité de l'intrigue, mais qui se perpétuant parmi des gens de bonne foi, menace de se glisser dans les premiers rangs de l'Etat, & d'y infecter les sources du bonheur public. C'est asses détruire & renverser, il est tems de construire & de réedisser.

Vous ne trouverez point ici, Lecteur, un stile recherché: Les graces de l'éloquence & fes grands mouvements ne sont admissibles que dans les sujets dont l'utilité est contestée, ou devant des esprits rebelles aux loix de la raifon. Notre sujet est évidemment important, & nous devons croire les hommes toujours bien disposés, lorsqu'on n'a que la verité à leur offrir. Ce qu'on voudroit ajouter de pompeux à une matiere aussi grave que celle que nous traitons, resterout toujours au dessous d'elle. Nous nous bornons à y mettre de l'ordre, de l'ensemble, de la simplicité & de la clarté. Nous ne prenons point un ton si haut, qu'il ne nous puisse permettre quelquesfois la discussion & la controverse. La variété

des objets servira d'excuse à l'inégalité du stile, & l'importance des narrations en excusera s la sécheresse. Ce discours ensin ne doit attacher que par le fruit qu'on sentira en pouvoirs recueillir. S'il étoit sans utilité, il seroit sâcheux qu'il put plaire.

L'envie de nous procurer des suffrages ne nous engagera point non plus, à adresser des choses flatteuses à différents ordres de citoyens, ou àq ménager des préjugés utiles à quelques partis, Nous chercherons au contraire partout l'er-d reur & les préventions, pour les combattre &? pour les détruire, & lorsqu'elles se trouveront tenir à des partis puissants, nous ne les attaquerons alors qu'avec plus de zéle; parce que c'est alors qu'il importe le plus d'aider la vérité ! à se dégager des entraves où l'intérêt personnel veut la retenir. Lors donc qu'il nous arrivera! de chocquer ainsi quelque préjugé délicat, nous souhaittons qu'en recueillant de l'animadversion pour nous, ce malheur auquel nous! nous soumettons, tourne au moins à quelque profit pour les autres, & que le chagrin que; quelques lecteurs en pourront prendre, feur foit comme ces bleffures falutaires, qui donnant issue à un sang impur, sont suivies d'une santé plus vigoureuse. La francis de confirme de plus vigoureuse.

Loin d'ici surtout ces hommes vils & per-

. MODITE

sonnels qui font métier & commerce de tous les sentiments dominants, qui avec des dévots ne professeroient que charité, que soumission & qu'humiliation pour faire leur fortune; qui avec les philosophes ne réclameroient qu'humanité, que tolérance, que liberté, pour tepir à un parti, & qui avec nous viendroient afficher l'union, l'amour de d'ordre & de la patrie, pour se pousser dans les affaires publiques & y fatisfaire leur cupidité. De tels fourbes ne sont pas faits pour triompher de la bonne foi éclairée de veritables citoyens. Et quoique toutes les disciplines aient leurs hypocrites, pous pouvons remarquer avec fatisfaction que celle du patriotisme en est la moins susceptible; car bien qu'il y soit recommandé d'améliorer ses affaires, il faut évidemment y travails ler pour les autres, autant que pour soi, & la conduite d'un vrai patriote est trop simple, trop découverte, pour qu'un imposteur puisse longtems fe cacher fous fon apparence.

Que les gens à parti ne cherchent donc point ici de raisonnements propres à appuyer leurs entreprises. On ne trouvera dans ce discours d'autre sistème que celui de l'ordre, d'autre parti que celui de la vérité. De cette vérité que l'artissee & la fraude peuvent quelquessois obscurçir, mais que le tems se plait à faire trions.

triompher de leurs efforts, qui est sacrée & immortelle, & contre qui les ligues les mieux concertées ne pourront jamais prévaloir.

Quant au nombre infini de sistèmes sur la chose publique qu'on va créant sans cesse, dont le peuple s'amuse souvent, & dont le ministére s'occupe quelquesfois, on ne trouvera ici la trace d'aucun. Ce n'est pas qu'il n'y ait des vues raisonnables dans plusieurs de ces projets; mais la France n'est point une république à faire, c'est une puissance faite dont il faut perfectionner le régime sans le changer. On croit donc convenable de prendre les choses telles qu'elles font, & on laisse aux corps politiques foibles ou malades, cette envie de changer fans cesse de place & le malheur de se trouver incommodément dans toutes les situations. De tous les sistèmes possibles d'administration, le plus parfait, le plus beau, celui qui nous convient le plus, est sans doute celui qui nous ré-S'il n'existoit point & que quelqu'un la proposat, on seroit frappé de sa simplicité, de fa justice, & de son analogie avec nos mœurs. On l'adopteroit unaniment; on l'admireroit: on celebreroit l'intelligence de celuf qui en feroit l'auteur. Sachons donc en connoitre & en goûter l'excellence; puisque le cours des choses nous y a amenés naturellement. Soyons

convaincus que c'est à sa bonne execution que nous devons uniquement aspirer, & non point à y voir apporter des changements qui ne peuvent qu'en troubler l'harmonie. — Ce qui nous importe surtout est d'éviter les partis extrêmes: Il nous sussit de ne point donner de nouvel aliment aux anciens abus pour les voir se consumer d'eux mêmes, & nous n'avons besoin pour acquérir les perfections qui nous manquent, que de persister dans la volonté d'arriver, doucement, mais invariablement, à la simplicité d'administration, vers laquelle nous marchons depuis plusieurs siècles.

Que si nous nous servons dans ce discours du terme de nous, c'est non seulement pour éviter d'y mettre en avant rien de personnel; mais encore parce que nous cherchons à apporter tant d'attention, de respect & de discernement à ce que nous écrivons, que nous nous slattons que nos pensées & celles du Lecteur ne sont qu'une même chose. Nous le pensons, parceque nous croyons ne les sonder que sur la raison qui nous est commune avec lui, & sur des saits dont la connoissance lui appartient comme à nous. Ce discours n'est donc point pour rensermer les idées d'un auteur, mais pour être le recueil des autorités de tous. Il sera

parfait sans doute, si le plus grand nombre des lecteurs, en nous suivant, se retrouve toujours lui même avec nous, s'il voit dans ce qu'il lit la rédaction de sa propre idée, ou de celle qui lui seroit nécessairement venue, en réflechis, fant, comme nous l'avons fait, sur l'objet dont nous nous occupons avec lui.

Les peuples anciens & les peuples étrangers nous fourniront des exemples & des comparaifons qui mettront dans un plus grand jour les vérités que nous aurons à déveloper. Les Anglois, les Germains, les Turcs, les Egyptièns, les Grecs, les Romains, viendront tour - à - tour nous instruire. Mais ce sera surtout les Romains que nous citerons; parceque parmi les anciens peuples policés, c'est celui qui est le plus voisin de nous, & que c'est par lui que nous touchons à l'antiquité réglée. Ces lumieres prises au dehors serviront à nous reconnoitre dans plusieurs détours encore maléclairés de l'édifice de notre administration. Quelquesfois en le parcourant nous nous arrêterons, nous nous detournerons, nous reviendrons sur nos pas, pour en saisir l'ensemble. Tantôt nous l'examinerons dans ses parties principales; tantôt nous nous occuperons de ses détails. Les détails sont le principe de l'existence des masses générales; & les plus

petits objets devienment grands, quand ils ont rapport à la chose publique.

Les Sociétés des hommes sont fondées sur l'un de ces deux principes, l'amour de la patrie, ou l'attachement à un culte exclusif. L'amour de la patrie est sans comparaison le plus fort, le plus conséquent de ces deux liens, le plus fertile en moyens capables d'entretenir la vie dans les corps politiques. Ce principe embrasse tout: il porte aux qualités morales, aux vertus publiques, à la religion même; mais à une religion tranquille, à celle qui est la baze du bonheur, de la bonne foi & de la baix. L'entêtement dans un culte religieux exclusif convient davantage aux peuples qui n'ont que des gouvernements incomplets & barbares, des magistratures sans force, des liens incertains de langage, de pays, de sang. Le principe religieux est là le seul intérêt social, & il va s'y entretenant au travers des chûtes des peuples & des Princes qu'il occasionne même quelquesfois. On voit là des prêtres fanatiques affecter une magistrature suprême, protéger, diviser, ou soulever les peuples felon leurs intérêts particulièrs. Que s'il furvient quelque Prince vigoureux qui les range dans leur ordre, ils ne cédent qu'en apparence, & en attendant que le bouleversement

de l'Etat leur redonne leur autorité exclusive de toute autre. Ils vont jusqu'à aimer les desordres publics qui les rendent plus nécessaines. & qui augmentent leur puissance. Tel est le Mahometisme: tel est le schisme Grec: Telles on voit plusieurs autres sectes: Nous sommes loin. d'imputer de pareils inconvéniens à la religion chretienne; mais nous observons que le Royaume de France est un des premiers Etats de l'Europe qui ait sou faire prévaloir le Gouverne. ment public sur le système religieux, en le contraignant de n'en faire que partie, & en le réunissant sous son autorité. Ce qui laisse chès nous tout son ressort à l'amour de la patrie, confondu dans celui du Souverain, ce premier fentiment des François,

La religion ordonne bien d'avoir de la charité, & la philosophie d'avoir de l'humanité. Quoique le premier de ces sentiments soit sondé sur la piété, & que l'autre soit puisé dans la nature, ils sont les mêmes dans leurs effets, ils sont tous deux excellents; tous deux utiles dans l'ordre social; mais ils y sont insuffissants, parce qu'en embrassant tout, ils laissent tout dans la désunion. Ce sont des qualités purement passives & qui ne peuvent jamais servir de baze première à une association politique qui veut avoir quelque solidité. Il faut

à des concitoyens des liens plus étroits. Con'est point assés, d'être homme à l'homme, il faut être frere à son frere, & l'amour de la patrie est sans contredit le premier des devoirs chès tout peuple qui a une constitution solide & raisonnée.

Aimons notre patrie, parceque de ce principe découlent toutes les bonnes qualités & toutes les vertus. L'amour de la patrie anime tout, foutient tout, porte à toute espece de bien chès un peuple affès heureux pour pouvoir se livrer à ce sentiment naturel & vrai. L'amour de la patrie est seul capable de déterminer dans toutes les circonstances l'homme, quelqu'il soit, à payer à la société le tribut de bonnes actions qu'il lui doit. Celui qui aime sa patrie a plus que tout autre un compte raisonnable à se rendre de ses devoirs. Celui qui aime sa patrie se plait à y entretenir le bon ordre dans tout ce qui peut dépendre de lui, en commençant toujours par sa conduite particuliere. Celui qui aime sa patrie se plait à y être bon pere, bon fils, bon mari, bon maitre, bon serviteur, bon ami, bon conseil, en un mot bon citoyen. Celui qui aime sa patrie sçait trouver les moyens de s'y bien conduire dans toutes les conditions, s'il est puissant par sa bonté, s'il est foible par sa prudence, s'il

est pauvre par sa patience, s'il est riche par sa générosité, s'il commande par sa justice, s'il obeit par sa subordination, tantôt en se portant au bien, tantôt en s'abstenant de faire le mal. Celui enfin qui aime sa patrie ne fait rien contre l'ordre établi, foit dans les choses publiques, foit dans les chofes particulieres. Il scait qu'il a contracté en naissant l'obligation de se soumettre aux loix, qu'il ne peut les enfraindre sans troubler le cours des choses, sans interrompre la paix, sans altérer le bonheur de ses concitoyens, sans amener le mal dans une société à qui, quoiqu'il lui arrive, il est toujours redevable. Que le terme de dévot, qui veut dire dévoué, ne soit donc point banni de notre langage; mais foyons dévoués à la patrie, a nos concitoyens, au bien public & particulier; & nous ferons par là justes, humains, charitables, & pieux, comme il convient de l'être.

S'il est essentiel à l'homme social d'aimer sa patrie, il ne lui est pas moins important d'éviter de se laisser dominer par l'amour personnel, qui est la source de toutes les erreurs de l'esprit & de toutes les sautes de conduite, qui dévelope l'orgueil, qui porte à n'être jamais content des autres, ni de son sort, & qui conduit ensin à une misantropie invétérée, à la

frénésie, & au crime. Il est d'autant plus mile de renouveller le conseil de veiller sur soi à cet égard, à la tête d'un ouvrage confacré uniquement à la chose publique, que plusieurs écrivains fameux ont, de nos jours, tout fait pour l'amour propre, & qu'en donmant une action prodigieuse à ce sentiment dangereux, ils ont par là, sans le vouloir, porté atteinte aux liens moraux, faits pour soutenir les hommes en les unissant. La vie d'un bon citoyen est un sacrifice continuel de tous les petits intérêts de l'amour de lui même, pour - l'entretien de la paix & pour le bien de tous. Il arrive qu'il y trouve souvent son bien propre, & d'une maniere plus solide & mieux entendue; mais il ne doit pas toujours s'y attendre, & n'en être pas moins dévoué à ses obligations. Heureux ou malheureux, il faut qu'il soit persuadé jusqu'au dernier moment, que son principal attachement est dû à sa patrie & ses loix

Le quel peuple, plus que le François, à lieu de se livrer à des sentiments patriotiques? Quel autre possede plus d'avantages, soit par la beauté du climat qu'il habite, soit par l'ancienneté de sa race, soit par la force, la splendeur & le nombre de ses villes, soit par la modération de son gouvernement, soit par la

fran-

pa peut assigner une époque plus reculée à la sureté non interrompue des propriétés parmi ses citoyens? Envain plusieurs orages violents ent assailli cette roche inébranlable, sa masse a toujours triomphé de leurs efforts. Et quatorze siècles d'existence, loin de nous faire présumer que les sorces de notre Etat sont épuisées, deviennent au contraire pour nous le gage le plus certain de la possibilité de sa durée; pous peu que la sagesse continue, ce que la nature avoit préparé, ce que la fortune a commencé, ce que le courage & l'intelligence soutiennent depuis si longtems.

Les François ont toujours occupé à peu près la même étendue de pays; & si des guerres malheureuses ou des traités desavantageux ont fait passer quelques unes de leur Provinces sous d'autres dominations, elles n'en ont pas moins sait partie de la France, par l'usage qui y est toujours resté de la langue commune à tout le peuple, par l'attachement qu'on y a conservé aux mêmes usages, aux mêmes mœurs, aux mêmes façons de se vêtir & de vivre; & ces parties séparées par violence de la masse de la monarchie vers laquelle elles ne cessoient de tendre, n'ont pas tardé à y être rejointes, dès que les circonstances lui ont per-

PHE

mis de reprendre ses forces & fa vigueur natus

in Ce territoire, proprement dit la France. est situé dans la partie la plus tempérée de l'Europe, peu exposé aux chaleurs dévorantes du midi. & loin encore des glaces éternelles du nord. Le cours du Rhin qui nous fépare de l'Allemagne. & la chaine des Alpes qui se trouve entre nous & l'Italie, décrivent au levant les bornes de nos possessions. Au midi nous sommes confinés par la mer Méditerranée; & obliquement par les monts Pirrenées, qui traversant les terres d'une mer à l'autre, marquent nos frontieres du coté de l'Espagne. Nous sommes à l'occident partout environnés de la mer Océane. Du coté du Nord enfin le même Ocean, les Pais-bas & le cours de la Meuze achevent de nous confiner. La nature par ces grandes démarcations femble avoir voulu elle même se charger du soin de fixer nos limites, sans nous séparer en rien du reste du monde: & cette disposition est telle, que fi la politique la plus rafinée en eut été l'arbitre, il lui eut été impossible de s'en procurer, ni une plus belle, ni une plus avantageuse.

Le trop ou le trop peu d'étendue de territoire est également pour un Etat une cause de foiblesse; mais notre pays qui est d'un peu plus de deux cent lieues dans tous les sens, est par la juste proportion de son espace très propre à être bien gouverné. Il n'est point si grand que la masse de ses sorces ne puisse parfaitement se soutenir & se correspondre; & il n'est point non plus si resserré, qu'il ne puisse suffire abondamment à une très nombreuse population.

Ce territoire est fertile en toutes les diverses productions que les hommes peuvent desirer pour satisfaire à leurs divers besoins. Arrosé par un nombre infini de ruisfeaux & de rivieres, traversé par plusieurs grands sleuves; baigné par deux vastes mers, le transport des productions s'y fait avec tant de facilité qu'on peut dire qu'il est peu de pays au monde où elles puissent mieux circuler. Couvert dans toute son étendue d'une multitude innombrable de villes, de bourgs, de chateaux, de metairies, la terre s'y cultive partout avec facilité; & il en est peu de lambeau & difficilement situé, dont des bras industrieux ne fassent sortir l'abondance. Outre les cultures ordinaires, telles que les moissons, les prairies, les arbres à fruits, que nous voyons partout prospérer, plufieurs cantons sont favorisés de productions particulieres & d'un prix plus rare. Les terres des provinces méridionales, plus fortes en sub-

stance, & plus échauffées par le soleil, sont couvertes d'oliviers, d'orangers, de toutes fortes de plantes parfumées & falutaires. Les provinces mitoyennes produisent les vins les plus délicieux de la terre. Et l'on trouve dans celles du Nord, plus humides & moins animées, ces immenses cultures de chanvre & de lin dont nous tirons le principal agrément de nos meubles & de nos vêtements. De vastes forêts, de faciles carrieres nous donnent sans épargne la pierre & le bois. Plusieurs montagnes, fécondes en mines, nous fournissent fussifiamment des métaux utiles. Et un nombre considérable de manufactures érablies dans nos villes, prouve le bon état de l'agriculture dans nos campagnes, nous fournit de toutes les choses nécessaires & agréables, & rend au loin les nations du monde tributaires de notre industrie. surger of chireming

Le peuple qui habite cet heureux sol, sorcé par sa situation à avoir beaucoup de rapports avec lui même, & pouvant à quelques égards se suffire, a par conséquent toujours en un caractère qui lui a été propre, & qui ne paroit par avoir trop varié. Ouvert, humain, genereux, sensible, courageux, spirituel, laborieux, porté à la gaité sans cesser d'être soumis à la raison, délicat, pûr, & distingué dans

dans ses gouts, impatient de tout joug qui lui ôteroit sa propre estime, aussi jaloux de sa liberté que peu curieux d'attenter à celle des autres, attaché avec passion au droit des gens, très ordinairement beau de corps, & ajoutant à ces avantages la bonne grace & la propreté de l'habillement, tel est le François: tel il a toujours été. Et il paroit que les nations éprangères s'accordent asses à lui donner ces qualités. Il est vrai qu'elles l'accusent de les gâter par une certaine légèreté dont on voudroit lui saire un grand crime. —

Nous devons convenir que nous avons en effet l'apparence & le premier mouvement de la légèreté, mais au travers de cette fougue, on doit remarquer que ce qui caractérife essentiellement le François, est un sens droit qui le ramene à la solidité & à la constance, lorsqu'il le faut. Il n'aime point à se tendre l'esprit pour des choses de peu de considération. S'il a de la légèreté, ce n'est point de celle qui est volage & superficielle, mais de cette légèreté qui rèpugne à la pesanteur & à la monotonie. Les Athéniens étoient ainsi légers, & ils étoient le premier peuple du monde. Quand le François a un objet, & qu'il se travaille & se cultive, personne

B 2

n'a plus que lui d'application, de constance, de prosondeur & de force; parceque personne n'a l'esprit plus prompt & pénétrant. La facilité & la liberté avec laquelle il pense, le conduit nécessairement à penser juste. Ses succès dans les arts, dans les armes, & dans le gouvernement, egaux à ceux des anciens peuples les plus sameux, prouvent combien il a en esset de tenue & de capacité. On diroit qu'il existe au milieu de cette nation si légère, un conseil secret de sages, qui corrige la pétulance de ses mouvements, & qui les rapporte tous infailliblement à la fin qui lui est la plus convenable.

Les plus anciens peuples connus pour avoir habité nos contrées, furent les Celtes, colonie de Grecs de l'Asse mineure; & c'est de ces mêmes Celtes que nous sommes descendus. La langue Celtique qui y a été en usage pendant une longue suite de siècles, étoit la même, à peu de chose près, que la Grecque; & depuis lorsque les Romains y eurent répandu la langue Latine, les peuples du pays se servant de mots Latins, conservérent toujours la tournure & le génie de leur ancien idiôme. C'est pourquoi aujourdhui encore, quoique les noms de la langue dont nous nous servons soient presque tous dérivés du Latin, les conjugaisons

de nos verbes & les tours de nos phrases ne laissent pas d'être Grecs, & l'esprit de cette langue antique se montre encore partout dans nos discours.

Les Celtes vivoient quelquesfois sans Monarques, partagés en différentes republiques liguées, se chosissant leurs chefs, se nommant leurs magistrats dans des assemblées du peuple. Quelquesfois ils se reunissoient pour résister à leurs ennemis, sous des Capitaines dont la puissance ressembloit à celle des Roix. Leur prodigieuse population fit souvent sortir de chès eux de fortes armées, de nombreuses colonies. Une de ces peuplades traversant la Germanie. pénétra jusques dans la Grece, & alla ensuite s'établir dans l'Asie mineure, au pays depuis nommé Galatie, a cause du nom de Galli que les Grecs & les Romains donnoient aux Celtes. Une autre peuplade de Gaulois, car les Celtes. prirent ensuite ce nom, répandue dans l'Italie, désola Rome, & eut deux fois l'avantage de la subjuguer. Une autre se répandit encore dans la Grece, quelque tems après la fameuse expédition d'Alexandre, & s'y diffipa, après y avoir éprouvé une fortune diverse. Mais de toutes ces peuplades la plus intéressante pour nous, fut celle qui alla s'établir en Germanie, dans le lieu depuis nommé Franconie. Ces Franconiens ou Francs, se rendoient sameux par leur discipline, par leurs victoires & par leurs conquêtes. — Leur amour pour la liberté sut si célèbre, que le nom de Franc qui leur étoit propre, devint un nom commun à tous ceux qui surent animés du même esprit, sur sinonime du mot libre, & a été depuis employé dans le langage ordinaire pour signifier des gens indépendants & de bonne foi.

Cependant les Romains, longtems battus par les Gaulois, vinrent à bout de les foumettre; & leur défaite fit la gloire de Jules César, leur plus fameux Capitaine. Ils établirent quelques Gouverneurs & quelques Prefets dans les Gaules & y envoyerent des colonies. malgré ces apparences d'autorité, il est certain, qu'excepté le long de la ligne de correfpondance formée par les Romains dans les villes de Lyon, de Vienne, de Nismes, & d'Ary les, les Gaulois continuerent toujours de vivre dans l'indépendance; & les antiquités d'Autun, de Chartres, de Toulouze, en rendent encore témoignage. Les Druides, ministres prêtres, & juges des Gaulois, occupoient parmi eux toutes les charges publiques; & les Gouverneurs Romains, sans fonctions à l'égard des peuples de la Gaule, étoient à peu près femsemblables à ces Pontises que le Souverain de la Rome moderne nomme aujourd'hui chès les peuples infidèles moderne de la comme de la comme

Mais ces Gaulois que nous avons vus s'établir dans la Franconie, y étant devenus nombreux, & faifant à leur tour des émigrations, s'opposérent en Germanie aux progrès des Romains & vinrent les attaques jusques dans les Gaules. Ils y arriverent en très grand nombre, chasserent les Romains de leurs principales places, & après s'être montré partout avec avantage, éleverent Pharamond leur chef, sur un bouclier au milieu de leur camp, & le proclamerent Roi. Evénement simple en hu même, mais dans lequel on ne laiffe pas de voir un certain caractère particulier & distingué, qui sembloit indiquer déja qu'il etoit fait pour tenir une place remarquable dans la mémoire des hommes, & pour servir à jamais d'époque au commencement d'un des plus beaux Royaumes qui dut paroitre sous le soleil! Tel a été. le commencement de notre monarchie, qui depuis a été amenée jusqu'à nous par une suite non interrompue de Roix, pour parcourir encore, avec l'aide de Dieus une longue fuite d'années & de fiècles. L'aupas no xion promi

Cependant Clodion, Merovée & Childeric, successeurs de Pharamond, quoiqu' avec

èll.

la qualité de Roix, sans villes & sans résidence fixe, étoient plustôt des Généraux d'armées que de véritables Monarques. Ils étendirent peu leur autorité sur les Gaules, & hors de leur camp. - Enfin Clovis concilia les esprits par sa politique. Il scut à propos demander & accorder, insister & ceder, & sa foumission au culte religieux que les Gaulois venoient d'adopter, assura le succès de ses desfeins. Il embrassa authentiquement cette religion après avoir gagné une grande victoire fur les peuples qui dévastoient ces contrées divisées, & il mérita par là de régner sur toutes ·les Gaules, yengées par lui des Romains, des Allemands, & des Goths, qui y avoient porté si souvent le fer & le seu. Les Gaulois & les Francs ne firent plus deslors qu'un même peuple: & les Gaules prirent le nom de Francs, qu'elles ont depuis toujours porté.

Si nous prenons ainsi l'autorité qui nous gouverne jusques dans sa naissance, c'est surtout pour faire remarquer qu'il n'en résulte aucun droit d'inégalité entre les races. Souvent vainqueurs, quelquelsois vaincus, nous n'avons jamais subi un joug honteux. Nos premiers Roix ont acquis le sceptre par des victoires, mais c'est sur nos ennemis qu'ils les ont remportées. S'ils ont consolidé & perpétué

tué leur puissance, c'est en se soumettant à nos ufages. Et quand sous Clovis & sous Henry les armes ont voulu décider de la couronne, outre que ces Princes avoient pour eux un parti national, ce qui leur ôte le caractère de conquérant. il a fallu que l'un & l'autre se soit à la fin soumis à ce que le peuple exigeoit. Dans les tems où notre gouvernement est tombé dans la barbarie, & où des abus qui ne sçauroient fonder aucun droit se font emparés des campagnes & des chareaux, nos villes se sont maintenues contre les grands vaffaux par d'honorables capitulations, & leurs franchises & leurs immunités soutenues par de la puissance & par du courage, ne laisfent appercevoir dans toute notre histoire aucune interruption à la liberté Françoise.

Dans la suite nombreuse des Roix qui ont succédé à Clovis, on voit paroitre avec avantage Charlesmagne, le restaurateur des lettres, le modérateur & le vengeur de tous les peuples de l'Europe: Louis 9 non moins recommandable par l'excellence de ses loix que par sa piété: Charles 6. surnommé à si juste titre le sage par sa politique prudente & serme dans des tems de consusion & de malheur: Louis 11. & Louis 12. Princes populaires, & les sondateurs du gouvernement modéré sous lequel la France sleurit: François ser qui sçut B 5

-UùT

réunir aux talens de l'esprit les qualités militaires, & qui établit de plus en plus chès nous par ses loix & par ses exemples, cette urbanité douce qui nous caractérise: Henry 4. la gloire des Princes modernes, dont le nom est au dessus de tout éloge: & Louis 14. si bien surnommé le grand, qui a porté la magnificence plus loin qu'aucun Monarque ne l'avoit ofé jusqu'alors chès les occidentaux, sous le règne duquel on n'a vu parmi nous que vertus & que talens; parcequ'il a sçu les aimer, les discerner, & les accueillir. Mais loin que ces Roix fameux ayent épuisé tout ce qu'on pouvoit amasser de gloire dans notre monarchie, combien n'en présente-t-elle pas encore à acquérir, soit pour ceux qui l'affermiront, soit pour ceux qui la maintiendront! La mémoire avide de receuillir de grandes vertus & de grands noms, n'aspire qu'à voir paroitre de ces Princes généreux, qui honorent les nations & l'humanité, pour les proposer à l'admiration du monde, & pour en faire des objets immortels de reconngissance & d'émulation aux siècles futurs, 32 emeburg ou itile

Aprés avoir dit sur notre origine & sur nos progrès ce peu de mots, nécessaires à l'intelligence de ce discours, il est encore d'autant plus important de remarquer l'état des autres nations du monde, que notre destinée influe fur la leur, que les mouvements qui arrivent chès eux, peuvent avoit des retours sur nous, & que la connoissance de leurs avantages doit entretenir notre vigilance à conserver ceux que nous pouvons avoir acquis.

Nous voyons à nos cotés les Anglois, habitans d'une ille spacieuse, temperée & sertile, fe mettre par de fortes institutions & des mœurs populaires, au premier rang parmi les peuples du monde. Leur capitale, nombreuse en citoyens, ornée de monuments remarquables, asile des sciences, de l'industrie & de la liberté, renouvelle à nos yeux la grandeur de l'ancienne Tyr. Mélé de Démocratie, d'Aristocratie & de Monarchie, leur gouvernement offre un concours d'autorités, inconnu à l'antiquité même; & leur Roi, quoiqu'en possession de la suprématie, y est par une loi fondamentale effentiellement privé de la Souveraine-Le concours du peuple, des grands & du Monarque est nécessaire pour completter la puissance publique. Les bornes du pouvoir de chacun de ces ordres de leur Etat, ont été folidement fixées par de longues divisions, & beaucoup de sang répandu. Ce gouvernement, impraticable partout ailleurs, fleurit & prospére sans inconvénient chès un peuple de tous

tous cotés séparé des autres par la mer; & les Anglois jouissent en paix des fruits de leur singulière constution, admirés de l'Europe, redoutés dans l'univers, & nos éternels ennemis.

D'un autre coté nous voyons les Espagnols, aussi presque partout environnés par les mers, & couverts par une chaine de montagnes inaccessibles dans la partie qui les joint au continent. Leur situation seule sembleroit devoir leur donner beaucoup de prépondérance & de force dans l'Europe; mais tranquilles dans leurs foyers délabrés, & trop soumis à l'ignorance, au fanatisme, & aux préjugés, ils se contentent de suivre lentement les traces que nous leur marquons. Le Portugal, partie de l'Es; pagne érigée depuis peu de tems en Royaume, n'est qu'une puissance foible qui se sontient par fon langage particulier, par fes historiens, par ses poetes, par le souvenir de sa gloire passée, & par quelques intérêts étrangers.

Les Suisses, habitants des Alpes, qui entretiennent une alliance continuelle avec nous, forment un Etat vraiment François & sont relgardés comme nos compatriotes. Toutes les nations sont d'autant plus intéressées à la prospérité de leurs républiques liguées, que serviteurs sideles du premier qui a besoin de leur bras, ils ne livrent point seur bravoure au desir injuste des conquêtes. Comme leurs mœurs simples tendent à augmenter leur population; & que pressés de tous cotés par de grands Etats, ils n'ont pour s'étendre ni mers ni déserts; on favorise leurs émigrations, en leur facilitant des établissements & des passages. Telle est la cause des priviléges dont ils jouissent en France, en Italie, & en Allemagne, & la raison pour laquelle ils entrent pour beaucoup dans la composition de nos armées.

l'Italie partagée entre plusieurs monarchies & plusieurs republiques, toutes foibles & sans énergie, semble expier aujourdhui par fon demembrement l'abus qu'elle fit jadis de son union sous les Romains. Et toutes fois dans son abaissement, ce qu'elle offre de plus grand aux regards de la politique, est encore cette fameuse Rome, cité à jamais célèbre, qui sans être la capitale de ces riches contrées en fait encore le plus bel ornement : Rome qu'on ne peut nommer sans reveiller l'attention des hommes: Rome qu'on vit d'abord pauvre & chancelante, ensuite vertueuse & forte, ensuite orgueilleuse & puissante, ensuite vaine & débordée, ensuite opprimée & avilie, ensuite souple & intrigante: Rome qui à tonjours eu l'esprit qu'il lui convenoit d'avoir

pour sa conservation selon les circonstances : Rome qui depuis sa fondation n'a jamais cessé d'être une ville remarquable; n'a jamais cessé d'être Rome: Rome ensin dont les stabitans ne sont plus anjourdhui que les heureux gardiens du plus bel amas de monuments qui nous reste des tems antiques. l'Italie est susceptible de nouveaux arrangements & pourra encore essuyer des révolutions dont les siècles qui vont suivre seront les témoins.

l'Allemagne; composée de plusieurs Etats fur lesquels domine l'Empereur, est l'affociation politique la plus compliquée qui ait jamais existé. On y trouvé reunies toutes fortes de gouvernements; le monarchique dans les Electorats, l'aristocratique dans quelques Principautés le démocratique dans quelques villes indépendantes; & dans plusieurs un mélange de ces trois dispositions. Le corps Germanique, quoique lent à s'émouvoir, n'en est pas moins une puissance formidable & du premier ordre dans l'Europe. Les différentes parties qui le composent, pesant avec égalité les unes fur les autres, le maintiennent dans un bon Equilibre, & forcent d'y administrer les choses publiques avec beaucoup de modération. Cette police qui convient parfaitement au caractère indompté de ces peuples, assure à leur Etat

Etat une longue durée. Comme l'Allemagne est au milieu de l'Europe, les moindres dissentions qui agitent cette partie du monde, portent incontinent la guerre vers ce centre commun. Aussi suit-il de cette situation que la nation Allemande est une des plus braves & des plus belliqueus de la terre:

Plus loin est offert au monde un spectacle continuel de divisións intestines par le grand & beau royaume de Pologne, qui malgré ses avantages ne peut parvenir à être une puissance du premier rang, & à s'élever à un bon degré de police; parceque les différents ordres y ont un pourvoir trop inégal, & que leurs chocs continuels ne leur laissent pas le tems de concourir au bien commun. Envain le plus éloquent des philosophes de nos jours leur a-t-il donné des conseils pour tirer quelque avantage de leur gouvernement actuel, le droit des gens y est trop effentiellement blessé par les prérogatives des grands; pour que jamais on puisse rien attendre de vigoureux d'une si étrange constitution. Et il n'y aura certainement que la subversion entiere de l'Etat qui pourra régénérer ce peuple intéressant par son antiquité, par son courage, & par l'utilité dont il peut être dans la balance des empires.

Plus loin encore la Moscovie; longtems oubliée à attire aujourdhui sur elle les regards du monde. Son peuple à peine connu autresfois sous le nom de Scithe; étend les limites de ses possessions la pluspart desertes; plus loin qu'aucune autre puissance de la terre. Distingué de tous les autres peuples par une religion, par des mœurs, par des usages, par des loix, par des manieres de fe vêtir qui lui sont propres, le Moscovite seroit aujourdhui bien plus considérable; si les legislateurs qui ont présidé à ses nouvelles institutions, cussent cherché à devéloper sa propre force & non à lui donner une force étrangère. On peut préfumer que la fagesse qui dirige dans ce moment les vués de ce gouvernement, y va faire germer pour longtems les semences de l'union, du bonheur & de la gloire; & s'il ne se porte pas à une invafion, comme on a eu l'indiferétion de le prédire, il pourra toujours figurer par des moyens bien moins dangereux, entre les plus illustres monarchies de la terre.

A nos cotés vers le Nord nous voyons fleurir la république de Hollande, forte par sa situation, par ses flottes, par l'industrie que nos résugiés y ont apportée, & par ses etablissements dans les Indes. Ce peuple laborieux qui n'agueres avoit subjugué le monde entier

par le commerce, comme les anciens Romains l'avoient subjugué par les armes, comme les anciens Grecs l'avoient subjugué par les arts, ne doit cependant point se dissimuler ses desavantages: ils paroissent dans ses succès même par les efforts inouis qu'ils lui coûtent. Cette puissance a montré à l'univers, en mettant un terme aux victoires d'un de nos plus illustres Monarques, ce que peut'la vertu, l'intelligence & l'amour de la patrie contre les plus grandes forces mal dirigées. Mais malgré cette division momentanée, la Hollande sera toujours comptée parmi nos amis & nos alliés naturels. Ses intérêts la portent à s'attacher conftamment à la France, qui a elle même un grand intérêt à la faire prosperer, sans avoir jamais rien à en rédouter.

Nous disons les mêmes choses de la Prusse, de cet état qu'on distinguoit à peine, il y a un siècle dans le corps Germanique, mais qui depuis est en possession de fixer l'attention de l'Europe par des victoires, moyen aussi sur que glorieux de prendre un rang considerable par mi les puissances, sans qu'on regarde desormais au territoire.

Les Danois, les Suedois, les Norvégiens, d'où fortirent autrefois ces armées immenses de Gots, de Vandales, de Huns, qui ont bouleversé l'Europe & renversé l'Empire Romain, tranquilles aujourd'hui dans les glaces du Pole & asses occupés à cultiver des terres rebelles, dont les productions suffisent pour honorer le courage de quiconque naquit pour les solliciter, sont aujourd'hui ce qu'ils doivent être, des Etats sécondaires dans l'Europe, quoique gouvernés par de très sages loix.

A l'autre extrémité de l'Europe, la Grece réunie sous le Grand Ture, nous offre dans les murs de Bisance, aujourd'hui sa capitale. une des plus énormes puissances du monde. Le gouvernement de ces contrées, qui de populaire qu'il étoit autresfois, est devenu absolument monarchique, présente en même tems des abus & des ressources, de la force au milieu de la division. Comme il s'étend beaucoup fur l'Afie & fur l'Afrique, la difference de ses mœurs choque les peuples Européens & les porte trop peutêtre à le blamer & à le dédaigner. Mais qu'on ne se méprenne point à quelques apparences de barbarie; le Turc a des principes d'administration & de droit public, & il est consequent à lui même. Il est d'ailleurs par l'étendue de ses possessions, à l'égard des puissances de l'Europe, comme un géant à coté d'hommes grands & forts. Quoique par sa nature peu dispos & engourdi par une léthargie de plusieurs siècles, il est redoutable dans son sommeil même, & il n'y auroit point d'Etat qui ne dut craindre ses entreprises, s'il n'étoit pas contraint à dépenser la plus grande partie de ses forces pour soutenir son propre poids.

Jettons encore les yeux au de là des mers fur les vastes isles & sur le continent de l'Amérique, où nous avons envoyé des colonies, & où la pluspart des peuples de l'Europe ont des établissements, espèces de maisons des champs pour eux. Là des terres fortes en substance & non fatiguées par une ancienne exploitation, nous fournissent toutes ces drogues' dont l'usage nous est plus agréable que nécesfaire, & qu'il est fort sage de ne point laisser établir dans nos climats, réservés à des cultures plus effentielles. Là nous voyons se former un peuple puissant, qui doit sa liberté & son existence à la magnanimiré de nos Roix. Combien le spectacle de son accroissement vat-il devenir intéressant pour l'Europe! Quel nouvel ordre de choses va naitre de sa prospérité, dans ces contrées jusqu'ici tant dévastées, tant privées de police & de civilisation! C'est à nous que l'Amérique devra ce bien; & quelque parti qu'elle prenne un jour avec nous, il faudra qu'elle se rapelle avec tout l'univers que

tandis que les intérêts de nos Princes leur demandoient de la laisser dans les fers de l'Europe, leur amour pour la justice, pour le bien de l'humanité & pour la propagation des bonnes loix, a prévalu dans leur cœur, & lui a, sans balancer, procuré son indépendance.

Nous ne devous regarder qu'en passant l'état des nations de l'Afie & de l'Afrique. Les Chinois chès qui la police & les loix sont établies de toute antiquité; les Japonois chès qui on a découvert des principes de gouvernement plus rafinés, qu'on n'avoit lieu d'en attendre dans des climats séparés par l'Océan du reste. de l'univers: Les Mogols remarquables par l'avantage qu'ils ont d'attirer à eux toutes les richesses mobiliaires du monde qui s'y abiment sans retour: Les Arabes indépendants & vagabonds à qui'un vieux respect pour les patriarches, dont ils se vantent d'être issus, donne quelque consistence parmi les Orientaux: Les Afriquains qui n'ont que des royaumes & des republiques subordonnées à l'empire Turc, ou des nations barbares occupées à disputer aux bêtes feroces, un sol brulant & des sables arides: Tous ces peuples ne peuvent avoir qu'un rapport très indirect avec nous, & les révolutions qu'ils ont à éprouver ne peuvent en effet

effet porter aucune atteinte à notre prosperité.

Tel est l'état des peuples du monde, soit sauvages, soit barbares, soit civils, au milieu desquels nous nous trouvons dans une position sans doute avantageuse & qui nous laisse peu d'égaux, peut être en proye encore à quelques abus, mais soutenus par notre situation, par l'ensemble de nos mœurs, par la force que nous sçavons donner à nos opinions, par la simplicité & l'unité de notre gouvernement, par l'accord qui regne entre le peuple & les dépositaires de l'autorité, par la liberté dont on y jouit sous la monarchie la plus absolue! Nous allons déveloper les moyens intérieurs par lesquels s'éntretient dans notre gouvernement un aussi parfait équilibre.

Les loix premieres & fondamentales sur lesquelles portent nos institutions ne sont tracées ni sur des tables, ni dans des codes, mais gravées au sonds des cœurs. Transmises de génération en génération par une tradition orale sans éprouver d'altération, elles sont regardées chès les François comme un heritage sacré, gage précieux de la tranquillité publique. La convenance de ces loix en assure l'execution, la raison en est le principe, le cri public en est le protecteur.

Ca

Ces' loix' sfondamentales d'où sortent toutes les loix de diffribution qui nous gouvernent, sont au nombre de sept. La premiere ordonne que le gouvernement François foit monarchique. La seconde que le monarque soit souverain. La troisieme que la couronne soit héréditaire dans les males seulement par ordre de primogeniture. La quatrieme que le Royaume soit indivisible. La cinquieme que le peuple soit libre. La sixieme que les formes soient préférées à tout & au fonds même des La septieme enfin permet de s'écarter des loix distributives pour le falut du peuple. Telle se présente la simple énonciation de nos sept principales loix; mais ce ne seroit point les faire connoitre suffisamment que de ne pas décrire en même tems la maniere dont on les entend & dont on les exécute.

La premiere des loix fondamentales des François est celle qui ordonne que leur gouvernement soit monarchique, mais comme le gouvernement monarchique prend plusieurs modifications, il est nécessaire que nous nous étendions ici un peu, soit sur les différents genres de gouvernement en général, soit sur le gouvernement monarchique en particulier, pour qu'on voye avec plus de clarté ce que c'est précisément que la monarchie chès les François.

On a coutume de distinguer trois especes de gouvernements, le monarchique qui est le gouvernement d'un seul chef, l'aristocratique qui est le gouvernement des grands, & la démocratie qui est le gouvernement de tout le peuple. On cite encore la rimocratie qui est le gouvernement des prétheocratie qui est le gouvernement des prétres, l'oligarchie qui est le gouvernement des prétres, l'oligarchie qui est le gouvernement des riches, la tirannie ou le despotisme qui arrive non lorsque les Rois ont une autorité absolue, comme on l'a avancé depuis peu, mals lorqu'ils usurpent cette autorité, ou qu'ils en abusent, ensin l'anarchie qui est la confusion de tous les ordres de l'Etat.

Comme ces dernieres divisions, d'ailleurs subtiles, sont plustôt des abus de gouvernement que des gouvernements, nous les abandonnons pour nous en tenir à la premiere division en trois espèces, la Monarchie, l'Aristocratie & la Démocratie, gouvernements qui prennent un nombre infini de nuances, en se rapprochant les uns des autres & en rendant les magisfratures héréditaires ou électives. On les apelle mixtes, lorsqu'ils participent d'une espèce & d'une autre. Les plus purs & les plus conséquents sont les deux extrêmes, la monarchie absolue, & la democratie absolue.

Tous sont bons selon les teme, selon les lieux, selon les hommes. Et quoique les uns & les autres soient des républiques, on désigne plus particulierement par ce nom l'aristocratie & la démocratie, où il n'y a point de Roi; & l'on donne plus géneralement à l'Etat monarchique le titre de Royaume.

La monarchie est le plus excellent des gouvernements en ce qu'il est le plus simple. Les annales du monde prouvent qu'il est de tems immémorial en possession de convenir à la plus grande partie des peuples. On trouve dans ce gouvernement, lorsqu'il est bien administré, les avantages de tous les autres & ceux même de l'état de nature. Les républiques supposent beaucoup d'accords précédents, mille conventions surchargées, mais des hommes rassemblés se chossissent naturellement un ches. Et la monarchie, quoique d'institution, quoique civile, est mise au rang de ces choses de droit naturel & divin, qu'il n'y a que des conventions secondes qui la puissent briser.

Les institutions démocratiques tourmentent fans cesse les citoyens, tandis que dans l'état monarchique tout va de suite & sans effort.

A quel point les législateurs dans les démocraties n'ont-ils pas été obligés de violenter les penchants naturels des hommes pour donner

aux Etats qu'ils fondoient ; cette folidité ; cette vigueur, & cette union que nous trouvons à bien moins de frais, dans notre monarchie. l'Antiquité nous a laissé deux monuments des difficultés qu'on éprouve à bien régler les democraties, le premier dans les inflitutions de Licurgue qui ont régi affès longtems Spartes le second dans la république de Platon qui est restée en projet. Si l'aumiration pour ces grands personnages ne nous aveugle point, combien ne trouverons nous pas contraires aux fentiments naturels, à la raison & à la morale, toutes ces communautés de biens, de femmes, d'énfants, prescrites par ces Legislateurs? Athenes & Rome n'étoient point allés à ces excès; mais aussi ces républiques étoient-elles des restes de monarchies. Ce n'est donc point un préjugé national que la préférence que nous donnons à la monarchie; & on peut donc conclure aves quelque fondement de ces considérations, que la monarchie est de tous les gouvernements le plus parfait, lorsqu'il roule, comme en France, fur des principes fages & certains, lorsque de bonnes institutions, ouwages précieux de l'art, viennent encore confolider cet ouvrage de la nature, 1819 1949 63

Ce qui a rendu les Rois de France si grands, la constitution de ce royaume si solide, & la

- Seffs

sorme monarchique si constamment préféres dans l'Etat, c'est la certitude où peuvent être nos Princes d'être Rois, non seulement par la loi, mais par un suffrage unanime & continuel de tous leurs sujets, de regner sustout par l'amour des peuples, & de voir tous les François pénétrés de cette vérité que leur plus grand intérêt est l'unité de l'autorité dans leur Roi. La connoissance de cette disposition des peuples dispense nos Rois de prendre des précautions pour se maintenir, & de chercher à se faire des appuis étrangers ou intermédiaires. Elle fait qu'ils n'ont jamais été obligés de préférer leurs alentours à leurs peuples, & qu'ils ont toujours pu regler leur conduite sur ce principe essentiel du droit des gens, qui décide que le gouvernement est sait pour le peuple & non le peuple pour le gouvernement.

Nous mettons ou rang de nos loix fondamentales la possession où le Roi est en France de la souveraineté. C'est encore ici une expression dont il est d'autant plus essentiel de fixer le vrai sens, qu'il n'y en a point qu'on employe plus vaguement, & plus communément sans l'entendre. La souveraineté est l'éxercice complet de la puissance publique. Le titre de souverain dans un Roi désigne qu'il a non seulement la suprématie sur toute magi-

frature comme Roi, mais encore qu'il est législateur dans les chofes distributives, & maitre absolu de faire toute sorte de reglement. comme fondé du ponvoir de tout le peuple. comme dépositaire en toutes choses de toute la confiance, & comme le représentant tout entier dans fa personne. C'est ainsi que sons nos Rois; & cette prérogative de leur couronne est si chere au peuple François que quoique ce ne soit qu'un usage, & une possession, non de tous les tems, on n'hésite point à la mettre au nombre de ces loix fondamentales que la voix publique & une convention unamime ont consacrées. Si des circonstances ont exigé quelquesfois l'interruption de la souveraineté dans nos monarques & ont forcé d'avoir recours à des affemblées du peuple, le vœu constant de ce peuple dans ces cas là même, n'en a pas moins été que les Monarques reprissent incessamment leur plein pouvoir. Le François aime son Roi; & tel est le caractére de ce peuple; superbe dans sa soumisfion même, qu'il ne veut pas que rien au monde puisse borner l'autorité de celui qui a l'hon-*neur de lui commander.

Les Rois acquierent la souveraineté en traitant le peuple avec distinction, en gagnant sa confiance par un gouvernement juste, modé-

ré, exercé évidemment pour le plus grand bien de tous. Ils possedent la souveraineté légitimement, lorsqu'ils la possedent sans employer aucun moyen violent, étranger, extraordinaire. De ce qu'il ne trouvent pas d'obstacle à s'en revêtir, il s'ensuit que leur entreprise convient au peuple: son silence marque son contentement: sa tranquillité prouve sa satisfaction: & le Monarque qui trouve dans son Etat assès de moyens justes pour faire executer ses ordres souverains, a raison d'en conclure que sa nation est contente de les recevoir. En effet on n'abuse point un peuple entier: la force lui en impose peu: la ruse ne le trompe pas longtems: la meilleure maniere d'obtenir sa confiance est de la mériter : le moven de la conserver est de gouverner justement. 110 300 enclarations

Aussi lorsque les Monarques ont une fois acquis la souveraineté, il leur est facile de se la transmettre de l'un à l'autre, pour peu qu'ils sçachent regner; & c'est la marque la plus certaine qu'un Roi a gouverné avec trop de violence ou avec trop de foiblesse, lorsqu'il transmet la puissance moindre qu'il ne l'a reçue, lorsqu'il laisse altérer le moins du monde la souveraineté dans ses mains.

Au reste ce n'est point à tort que Rousseau

a avancé que la souveraineté appartient au peuple seul & qu'elle est inalienable. Le peuple ne peut en effet en être dépouillé dans le droit, mais dans le fait les Rois en peuvent exercer les actes sans blesser en rien le droit du peuple. Ainsi quoique ce soient nos Rois qui en executent tous les actes, elle n'en réside pas moins essentiellement dans le peuple qui l'exerce par fon filence, tout aussi intelligiblement que par fes acclamations. Fri field Committed

C'est pourquoi il faut que tous les règlemens publics tous les édits & toutes les loix de distribution qui émanent du trône, soient toujours précédés d'un discours par lequel le Roi annonce au peuple dont il exerce tous les droits. les motifs qui le portent à les promulguer. Ce discours doit être établi sur les dispositions universelles, & être le pressentiment, l'explication,! l'expression de la voix publique dont le Roi: est censé l'organe. Les loix que les peuples. font eux mêmes, ne sont point motivées, mais seulement impératives, parce qu'un peuple n'a pas besoin de s'instruire de la cause qui lui fait faire la chofe qu'il fait : mais toute loi royale qui ne seroit point motivée, seroit regardée chès nous, comme un acte tirannique. illégitime & sans valeur.

l'Usage du pouvoir souverain dans le Mo--79 Pag

nurque est encore assujetti en France à une autre formalité importante, qui est la vérisication. C'est à dire qu'il faut que toute loi qui part du Prince soit, pour recevoir son exécution, certifiée vraye par quelque compagnie de Magistrats connus; asin que le peuple ait la certitude que la loi est vraiment émanée de son Monarque, & pour qu'il ne soit point exposé à être surpris par des loix supposées.

Et cette formalité de la vérification defcend en France du Monarque à tous ceux qui exercent de sa part quelque autorité: & tout ordre, ordonnance ou commandement, émané d'un Magistrat, doit être certifié par un secretaire ou un gressier connu & commis pour ce service. Outre la sureté qui résulte de cette formalité, elle lie tous les ordres de l'Etat les uns aux autres, donne plus de poids aux actes de l'autorité & engage à les rédiger avec plus de circonspection.

Les Parlements qui font en possession de faire les vérifications des loix distributives & des grands réglements, & tous les autres tribunaux en pareil cas, ont le droit de faire des remontrances, en qualité de conseils du Roi & de principaux membres du peuple. Les dernieres assemblées de la nation en se séparant il y a deux sècles, laisserent même à ces compagnies une forte de commission de désendre les droits du peuple dans les occasions importantes. Ainsi non seulement cette ancienne commission, mais la propre composition des Parlements avec le concours de la partie publique, dont nous déveloperons les sonctions en leur lieu, achéve de donner la sanction aux loix qui y sont vérissées.

Certainement le droit des gens exige que les remontrances des tribunaux foient publiques, & qu'elles puissent être itératives dans les cas extraordinaires. Ce même droit des gens permet encore aux Magistrats d'opposer de la résistance, mais une résistance passive seulement, une résistance comme homme, & telle que tout citoyen libre peut l'apporter à une chose qui lui répugne; mais auffitôt que le Monarque leur enjoint, comme officiers, de lui obeir: il faut qu'ils obeissent: ils ont averd le Prince, ils ont instruit le peuple, leur devoir est rempli: le reste est l'affaire de la déstinée. Il n'est pas que la resistance ait toujours été fondée, ou que les Rois aient eu toujours raison dans ces occasions éclatantes où le zéle entraine, où les esprits s'echauffent & où souvent de part & d'autre on perd de vue le droit; mais, le premier orage calmé, nous devons remarquer qu'il est sans exemple qué nos Rois n'aient pas bientôt retiré des loix décidément, ou jugées incompatibles avec nos

Qu'on remarque bien que ces préambules & ces vérifications, sont les sormes publiques & nécessaires avec lesquelles le Roi sait en France les actes de la souveraineté, que ces sormes ne sont qu'une même chose avec la loi sondamentale qui la lui décerne, & que ces sormes, loin de restraindre la souveraineté, ne sont que la rendre plus solide dans ses mains, & en rendant l'exercice plus juste & plus grave.

Au reste il n'en resulte aucun droit pour les tiers qui concourent à ces formalités. Il n'y a en France ni représentants du peuple, ni pouvoir intermédiaire. La France n'a jamais cessé de se représenter elle même. Le Roi n'a jamais cessé d'y avoir une autorité unique. Si c'est l'opinion publique qui fait la force du peuple, c'est l'amour de ce peuple qui fait la force du Roi & qui identisse ce peuple avec son souverain.

Ce n'est pas que la connoissance de la volonté générale soit toujours facile à acquérir pour nos Rois. Des intrigues à la cour, des menées parmi le peuple, des préjugés de corps, des écrits adroits peuvent faire prendre le change sur l'opinion publique. Cependant le gou-

elle

vernement sera peu trompé, s'il se sert des moyens que son élévation lui fournit pour détruire ces illusions. Le tems seul & les délais fusfissent pour déconcerter les intrigues & les menées. Elles partent de motifs trop petits & trop vains; pour avoir jamais beaucoup de tenue. Les préjugés de corps cédent à la constance, à la modération, & à la justice. Des écrits peuvent remuer plus fortement, & produire une insurrection parmi les esprits échauffés qui ressemble à l'opinion publique. Mais le gouvernement ne doit point hésiter à en mépriser l'effet, s'il voit que ces écrits partent de quelque intérêt d'amour propre, d'ambition, ou de cupidité; & non d'une envie é2 clairée & défintéressée d'être utile à l'Etat: En temporisant, ces écrits sont bientôt résutés par d'autres plus judicieux, & les esprits fe remettent.

l'Opinion publique, si l'on peut parler ainsi, est fille du tems & de la réslexion, compagne du calme; inséparable de la liberté. Elle se forme sans intention. Elle siege dans les cabinets & autour des soyers des hommes tranquilles. Elle acquiert la pluralité sans la solliciter. Elle ne se produit point avec éclat, mais elle marche avec reserve & solidité. Loin de se porter en avant pour produire de l'effer,

elle n'a jamais plus de force que quand elle est immobile & concentrée. Les pratiques que l'intrigue met en œuvre pour la diriger ne produisent jamais qu'une clameur passagere, indigne de l'attention du Prince. Ces Fantômes tumultueux qu'on veut faire prendre pour elle n'arrêtent point les Rois qui sçavent regner & c'est à eux à se faire obeir quand ils font surs qué leurs intentions sont droites, que leur justice est éclairée, & que le plus grand nombre est vraiment interessé au succès de leurs loix. Nos Rois ne sont point au dessus de toute autorité pour se soumettre aux préventions déréglées & aux erreurs présomptueufes, qu'un peuple adopte souvent un jour avec emportement pour les abjurer avec honte le lendemain. l'Opinion dont le Roi de France est l'organe, n'est point celle de la ville, celle de la cour, ni celle de la province, c'est celle de tous les tems & de tout le peuple dépouillé de préjugés & de passion.

Celle de nos lois fondamentales qui régle la succession à la couronne peut être considérée sons trois chess, celui qui veut que la couronne soit proprement béréditaire, celui qui veut qu'elle soit béréditaire par droit d'ainesse, & celui qui veut qu'elle soit béréditaire dans les males seulement, & qui en exclut formellement les semmes.

La disposition qui veut que la couronne soit héréditaire dans la maison regnante est simple & n'exige pour être saisse aucun dévelopement. Elle a ses motifs dans la volonté confitante que les choses se continuent selon l'ordre accoutumé, dans la présérence donnée à la tranquillité publique sur l'exercice de toute autorité, & dans le respect inné chès les François pour les propriétés; & pour les habitudes anciennes.

l'Autre disposition à pour motif l'ordre natufel en ce qu'elle veut que la couronne soit héréditaite de pere en sils, & de male en male a l'ordre de primogeniture observé. Faute d'enfants males du Roi régnant, la couronne revient alors au chef de la tige premiere, en ordre des sils puisnés des anciens Rois, & toujours ainsi, tant qu'il existe un Prince du sang royal issu de race masculine, les semmes ne pouvant jamais donner de leur chef à leurs enfants la qualité de Princes du sang royal.

Dans le cas rare où il n'y a point de Prince du sang royal, le peuple rentre dans le droit de se choisir un Roi, & il peut élever le citoyen quelconque qui lui convient, à cette dignité. Il faut seulement pour être habile à la posséder être François de naissance & d'origine. Quand on dit d'origine, on entend

D 2

l'origine légale qui se borne à trois générations, & non l'origine Historique qui remonte autant que la mémoire trouve de monuments capables de la guider.

Quant à la disposition qui exclut formellement les semmes de la succession à la couronne, on a voulu dire que c'étoit parceque mariées souvent à des Princes étrangers, on veut ôter à leurs ensants, alors étrangers, toute prétention au trone de France. Tel est bien un des essets de la loi; mais ce n'en est point du tout le motif; car il seroit susceptible d'exception pour les ensants de nos Princesses mariées à des François. Et l'on sent bien que ce decret plus ancien que toutes les loix connues parmi nous, part d'un principe plus déterminé & plus impérieux.

Cette exclusion des femmes de la succession à la couronne tire son origine de fort loin, &t remonte jusqu'au tems des Gaulois. Comme les semmes ont de tout tems été en vénération chès nous, il sur un tems où nos peres trop occupés de la guerre les éleverent à differentes Magistratures, & l'on vit chès les Gaulois des tribunaux composés de semmes. Ces peuples ne tardèrent pas sans doute à sentir les inconvénients de cette institution, & tombant dans un exces contraire, ils sirent une loi par la-

mais

quelle ils otèrent aux femmes, non seulement la prérogative de remplir aucune Magistrature, mais encore la faculté de posseder de leur chef aucune terre. Cette loi comprise depuis dans nos loix saliques, a été abrogée quant à la possession des terres; mais elle subsiste encore & subsistera dans toute sa force, tant que le nom François sera connu, quant à l'exclusion des femmes de toute Magistrature, même de la Royauté, qui s'exerçant par des conseils, sembleroit pouvoir leur être ouverte sans de grands inconvénients.

Cette loi, qui est une loi nationale, porte un très grand caractère. Ellè élève la nation Françoise au dessus de toutes les nations de l'Europe, en ce qu'au milieu d'une complaifance pour le sexe poussée jusqu'à l'idolatrie, cette nation seule ne déroge point au vœu primitif de la nature qui eloigne les semmes des sonctions publiques & qui ne les appelle point au premier rang.

Ce feroit ici le lieu d'avancer, en ecrivain galant, que les femmes sont pour exercer une autre sorte d'empire, & en les flattant pour nous concilier leurs suffrages, de dire que leurs charmes exercent une autorité plus générale & plus absolue que toute celle qui pourroit leur venir des institutions des hommes;

D 3

mais de pareilles flatteries ne doivent point se rencontrer dans un écrit consacré à la raison. On doit y trouver au contraire que tout naturel qu'est le pouvoir & l'empire des semmes, il est essentiel de le rensermer dans ses justes bornes. Il est beau de leur plaire; il est lâche de les tromper, & il faut sçavoir les estimer assès pour ne pas craindre de relever les abus qu'elles sçavent bien que leur trop d'influence amène dans les affaires publiques.

Lorsque les Etats ont été soumis à des Reines, on observe qu'ils ont été heureux; parce qu'alors, disent certains politiques, ce font les hommes qui gouvernent: & au contraire sous les Rois, le gouvernement est souvent moins brillant; parcequ'il leur est trop ordinaire dans leurs passions de se laisser dominer par des femmes. Ce raisonnement qui est tout à l'avantage du sexe masculin, même en ce qu'il a d'avilissant pour lui, peut être vrai en général; mais il est faux pour la France en particulier; parce que chès les autres nations les femmes accoutumées à avoir de la déférence pour les hommes, ne perdent point étant arrivées à l'Empire ces sentiments de subordination qui les portent à rechercher l'appui des sages. Et comme ce sexe qui a moins de

de ressort que le nôtre dans l'imagination, a en revanche beaucoup de sagacité pour discerner les bons conseils, & beaucoup d'attention à soutenir l'autorité qui lui est confiée il arrive que les règnes des femmes sont souvent très éclatants chès les autres peuples du monde. Mais chès nous où les femmes accoutumées aux adorations, regardent dans les hommes la parfaite complaifance pour leurs volontés comme le premier mérite, il ne feroit pas prudent en effet d'en rien attendre d'analogue à la gravité continuelle des affaires publiques. Aussi nos annales attestent-elles que les règnes emprantés de toutes nos régentes, ont été le comple de l'inconséquence & de la diffention. Au reste on dévelope ici des principes, on dit des faits, & l'on ne prétend point donner l'exclusion aux prodiges. Les François ont eu leurs femmes célèbres; & pour nous borner à un seul exemple, quel est l'homme parmi nous qui a plus fait pour sa patrie que Jeanne d'Arc? Mais les loix por tent sur les choses communes, & non sur des faits extraordinaires, heroiques & meiveilleux.

Par une autre loi fondamentale la couronne de France est une, entiere, & indivisible. Les inconvénients qui suivirent les différents partages du Royaume sous la premiere race de

nos Rois, ont fait arrêter cette loi qui veut. que la couronne soit toujours dévolue à un seul héritier dans son intégrité, sans que la domination royale puisse être divisée entre les fils du Monarque sous aucun pretexte, & sans qu'ils puissent faire entre eux aucun démembrement des provinces qui composent le Rovaume, ou y exercer des droits royaux. On leur fait un appanage de terres considérables qu'ils possédent comme Seigneurs, avec le patronage, des grandes charges comme Princes. Ceux qui sont immédiats ont des gardes & une maison d'honneur comme des Rois, Ils peuvent aussi parvenir aux grandes places de l'Etat, lorsque leur gout les y porte, mais quand ils se contenteroint de leur qualité de Princes du fang, il est si satisfaisant de viyre en France avec un aussi grand état, qu'on sent qu'ils peuvent aisement se passer d'y ambitionner d'autres honneurs. and anonypor al

Aussi, soit heureuse naissance, soit patriotisme, soit conviction de la force des loix, estil presque sans exemple que les Princes du sang se soient portés à des mouvements d'insubordination. La parfaite consiance du Roi, & la peu de précaution qu'il prend contre eux, est la haute récompense de leur noble & constante soumission, & l'amour des peuples qu'ils partagent avec le Monarque achêve de cimenter cette union. La France peut-elle ne pas se glorisser de présenter depuis si longtems à toutes les nations ce spectacle de tranquillité parmi ses Princes, & de montrer ainsi l'influence des moeurs & des loix, jusques dans un rang où il n'est que trop ordinaire de voir partout ailleurs le mépris insensé de ces grands & judicieux motifs.

La forme emporte le fonds. Cet adage François si connu est encore une de nos loix fondamentales. Elle est la baze la plus générale & la plus solide de la liberté & de la tranquillité publique. La durée de ce Royaume au milieu des vicissitudes qu'ont éprouvées tous les autres, moins attachés à ce principe, justifie bien, & le grand sens de nos peres, qui l'ont adopté, recommandé, inculqué, au point d'en faire un proverbe, & la persévérance avec laquelle nous le maintenons, malgré le premier cri du raisonnement qui s'eleve à tout moment contre lui.

En effet il semble d'abord évident que la justice du fonds devroit en tout tems prévaloir sur l'impersection de la sorme, & que lorsque l'on a raison dans le principe, une irrégularité dans la maniere de procéder ne dévroit jamais êter l'effet au droit. Ce sentiment à l'air tout

à fait équitable, & il faut convenir qu'il l'est dans l'ordre naturel, mais un peu de restéxion fait voir qu'il ne l'est point du tout dans l'ordre civil.

Rien au monde n'existe que par les sormes: tout est vague, incertain, imparfait sans les détails. Outre les règles générales, il faut donc qu'il y ait encore des règles particulieres qui affurent l'execution des autres dans les détails, qui font en tout les seules choses existantes. Et dans le cas où la règle particuliere qui fert d'instrument à la règle générale, a été blessée, il est évidemment nécessaire que tout foit sacrifié à la règle particulière, sans quoi ni l'une ni l'autre n'existeroient bientôt plus. Si cette disposition des choses entraine quelques maux, il suffit de voir que c'est celle qui en entraine le moins, pour la conserver, pour la chérir, & pour couvenir que c'est là un de ces légers inconvéniens des institutions humaines, auxquelles il est trop certain qu'une absolue perfection ne peut être attachée.

Ainsi l'Etat dit au François qui a droit au fonds & qui est condamné par un désaut de forme: " Je vois que la chose que vous de" mandez est juste; mais comme vous avez manqué à la suite des procédés ordonnés pour constater qu'elle vous est due, elle no peut

pout plus vous être accordée; parceque ces procédés sont les garands de la justice même, Vous êtes dans le cas du citoyen qui meurt pour sa patrie. Votre droit n'est que la chogest la chose générale. Votre fait n'est que sest la chose générale. Votre fait n'est que sest la confervation des formes pet la chose générale. Votre fait n'est que votre intérêt du moment: la formalité est pour intérêt de tous les tems. Dès l'ingest flant où vous avez manqué à la forme, voget question a changé d'espece, de propre qu'elle vous étoit, elle est devenue publigeue, & ne peut plus être décidée que par ce principe public qui fait la sureté de tous;
La Forme emporte le Fonds."

De cette loi féconde en resultats heureux, que nous laissons déveloper au Lecteur, nait surtout la nullité; la nullité par qui tout ce qui est imparfait & tirannique est à la fin renversé, qui laisse dans toutes les assaires où l'arbitraire a prévalu, une porte toujours ouverte, par laquelle la raison rentre tôt ou tard victorieuse dans tous ses droits.

Et ce n'est pas dans la seule distribution de la justice que se fait connoitre cet amour des François pour les formes exactes & pour les procédés convenus. On le trouve également dans ses usages: on le trouve également dans ses mœurs: Tant cette nation est au fonds

conséquente & solide, malgré son apparente légéreté. Ce n'est pas assès en France d'avoir de bonnes intentions & de pratiquer le bien, il faut encore le revêtir de formalités qui en rendent la distribution praticable. Et si les formes tempèrent l'austerité de la vertu, aussi mettent-elles un frein aux entreprises du vice! On a mauvaise opinion & presque toujours avec raison de tout homme qui rejette les formes reçues. Les formes subjuguent le rustre dans sa chaumiere, lient le citadin dans ses murs, tempèrent la supériorité des grands dans leurs palais, vont saisir le Roi même sur son trône, pour le garantir des manquements involontaires de ses sujets & des siens propres. C'est surtout dans la cour de nos Rois que les formes sous le nom d'étiquette exercent leur autorité la plus absolue. Et leur utilité y est si prouvée qu'il n'est jamais arrivé que nos Princes s'en foient écartés dans la moindre chose, sans que mille & mille chagrins, soit publics, soit domestiques, ne les ayent bientôt contraints à se remettre fous leurs falutaire abri.

Celle de nos loix fondamentales qui reserve essentiellement la liberté non seulement à tous François, mais à tout homme qui respire sous le gouvernement François, tient au caractere du peuple, autant qu'à la forme de ses institu-

tions.

tions. Mais il y a des observations à faire avant de fixer le sens que l'on donne en France au mot liberté. On a tant abusé de ce mot dans les divers écrits qu'on a faits sur le gouvernement depuis un siècle: on l'a pris en tant d'acceptions différentes, qu'il est absolument nécessaire de déveloper les principes de la chose pour fixer invariablement la signification du mot.

Ne point laisser asservir sa pensée, conserver des sentiments conformes à la seule raison & indépendants des circonstances & de l'autorité, est sans doute un genre de liberté; mais c'est une liberté qui appartient à toutes les ames fortes, c'est une liberté que tout homme généreux peut exercer dans toutes les conditions, & conserver dans l'esclavage même. Cette liberté est la liberté de l'esprit. Elle est un effort de la vertu, ou un don de la nature & non un esset des gouvernements. Il faut en outre au citoyen, une liberté active & réelle qui laisse à sa volonté aussi bien que le choix de ses pensées celui de ses discours & celui de ses actions.

N'avoir point de Roi s'est souvent appellé jouir de la liberté chès les republicains; comme si l'absence de cette dignité dans un gouvernement, faisoit une augmentation d'indépendance pour le peuple; comme si l'autorité des autres Magistrats n'étoit pas également sus-ceptible de devenir oppressive & tirannique; ainsi qu'on l'eprouve dans toutes les Aristocraties. Il est inconcevable qu'on ait pu jamais envisager la liberté sous un point de vue aussis faux; & l'on sent bien que ce n'est pas là ce que le bon sens prendra jamais pour la liberté:

Les anciens peuples de la Grece appelloient liberté, la faculté réservée à chaque citoyen de concourir activement au gouvernement de son pays. Dans ce sens il ne pouvoit y avoir de liberté que dans les démocraties. Les charges très pelantes qui refultoient de ce genre de liberté : multiplioient les obligations civiles au point de ne laisser presque plus aucun jeu à la liberté naturelle. Cette définition de la liberté n'est point celle que nous admettons: Après avoit écarté ces fausses définitions nous allons remonter jusqu'au principe de la liberté pour bien déterminer à l'esprit le point où nous nous fixons dans l'usage de ce droit. -Soyons attentifs, lecteur, car ceci renferme tout l'homme.

En regardant la liberté dans l'état naturel 600 l'homme ne reçoit aucun secours de son femblable, n'est lié avec lui par aucun contract, par aucune convention tacite, & n'a

par conséquent aucun devoir à remplir envers autrui, nous trouvons que la liberté de l'homme est indéfinie; qu'elle peut se porter indistinctement à tout ce que lui dicte sa volonté & ne finir qu'ou finit sa puissance. Cependant nous voyons dans cet état même exister les premiers principes du droit des gens. Nous fentons que la moralité exerce déja un empire sur le cœur de l'homme, & qu'elle le livre à la consideration du bien & du mal. Sa liberté, toute indéfinie qu'elle est dans le fait, est restrainte dans le droit par les loix premieres de l'humanité, de la compassion, par le cri de la conscience. Il peut faire tout ce qui est indifférent, soit pour sa conservation, soit pour son plaisir; il peut même pour sa conservation se porter à nuire aux autres êtres: mais s'il se porte à leur nuire sans avoir ni le motif de la défense ni celui de sa conservation, il commet un crime, il manque à sa propre bonté, il blesse le droit des gens, il se dégrade à ses propres yeux, il agit contre ce sentiment de commifération que la nature a mis dans son fein, il agit contre sa conscience & contre l'ére suprême qui la lui a donnée pour guide : il est méchant, & son partage ne peut plus être que la honte de lui même, la foiblesse & le chagrin. Le droit des gens, ce premier frein

frein de la liberté de l'homme naturel, subsiste dans l'ordre social, & suit l'homme dans les institutions civiles. Il oblige le citoyen dans les cas où la loi manque pour l'éloigner du mal, & il régit les nations dans leurs guerres & dans leurs traités; parce qu'elles sont comme des êtres isolés dans la nature, qui ne se doivent rien les uns aux autres, & qui ne peuvent avoir pour règle que leurs intérêts, assujettis cependant à la voix sainte de l'humanité. Mais cette liberté indéfinie de l'ordre naturel, n'est point la liberté de l'ordre civil, qui est limitée par un beaucoup plus grand nombre de devoirs.

La liberté civile, la seule dont puissent jouir les hommes en société, consiste à n'être assujetti qu'à des régles connues de tous & communes à tous, de n'avoir point de loix oppressives qui genent sans raison la liberté naturelle, c'est à dire, de n'être contraint par les loix qu'en ce qui nuit aux autres, & d'être libre dans tout le reste. Telle est la limite te que nous fixions à notre independance, telle est la liberté dans son sens le plus vrai, telle est la liberté chès les François.

Un amour déréglé de la liberté, le défaut de jugement qui fait confondre la liberté naturelle avec la liberté civile, engendrent le libertinage & la licence. La nature humaine, a-t-on dit; tend toujours aux choses défenflues, mais c'est surtout la nature humaine groffiere & fans discipline, & c'est l'amour mal entendu de la liberté qui lui donne cette tension. Tout gene un insense en qui bouillonent les passions & qui se livre à un amour Les loix l'importuindiferet de lui même. nent, uniquement parcequ'elles font prescrites. Il fergit volontiers ce qu'elles commandent s'il le faisoit de son choix; mais de ce qu'elles l'ordonnent il faut qu'il y résiste; il veut être libre. Les choses bonnes & utiles font reconnues, sont recommandées par les sages: c'en est asses pour qu'il se précipite dans les chofes contraires: il veut agir librement: il aime mieux courir dans les abimes que de se croire conduit dans des routes fures. Tel est le caractère du libertinage; & c'est ainsi que l'orgueil mêne les hommes vains à abhorrer tout ce qui est ordonné, & à tendre à tout ce qui est défendu; souvent sans avoir une profonde perversité; mais parcequ'ils se livrent à un amour inconsidéré de leur liberté, sans examiner que ce sentiment naturel doit être modifié dans l'état social. L'homme civil ne doit point oublier qu'il n'est jamais plus libre que duand if obeit aux loix & qu'il suit les conseils des sages, puisqu'il fait ce que sa raison bien dirigée lui demande, ce qu'il a lui même voulu, & que quand il se contraint pour remplir ses devoirs, il ne fait qu'astreindre sa volonté du moment à sa volonté de tous les tems.

La liberté Françoise donne la propriété absolue de sa personne à quiconque habite la
France. Il n'y a point d'esclave parmi nous;
& la différence des rangs, suite nécessaire d'une bonne police, n'y est point si sorte, qu'elle puisse jamais blesser gravement l'égalité naturelle des hommes. Le citoyen n'y laisse de
prise sur son corps que par le crime, ou par
des engagements téméraires. Et dans ce cas
encore il ne tombe que dans les sers de la loi,
jamais dans la puissance du particulier. Nul
n'y est jugé que par ses juges ordinaires, nul
n'y est jugé que publiquement & selon les sormes usitées.

Si tout homme en France est indéfiniment maitre de sa personne, tout homme y est également conservé maitre de sa chose. Son champ, sa maison, son mobilier, lui sont assurés par l'autorité publique. Cette autorité vient même au secours de l'autorité particuliere pour la bonne discipline des familles, & pour le maintien de la puissance du maitre dans chaque maison, image raccourcie de l'Etat.

C'est

C'est ainsi que la liberté chès nous est le simple usage de la liberté naturelle & du droit des gens, réduit en régle & approprié à l'état civil, & non point, comme dans les démocraties, le sacrifice de toute liberté naturelle; pour le droit de participer au commandement, droit onéreux au plus grand nombre, & toujours mal exercé par le peuple, qui doit parrout sa principale attention à ses travaux domestiques.

Ce n'est pas que le François soit sans raport avec fon gouvernement. Nous avons vû, en parlant de la Souveraineté, qu'il y influe au contraire infiniment; par la force de son opinion; par l'union & les déférences qui régnent entre l'ordre qui gouverne & celui qui est gouverné, & enfin par la vigueur & la liberté des censures particulières. Mais on répéte que les droits que le François exerce en cela font seulement passifs; naturels, & sans autorité directe. Tout droit actif est abfolument entre les mains du Roi. Toute exception. tout manque de confiance à cet égard blesseroit trop l'idée qu'on desire que le Prince se fasse à lui même des vertus necessaires à son rang, & la haute opinion que le peuple aime à avoir de son Monarque.

Que le salut du peuple soit la suprême loi,

est une maxime de tous les peuples & de tous les tems; & si elle est comptée parmi nos loix fondamentales, c'est plus pour en déterminer le sens & en restraindre la pratique, que pour en recommander l'usage. On sçait qu'il est des cas dans les Etats les mieux réglés, où la loi la plus instante est l'oubli de toute loi. Cette régle qui admet les justes exceptions est esfentielle en ce qu'elle fait le complément de toutes les autres & qu'elle affujettit à la loi. l'infraction de la loi même. Mais autant il est vai que le bien public exige qu'on préfére quelquesfois la violation de la loi, à la loi, autant sont rares les cas où cette maxime est applicable. Les mauvais politiques y ont facilement recours, & il n'est point de petite affaire où, génés par les usages, ils ne voyent le salut de l'Etat préférable à toutes les régles. & où fous prétexte des dangers de la chose publique, ils ne veuillent suspendre l'effet des loix, les écarter, les enfreindre, les violer. Mais les administrateurs sages sont avares de ces moyens qui fortent de l'ordre: ils n'estiment point bon, un travail, qui leur coûte un pareil excés. Ils ménagent les coups d'ausorité, & ils n'en viennent à ces partis extrêmes que quand toutes es autres ressources leur manquent; parce ou'il n'y a en effet que la ruine

ruïne prochaine & évidente de l'Etat qui puisfe justifier la hardiesse de ces entreprises. Bien entendu encore que ces dérogations aux loix ne concernent que les loix de distribution, & non les loix fondamentales de l'Etat, dont le cours ne peut être interrompu, sans que l'Etat ne soit entierement renversé.

Malgré l'attention que notre gouvernement apporte à ménager les coups d'autorité, un usage constant, & que personne ne peut désaprouver sans injustice, les fait employer quelquessois contre les citoyens dans les cas de crimes singuliers contre l'humanité ou contre les mœurs, & dans les cas de crimes d'Etat. Ces cas heureusement très rares tirent l'autorité qui les décide de la grande loi d'exception que nous dévelopons ici.

Combien n'est-il pas sage en esset de soustraire au scandale par un enlevement prompt ces sortes de scélérats, dont les crimes non communs, ne peuvent que souiller la mémoire, porter atteinte à la bonne opinion des mœurs nationales, & répugner à la notoriété publique. A l'egard des crimes d'Etat (on entend par là tous les cas où le gouvernement est sans aucun droit hurté dans sa marche) ils exigent également de la célérité, & ne supportent pas la discussion. On les décide toujours par l'autorité: maniere prudente qui, malgré les clameurs des gens licentieux, affire la tranquillité publique, & qui a eu lieu dans tous les gouvernements complets. On connoit la sévérité des inquisiteurs d'Etat de la république de Venise. Les Avertis de Florence ont dans leur tems excité l'attention de l'Europe. Rome ancienne, le séjour de la liberté même, usoit sans ménagement d'autorité, lorsqu'il falloit réprimer l'audace des perturbateurs publics. Chès les Atheniens la rigueur de l'ostracisme privoit souvent la république de ses meilleurs citoyens sur le moindre soupcon. Chès nous les châtiments en cette matiere, se bornent à l'exil où à la prison. On cherche plus à priver des moyens de mal faire, qu'à punir durement un brouillon, en qui on ne voit plus que de l'erreur & de l'impuissance.

Telles sont nos loix premieres, nos grandes & constantes conventions, celles sur lesquelles il n'y a point chès nous de variations, ni d'exceptions: tels sont ensin les sondements sur lesquels la Monarchie Françoise est élevée. Voyons les bonnes conséquences qui sortent de principes aussi sains, & examinons comment une sage administration ajoutée à ces sages institutions entretient & augmente parmi nous la prospérité publique.

En passant de la loi à la puissance, de ce qui ordonne à ce qui execute, la Royauté est la premiere chose qui frape nos regards. La Royauté de sa nature est la Magistrature suprême, & sa suprematie a également lieu sur tous les ordres de Magistrats. Ces ordres sont au nombre de cinq, le ministère, le sacerdoce, la judicature, le commandement militaire & la finance. Ceux qui composent ces ordres sont dans une dépendance directe du Roi, quant à leurs fonctions: & son autorité sur eux est un des priviléges nécessaires & principaux de sa couronne. Quoiqu'on allegue, il ne doit rien y avoir parmi les hommes de plus facré, de plus respecté, de plus élevé que la Royauté. Tout ce qui porte atteinte à cette dignité, dans les lieux où elle est admise, tout ce qui y fait exception est abusif & imparfait. Des que la Royauté existe chès un peuple, toute autorité, toute commission publique, doit indispenfablement émaner d'elle. Comme c'est ainsi qu'est la Royauté dans son essence, nous n'héfitons pas à avancer que c'est ainsi que la considére quiconque est bon François.

Tout chef unique dans un Etat a été appellé Roi chès tous les peuples & dans tous les tems; & tous les peuples paroissent être convenus dans tous les tems de désigner par cette dénomination la dignité la plus éminente qui puisse exister. Cependant l'envie d'amplisser & d'outrer les titres a cru pouvoir aller encorg au dela d'un terme aussi élevé. On a vu des Rois des Rois. Les Grecs appelloient le Roide Perse par excellence le Grand-Roi. Et les débris de l'Empire Romain ont laissé parmi les peuples, dans le nom d'Empereur, l'idée d'une dignité qui voudroit être au dessus de celle de Roi.

Ce n'est pas que les Romains ne sentissent bien que la qualité de Roi étoit au dessus de celle d'Empereur, quant au sens étroit des mots, puisque celui d'Empereur ne fignifioit que général, mais c'est parcequ'ils sçavoient que la qualité de Roi étoit en effet la plus émiz nente, qu'ils refuserent de la donner à leur Prince. Et la nom d'Empereur que les Mo: parques Romains prirent d'abord par modeszie & pour ménager l'ancienne haine que ce peuple avoit vouée aux Rois, ne put être regardé comme un titre supérieur à celui de Roi, que par l'effet de la supériorité Romaine, qui avoit assujetti plusieurs Rois. -Cette supériorité est disparue, le titre est resté, & il y a encore des personnes qui y ajoutent quelque idée de préeminence quoique la domination n'existe plus, pas même sur elle même, pas même sur la ville de Rome.

Mais pour ramener au vrai dans un fujet où l'esprit peut facilement s'égarer dans des mots fusceptibles d'un sens différent, quoiqu'ils servent à défiguer une même chose, il est nécessaire de convenir que le chef unique d'un grand Etat, qui ne voit aucune autorité au dessus de lui, est véricablement un Roi, quelque titre qu'il prenne avec les autres Princes, & quelque titre que les autres Princes prennent avec lui. Dans ce sens qui est le seul réel, on voit que le titre d'Empereur que prennent quelques Princes en Europe ne conz clud rien, quant aux autres puissances, ni dans le fait, puisqu'il ne leur donne sur elles aucune autorité, ni dans le droit, puisqu'il n'y a que la force qui fasse droit en cette matiere, & qu'il ne donne en effet aucune force.

Ainsi donc de ce que notre Roi Charles, magne qui gouvernoit presque tout l'Occident, a été salué Empereur par le peuple Romain à qui il avoit rendu quelque liberté, il ne s'ensuit pas que cela ait donné plus d'autorité aux puissances à qui depuis en a continué de déférer ce titre. Cela établit seulement pour le Prince qui le porte, une série de succession plus ancienne qui fait accorder le pas à sesame

E 5

bassadeurs parmi ceux des autres puissances. Il en est de même de ceux du grand Seigneur, à cause de l'ancienneté de son siège, soit comme maison Ottomane, soit comme ayant succédé immédiatement aux anciens Empereurs de Grece & d'Orient, qui descendoient eux mêmes des Empereurs Romains. De sorte que les ambassadeurs de ces deux puissances, ont généralement le pas sur les notres dans toutes les cours.

Voila à quoi se réduisent les prérogatives du titre d'Empereur dans ces deux Monarques. Les Princes de Russie qui étoient appellés Grand Ducs, il n'y a pas un siècle, ont desiré, ont demandé parmi les puissances le titre d'Empereur. Ce titre, comme on voit, ne donnant par lui même ni autorité, ni rang, on le leur a accordé sans hesiter; mais on a exigé que leurs ambassadeurs, non obstant ce titre, restassent pour le pas au rang que leur donne leur ancienneté parmi les puissances ré-Les Monarques François sont également appellés Empereurs par les peuples étrangers qui entendent par ce mot quelque chofe de plus qu'un Roi, & l'on dit aussi bien l'Empire François que le Royaume de France. l'On donne encore le nom d'Empereur au Roi de Maroc, prince Barbaresque, au Roi de la Chipe, au Roi du Japon, sans que pour cela ces Princes soient plus que des Rois.

Que si malgré tout ce que nous disons, on pouvoit encore croire que tous les grands Monarques ne font pas égaux entre eux, & qu'il y a dans le monde une on deux puissances plus considérables que la notre, nous ne nous en faisons point une peine: nous souffrons facilement chès autrui, une vanité qui ne nous fait rien chès nous. Il n'est point généreux, il peut être fâcheux de vouloir être les premiers du monde, & nous nous contentons volontiers d'y tenir un bon rang. Il suffit pour nos Rois que personne dans l'univers ne puisse leur donner la loi chès eux, & pour nous qu'aucun peuple ne puisse montrer plus que les François, de sagesse, d'intelligence, de courage & de vertu.

Quant aux projets de domination universelle qui semblent tenir au titre d'Empereur, & que quelques Rois & quelques peuples ont conçus, il n'y a qu'un orgueil insensé & une ambition absolument aveugle qui puisse faire croire à leur exécution, soit comme Monarchie, soit comme Théocratie. l'Empire d'Alexandre n'a duré qu'un moment, & ne s'étendoit que sur les parties du monde conpues par les Grecs. Celui des Romains n'é-

toit guére plus étendu, & s'il a eu un peu plus de durce, c'est parcequ'il ne tenoit pas à la valeur d'un seul homme, mais à la vertu d'un grand peuple; mais sans cesse déchiré dans son intérieur par des puissances qui cherchoient à reprendre leur équilibre, il s'est vu à la fin obligé de leur ceder & de fuccomber sous son propre poids. Et comme il n'est pas possible de porter dans des desseins ambitieux la force & l'intelligence plus loin que ce peuple l'a fait dans le projet de subjuguer le monde, le peu de durée de son empire & l'impossibilité où il s'est vu de le completter, puisque les Indes, la Chine, & tout le Nord de l'Europe lui ont échapé, servent au moint à donner à la posterité un exemple frapant & mémorable de la vanité d'une telle entreprise. Ayant échoué avec de si grands moyens. le monde en acquiert au moins la preuve qu'elle est impraticable, l'Exemple de Charlesmagne, & celui de Charlesquint, qui n'ont encore dominé qu'incomplettement, & un seul instant en Europe, avec des forces considérables & de très longs règnes, achêvent d'en démontrer à jamais l'impossibilité, comme le droit des gens en a du démontrer dans tous les tems l'injustice.

Nos Monarques s'en tiennent donc au titre

vrai, faint, antique, & universellement reconnu de Roi, trop réveré dans l'univers, & trop aimé par la nation pour ne pas suffire à leur Majesté. Ils n'ont jamais recherché celui d'Empereur, quoiqu'ils l'aient renouvellé en Europe. Ce titre d'abord inférieur au leur dans son sens exact, supérieur seulement dans la perfonne des Romains anciens, & aujourd'hui purement d'habitude en Allemagne, ne scauroit rien ajouter à leur grandeur. Ils s'en tiennent de même à la possession de leur royaume, fans aspirer à conquérir d'autres Etats; & il paroit qu'ils font bien convaincus qu'il ne convient point à des Princes, que leur seule position rend nécessairement les arbitres du monde, de fonger jamais à le subjuguer.

Une couronne est sans doute une propriété pour un Monarque appellé à régner par sa nais-sance & par les loix; mais cette glorieuse propriété est cependant à la charge d'un travail. On ne peut point en jouir simplement, il saut en remplir les obligations, il faut régner. C'est-à-dire qu'il faut exercer la plus grande, comme la plus importante sonction qui puisse résulter des conventions humaines. Cet au guste métier est circonscrit pour tout l'univers entre une vingtaine d'hommes peu dans le cas de se rapprocher; & il n'y a par conséquent

que de l'exercer qui l'aprenne : il n'y a que d'être né auprès de ceux qui le font qui puisse y préparer. Nous ne répéterons donc point ici les avis, tant donnés aux Rois, de s'instruite, de voyager, de connoitre leur pays, leurs sujets, de s'appliquer à faire d'excellents choix, d'être généreux, populaires, équitables, bons. Les choses elles mêmes leur parleront sur tout cela plus fortement que nous. Et leurs devoirs sont, graces au ciel, si évidemment tracés, qu'un jour d'attention donné à leurs affaires, peut mille sois mieux les instruire que les enseignements des hommes les plus sages, séparés des circonstances auxquelles ils peuvent s'appliquer.

Le figne collectif du peuple François & par conséquent du Roi, est une courte pique liée à deux tranchants de hache, connu, renommé, consacré dans l'univers sous le nom de seur de lis. Le Monarque en porte trois dans l'écusson de ses armes; son manteau royal en est parsemé, sa couronne en est ornée: les siéges des magistrats, les tapis des tribunaux présentent partout cette marque. Les tours des maisons publiques la montrent au loin sur leur faite. Les drapeaux, les enseignes, les guidons, les pièces de monnoye en portent l'empreinte. C'est le signe national. Et tous les peuples

ont eu de pareils signes, plus ou moins fameux felon leur plus ou moins de puissance, de patriotisme ou de liasson. La chouette d'Athênes a eu sa célébrité, mais rien n'a égalé dans l'antiquité la gloire de l'Aigle Romaine. Parmi les peuples modernes la fleur de lis des François & le croissant des Turcs sont les signes les plus généralement connus, comme ils font les plus simples dans leur forme, & les plus aisés à être apperçus. Chercher comment cette marque a pris chès nous le nom d'une fleur à laquelle elle ne ressemble point, seroit une discussion minutieuse & superflue; & nous aimons mieux en laisser l'origine au hazard, & en attribuer la dénomination à la volonté impérieuse de l'usage, que d'adopter ce que quelques écrivains en rapportent. Quoiqu'il en soit's les poëtes en célebrant les nations se sont servi de l'emblême des lis pour nous désigner dans leurs chants. Ils ont dit l'empire des lis pour le Royaume de France, pour le peuple de France; les lis ont fleuri dans leurs vers, comme l'aigle s'y étoir élevée, comme le croissant y a pâli; & ce terme n'est pas moins consacré aujourd'hui dans le propre que dans le figuré.

L'oriflamme, drapeau de couleur bleue parfemé de fleurs de lis d'or, est la banniere vénérée, qui désigne l'assemblage entier du peuple François sous les auspices de son Roi. Un collége de prêtres dont le régime est absolument national; & qui s'est rendu recommandable par sa piété; son sçavoir & sa sidelité; est chargé de conserver ce dépôt précieux; dans un lieu sur; fetire & somptueux; que la patrie & la religion concourent à sanctisser. C'est au milieu des richesses consacrées au dieu des armées, à coté des cendres de nos Rois, qu'est gardé ce signe si terrible aux ennemis de la France; ce signe d'autant plus secourable qu'il est en esset inouri qu'on le produise; mais qui n'auroit qu'à paroitre pour nous rappeller à notre antique union; & pour ne salre de tout le peuple François qu'un seul homme.

Le Sceau royal, où le grand Sceau; ce principe de toutes les formes; présente dans sont empreinte les armoiries du Roi. L'écusion; chargé de trois sleurs de lis, y paroit surmonté de la couronne & entouré des coliers des orêtres de chevalerie. Le manteau royal se déploye defrière ces pieces, auxquelles deux gétiles ailes & révêtus de Dalmatiques servent de support. Ils servent à nous rappeller dans cette empreinte antique & mistérieuse; la protection divine chès les François toujours reconnue; toujours attendue; & toujours acécidée. Oni! Ces génies tutélaires en habits bits sacrés, surent placés la par nos peres, comme les signes de l'appui qu'ils attendoient du Souverain maitre des Empires. Ils sont pour nous encore des simboles de constance, de courage, & d'espérance. Leur image est faite pour porter aux générations sutures le témoignage de notre constante soumission aux ordres d'enhaut, & pour inviter nos neveux à tirer de là, ainsi que nous, leur plus grande force, & leurs plus solides avantages.

Malheur à tout François qui oferoit foumet tre à un froid examen, les cérémonies du facre de nos Rois & les instruments augustes de cet acte! Nous n'y voyons rien que de grand, que de saint, que de merveilleux, que de sublime, que de vrai. La folemnité qui fait d'un homme, le Souverain d'une si glorieuse nation, ne l'élève pas moins au dessus de lui même, qu'elle l'élève au dessus des autres. Et si la voix d'un grand peuple a dans tous les tems été reconnue pour la voix de Dieu même, pourquoi un acte aussi unanime n'au-Poit - il pas une origine divine & des effets miraculeux? Prodiges, guérifons, changements fubits dans les corps & dans les esprits, pourquoi tout ne seroit-il pas possible à la presence d'un Roi de France nouvellement facré? Et quand l'Etre suprême n'opérerdit pour lui 669

ces merveilles, que par les moyens ordinaires de la nature, ne trouverions nous pas encore dans cet ordre, de quoi justifier notre croyance & nos traditions? Pourquoi la Majesté royale dans sa pompe sacrée, dans son au zuste appareil, réhaussée du respect indicible d'une foule innombrable & charmée, ne relèveroit-elle pas une ame affaissée par le mal, ne ranimeroit - elle pas des fens abbatus par des langueurs, ou dérangés par des passions, au point de faire prendre un autre cours au fang & aux esprits, & d'opérer d'étonnantes guérisons? Qui est-ce qui peut calculer la puissance de commotions aussi pénétrantes? Qui est-ce qui peut nier les effets, même naturels, de l'admiration & du saisssement, soutenus par une pieuse confiance?

Nous regardons nos Rois comme nos peres, & on compare asses ordinairement un Roi à un pere de samille; cependant, tout en rappellant cette comparaison, nous allons, pour ne pas nous livrer aux idées sausses qui pourroient en résulter, nous allons distinguer aussi ce que ces deux qualités ont d'essentiellement dissérent. Un pere est obligé d'entretenir ses enfants par son travail, & ce sont les sujets qui sont tenus de désrayer le Monarque par leurs subsides. Le pere est la cause immédiate de

l'exi-

l'existence des enfants, pourquoi ceux-ci lui doivent toujours de la reconnoissance; & l'existence du Roi émane au contraire immediatement de celle des sujets, pourquoi il ne cesse jamais de leur devoir ses graces. C'est à la raison seule à guider le Roi dans l'usage qu'il fait de son pouvoir sur ses sujets & à en modérer les actes; au lieu que le pere éprouve un sentiment naturel de bienveillance pour ses enfants qui adouçit le poids de sa puissance. Ainsi le sens dans lequel on dit que le Roi est le pere du peuple, & les Magistrats les peres de la patrie, est seulement que le Roi & ses Magistrats out dans l'ordre civil une autorité qui dérive de celle que les peres ont sur leurs enfants dans l'ordre naturel, & qu'ils doivent obtenir le même genre de respects.

Les Magistrats partagent avec nos Rois cette qualité auguste de peres, parcequ'ils exercent de sa part une autorité nécessaire sur la patrie. Les Romains ne seur donnoient pas d'autre nom que celui de peres désignés. Nous donnoies généralement à ceux qui sont élevés dans les très hautes dignités, le nom de Seigneurs, qui signifie ancien, plus âgé, protecteur, patron. Dans les discours d'appareil nous apellons le Roi; Votre Majesté, les Princes du sang Votre Altesse, les Ministres & les Ambas

F z

fadeurs qui approchent du Roi pour des fonctions auxquelles est attaché du mérite, Votre Excellence, & en général toutes les personnes éminentes, Votre Grandeur. Le nom de Seigneur étoit dans les tems féodaux donné exclusivement aux propriétaires des grandes terres, ils le partagent aujourd'hui avec les magistrats. Tout simple particulier d'une condition honnête est appellé, Monsieur, titre qui désigne l'autorité domestique seulement, mais dont on se sert envers tout le monde dans la société, pour y ramener l'égalité & l'aisance.

Falloit-ildonc, nous dira-t-on, prendre la plume pour décrire des choses si connues? Sans doute il le falloit, pour montrer la liaison qu'elles ont avec de plus importantes. On sçavoit tout cela: nous l'accordons; mais on ne le sçavoit point à cette place. Nous répondons ici à toutes les objections du même genre qu'on pourroit nous faire par la fuite, que nous avons entrepris de parler, tantôt pour faire connoitre ce qu'on ignore tout-à fait; tantôt pour rappeller ce qu'on a perdu de vue; tantôt pour informer l'avenir de ce qu'on sçait & de ce qu'on pratique à présent, & de ce qu'il est important qu'on n'oublie point; tantôt enfin pour montrer les rapports secrets qu'ont enfemble, tous les devoirs & toutes les institutions,

tions, quelques connues qu'elles puissent êrre d'ailleurs.

Outre ces titres honorifiques qu'on donne aux hommes publics lorsqu'on leur adresse la parole, on les défigne encore lorsqu'on en parle en général par divers mots dont nous allons déterminer le sens, pour éviter la confusion des idées que leur usage vague pourroit nous présenter dans le dessein où nous sommes de décrire les differentes fonctions publiques, Les uns nomment plusieurs magistrats officiers, appellant les juges, officiers de justice, les capitaines officiers de milices: Les autres leur donnent le nom de ministres, disant ministres des autels les prêtres, ministres de justice les juges, & toujours ainfi de mille autres manieres. Mais ils seront constamment désignés dans ce discours par leur nom propre de Magistrats qui est commun à tous, qui selon son acception antique signifie plus grand, & annonce par là leur supériorité sur les autres citoyens. Le nom de ministre nous servira à désigner la magistrature purement ministérielle, & celui d'officier, les fonctions publiques que l'on exerce sans dignité,

Nos magistratures sont donc, comme il a déja été dit, de cinq especes, celle des Administrateurs ou ministres qui gérent les choses publiques ou politiques imérieurement & exetérieurement, celle des Prélats qui président au culte religieux, celle des Juges qui prononcent sur les débats des citoyens, celle des Capitaines qui commandent les armées, celle des Thésoriers qui disposent des deniers publics.

Toutes ces Magistratures sont également nécessaires, également importantes, également respectables dans leur effence, & fi l'on en Supprimoit une espèce, la chose publique ne pourroit subsister. Il est des peuples chès qui elles sont confondues, comme chès les Turcs, où les soins de la religion & de la justice sont souvent confiés aux mêmes personnes. Il en est d'autres chès qui elles sont toutes distinctes. Cette maniere est plus nette, mieux entendue, & c'est celle qui est adoptée en France, l'ordre des finances seulement excepté. Les Romains donnoient dans cette partie à leurs Questeurs toute l'autorité: ils pouvoient imposer, recevoir & compter. Nous expliquerons à l'article de la finance comment nos Rois ont plus sagement tronqué cette Magistrature, en réservant le pouvoir d'imposer à la partie ministérielle, & en réduisant la comptabilité à un simple office public du second ordre.

Chaque Magistrature doit avoir des marques

distinctives, des habits & un cérémonial qui lui soient propres, & il est de la plus grande importance que les fonctions publiques le fassent avec appareil. Les affemblées, les mare ches, les pompes, sont nécessaires. Il faut sçavoir d'époque en époque faire montre au peuple de ses chefs. Il faut que les Magistratures attirent son attention. PAppareil de son gouvernement l'assure & le satisfait. Il se per nétre insensiblement du respect qu'il lui dost, non de ce respect effet de la crainte, mais d'un certain respect qui marche avec l'admiration, & que la magnificence établit naturellement dans l'ame des hommes. Les spectacles vrais par lesquels les peuples s'occupent & le convainquent de leur bonne discipline; & l'attention à établir & à bien exécuter les cérés monies publiques, n'est pas un des moindres devoirs, ni un des plus foibles moyens de la politique.

Les anciens Romains avoient beaucoup de cérémonies publiques, facrées, militaires, & municipales, arrêtées par leur Roi Numal Ils y ajoutérent pendant la république le Trisomphe & l'Ovation: & ces appareils évoient fi beaux, que la mémoire en est venue jusqu'à nous. Parmi les peuples modernes, nous voyons le Pape, les Venitiens, & le Turc se F a di-

-13

distinguer encore par le bel ordre dans les céz rémonies publiques. Nous en avons en France de fort augustes; mais il faut convenir que depuis quelque tems on les execute avec trop de négligence. l'Usage qu'on fait des caros: fes fermés pour les marches & pour les entrées, le peu d'ensemble qu'y mettent ceux qui les commandent, le défaut de gravité ou de contenance de ceux qui les composent, les rendent presque sans effet, quoiqu'il n'y ait peut être point de peuple au monde où ces choses se fassent avec plus de dépense & de luxe. L'éloignement où le Roi se tient de sa capitale, rend même en pure perte pour le peuple la pompe de son service.

Comme cette faute n'est que celle du moz ment & que la France n'est pas pour errer longtems, nous croyons devoir rappeller ici l'ésprit des cérémonies publiques & conseiller d'en rétablir la sage pratique. Mais pour ne pas tomber dans le vuide où méne aussi l'excès en ce genre, on se gardera bien d'oublier qu'il faut qu'une cérémonie publique ait un objet, qu'elle ait de l'ensemble, de la grandeur', de la magnificence, & en même tems de la simplicité, qu'elle soit soutenue & asses prolongée pour faire naturellement impression mais qu'elle fasse de l'effet par le fonds des cho=

par

choses, non par des moyens controuvés & qui montrent de l'intention & de la vanité. Des cérémonies bien executées vont jusqu'à toucher & à émouvoir. Elles augmentent l'attachement d'un peuple pour son gouvernement. Les cérémonies sont l'ornement de la chose publique, & doivent être graves comme elles.

Tous les peuples policés ont donné le pas aux fonctions civiles fur toutes les autres. Rien n'indique mieux que l'Etat est dans une assiete tranquille, & que sa sureté n'est pas douteuse. Il faut que les armes cedent à la robe, ont dit avant nous ces fameux Romains. Nos usages à cet égard sont qu'à la ville la robe prend le pas sur l'épée, parce que les fonctions civiles sont là les premieres, & qu'à la cour l'épée prend le pas sur la robe. parce que les fonctions militaires y font plus instantes & plus immédiates. A la cour le seul moment où le conseil d'Etat est affemblé redonne à la robe sa préeminence sur tous les services; parceque cette assemblée présidée par le Monarque est la premiere municipalité du Royaume; mais l'assemblée finie, le militaire reprend sa primauté constante auprès du Roi. Ces deux ordres donnent unanimement le pas à l'Eglise; mais il est arrêté que c'ostpar un respect qui ne tient point aux sormés civiles, & qui ne tire point à conséquence. Il faut observer que les plus petits Magistrats en sonction, prennent le pas sur les plus grands qui n'y sont pas; & que pour le surplus les grandes sonctions d'un ordre prennent le pas sur les petites des autres ordres; la règle de la subordination du pas n'ayant lieu qu'entre les dignitaires qui ont quelque parité. Les Ducs seuls ont le pas sur tous, parce qu'étant censés Princes du peuple, ils sont de robe & d'éspée, & ont leur place au Parlement, comme au Louvre.

Au reste ces régles sont seulement établies pour que tout soit arrêté, & pour décider en cas de besoin les pointilleries du pas; mais il est peu d'occasion, où l'on ait besoin d'y avoir recours. Le caractere coulant du Francois donne peu de prise à cette manie, qui arrête le cours des affaires & qui cause tant de dissentions au de là des monts. On voit plus volontiers en France tout le monde disputer à qui cedera.

Il semble que toute Magistrature devroit être gérée gratuitement. l'Honneur de servir son pays, la gloire d'être élevé en dignité parmi ses concitoyens devroit être pour celui qui y est appellé une suffisante récompense. Cependant il est rare qu'il n'y ait pas en France des bénésices attachés à toutes les sonctions publiques, soit pour dédommager ceux qui les remplissent du soin qu'ils ôtent à leurs propres affaires, soit pour subvenir aux dépenses d'habits, d'équipages, de tinin de maison, que leur rang leur occasionne, soit parce que l'Etat n'est point censé dans une situation si critique, qu'il ne puisse au moins récompenser dans ses biens quiconque lui consacre sa personne, soit ensin parceque chacun contribuant à soutenir l'Etat par ses subsides, il, est, de la dignité de l'Etat qu'il subvienne de même à ceux qui se vouent à le servir.

Des hommes intéresses peuvent chercher à accumuler sur leurs têtes plusieurs Magistraures pour envahir les benesices qui y sont attachés; mais le gouvernement doit être soir gneux à empêcher cet abus qui entraine de très grands maux & surtout dans les provinces. Car un citoyen opprimé dans quelqu'un de ses droits est reduit au desespoir, lorsqu' ayant à désendre d'autres droits devant d'autres Mangistrats, il rencontre encore le même homme, qui le hait & qui le poursuit. C'est par là que s'établissent les tirannies subalternes, cette peste qui désole souvent les meilleurs gouvernements. Nous ayons des loix pour nous en ments. Nous ayons des loix pour nous en

garantir, mais le crédit les fait trop souvent tomber en désuétude. Il est ordonné en France qu'un citoyen ait à n'y posséder qu'une seule magistrature de grande autorité, & que dans le cas où il convient d'y ajouter d'autres bénésices pour récompense ou pour dédommagement, ce ne puisse être au moins que des places simples & sans rapport avec le public. Il n'est point indissérent de remettre cette loi en vigueur. Elle est faite pour prévenir les vexations, en donnant au peuple la ressource de plusieurs dispositions d'ésprit parmi ses chess, d'où résulte nécessairement la justice; & elle attacheroit au gouvernement un plus grand nombre de personnes.

s'Il est odieux de réunir plusieurs Magistratures pour en recueillir les émoluments, ce seroit aussi une insolence punissable, de ne pas recevoir du Roi avec réverence les deniers attachés aux places, gages honorables de leur dignité. Quiconque est assès fortuné pour pouvoir s'en passer, doit en faire de bonnes actions, mais ne peut se dispenser de les recueillir. Tels sont les principes des François en cette matiere, principes consacrés par un usage constant & général, appuyés par l'exemple des Princes du sang même, & puisés dans le respect naturellement dû à la Majesté

royale,

royale, & dans la juste confiance qui en est

Un Etat bien constitué ouvre la carrière des Magistratures à tous ceux qui peuvent s'y rendre utiles, quelle que soit leur condition; & tel est le sistème de la France où l'on a vu dans plusieurs circonstances des Ministres, des Généraux, des Prélats sortis des dernières classes des citoyens, régénérer l'Etat languissant & étendre leur gloire dans tout l'univers. Cette faculté qu'est censé avoir chaque citoyen de parvenir à toutes les dignités, entretient parmi les François une émulation, un patriotisme qui les éléve, qui leur rend la subordination aisée, & qui les engage tous à concourir à la prosperité d'un gouvernement aussi essentiellement impartial. fixing des cinion

Les qualités requises pour entrer dans les Magistratures sont une bonne éducation, des talents, de la distinction dans les mœurs, & ordinairement de la naissance. Il faut, si l'on est d'une naissance obscure, avoir donné par des actions d'éclat des preuves certaines que l'ame est bien disposée. Il faut aussi n'avoir point exercé d'emploi dégradant, & être noble au moins dans ses manieres & dans sa conduite. On observe surtout, dans ces sortes de cas, de ne laisser percer que le mérite, & de

F187

ne point profituer les grandes places aux ins triguants de basse extraction; parceque loin de plaire au tiers état , rien ne l'indiffose d'avantage que ces fortes de choix faits chès lui: tant le plus grand nombre en France est esa sentiellement juste. Il arrive de là que quoique les Magistratures soient en effet ouvertes à tons, il est rare de les voir remplies par des gens du bas peuple : ce qu'on ne sçauroit blamery car enfin il feroit abusif que tout le monde tendit aux dignités al l fuffit qu'il y ait de tems en tems des exemples de l'admission de tous, & qu'on scache qu'on n'en est point exclus effectivement, pour sçavoir les respecter dans les autres, & pour s'en voir priver fans regret , quand la fortune ou la dispofition des choses n'y appelle passing manifellation

Ce n'est pas un leger fardeau ches nous que les Magistratures, & s'il y a de l'honneur à en être revêtue que d'attentions n'y a-t-il pas à avoir pour les remplir convenablement. Tout ce qui est exigé de vertu & d'efforts des citovens dans les républiques, est chès nous demandé aux Magistrats. Il faut que les Magistrats veillent; pendant que le peuple repofe. Leurs devoirs à cet egard s'étendent en proportion de l'élévation & de l'importance de leurs places à & cela va dans les plus éminennentes au point d'y exiger souvent ce travail vigoureux sur soi même, & ce sacrifice de ses penchants qu'on nomme heroisme: c'est-à-dire une pratique si haute de la vertu, qu'elle a l'air d'être au dessus des efforts naturels de l'homme.

Une des attentions les plus nécessaires à nos Magistrats est de mettre des formes douces dans l'éxercice de leurs fonctions, de paroitre plus tirer leur autorité de la raison & du fonds des choses, que de la force publique qui les appuye, d'éviter la violence & l'arrogance, de conserver leur dignité sans cesser de traiter le peuple avec considération. Quiconque en France se prévaut de sa place pour déployer son orgueil, est bientôt forcé à une fâcheuse retraite. Le Monarque soutient peu volontiers ceux qui foulévent contre eux la voix publique; parceque supérieur à tous les ordres de l'Etat, tous les ordres s'égalent à ses yeux dans le droit qu'ils lui montrent à sa' justice & à ses graces, & qu'il lui importe que tout homme de bien puisse vivre sans crainte, comme fans humiliation dans son empire.

Les divers ordres de citoyens sont comme les assiles des pierres d'un édifice. Celles qui le couronnent sont ornées, ciselées, & apparentes, celles des sondations sont simples, brutes & cachées; mais celles qui, élevées au faite, frapent le plus les regards, tomberoient bientôt éparles & mutilées sur la terre sans ces pierres grossières & inapperçues qui les soutienment. Tout se correspond, tout se rapporte, tout est reciproque dans un Etat. Les pieds soutienment la tête quoique souvent souillés de poussière, & les grands ne doivent jamais perdre de vue que leur grandeur n'est qu'une convention rélative au bien être de tout le peuple.

Toute Magistrature doit être à la nomination du Roi dans un gouvernement Monarchique, & par une suite nécessaire de ce principe, le Roi doit avoir également le pouvoir de dépouiller les citoyens des Magistratures, lorsqu'il le juge nécessaire; parceque les Magistratures sont des sonctions publiques & non des propriétés particulières. Sans cette faculté le Roi de France ne seroit qu'un Président, comme le Doge des Venitiens, ou qu'un Général d'armée, comme le Stadhouder des Hollandois.

On ne manquera point d'objecter que c'est donner à un Monarque trop de moyens de tirannie que de convenir qu'il a un pareil pouvoir, & que la faculté de destituer les Magistrats peut amener le despotisme, en faisant de

chaque Magistrat l'instrument aveugle des volontés du Prince. On est obligé d'avouer que l'objection est fondée; mais c'est un des inconvénients attachés au gouvernement royal, qu'il peut facilement éviter par une conduite prudente. Le parti contraire entraîne des inconvéniens encore plus grands, qui sont les oppositions, les partis, la division du pouvoir, & ensin la consusion & l'anarchie, partage éternel des gouvernements mixtes & des républiques.

Ce n'est point l'étendue du pouvoir dans un Roi qui en améne l'abus, c'est la perversité particuliere du Prince. De ce que l'on a la

faculté de faire du mal dans certains cas, il ne s'ensuit pas qu'on fasse ce mal nécessairement. On ne fait point le mal parcequ'on en a la puis sance; on le fait parcequ'on est mal disposé,

parcequ'on est inconsequent, parce qu'on néglige d'ecouter sa conscience, parcequ'on résiste aux bons conseils. Ce n'est pas ceux qui ont le plus de pouvoir qui en abusent se plus,

c'est au contraire ceux dont le pouvoir est le plus circonscrir, qui sont le plus tentés d'abufer de celui qu'on leur laisse, pour tacher d'en-

vahir celui qu'on leur dispute.

Si l'on vouloit ne regarder que le mal qu'un Roi peut faire, ne pourroit-on pas dire aussi

qu'il peut abuser du pouvoite d'élever les Masgistrats à de plus grandes places; & ne faudroit-il pas dire aussi qu'il n'en a pas le pouvoir? Certainement l'espoir de se signaler, l'éclat des dignités, l'appas des grandeurs, séduit facilement des hommes sensibles; & la sirannie a aussi là un moyen bien fort de s'exercer sur les peuples. C'est ainsi que tout seroit impraticable, si l'on se plaisoit à tont voir du mauvais côté, & que tout paroitroit abusif, si l'on vouloit tout exagérer.

Il est donc constant qu'il est de l'essence du pouvoir d'un Roi d'être le maitre de faire & de défaire les Magistrats. Telle est dans le droit la régle génerale. Nous allons exposer les exceptions que la sagesse de nos Rois a cru devoir y mettre dans le fait.

Nos Monarques à qui les moyens de tirannie sont aussi peu nécessaires que ceux de séduction, ne se sont réservé le pouvoir de destituer les Magistrats que dans les ordres où cette mobilité est de l'essence du service, comme dans les grandes commissions relatives au commandement des armées, & dans le ministère, où les ordres étant directs & absolus, il faut que ceux qui en sont les instruments puissent être mobiles, comme eux. Ici le Roi qui n'a point rendu compte des promotions,

8

ne s'astreint point à rendre compte des destitutions. I'Un & l'autre n'a souvent que des causes purement politiques & au dessus de toute discussion. Et dans le cas où un Magistrat auroit commis des fautes réelles, on sent qu'il conviendroit peu de faire publiquement le procès à un citoyen distingué qui n'a failli que dans des sonctions qu'on pouvoit après tout se passer de lui consier, & qu'il importe de ne point mettre le peuple dans le cas de mépriser celui qu'on lui avoit donné pour l'objet de son respect.

Mais dans les autres ordres de Magistrats, & notamment dans la judicature, nos Rois ont absolument renoncé à la faculté de destituers. Les Magistrats sont en possession d'y être inamovibles. Leur consentement, ou leur procès publiquement fait, sont les seuls movens d'interrompre la jouissance de leurs honneur. En effet les fonctions de la justice demandent à être exercées par des personnes opulentes. d'un grand état, & visiblement au dessus de la crainte & de l'espérance. Ces fonctions font nobles & éminentes, mais elles sont en elles mêmes peu gracieuses, & demandent un facrifice continuel de soi même & de ses volontes. Ceux qui y sont propres les eussent évitées, si nos Rois en les rendant solides & inamovibles, ne les eussent mises au destant de toute cabale & de tout piége de la part des mécontens. Et l'on conviendra que sans cette assurance, la judicature, cette partie si esfentielle de la chose publique, tomberoit dans la consusion, & ne seroit qu'une insuportable servitude.

La puissance du Roi à faire ou à défaire les Magistrats est de droit. Elle sert à montrer l'unité de l'autorité, à rappeller d'où elle derive, & a indiquer fon but. l'Inamovibilité des Magistrats est de fait. C'est un tempe ramment nécessaire mis par nos Rois à leur Buiffance; c'est une convention secondaire qui rient aux loix distributives dont le Prince eft Parbitre, mais elle est fondée sur un principe de sagesse si essentiel , qu'on peut regarder comme impossible qu'on y porte jamais atteinte. Nous avons cru devoir déveloper cette partie de notre droit public, qui n'avoit point encore été éclaircie, & ou de part & d'autre on passoit les limites du vrai, d'un coté en donnant plus d'importance à la puissance qu'à Pusage, & de l'autre en regardant l'usage comme plus facré que la puissance; tandis que Pusage est absolument subordonné à la puissanee, quoique la puissance tire sa plus grande füreté de l'ulage. Ins alon a con a constitution

Il est une autre methode qui n'est peut-être point assèz établie en France & dont l'Etat pourroit tirer de grands avantages. C'est de faire plus fréquemment passer d'une Magistrature à l'autre les citoyens élevés dans les dignités. Les Ministres seuls sont tirés des autres ordres de Magistrats. Hors ce cas chacun reste dans son espèce. Cette séparation va même si loin entre les differentes Magistratures, qu'il y a non seulement des citoyens, mais des samilles, qui se vouent pour toujours & exclusivement, les unes à l'épée, les autres à la judicature, les autres à la finance.

On ne sçauroit trop condamner cette maniere qui met la division dans l'Etat, qui éteint dans plusieurs sujets le patriotisme pour y substiteur l'esprit de corps, qui etousse les veux générales pour n'ouvrir les yeux que sur des intérêts du second ordre, qui concentre les talents, qui engendre les préjugés. Cette maniere va même jusqu'à abaisser certaines Magistratures, en les opposant à d'autres, en forçant le Monarque d'en préférer tantôt l'une, tantôt l'autre; tandis qu'elles sont toutes également nécessaires, également éminentes, également vénérables. Ce n'étoit pas ainsi qu'en usoient les Romains, ces modeles de la bonne politique; leurs Magistrats parcouroient indis-

G 3

rinctement le barreau, l'armée, le Senat, la questure, le pontificat. Par la il n'y avoit aucune opposition entre ces différentes Magissarures, & on ne connoissoit d'autre corps dans la republique, que la republique même. Les Turcs suivent encore cette méthode; & c'est peut-être à cela qu'ils doivent ce qu'ils ont acquis de gloire & ce qu'ils conservent de force.

Cette division entre les différentes espéces de Magistratures est un leger reste de la Barbarie Gothique qui a couvert l'Europe comme d'un nuage & dont les peuples ont eu tant de peine à se dégager. Le peu de raisons spécieuses qui font qu'on tient encore à cette division, c'est d'abord parcequ'on pense qu'il faut que chaque homme foit occupé tout entier & toujours d'une seule chose pour la bien faire. Cette idée qui rapetisseroit le génie humain, est trop injuste, & l'expérience en démontre affez la fausseté. On pourroit tout au plus en faire l'application à quelques-uns de ces hommes nourris dans la baffesse & dans les besoins, à qui la pensée est une pcine, & qui voués tout entiers à quelques travaux mécaniques toujours répétés n'exercent jamais que la même faculté. Mais une pareille stupidité ne sçauroit être imputée à des homhommes choisis & qui forment l'élite d'une nation,

On s'appuye encore pour soutenir le sistéme de la division des Magistratures, du sentiment de Platon, qui veut que les fonctions des Magistrats soient bien distinctes, & qui dit qu'un peuple n'est bien gouverné qu'autant que chacun de ceux qui le gouvernent, fait bien ce qu'il doit faire, & qu'il y est uniquement appliqué. Cette maxime que nous adoptons, loin de contrarier ce que nous avançons, le confirme. Parceque l'intention de Platon est que les Magistratures n'empietent pas les unes sur les autres, & qu'elles ne s'arrogent pas leurs fonctions respectives; ce qui n'arrivera point si les Magistrats ne sont pas forcés à remplir toujours les mêmes espéces. D'ailleurs pour bien faire une chose, il ne s'ensuit pas qu'il faille la faire toujours, ou l'avoir toujours fait. Au contraire la chose publique est telle que pour en bien gérer une partie, il est important de la connoitre toute entiere, & c'est ce qui ne sera jamais possible, tant qu'on resserrera pour toujours chaque Magistrat dans son espéce.

l'Expérience enfin, maitresse de tous les preceptes, & l'exemple de tous les peuples qui ont eu de l'ensemble, prouvent que les

inconvéniens & les avantages balancés , la meilleure maniere de faire exercer les Magistratures est de transporter indistinctement de l'une à l'autre ceux qui sont pour les remplir. Les tons & les préjugés particuliers à nos gens de judicature, & à nos gens de guerre disparoitroient bientôt, si l'on passoit plus souvent de la robe à l'épée, & de l'épée à la robe. En effet le loifir des armes pourroit - il être mieux employé qu'à la culture des lettres & à l'étude des loix, & les exercices de la guerre ne feroient + ils pas une utile diversion aux fonctions du cabinet? On ne prétend point que tous doivent éprouver ces changements, mais on croit que s'ils étoient plus fréquents, chaque Magistrature en seroit mieux remplie & plus universellement respectée. Ce seroit d'ailleurs un moyen de plus pour achever de bannir de l'Etat l'esprit de corps, & la fureur des partis.

Nous ne manquerons pas de remarquer que l'esprit de corps ne s'introduit chèz un peuple que dans des tems où l'Etat a peu d'union, que lorsque les abus d'un gouvernement imparfait y étouffent le patriotisme. Alors les citoyens qui se trouvent avoir encore quelque vertu, altérés de ces liaisons morales qui grosfissent l'être de l'homme social, courent à ces

incorporations particulieres, s'y attachent, s'y retranchent, usent tout leur courage à désendre les préjugés qu'ils y prennent; & ce sant tôme civil qui les abuse, occupe au moins la générosité de leur ame.

Telles sont les causes qui dans des tems de ténébres ont donné parmi nous tant de vogue aux institutions monastiques, aux confréries, aux congrégations de toute espece. Toutes ces liaisons particulieres vont en s'affoiblissant, à mesure que l'Etat prend son ensemble & sa confiftence. On ne sçauroit plus douter que l'esprit qui les serre en divisant le Royaume. ne soit bientôt entierement éteint: & il est tous les jours plus évident que les différentes régles qu'on permet d'y suivre pour la discipline de quelques ordres de citoyens, de quel, ques compagnies de Magistrats, de quelques colléges de Prêtres, sont nécessairement subbordonnées aux loix, & aux intérêts de l'Etat, & qu'elles ne vont que bien loin après les devoirs essentiels & généraux qu'impose la qualité premiere de citoyen.

Il faut diviser pour regner, disoit un tiran fameux dans l'antiquité. Le conseil étoit en effet digne d'un scélérat intelligent, qui sentoit que toute union & toute vertu dans l'Etat ne pouvoit qu'être contraire à son autori-

té usurpée. Cette maxime évidement mauvais se a cependant été quelquesfois adoptée par des Princes foibles & défiants. C'est aussi la politique des peres de famille de peu de sens, & il n'y a pas de maux publics & particuliers qui n'en résultent. Mais on sentira sans doute assez que cette maxime horrible dans l'ordre moral, n'est pas moins execrable dans l'ordre politique, qu'on ne peut yavoir recours que contre ses ennemis, ou lorsqu'il ne reste plus que le choix des maux, qu'elle ne va point du tout aux Princes qui exercent une autorité legitime sur un peuple bien ordonné, & qu'elle est par conséquent le contraire de ce qui convient à un Roi de France à qui tout dit sans cesse & & unanimement, rassemble, concilie, réunis pour bien régner.

Il est encore bien essentiel à la persection d'un gouvernement que chaque genre de Magistrature ait un empire universel sur tous les citoyens, quant à l'objet dont elle a à connoitre, & que tout ce qui concerne une partie, appartienne à ceux qui la gérent en tout & sur tous. De sorte qu'il n'y ait pas un ordre de Magistrats qui ne soit subordonné aux autres, & que le sacerdoce soit soumis à la judicature en tout ce qui est de la justice, comme il saut que la judicature désére au sacerdo-

ce en tout ce qui est du culte religieux, &c ainsi de l'ordre ministériel & de l'ordre militaire. l'Esprit du gouvernement François tend bien à cette persection, mais il saut avouer qu'il n'y est point encore parvenu; & nous voyons parmi nous mille gens saire exce ions & jouir de priviléges sources, sécondes de desordres; & il est encore des circonstances où les loix à qui l'unisorme seule devoit donner la sanction, ne sons point égales entre les citoyens.

On ne sçauroit trop dénoncer cet abus à l'attention du gouvernement, & répéter que tout ce qui est privilége, exemption, distinction, est odieux, injuste & dangereux en matiere publique. Dès qu'il y a des classes d'hommes dispensées de se soumettre aux loix communes. désqu'il est beau d'avoir le privilége de décliner les jurisdictions, dès lors l'equilibre du gouvernement tend à se rompre. Les Magistratures cherchent à entreprendre les unes sur les autres; à s'affranchir les unes des autres, soit pour augmenter leur autorité, soit pour diminuer leur dépendance, & dans le choc que ces prétentions produisent, la Magistrature est méprisée & l'exemple de l'insubordination est donné au peuple. Ces abus sont dans les corps politiques de très dangereuses obstruc-

tions

mort, si on les laisse trop s'invétérer.

b Nous avons seu proscrire un antre abus qui a encore des suites bien funestes; c'est de laisser tomber les Magistratures en hérédiré. Les loix du Prince secondent bien en cela l'esprit national, qui est d'ailleurs suffisamment monté, contre ces abus, pour le repousser avec vis gueur, lorsqu'il veut paraitre, & pour l'empêcher de se rétablir jamais. Ainsi quoique des fils de Magistrats viennent quelquessois à posséder les mêmes charges que leurs peres, c'est toujours par un nouveau choix du Souyerain & par de nouvelles provisions; & il en est plusieurs espéces où cette continuité ne peut s'admettre, ni avec succès, ni avec approbation. Dans les vieux Etats tout mélange de raugs, de fonctions, de races, augmente d'autant plus l'union publique. in la la la partir paritire.

Citoyens, dont les suffrages sont de quelque poids pour éléver aux Magistratures, ne donnez point légérement à l'amitié, à l'intérêt, à l'intrigue, un appui que vous ne devez qu'à la probité, au zéle & aux talens; car le mal que vous faites en cela à votre patrie est d'autant plus grand que sa confiance en vous est plus honorable. Citoyens, remplissez les Magistratures avec intégrité, lorsque la voix pur bli-

blique vous y porte, lorsque votre Roi vous y place, lorsque votre fortune vous en ouvre le chemin prais ne les ambitionnez point, ne les briguez point ; car les fautes que vous v commettriez alors feroient fans excufe. On peut, il est vrai, briguer par de bons motifs. cependant la brigue indique rarement le mérite exclud brdinalrement la vertu. d'Alleurs les Magistratures ont leurs dangers, comme leurs avantages. Si elles mettent les talents en évidence d'elles rendent auffi l'incapacité plus connue. Elles font dans la chofe publique comme des lieux élevés, où les hommes petits ne paroiffent que plus petits; tandis que les hommes de haute stature fe sont remarquer même dans les lieux bas. Remplissez done d'abord vos devoirs de citovens , & appliquez vous à bien gouverner vos maisons; pour être ensuite jugés dignes de gouverner votre patrie. Ne cherchez à mériter des rangs élévés que par votre attention à bien faire dans les rangs inférieurs. Que ce soit votre unique brigue: vous serez par là Magistratsirre. prochables; & vous ajouterez à l'avantage de faire votre propre bonheur, la fatisfaction fans prix de contribuer à la prospérité publiquestos aux officiers de judicature qu'elleur

12 l'Espéce de Magistrature premiere nommée

dans ce discours est le ministère ou l'administration.

l'Administration est l'exercice de l'autorité publique dans les mouvements généraux de l'Etat; foit intérieurement; foit extérieurement. l'Amorité ministerielle agit par les Ministres & les Secretaires d'Etat à qui le Roi donne directement les ordres. Les Confeillers d'Etat; les Maitres des requêtes, les premiers Commis; les Intendants; les Subdélégués; toutes les sortes de Commissaires des conseils sont les canaux par lesquels cette faculté du gouvernement le propage & fe subdivise, les moteurs par qui elle s'exerce. Elle agit principalement sur le peuple pris collectivement; & for tous les ordres de Magistrature dont elle dirige la marche; & elle s'étend quelquesfois fur les particuliers isolés dans les détails qui peuvent avoir rapport à elle. Enfin elle agit par inftructions dans les ministres résidents auprès des puissances étrangeres, dans les bureaux par correspondance & par ordres, dans les confeils par formes judiciaires & par arthis ser if it is sometimed for mine itsi

Ces formes judiciaires que l'administration prend dans certains cas, ont fait penser quelquessois aux officiers de judicature qu'elle fait partie du pouvoir des tribunaux & qu'elle en est

est un demembrement. Prétention erronée dont la réfléxion dégagée de tout préjugé d'Etat fait aisement sentit le faux! La différence de l'administration judiciaire à la judicuture. confifte en ce que l'administration ne statue que sur les objets relatifs au gouvernement ou distincts & hors de l'ordre de la législation. Les motifs qui en déterminent les arrêts sont la nécessité des circonstances, & le pur mouvement de la fagesse du Roi en ses conseils de sorte que ces arrêts sont des lois partielles ou des ordonnances sur les détails publics du moment. l'Autorité suffit pour leur donner la fanction, lorsqu'ils font de l'ordre absolug & on les adresse aux tribunaux par déclarations ou par lettres patentes, lorsqu'ils sont pour produire des actions civiles. Tandis qu'au contraire la judicature ne connoit que les discusfions de l'ordre commun qui naissent entre les citoyens, & fur lesquelles les loix du Royaume ont statué, l'emploi des tribunaux étant de discerner les droits des parties & d'y appliquer les loix qui les décident.

Il peut paroitre singulier que dans un Royaume aussi ancien, il n'y ait pas encore une ordonnance pour définir le pouvoir ministériel, en règler la compétence, en fixer l'étendue, & en poser les bornes; asin d'éviter à cet égard les reclamations fréquentes des tribunaux de ressort. Il est certain qu'on obvieroit par là à l'indécision & à la confusion qui en peut naitre dans l'opinion publique. & qu'on empêcheroit auffi que d'ignorants administrateurs n'abusaffent du pouvoir souverain. Mais les conseils & les bureaux de la cour ont une possession, une doctrine & des formes qui suppleent à cette loi, la quelle manque plustôt à la notoriété publique, qu'à l'usage intérieur de Padministration. Cette matiere y est assez connue : les principes & les effets y font parfaitement établis & circonscrits. Et comme toute autorité émane du Roi; toute celle qu'il n'a point expressément confiée aux tribunaux & aux autres ordres, est censée appartenir à l'administrations beat to the same and beat and be

Les Ministres peuvent être tirés de toutes les classes de la Magistrature & même de celle des simples citoyens. Ces places ne sont ni an dessus des plus petits, ni au dessous des plus grands de l'Etat. La confiance du Roi égale tout à cet égard. Elle éléve suffisamment ceux des rangs inférieurs pour les mettre au niveau de tout ce qu'il y a en France de considérable, & elle ajoute encore aux plus élévés un nouveau degré de grandeur & de considération. Tous ceux qui apportent dans ces places les talents

talents nécessaires pour les bien remplir sont affurés, qui qu'ils soient, d'y être respectés. Les étrangers seuls y recueillent constamment de la haine, ainsi que dans le généralar, quelque bien qu'ils s'y conduisent. Ces places étant effentiellement patriotiques & tenant au suprême degré à l'intelligence & à la vertu. la nation ne pardonne point à des étrangers de vouloir ainsi faire sa destinée & de donner par là à croire au monde qu'elle manque d'hommes & de talents. Nous sçavons bien que les gens à idées vagues diront que ce sistème est trop sévère, & qu'il importe peu qui qui fasse le bien, pourvu que la patrie le recueille. Nous ne laissons pas d'insister, & de soutenir que les moyens empruntés & étrangers, en avilissant les Etats, leur ôtent d'autant plus de ressort pour la suite, qu'ils paroissent leur être utiles pour le moment. Un gouvernement qui n'a pas de quot subsister par lui même, ne mérite point de subsister, & ne subsiste pas longtems. Tout secours étranger tourne à sa ruine & avance sa fin. Les peuples ont à cet égard un instinct trop général pour ne pas mériter quelque attention. Quand Rome a admis des Senateurs de toutes les nations, c'est qu'elle ne faisoit en effet qu'une nation de tout l'univers civilifé.

Nous avons rarement un premier Ministre. Cette magistrature éminente, exigée chèz les Orientaux par les loix fondamentales de leurs languissantes Monarchies, est toujours très desagréablement regardée en France. Le peuple aime son Roi avec trop de passion, se complait trop dans sa supériorité, pour voir sans déplaisir un autre en faire toutes les fonctions. On veut que le Roi seul soit hors de pair. Tout autre doit trouver son égal. Quoique cette place puisse quelquesois être utile au commencement des régnes, pour mettre de l'ensemble dans les différentes parties de l'administration; cependant elle a encore alors des inconvéniens, à cause du caractere fier de la nation qui a besoin d'estimer ceux qui la gouvernent; & un Roi fait bien dans ce cas de fe référer plutôt dans son intérieur à quelque homme prudent, qui n'ambitionne point le rang de premier Ministre, & qui lui en tienne lieu pour le conseil. व का महा असम सेंद्र अहा विभावता है।

Lorsqu'il n'y a point de premier Ministre, le Chancelier de France, qui régle sous les ordres du Roi la partie judiciaire de l'intérieur du Royaume, est de tous les Ministres le plus élevé en honneur & en dignité.

Le Ministre des affaires étrangéres, qui prend les ordres du Roi pour les mouvements polipolitiques de l'extérieur de l'Etat, est celui qui a le plus d'influence dans les confeils par le proposition de l'extérieur de l'Etat, est celui qui

Le Ministre de la guerre prend les ordres du Roi pour le mouvement, la composition & la législation des armées; mais il n'en a ni le commandement, ni le généralat, comme le Connétable l'avoit dans nos tems Gothiques

Le Ministre de la marine prend les ordres du Roi pour tout ce qui est rélatif aux forces de mer, sans avoir non plus le commandement qui la présidence dans la chose, comme l'à ett autresois l'Amiral, reste du gouvernement informe de nos peres.

Le Ministre de la maison du Roi prend les ordres du Prince, pour tout ce qui est rélatif à l'appareil du trone & à la discipline de son immense & auguste domestique; & il est en outre chargé de ses ordres particuliers pour la grande police qu'il exerce comme Souverain.

Le Ministre des finances, depuis quelque tems nommé Controleur général, prend les ordres du Monarque pour l'assiète & la perception des impôts, pour l'économie & la distribution des finances, & par suite il connoit du commerce & de l'agriculture qui en sont la fource.

Ces Ministres ont, comme on voit, chacunt un objet distinct à gouverner dans toute l'étendue du Royaume, dont ils rendent seuls compte au Roi, & sur lequel ils sont partout executer ses ordres. Mais le gouvernement politique des provinces leur est encore partagé, c'est ce qu'on apelle avoir un département particulier comme Secretaire d'Etat. Cependant tous les Ministres n'ont par de ces départements. Le Chancelier & le Controleur général, sussidinamment occupés de leur partie, n'ont point de province à surveiller particulierement.

Les Ministres ici nommés, ainsi que les Ambassadeurs auprès des Puissances étrangéres, & ceux à qui surabondamment le Roi donne entrée dans ses conseils, avec le caractère de Ministre, forment en France le premier rang de ces Magistrats, dont le Chancelier est sinon le chef, au moins l'égal le plus honoré.

Nous remarquerons ici que lorsqu'on remonte en idée dans les différentes parties del'administration d'un peuple, il vient un point où tout semble se confondre, & où chaque partie du gouvernement paroit être, elle seule, le principe de toutes les autres. Mais en suivant cette matiere avec attention, nous trouverons le moyen de discerner chaque objet, de le mettre sous un point de vue juste, & de distinguer ce qui est de son essence, de ce que l'usage, auquel ou l'applique, force d'y apporter de mélange.

Par exemple, le Chancelier est le nœud par lequel tout se tient & tout s'opére dans le Royaume, au moyen du sceau public dont il dispose: & l'exercice de la justice est si nécesfaire dans tout ce qui est fonction publique, qu'il seroit possible à qui s'enfonceroit trop dans cette consideration, de s'imaginer que la judicature est le principe unique d'un gouvernement. Un prêtre tout de même peut soutenir que c'est le sacerdoce qui est le point central, parcequ'en effet sans la bonnesoi, sans la foumission, sans la patience dont la religion est la source, il n'y a point de République, point d'Etat, point de Société. Un militaire aussi peut dire que les armes sont la baze premiere fur laquelle repose l'ordre social; parceque vraiment sans la force offensive & defenfive, il n'y a point de peuple, point de gouvernement. Un Ministre tout aussi bien peut se pretendre essentiel par dessus tout, puisqu'il est chargé de l'ordre politique d'une nation, fans lequel elle n'existeroit point. Il n'y a pas jusqu'à un homme de finance qui ne puisse alléguer pour la primauté de son ordre, qu'on ne fait rien en politique sans des contributions & des subsides, & que les sinances sont à coup H 3 fur

fur le mobile de tout. Et l'on ne fait que trop ce raisonnement piramidal, où l'on met la partie dans laquelle on sert au dessus de toutes les autres, le grade qu'on y a au dessus de tous les autres grades, au moins pas l'utilité, quand la dignité y manque, & soi au premier rang dans ce grade même. Raisonnement séducteur auquel la nature des choses à demi considérée donne de l'apparence, & que sortiste ensuite l'amour propre, ce vice du siècle contre lequel nous ne sçaurions asséz nous elever dans cet écrit.

Mais la vérité est que ces choses concourent toutes également, comme nous l'avons déja dit, à la perfection de la chose publique, & que sans ceffer d'être distinctes dans leur effence, elles ont dans l'effet des cas où elles se confondent. Nous trouverons que le Chancelier porte plusieurs caractéres, qu'il a non seule? ment le pouvoir ministériel sur toute la judicature, mais qu'il est encore chef actif de cet ordre, qu'il est encore, & c'est ce qui rend son personnage saint, Président né de toutes les municipalités, & en cette qualité le personnage par lequel le tiers - état communique avec le trone, celui enfin sur qui réside aux yeux du Prince la dignité populaire. De la la grandeur du Chancelier, de là les respects extraordinai-

res qu'on lui porte, de là son costume toujours en robe civile, ses prérogatives, sa haute prééminence; de là les formes honorifiques auxquels les Princes & le Roi même veulent bien s'astreindre envers lui: formalités, qui à des yeux peu clairvoyants sembleroient ne faire de fa personne qu'un fantôme vain d'appareil & de cérémonial, mais qui en font effectivement en France le premier chainon, non feulement des loix, mais des mœurs. Puisqu'en même tems qu'il est tenu envers le Roi aux plus profondes foumissions, le Roi se plait à lui accorder des égards distingués, & à montrer par là sa déserence habituelle pour le caractère de son peuple. Le Prince montre par là qu'il scait que ce peuple aime à voir la puissance ainsi mitigée par la politesse, & son Monarque témoigne qu'il sent que l'obeissance qu'on lui donne, toute absolue qu'elle est, n'est que celle que d'honorables citoyens scavent donner à un grand Roi.

Ainsi donc nous répetons que ce n'est point absolument comme Ministre, mais comme premier juge & comme chef du tiers-état que le Chancelier de France a toute cette gloire. Les autres parties du Gouvernement ne sont pas pour cela inférieures à la sienne; & il arrive souvent que les autres Ministres

avec moins d'honneurs ont beaucoup plus d'autorité.

Les qualités qui font chéz nous le bon Ministre sont la discrétion, la prudence & la fermeté, mais surtout la science & l'intelligence. L'intelligence ordonne impérieusement à un Ministre la pratique de la droiture dans les choses publiques, quand bien même la fougue des passions pourroit l'en détourner dans les choses particulieres. L'intelligence lui recommande par dessus toutes choses d'avoir de la probité & de la justice dans ses fonctions, mais la probité qui est la qualité la plus désirable dans les conditions particulieres, ne fuffit point pour conduire un homme public à l'intelligence. Il faut qu'en scachant faire le bien, il scache concevoir, prévoir & prévenir le mal, qu'il foit capable d'une critique vigilante & vigoureuse, que tout en mettant en œuvre les bons, il ait l'habitude de déconcerter les méchants, & de faire même concourir leur malice au succés de ses justes desseins. Un homme d'Etat & un général peuvent bien succomber, mais ils doivent avoir tout prévu. La probité & la bonté seules ne peuvent point les mener jusques là.

Aussi dès qu'un citoyen paroit sur le theatre politique, il ne faut plus le juger sur sa conduite particuliere, mais sur la maniere dont il

remplit le personnage public dont il est revêtu. Histoire sacrée, histoire profane, tradition fabuleuse, tout est d'accord sur cela. David jugé comme particulier feroit un homme execrable: comme général, comme prophête, & comme Roi, son existence honore la religion même. Quel homme eut laissé une mémoire plus horrible qu'Alexandre, si l'éclat de ses vertus n'eut pas détourné de compter ses crimes! Et si l'on n'eut vu que ses débordements. toute l'antiquité eut - elle mis Hercule au rang des Dieux? Les Rois, les hommes d'Etat, & les guerriers peuvent sans doute racheter quelques fautes dans la mémoire des hommes par de grandes vertus. Heureux les peuples de pouvoir faire de parailles graces à pareil prix.

Au reste nous ne prétendons ici que rectisser les faux jugements que l'envie suggére trop ordinairement sur les hommes publics, en les attaquant sur des vices particuliers, lorsqu'on ne peut pas leur trouver des torts publics: ce qui prive souvent les Etats de leurs plus sermes appuis. Nous ne voulons point pour cela justisser des vices, qui sont partout condamnables & partout odieux, mais qui trouvent leur peines ailleurs, & qui forment une autre question. Nous voulons seulement saire souvenir les peuples & les Rois que leurs grandes ressources

H 5

font dans ces ames fortes, vertueuses plutôt par intelligence que par habitude, & avec lesquelles on ne compte pas de si près. Que les méthants subalternes se mettent, s'ils l'osent, dans cette classe & nous y gagnerons encore.

Si donc nous passons quelquesois des défauts dans les petites choses aux hommes d'Etat, nous en exigeons toutes les vertus qui tiennent aux choses élevées; nous en exigeons surtout le facrifice de tous les petits ressentiments, de tous les intèrêts de fantaisse quelquesois innocents dans les hommes particuliers, toujours criminels dans les personnes publiques. Tout ce que les Grecs & les Romains ont vu briller de fentiments patriotiques dans leurs plus grands hommes, nous les voulons, nous les demandons, nous les exigeons dans nos Ministres. Et ce qui est bien au dessus, nous voulons que leur conduite soit dépouillée, de tout éclar, de toute emphase, de tout cet appareil qui accompagnoit trop fouvent les vertus dans l'antiquité. C'est demander infiniment sans doute; cependant ce n'est point demander plus que nous n'avons coutume d'obtenir: & il ne paroitra point étonnant qu'une nation qui sçait aussi parfaitement estimer, trouve quelquesois des hommes qui sçachent se rendre aussi parfaitement dignes d'estime.

Mais nous croyons furtout qu'un bon Ministre ne doit embrasser de projets que ceux qui sont approuvés le plus généralement, que ceux qu'il est sur que d'autres adopteront après luis que ceux que d'autres se feront un honneur de suivre, d'achever, ou de soutenir; Mais il se garde bien de s'obstiner dans ceux qui lui sont particulier, & dont son absence des affaires ou fa mort peuvent interrompre le cours. Un homme de fens doit en effet bien facilement concevoir que le roulement de tous ces grands Etats qui font la destinée du monde ne peut trouver le principe de ses mouvements, que dans l'esprit général qui les anime, & non dans les idées fingulieres d'un citoyen qu'une mort ou une disgrace peuvent bientôt faire rejetter. H n'y a qu'un amour propre aveugle & criminei qui ofe mettre le fort d'un empire à la merci d'un si petit mobile: & jamais un Ministre éclairé me tiendra à ses projets, quand il les verra discordants avec les esprits, avec les tems; avec les circonstances. Car enfin le fort d'une nation n'est pas si peu de chose, qu'un seul homme oté, il faille qu'elle tombe dans le desordre & l'annéantissement.

Un bon Ministre ne se livre non plus à aucun projet nouveau, s'il ne voit pas que le Roi en desire avec ardent le succès, s'il n'est

pas affuré que le Roi l'adopte comme si c'étoit lui même qui l'eut formé, Faute de cette volonté empressée de la part du Pfince, tout Ministre ne fera qu'embrouiller les affaires, en commençant des projets dont il ne pourra fortir, & qui ne produiront que des abus par leur interruption. C'est une faute qu'on a trop commise depuis quelque temps. On fait des mémoires spécieux sur un objet de gouvernement: le Prince est frappé de quelques raisons plausibles qui s'y trouvent; il donne au Ministre son autorisation pour agir selon les vues qu'il propose; mais le Monarque préoccupé de plus grands desseins, peut-être inconnus & étrangers au Ministre avec qui il travaille, & portant ailleurs le foyer de ses volontés, ne prend plus qu'un foible intérêt au projet. Par un rapport secret qui n'existe qu'en France, le peuple sent cette disposition de son Roi : les difficultés secondaires se multiplient, & les réclamations de ceux que le projet dérange le font bientôt proscrire. C'est ainsi que faute de longanimité tel Ministre qui au fonds a eu de bonnes vues, s'est souvent exposé à ne jouer que le role d'un brouillon. Un Ministre intelligent ne regarde point comme mûr tout projet qui n'est pas soutenu par le vœu du peuple & par la volonté expresse du Roi. Faute

Faute de ces deux appuis il laisse dormir ses idées quelque bonnes qu'il les croye, & il se borne à bien administrer les choses journalieres & de discipline.

Enfin un bon Ministre chèz nous doit le plus qu'il peut s'abstenir d'écrire & de parler en public. Son role est d'agir. Ses contemporains éclairés parleront pour lui. L'équitable avenir le jugera. Ayant la voye de l'autorité pour bien faire, il ne doit point se servir en particulier de celle de la persuasion. Les écrits semés par des Ministres sentent trop l'appel à la multitude, affichent trop le desir de décliner la jurisdiction suprême. Tout engage un Ministre François à se taire. S'il a failli, ou manqué ses opérations, il n'a rien à dire, on ne le punit point, & on présume son repentir. S'il a bien opéré, ce qu'il dira de lui. ne peut qu'être au dessous de ce qu'il aura fait : le Roi en a été aimé davantage: le peuple en a été plus heureux, le Ministre est payé. S'il a été interrompu dans de bonnes opérations, il ne doit plus parler de leur fuite, ce feroit vouloir en ôter le mérite à fon successeur; &, comme nous venons de le dire, les choses publiques ne sont point tellement personnelles aux Ministres, que d'autres ne puissent avoir les mêmes vues, sans pour cela suivre celles d'autrui.

Si enfin il a bien ragi & qu'on l'ait mal intere preté, c'est un évenement qu'il a couru : il faut qu'il se taife encore; il ne doit point faire éclater le tort d'un Prince dont la confiance. l'a toujours honoré : & ce feroit à lui une témérité de chercher à fe donner raison sur son Monarque devant le peuple. Si enfin il a quelque éclaircissements utiles à l'histoire à laisser, son devoir est d'en renvoyer la publicité après fa mort & d'éviter jusqu'à la fin de faire un personnage particulier. Le peu de mémoires que nous avons de nos grands Ministres, ou ceux qui leur sont attribués, portent tous en témoignage de ce principe le nom de testaments. La discrétion fait le fort des opérations des Ministres, tandis qu'ils font dans leurs places, & lorsqu'ils n'y font plus, l'exercice de cette vertu sert encore à prouver qu'ils en ont été dignes.

Le François a besoin d'estimer ceux qui le gouvernent: il veut avoir bonne opinion de ceux qu'il doit respecter: sa soumission ne peut point être servile. Il regretteroit bientôt d'obeir à qui ne lui présenteroit pas par du travail, par de l'attention, par de la bonne volonté, des motifs raisonnables de s'assujettir; & la nation a sans cesse les yeux ouverts pour examiner si les Ministres se mettent par des soins as-

sdus en état de la gouverner. Nos Monarques mêmes ne font point exempts d'être mesurés à cet égard. Plusieurs de nos anciens Rois hardiment défignés par le nom de Fainéants sont un exemple de cette sévérité dans les jugements des François. On se soumettoit cependant à ces Rois pour conserver les loix, & pour maintenir l'union dans l'Etat; mais l'estime qu'on s'accoutumoit à donner à ceux qui gouvernoient pour eux, faisoit à la fin saisir les occasions de mettre les Maires sur le trone, & produisoit des guerres civiles. Ainsi donc si le premier devoir d'un Ministre est de travailles, il ne lui est pas moins essentiel d'éviter de fe mettre jamais lui même en avant aux yeux du peuple dans ce qu'il fait de bien. Il est de son devoir d'en laisser le mérite au Prince qui le lui ordonne; afin que celui qui doit être le plus respecté ne cesse jamais d'être le plus estimé. La probité & la reconnoissance lui demandent cette attention comme particulier: l'ordre public l'exige de lui comme magistrat. La plus grande gloire d'un Ministre est de faire le bonheur du peuple en faisant adorer fon Roi.

Ou rencontre assez fréquemment parmi nos Ministres deux manieres également vicieuses d'envisager les affaires publiques, quoiqu'également

lement fondées sur l'amour du pays. Les uns croient que l'Etat quelque mal qu'on le gouverne ne scauroit jamais périr: les autres pensent que la moindre secousse va le renverser. Ceux-ci imaginent qu'il a affèz de forces furabondantes pour couvrir toutes les bévues des conseils, toutes les fautes des généraux d'armées, tous les maux que produisent les intrigues des courtifans, tous les abus qu'entraine la fureur des partis. Ceux-la croient qu'un Ministre mal choisi, qu'une campagne malheureuse, qu'un projet mal-conçu, qu'une apparence de faveur donnée à quelque grand de mauvaise réputation, que le mécontentement souvent injuste de quelque ordre de citoyens, va rompre tous les liens de la monarchie. Ceux-ci seroient tranquilles au milieu de la ruine : ceux-là seroient allarmés dans les triomphes. Les sages conseillers, éloignés en même tems de cette confiance téméraire, & de cette timidité humiliante, s'appliquent en filence à réparer les fautes, à préparer les fuccès, à soutenir par leur courage l'édifice, lorsqu'il est ébranlé, & à l'entretenir par leur surveillance, lorsqu'il est solide. Ils n'ignorent point qu'une crainte exagérée mène à prendre des résolutions foibles, & qu'une présomption téméraire conduit à une ruine certaine. font

sent convaincus qu'on ne fait jamais de mauvais choix, qu'on ne se livre jamais à des projets hazardés, qu'on ne se laisse jamais gagner par aucune espéce de desordre, qu'il n'en resulte de très grands dommages pour la chose publique. Mais quand par l'infirmité humaine les malheurs sont arrivés, ils sçavent trouver dans la bonne constitution de l'Etat des ressources capables de le rétablir. Dans les tems de force ils le modérent par leur prudence : dans les temps de foiblesse ils le relévent par leur fermeté; & ils ne se permettent point dans les circonstances heureuses des négligences & de l'inattention; bien que dans les moments les plus facheux, ils scachent ne point désespérer du salut de la patrie.

Outre les différents genres de gouvernement, tels que la Monarchie, la Démocratie & l'Arifocratie dont nous avons parlé en leur lieu, les peuples adoptent encore différents sistèmes d'occupations, auxquels ils se déterminent par leur gout, par leur situation, ou par les circonstances. Les uns se livrent entièrement à l'agriculture, d'autres préférent le commerce à tout, les uns s'adonnent absolument aux armes, d'autres se livrent tout à fait à la religion, d'autres enfin veulent se signaler par les arts & tournent tous leurs efforts du coté de leur cul-

ture. Il vaut mieux fans doute être quelqu'une de ces choses que de n'être rien; parceque toute distinction honore & fortifie; mais il ne faut pas manquer d'observer que toutes ces occupations exclusives ne font point fans inconvénients. Les peuples qui ne sont qu'agriculteurs, font fouvent durs & fans liaifon, comme. la pluspart des peuples de l'Amérique. Les peuples qui ne font que commercants, sont foibles, quoique brillants, parceque trop perfuadés que l'or tient lieu de tout, ils négligent les autres moyens de se soutenir, comme autrefois tes Pheniciens & les Carthaginois & de nos jours les Hollandois. Les peuples qui ne sont que militaires, sont ordinairement barbares, comme les Parthes, les Vandales, les Gots. Les peuples qui ne sont que religieux, sont sujets à s'aveugler sur leurs dangers par l'apparence de leur union, ils s'énervent par les superstitions, & font trop exposés à l'esclavage, comme les Juifs. Les peuples qui ne sont qu'artistes, n'ont, comme l'Italie moderne, qu'une existence étrangere, qui cesse aussirôt que ses voisins sont assèz habiles pour se passer de ses productions, ou affez ignorants pour les mépriser. Ainsi ceux de nos Ministres qui arrivent aux affaires entichés d'un sistème absolu fur quelqu'une de ces parties de la chose publique, troublent l'Etat & le secouent avec dommage, sans le mettre dans une situation meilleure. Il ne saut point que notre Erat soit essentiellement, ou agriculteur, ou commerçant, ou militaire, ou religieux, ou cultivateur des arts; mais il saut qu'il soit chacune de ces choses à un très haut point: parceque la situation des lieux, le caractère des peuples, la maturité des tems, la nature des choses ensin se prête à lui ordonner cette persection.

Le sistème moral de l'administration Francoise est une impartialité parfaite. Son art est de prendre le point d'appui des ses forces, dans le lieu où elles se trouvent le plus naturellement. qui est dans les parties justes & grands. Cet esprit d'impartialité qui préside invariablement à l'administration intérieure du royaume, est furtout remarquable dans l'administration des affaires étrangères qui n'a qu'une luftuence insensible sur les particuliers de l'Etat; mais qui affure notre existence au dehors, fixe nos rapports avec les nations voilines, & établit notre caractère politique dans la durée des fiècles. Nos Princes naissent dans ces esprit, le succent avec le lait, & foit éducation, soit heureux naturel, nous en avons peu vu le démentir.

Des observateurs ont remarque des habitudes suivies dans des races entières de Rois chez

différents peuples, les uns successivement cruels. les autres toujours humains & clements, d'autres portés à la vengeance, d'autres modérés -& pufillanimes, d'autres inquiets & perturbateurs, d'autres fins & dissimulés, d'autres enfin constamment nobles & généreux. Entre les qualités qu'on peut donner aux Rois de France & en particulier à ceux de la maison de Bourbon, est surtout celle d'excellents hommes d'Etat, qualité qui fait bien entendre l'habileté avec laquelle ces Monarques ont toujours porté fur leurs intérêts des vues saines, élevées & équitables. Fideles aux traités, secourables aux foibles, fleau des ambitieux, protecteurs de l'humanité & du droit des gens, redoutables dans la guerre autant qu'amis de la paix, ils ont forcé par cette conduite soutenue toutes les puissances du monde à s'intéresser à la gloire de leur couronne; & ils semblent tenir eux seuls cette fameuse balance, ce chef-d-'œuvre de la politique moderne, qui en maintenant chaque Etat dans la possession de ce qui lui appartient, les intéresse tous à n'en laisser affaiblir aucun, au delà de ce qui convient au maintien de l'equilibre commun & à la conservation de tous.

C'est sans doute un coup de génie bien sublime que l'invention de cette balance politique,

entretenue par des ligues offensives & défenfives entre les puissances de l'Europe. Ce moven est aussi capable de garantir les Etats de révolutions, qu'il est possible de l'attendre des dispositions humaines, toujours bornées & fragiles, quelques vastes qu'elles puissent être. Mais tout en admirant le fistème de la balance politique, il importe de ne pas s'aveugler au point de le croire indestructible. L'esprit d'erreur peut tellement dominer quelques uns des peuples de l'Europe, que leur chute le renverse au premier moment. Le moyen le plus sûr d'entretenir cette balance est d'envisager sans cesse la possibilité de sa destruction, & de se maintenir, comme nous avons soin de le faire fur un ton affèz formidable, pour nous paffer dans tous les tems de son secours.

De cette impartialité qui est l'ame de la politique Françoise, résulte qu'on ne soutient parmi les nations étrangéres aucun gouvernement par présérence à un autre. Monarchie, Aristocratie, ou Démocratie, tout est égal à la France chèz ses voisins. Partout où la puissance publique paroit revêtue du caractère qu'elle doit avoir, elle est sure d'être reconnue chèz nous. Les Monarques étrangers même, lorsqu'ils se sont aliénés leurs peuples, ne trouvent plus d'appuis dans nos Rois. La

I 3

cour de France se picque de donner un azile à leur personne, sans les soutenir dans leurs projets. Nos Souverains se sont rendus fameux par l'hospitalité qu'ils ont toujours noblement exercée envers les Rois fugitifs, fans contrarier le vœu public élevé contre eux. Mille Princes malheureux ont trouvé à la cour de France des traitements d'une magnificence inouie partout ailleurs, tandis qu'on reconnoissoit la liberté & le bon droit de la nation qui les rejettoit : fans que l'accueil qu'on faisfoit aux Princes inquiétat les peuples, & fans que la correspondance qu'on entrerenoit avec les peuples, diminuât la confiance des Princes. Tant est reconnue dans l'univers l'élévation de la politique Françoise.

Il existe peu de livres qui traitent à sonds du gouvernement des nations. Bossuet a esteuré ce sujet dans son discours historique, chef-d'-œuvre de sorce & d'éloquence, mais où toutes les relations sociales sont tournées à la religion, & où cette partie de la chose publique absorbe toutes les autres. Montesquieu a écrit un livre de politique & de législation qui a eu d'abord une excessive célébrité, & qui conserve encore des partisans, mais qui rapporte tout à un sistème méthaphisique sans téalité, & qui fait des distinctions subtiles sur

les mots d'honneur & de vertu, pour les appliquer à un gouvernement plustôt qu'à un autre, comme si l'honneur & la vertu n'étoient pas également l'ame de tous les gouvernements réglés. Rouffeau nous a donné le contract focial, ouvrage qui a quelques vues profondes joint de l'énergie & une suffisance de stile faite pour en imposer; mais tous les principes y sont tournés à l'avantage des républiques, & novés d'ailleurs dans des traits de misantropie. dans des invectives contre les Rois, qui annoncent combien cet auteur fi habile dans le fonds des choses, employoit peu de jugement dans ses applications, combien il avoit de preventions, combien peu il avoit d'expérience, & qui prouvent enfin qu'avec des qualités éminentes on peut être inutile & même nuifible quand on manque de sagacite & de prudhommie. Machiavel avant tous ceux-ci, avoit publié un livre de politique intitulé le Prince, qui a été traduit dans toutes les langues & consulté dans tous les pays; mais uniquement appliqué à donner des conseils converts aux Ducs de Toscane pour se rendre maitres de l'Italie; toute sa politique est un tissu de fourberies ingénieuses, relatif uniquement à la position des choses dans ce tems là, mais indigne de guider une puissance faite, & odieux à coup

I 4

fur à tout Monarque magnanime. Le livre de Paoli Sarpi, plus fin que judicieux, ne contient non plus que les moyens propres au maintien du gouvernement de Venise, éternellement voué à l'adresse & aux ruses! On voit qu'il nous en manquoit un qui aux principes généraux réunit le détail des dispositions qui nous sont propres & qui dévelopat les avantages de notre gouvernement, & c'est celui que nous avons entrepris ici: certains de trouver affèz de force dans notre sujet lui même, & persuadés que si le génie faute de discipline avoit plusieurs fois écarté du but dans cette carriere, le simple bon sens pouvoit y ramener. Car le bon fens, comme on l'a fi noblement dit, est le maitre de la vie humaine.

Il peut y avoit des esprits assèz pusillanimes pour voir avec chagrin dévoiler les moyens par lequels nous nous soutenons ainsi avec quelque supériorité parmi les nations, dans la fausse idée que d'autres peuples prositant de la découverte pourroient parvenir à nous égaler, & peutêtre ensuite à nous primer & à nous dominer. On ne peut nier en effet que d'autres peuples ne soient capables de s'appliquer une partie de nos avantages; mais nous en avons plusieurs qui nous sont absolument propres & qui sont incommunicables; mais le bien que nous pouvons pro-

procurer ne sçauroit nous priver de celui dont nous jouissons. Faire des heureux par son exemple n'est pas en faire à ses dépens: Le François a eu des modéles, heureux s'il peut l'être à son tour de ses voisins! Assez fort pour ne craindre aucune puissance, il n'y en a point qu'il ne soit satisfait de soutenir. Tant de peuples ont tenté de subjuguer le monde par la violence qu'on ne peut pas douter que l'idée n'en vienne encore à quelque nation intrepide livrée à un orgueil forcené. Puisse le François se contenter à jamais de la gloire solide de déconcerter de pareils projets; & sans donner la loi ailleurs que chèz lui, ne conquérir des peuples que par le seul empire de la raison, & par l'exemple d'un gouvernement juste & modéré, autant que vigoureux & magnanime.

Le gouvernement tient auprès des Ministres des cooperateurs sans dignité sous le nom de se-cretaires ou de commis qui forment ce qu'on appelle les bureaux ministeriels. Là tous les détails de l'administration subdivisés & départis parmi un grand nombre de personnes, sont toujours également connus & suivis malgré les révolutions du ministère. Le concours nécessaire de tant d'employés rameneroit infailliblement à la régle tout Ministre qui voudroit s'en écarter. C'est là que l'ordre prend sur

les esprits une puissance si grande que souvent l'on a vu des hommes mal intentionnés, que quelque parti avoit élevé au ministère, se porter au bien, frappés par la seule vue de leurs devoirs, vaincus par la seule force des choses, & subjugés par cette sonte de religion qui saisit tout homme appellé aux grand emplois par le Roi d'une nation puissante.

Les bureaux sont composés, partie de gens d'affaires intelligents, d'habiles publicistes, de fort jurisconsultes, partie, il faut l'avouer, de gens médiocres & d'ineptes protegés que des grands peut délicats y poussent. Comme les bureaux forment un ensemble fort par lui même, & un dépôt non interrompu des pratiques de l'administration, comme ils confervent l'impulsion que leur donnent de tems en tems les hommes habiles qui y paroissent, & que les places y font très movibles, les mauvais choix n'y ont jamais de très grands inconvénients, les abus n'y font jamais de longue durée. 'Les bons Commis de Ministre sont d'autant plus recommandables que leurs travaux toujours au nom d'autrui, ne sont accompagnés d'aucune gloire. Leurs fonctions ont d'ailleurs mille difficultés. Ramener sans cesse à la règle, la puissance qui tend sans cesse à s'en écarter, concilier la fouplesse qu'exige l'approche des grands,

grands, avec la liberté du citoven, les ménagements dus à la supériorité avec l'élévation d'esprit nécessaire pour concourir utilement au . gouvernement d'un peuple, est ce qu'on attend d'un Commis d'administration. Ces qualités fans doute font difficiles à réunir; cependant. nous avons eu de tout tems d'excellents suiers. dans ces ordre inférieur, & peut-être autant que dans celui des Ministres. La raison en est. aifée à appercevoir. On parvient trop fouvent au Ministère par des intrigues de cour, & l'on s'v soutient de même. L'intrigue ne donnepas la science des choses, mais elle marche presque toujours avec la connoissance des hommes. Un Ministre que la seule intrigue améne, sçait assèz qu'il ne sçait rien, & par cela meme il choisit, quelquesois fort bien, coux qui lui sont nécessaires pour s'acquiter convenablement de ses fonctions.

Un de nos Ministres qui a fait quelque bruit dans son tems, se déterminoit toujours pour les gens heureux dans le choix de ceux qu'il employoit; & les Ministres mediocres se livrent volontiers à cette idée, parce qu'elle est du nombre de celles qui tient à l'esprit, flattant la paresse, & dispensant de discernement. Mais si l'on remarque que les gens qu'on appelle heureux, ne le sont presque jamais qu'aux

aux dépends des choses auxquelles on les applique, on verra que c'est là un de fistèmes les plus funestes à l'administration. On ne doit au contraire rien abandonner au sort dans une matiere aussi importante. On ne doit faire attention au bonheur que pour s'en désier, & ne jamais admettre dans la chose publique, que ces hommes consommés qui sçavent dans tous les cas maitriser la fortune par la force de leurs moyens.

La providence est le premier Ministre de la France, disoit un fameux Pape, étonné de voir cet Etat fleurir, malgré toutes les fautes de l'administration. Sans doute que nous devons tout à la providence: nous mettons notre plus grande gloire à la reconnoitre; mais il n'est pas inutile de confidérer les causes secondes par lesquelles cette providence agit pour nous. C'est par le sens qu'elle a départi au gros de la nation, par sa liberté d'esprit qui fait percer la vérité au travers des conseils les plus împrudents, par sa diligence dans les expédients qui scait tourner à son utilité les projets les plus téméraires. Ce sens national fait échouer infailliblement tout ce qui est contraire à l'Etat: tantôt ce sont des Ministres sages & éclairés qui font ouvertement le bien & qui établissent pour longtems la regle: tantôt ce font des fous-

fous-ordres qui l'entretiennent malgré les vices ou l'incapacité des Ministres: tantot ce sont les remonstrances d'une compagnie qui font avorter des sistèmes dangereux : tantot c'est un bon citoyen qui se trouve par hazard le conseil du confident d'une personne en crédit, qui sans qu'on s'en doute jamais, fait revenir au but dont on s'éloignoit: tantôt c'est un auteur qui remonte ouvertement les esprits par des écrits dont le sens & la vigueur confondent partout l'erreur & les preventions: tantôt c'est le concours des volontés qui se trouve manquer toutà-fait pour l'execution des entreprises mal vues : tantôt c'est la repartie heureuse d'un courtisan qui éclaire le Souverain, parcequ'elle se trouve exprimer energiquement ce que pense tout le Royaume: tantot enfin c'est le tems & une réfistence molle, mais continue, qui fait tomber en désuétude tout ce qui est incohérent avec nos mœurs & avec notre gouvernement, tout ce qui blesse le moins du monde la raison & le droit du gens. C'est ainsi que la providence agit pour nous, soutenir: ses faveurs paroissent dans les moyens qu'elle place en nous mêmes: le premier Ministre de la France est la France.

Les Ministres départis dans les Provinces, que nous nommons vulgairement Intendants, viennent d'être l'objet d'une critique très amé-

re. Si au lieu de médire des Intendances, of eux blamé la conduite de quelques Intendants . si l'on eut dit que les Intendances étant des movens d'avancement, quelques uns de ceux qui y avoient été nommés s'étoient mis à s'octuper d'intrigues bien plus que d'administration. on auroit averti le gouvernement de ses mauvais choix. & on auroit rappellé les Intendants à leurs devoirs, mais on se seroit fait des querelles personnelles dont on se seroit peut-être mal tiré. On a mieux aimé généraliser. D'ailleurs c'est ainsi que marche l'esprit de blame qui nait de l'orgueil. Il se fait toujours accompagner de l'exagération, & dès qu'il trouve le moindre passage, il faut qu'il cherche auffit à tout détruire : Rien ne doit rester dece qu'il condamne: Le moindre vestige pourroit déposer contre sa violence : il fatt qu'il se donne raison sur des ruines. Il est certainement facheux qu'on se soit permis, sur quelques inconvénients particuliers, de faire envifager comme vicieuse, une magistrature qui est de l'essence de la monarchie, qui y complette la hierarchie ministérielle, qui est en elle même excellente & que rien ne pourroit en effet remplacer.

Il existe en France une classe d'hommes qui ont un esprit remuant, qui sont mécontents de

de tout, uniquement parcequ'au fonds ils font mécontents d'eux, qui se montrent dans tous les rangs, à qui rien n'en impose, dui ne posfedant rien, crient sans cesse qu'on les ruine, qui fans ordre dans leurs propres affaires, s'inquiètent sans fin sur les moyens qu'emploiera le gouvernement pour faire face aux dépenses de l'Etat. Voient ils des gens riches, ce font des déprédateurs, des fanglues publiques. Rencontrent-ils des gens d'autorité, ce sont des tirans. Hommes toujours prêts à s'attendrir sur le sort du pauvre peuple, mais durs avec les leurs, détestant & fuyant femme, enfants & famille. Hommes au reste très severes dans tous leurs jugements, parce que le rigorisme est un ornement au discours, & donne quelque force aux idées, mais sans suite dans toutes leurs actions & ne cherchant dans la liberté dont ils s'appuyent que les avantages de la licence! Ces gens inondent les caffés, les théatres, les assemblées, tous les lieux publics. Ils se récrient sur tout, voient partout l'abus; le scandale, le crime; & leurs élans trop facilement communiqués ont quelquesfois l'air de la voix publique. L'intrigue sçait quelquesfois se servir habilement de ces gens là. En soutenant des idées déstructives qui entrent dans leur sens, des ambitieux sont parvenus à se mettre à leur tête & à se faire par leur moyen une réputation d'un moment. Le rapprochement des circonstances nous donne lieu de penser que ceux qui ont declamé contre les Intendances n'avoient pour but que de se concilier le suffrage de cette classe d'hommes, que le gouvernement méprise, & que tous les honnêtes gens suient.

Nombre de gens ont leurs raisons pour ne point aimer les Intendants. Ces Magistrats ramenent dans les provinces un esprit d'égalité que de petites puissances voudroient repousser à la faveur de l'éloignement du Chef de l'Etat. Ils sont commissaires du conseil pour la répartition des impositions, autre motif de mécontentement pour ceux qui croient faire grace à l'Etat que de lui payer des subsides. Mais les bons citoyens n'ont jamais vû dans les Intendants & leurs subdélégués qu'un moyen de plus de communiquer avec le Monarque, de lui adresser leurs demandes & leurs plaintes, & de lui faire connoître leur situation en jugeant de plus près de leur ressources & de leurs besoins.

L'existence des Intendants n'est pas très ancienne: elle n'a eu lieu que lorsque l'administration s'est perfectionnée. Ci devant les Gouverneurs de province réunissoient l'autorité ministérielle, à l'autorité militaire, & à la

présidence municipale, ce qui en saisoit des fortes de Vicerois. Aujourdhui les Gouverneurs obligés de rester à la cour & reduits au titre, a l'honorifique & au benefice, ne doivent paroitre dans les provinces que momentanément, sur un ordre précis du Roi, & pour l'y représenter quant au dévelopement de l'autorité. l'Intendant, officier ministériel qui leur est inférieur sans leur être soumis, doit y résider toujours, pour y être l'œil du conseil, & y ramener sans cesse tout à la règle, aux principes & au droit commun. Tel est l'usage de cette magistrature sous laquelle on a vu nos provinces fleurir à l'envi les unes des autres, & qui ne présente d'ailleurs que les abus inféparables de toutes les fonctions qui feront exercées par des hommes.

Les subdélégués dans les villes & dans les bourgs sont la dernière subdivision de la magistrature ministérielle quant à l'ordre civil. Les commissaires des guerres & de la marine attachés aux différents corps sont la dernière subdivision du pouvoir ministériel dans l'ordre militaire.

Ainsi sont distribués les grades de l'administration royale; mais elle a parmi nous une autre branche essentielle; cette branche est l'administration municipale, qui quoique émanant

K

encore du Roi à cause de sa souveraineté, n'en conserve pas moins un caractere absolument populaire.

Ces Magistrats étoient connus chèz les anciens Romains sous le nom d'Ediles. Nous leur donnons les noms divers de Maires, de Prévôts, de Préféts, d'Echevins, de Sindics, de Capitouls, de Jurats, de Notables. Ces Magistrats sont les chess des villes & des bourgs. Ils sont élus par le peuple, choisis parmi les premiers du peuple, & dans les principales villes ils sont agréés & consirmés par le Monarque. Quelques unes de ces dignités sont possédées à vie; mais la plupart ne le sont que pour un tems préscrit, & les citoyens considérables y passent à leur tour.

Les Magistrats municipaux sont censés se subordonner eux mêmes à tous les Magistrats purement Royaux. Comme Chess du peuple ils lui doivent cet exemple de soumission à toute autorité qui émane du Roi. Telle est la raison pour laquelle ils donnent le pas dans toutes les cérémonies aux compagnies royales même inférieures; bien qu'ils soient en essex au premier rang, & qu'ils n'aient, comme tous les autres Magistrats supérieurs, que le Roisseul pour ches.

Cet ordre antique qui seroit le premier dans

un Etat démocratique & qui y auroit l'administration générale, n'est qu'une ombre dans une monarchie. Mais dans une monarchie modérée comme le notre il revient de l'importance en ce qu'il sert à conserver la trace des droits premiers des communautés, & à les rassembler par une liaison locale, volontaire, & naturelle.

Leurs fonctions sont de présider les citoyens rassemblés en société de ville, d'avoir soin des édifices publics, & de tout ce qui peut contribuer à la commodité & à l'embellissement de leurs murs, de régir les hopitaux, d'administrer les colléges destinés à l'éducation, d'y entretenir l'étude des bonnes lettres, d'ordonner les fêtes, les spectacles & les jeux publics. C'est devant eux que les juges royaux envoyent les coupables subir les peines qu'ils leur ont infligées; en témoignage de ce qu'ils sont sacrifiés à la vindicte publique, & à la tranquillité des ciroyens. Ils font respectivement les honneurs de leurs villes aux Princes & aux têtes couronnées. C'est à eux que le Roi mande la nouvelle légale des événemens nationaux, tels que la naissance des Princes appellés à succeder à la couronne, les victoires, les déclarations de guerre, les publications de paix. Enfin la notoriété publique populaire leur appartient essentiellement en toutes choses.

On ne parle point ici des jurisdictions subalternes qu'on a jointes en quelques lieux aux municipalités; c'est une petite confusion de fonctions qu'il ne convenoit point au gouvernement d'admettre, ni aux corps municipaux de desirer. Leur college est un bureau, & non un tribunal. Leurs fonctions se bornent à l'administration, à la présidence, à l'honorisique, au conseil, au mandement; leur greffe ne doit contenir que leurs délibérations & les grands actes de notorieté, & en cela ils sont supérieurs dans leur genre à tous les ordres; Mais il ne leur appartient point d'être juges, ni supérieurs, ni inférieurs: l'un est incompatible avec leurs fonctions: l'autre est certainement au dessous d'elles.

Cette Magistrature a été très utile au Roi & très avantageuse au peuple dans le tems de l'anurchie séodale. Les Magistrats municipaux désendoient seus alors les intérêts des communautés contre les prétentions des seigneurs terriens. Ils faisoient avec eux des traités, des capitulations, des transactions. Lorsque les grands vassaux se livroient aux révoltes, l'ordre municipal, la bourgeoisie & le peuple, toujours rangés du coté du Monarque, ne tardoient par à donner la supériorité à son parti. Cette Magistrature ensin toute composée de ci-

citoyens de divers ordres, ne renferme aucun esprit de corps. Son seul principe est le patriotisme, son principal effet est l'union; & elle devient chèz nous le plus ferme appui de la royauté; parceque la prépondérance du Roi fur toutes choses est évidemment le plus grand intérêt du peuple.

Les Magistrats que nous nommons Procureurs généraux, Avocats généraux ou parties publiques, & qui sont attachés aux tribunaux de judicature pour y porter le vœu du peuple, font une émanation du corps municipal. Ce n'est pas qu'ils aient de lui une mission directe. ils n'ont au contraire de mission que du Roi, mais étant placés par le Roi pour être les organes & les orateurs du peuple, dés ce moment ils ont une mission morale de ce même peuple, qui les range par une évidente analogie dans l'ordre municipal. Cette qualité municipale du Procureur général & de ses Avocats, rend leurs fonctions vénérables & saintes; & c'est de cette qualité que dérivent leurs prérogatives, leur puissance, leur inviolabilité.

Tout siège de justice, outre les juges qui prononcent sur les objets contestés, doit donc avoir encore la partie publique donc le concours est exigé en France pour rendre un tribunal complet. Les Procureurs généraux &

leurs Avocats sont départis dans chaque siège pour y plaider la cause commune, pour intervenir au nom du peuple dans toutes les causes particulieres où il a quelque intérêt, & pour requerir des jugements sur tout ce qui le tou-C'est à leur requête que se suivent toutes les affaires publiques du genre contentieux. Ils poursuivent aussi la punition des crimes & exercent à cet egard la plus sévere des censures. Il faut qu'ils donnent leurs conclusions dans toutes les affaires particulieres qui touchent à l'ordre général, comme les affaires de minorités, de testaments, & d'autres du même genre. Le Procureur général est chargé de tous les actes de forme: l'Avocat général est chargé de porter la parole à l'audience. Ces Magistrats ne sont point juges & ils n'opinent point; mais après que l'un & l'autre Avocat particulier a plaidé, ils controversent l'affaire à juger: ils présentent au tribunal le vœu public, le desir de la loi, & pressentent pour ainsi dire le jugement qu'il faut qu'il rende pour l'utilité générale. Il n'est pas nécessaire de faire remarquer que le travail de ces Orateurs est une des plus brillantes de toutes nos fonctions publiques.

Nos Procureurs généraux réunissent en eux les Magistratures connues chèz les Romains

sous le nom de tribuns du peuple & de censeurs. Mais nous devons observer qu'elles sont beaucoup mieux réglées chèz nous, en ce que leurs fonctions s'arrêtent à taxer les citoyens d'avoir à se justifier devant les tribunaux, ou à requérir les tribunaux pour qu'ils jugent. Tandis qu'outre cette faculté les tribuns & les censeurs Romains avoient encore celle de rendre des ordonnances. ce qui les constituoit juges & parties publiques dans beaucoup de circonstances. Nous fommes de toutes les nations, tant anciennes que modernes, celle qui a le mieux connu cette magistrature si nécessaire & qui en a fait l'usage le plus juste & le plus heureux.

Tel est l'ensemble du Ministère François, roijal, municipal & judiciaire. On voit que ce genre de magistrature embrasse l'ordre général de la nation, & que c'est en lui que résident ses grandes ressources. Nous n'en avons point parcouru les différents dégrés sans être satisfaits de nos progrés passés, sans nous applaudir de notre situation présente, & sans concevoir les espérances les plus grandes & les mieux fondées pour l'avenir; parceque l'ordre produit l'ordre & que le propre de l'ordre & des lumieres est de s'établir toujours avec plus de force dans les Etats, & de se rendre plus chers aux peuples à mesure qu'ils en sont plus connus.

La Magistrature seconde nommée dans ce discours est le Sacerdoce, qui embrasse tous les offices publics rélatifs au culte qu'il est ordonné de rendre à Dieu.

La religion est un point central des sociétés des hommes, un des principes de leur union; & on n'en peut pas pour cela conclure que la religion est un établissement de pure politique. La politique l'embrasse, il est vrai, dans sa discipline, & la religion a sa place dans l'ordre public; mais elle n'en est pas moins naturelle & divine; & quand il n'y auroit ni sociétés, ni traditions sacrées, il suffiroit à l'homme abandonné à lui même de l'usage de sa rasson, pour lui apprendre à reconnoitre un être suprême, à se soumettre à lui & à l'adorer.

Oui! nous pensons que l'homme peut s'élever par sa propre réfléxion & sans le secours d'aucune tradition aux vérités premieres de la religion, telles que l'existence de Dieu, son unité, son immensité, sa bonté, sa justice & sa misericorde. Tout annonce à l'homme la pureté de son ame, son immortalité, & les peines & les récompenses qui l'attendent dans une autre vie.

Aussi tous les hommes de tous les tems & de tous les lieux ont-ils toujouts été d'accord sur ces vérités essentielles. C'est sur elles qu'é-

: 1

qu'étoient sondées toutes les religions idolatres; & lors même que la corruption des peuples admettoit plusieurs dieux, ils discernoient toujours parmi ces dieux un être prédominant à qui ils rendoient un hommage plus distingué, ne lui associant tant de divinités allégoriques & sécondaires, que par une inquiétude & une dépravation d'imagination qui a toujours été blamée par les sages, mais que ces sages regardoient mal à propos comme un aliment nécessaire à la superstition qui est trop souvent la seule religion des esprits soibles.

Mais independamment de la religion naturelle, des peuples plus heureux ont été favorifés d'une religion divinement révélée, & ont une masse de dogmes & un corps de doctrine appuyés sur le témoignage des personnages miraculeux que le ciel a accordés aux nations pour déterminer leurs lumieres chancelantes & pour leur ôter tout prétexte à l'incrédulité. Cette religion révélée est le Christianisme qui regne seul dans l'Europe, mais qui y est divisé en diverses sectes, & qui sous le nom de Catholique fleurit dans trois des principaux Etats de cette partie du monde. Ou scait que le peuple François est effentiellement chrétien de la secte catholique, & que le premier titre du Roi de France est celui de Roi très chretien.

K 5

Tout

Tout corps de religion nationale est composé de trois parties, les dogmes, les mistéres & les rits. Ces choses saintes en elles mêmes, deviennent sacrées & inviolables par le concert unanime des citoyens qui s'y soumettent: les prêtres en sont les conservateurs: le souverain en est le protecteur & le modérateur.

Quoique les dogmes & les mistères de notre religion dussent, comme choses publiques, entrer dans ce discours, ce n'est point du tout notre intention d'en parler. Nous prions le lecteur d'approuver que notre description reste incomplette dans cette partie, & de ne point imputer à blame téméraire, ou à approbation superflue le silence que nous gardons à ce sujet.

Les rits étant plus près des regards & plus hés à l'ordre politique, nous en pourrions traiter ici; mais pour ne pas décrire des choses trop familieres, nous nous contenterons de faire remarquer qu'on voit avec un charme pénétrant nos rits embrasser tous les simboles de l'union des hommes & les consacrer d'une maniere plus épurée que dans aucun culte qui air existé. Les eaux saintes nous rappellent à l'entrée de nos temples, les graces que nous devons à Dieu pour ce premier objet de nos besoins. Le seu allumé dans les soyers

domestiques pour l'utilité des familles, est aussi entretenu au centre de nos temples en mémoire de la formation & de l'entretien des sociétés. Les huiles & les sels nous offrent sur nos autels l'emblême des aliments qui nous sont accordés pour soutenir notre existence. Nos sacrifices les plus purs qui aient jamais été offerts, présentent aux hommes reconnoissants les motifs de la plus parfaite adoration. L'encens & les parfums poussés vers le ciel par des mains pures, y sont le simbole de l'union des vœux qu'y adresse sans fin un peuple pieux & fidele. L'usage de nos sacremens distribué avec mesure sur la vie, est fait pour y apporter le calme & la consolation. On connoit du reste la simplicité & la magnificence de noscérémonies religieuses, la beauté, le nombre & la richesse de nos temples; & il n'ya personne qui ne doive convenir que de toutes les religions, foit anciennes, foit modernes, la catholique est celle qui a arrêté avec le plus touchant appareil, l'ordre extérieur du culte facré.

Le respect dû aux choses saintes autant que la saine politique s'opposent à ce qu'on se livre légérement aux innovations dans le culte. On doit autant qu'il est possible pratiquer toujours ce qu'on a toujours vu pratiquer. Les formes du culte sont censées devoir être immuables ainsi que leur objet. Comme on ne peut rien rectisser à

cet égard qu'insensiblement & avec une circonpection infinie, nous ne sçaurions trop nous féliciter d'être arrivés à des formes pures, qui n'ont besoin d'aucun changement & qui sont également dignes de l'être éternel à qui elles ont rapport, & du peuple éclairé qui l'honore.

Il est inutile de faire remarquer qu'il faut des cérémonies dans le culte public. Heureux les peuples qui sçavent s'arrêter au point juste de décence & de majesté qu'exige un objet aussi grave. Les peuples anciens étoient allés trop loin. Leurs pompes dégénéroient en spectacles vains, & leurs fêtes en licence: leurs facrifices fanglants fe lioient mal avec l'idée de perfection que l'homme doit se former de l'être suprême. Plusieurs peuples modernes font trop peu: ceux surtout qui professent le Mahometisme, ne donnant pas assèz aux cérémonies qui tranquilisent & qui accoutument à la piété, sont obligés de donner trop à la contemplation qui échauffe les esprits & qui quelquefois les égare. La religion catholique a pris cette juste mesure où un culte peut se foutenir éternellement par lui même, en allant au cœur par les yeux, en entretenant une piété solide & sensée, & en ne présentant jamais au ciel que des hommages que la raison approuve, bien qu'ils foient revêtus de l'importan: rance que l'union d'un grand peuple y exige toujours.

On dit que les Chinois, peuples qui ont une certaine réputation de science & de sagesse, ont deux fortes de religions, l'une particuliere aux lettrés & aux grands, l'autre pratiquée par les Bonzes & adoptée par le bas peuple: l'une qui a une morale très épurée & plustôt un cérémonial qu'un culte, l'autre qui est chargée de mistéres & accompagnée d'un culte très superstitieux. Tout habiles qu'on suppose les Chinois, le parti qu'ils ont pris à cet égard n'est fait ni pour être approuvé ni pour servir jamais d'exemple. Sans doute que forcés par les circonstances, ils ontchoisi en cela le moindre mal; mais il eut certainement mieux valu que les grands de la Chine eussent pu porter le bas peuple à leur religion, en la rendant plus fensible par un culte, ou qu'ils eussent suivi eux mêmes celle du bas peuple, en la purgeant de ses superstitions.

On peut tolérer plusieurs Religions; mais il ne doit y avoir qu'une réligion légale dans un Etat, Le culte National doit y régner seul. Les cito-yens sont raisonnablement obligés de s'y conformer par des actes extérieurs & d'assister aux prieres & aux sacrifices, quoiqu'on ne doive jamais les y contraindre, ni rien entreprendre à cet égard de

contraire à la liberté naturelle. Tels sont nos principes politiques en cette matiere. L'édit de Nantes rendu par Henry-quatre permettoit ci-devant deux cultes dans le Royaume. La révocation de cet édit, trop injustement blamée, eut été un trait de sagesse de la part de Louis XIV, & eutmontré combien ce Prince connoissoit les ressources de la France, s'il se fut borné à régler dans cette Loi ce qui est de l'ordre public, & qu'il n'y eut rien statué de relatif aux propriétés particulieres. Tout François est aujourdhui obligé de se soumettre au culte national; mais cette soumission, en ce qui est préscrit par la loi, ne va point jusqu'au foi intérieure : elle est fans contrainte; & celui qui s'en dispenseroit, s'il ne le faisoit point avec bravade ou avec scandale, ne sçauroit en être puni. Le gouvernement protége, défend, éleve la Religion Nationale: & ce seroit un grand crime de la troubler; mais il n'y affujettît point précisement. On n'exerce pour cela aucune inquisition secrete dans les sentiments ni dans les actions particulieres des citoyens. Cette attention seroit trop contraire au droit des gens, à nos principes & à nos mœurs, trop injurieuse pour la Religion qui doit tirer sa plus grande force d'elle même. Ceux qui ne fuivent point le culte dominant sont seulement

regardés comme étrangers; ils ne peuvent être admis dans aucun office public, ni élevés a

aucune magistrature.
Sans doute que l'ordre Sacerdotal est d'une utilité premiere chèz un peuple; mais tous les raisonnements sur lesquels ou fonde cette utilité ne sont pas également justes. Par exemple on dit quelquesfois aux peuples que les prêtres font le frein des Rois, & qu'eux seuls sont capables d'arrêter par la crainte des jugements du ciel, les maitres de la terre, quand il veulent abuser de leur élévation. On dit de même aux Rois que les pretres servent à retenir les peuples dans le devoir, & que le peuple est fi fort entêté de ce qui concerne la religion, que c'est s'exposer à tout ruiner que de vouloir s'en mêler dans les moindres choses.

C'est ainsi qu'on veut étendre au loin l'utilité du Sacerdoce, & ce sont là de ces raisonnements rebattus qui n'ont de force que celle qu'une imagination complaisante veut bien leur prêter. Certainement on ne sauroit nier que ce que les prêtres peuvent faire pour maintenir les Rois & les peuples dans le devoir ne puisse être fait encore mieux par des hommes sages qui n'auront aucun intérêt à inspirer cette crainte. On sçait asséz que toutes les ois que les prêtres par leur zele indiscret

vien-

viennent à bout de gater les affaires de la religion, ce sont toujours des hommes qui lui sont étrangers qui la relevent. Si la piété & la religion ne se trouvent pas dans le cœur des Princes. la voix des prêtres est d'un bien foible secours pour les rappeller à ce sentiments. Et du coté du peuple on peut se convaincre également que le corps de la religion v dépend plus de la volonté des péres de familles, dont les avis & les exemples décident les enfants & les ferviteurs, que des prédications des prêtres.

A l'egard des abus qui naissent dans les pratiques de la Religion, loin que les peuples voient de mauvais œil les princes qui les répriment, ils croient au contraire que c'est là un de leurs principaux devoirs, pourvû qu'ils v appliquent une main sage & circonspecte. Notre Saint Roi Louis IX. s'est signalé dans ce travail délicat, & de nos jours un des plus grands Princes que l'Allemagne a vu à la téte de sa confédération, prouve à toute l'Europe qu'il n'y a point d'abus fi consacré dans la Religion, qu'un Monarque habile ne puisse attaquer & détruire à fon gré, pourvu qu'il maintienne avec soin les choses raisonnables & convenues qui forment le corps de la Réligion.

Dans

Dans nos tems de trouble le Sacerdoce étoit venu à bout de s'arroger plusieurs sonctions civiles, & cela rompoit l'équilibre de la chose publique & entrainoit de grands abus. Aufourdhui le principe constant est de borner le Sacerdoce à ses fonctions. On tire toujours de cet ordre de bons administrateurs, d'excellents juges, parceque cet ordre est en effet rempli d'hommes instruits & de bons citovens mais ces choix font personnels, & jamais attribués aux offices. Tout Ministre qu'on voit confier des parties d'administration à des ecclefiaftiques ; non comme capables particulieres ment, mais généralement & comme remplisfant tel ou tel siège, est aussitôt regardé comme un homme de parti.

Quant aux guerres que nous avons eues pour le culte il n'est pas difficile de voir qu'elles avoient un tout autre objet, soit sous Clovis, soit sous Henry IV., & que les peuples demandoient surtout un acte de condescendance aux Princes qui vouloient les gouverner, pour ne pas avoir l'air de subir le joug.

La véritable utilité de l'ordre facerdotal est d'inviter les citoyens par l'exemple de sa prété & par son exactitude à executer les cérémonies facrées, à s'unir au culte public & à s'exercer aux prieres. Les prieres & le recueillement sont nécessaires à l'homme en société: elles sui font trouver sa véritable face dans cette épreuve volontaire de sa foiblesse. Les prêtres modernes donnnent trop aux avis & aux paroles, & ne s'appliquent point assez aux actes extérieurs dont ils sont les officiers. La prédication la plus essecce est un culte majestueux fait avec onction, par des esprits humbles & des cœurs pénetrés.

Avec les avantages généraux & les raisonnements specieux par lesquels les prêtres ont l'art d'augmenter leur importance dans toutes les Religions, on ne peut par nier que la Religion Catholique ne donne encore à l'ordre facerdotal une liaifon & une force qui peuvent la mettre dans le cas d'en abuser dans les Gouvernements foibles. L'Italie & l'Espagne en ont vu de tristes effets. La France a triomphé de ce défaut. La force nationale l'a emporté sur cette force secondaire. En adoptant la Religion Catholique le François toujours fidele à fon bon sens primitif, toujours libre & toujours maitre, en a reprimé les inconvéniens politiques. Dès que le prêtre a cessé d'être citoyen, le François l'a renvoyé irrevocablement à l'autel; & il a forcé par là fon clergé à être consequent à ses maximes. Aussi l'Église de France est-elle la plus réguliere comme la plus sçavante des Eglises Catholiques.

Les dignités sacerdotales sont censées locales, populaires & municipales, c'est-à-dire à la nomination du peuple & des Eglises, comme dans les premiers tems; cependant nos Rois ont sagement sait de se reserver le droit de nommer aux principales. Hors ce cas ou celui de quelques abus extraordinaires, ils n'ont pas coutume de s'immiscer dans les choses de Religion qu'ils abandonnent à l'usage national, auquel ils se conforment eux mêmes.

Nous avous peu de chose à dire sur le ches étranger que l'Eglise de France reconnoit seu-lement pour conserver l'unité avec les autres nations Catholiques. Cet arrangement est sans inconvénient, pourvu qu'il soit borné aux choses de la Religion, pourvu qu'aucune recommandation du ches de l'Eglise Catholique ne puisse avoir d'effet en France que par une loi expresse du Souverain, & que chaque E-vêque, tout en reconnoissant la supériorité du Pape sur lui, conserve toujours l'autorité entiere dans son siège. Et tels sont en effet nos usages constants.

Cette disposition des choses n'est point sans exemple chèz les anciens, & ne produira jamais aucun trouble, tant qu'on forcera les prêtres à n'être que prêtres. Sans faire de comparaison pour le fonds des religions, l'ido-

L 2

letrie, que nous faisons justement profession d'abhorrer, mais qui a regné si longtems sur les peuples aveugles, l'idolatrie étoit la religion univerfelle des Grecs, & quoique chaque peuple exercat librement cette religion, on ne laissoit pas de se référer pour l'unité dans les dogmes. dans les rits & dans les ministères, à des collèges de prêtres, & à des pontifes établis souvent dans l'étranger, tels que l'Hierophante du Temple d'Ephése qui gouvernoit pour le culte une partie de l'Europe & de l'Asie. Chèz les modernes la communion Grecque est la Religion de plusieurs grandes puissances, & le Patriarche Chef de cette Religion, est établi dans les Etats d'une puissance infidele. Le Lutherianisme embrasse également plusieurs grands peuples, & quoiqu'il n'ait point de Pontife unique, il y a tel Consistoire qui regit toute cette Communion fans aucun inconvenient politique. Tant que les prêtres se restraindront au foin de l'union, à la conservation du culté. & que les Princes ne laisseront point exercer à cet égard de jurisdiction, sans le concours de leur autorité, il n'y aura point dans les Etats de division de puissance.

La division de la puissance est le plus grand de tous les maux politiques. l'Intelligence le conçoit, l'experience du passé le prouve fances possibles, est en même tems mauvais raisonneur & mauvais citoyen. Tout avertit les peuples & les Rois des dangers des conslicts d'autorité. Et les livres saints eux mêmes n'ont point dédaigné de les avertir du grand intéret qu'ils ont à ne point souffrir en cela de partage, par cette menace si vive, toute puissance divisée sera detruite, & par cette sentence non moins positive " nul ne peut servir deux maitres. Le divin legislateur de la Religion a même prevenu tous les abus qu'on pouvoit à cet égard faire en son nom, en déclarant expressement que sa puissance n'etoit pas de ce monde.

Les Papes doivent aux Rois de France toute leur grandeur temporelle; & encore aujourdhui l'aggrégation du Royaume de France à la communion Catholique, est ce qui donne à ces Pontises quelque poids dans la balance de l'Europe. Les Ultramontains prétendent que cet accord est fort utile à nos Rois, c'est sans doute pour faire leur salut, & en ce cas nous n'avons rien à objecter, parceque nous ne nous melons pour des choses spirituelles. Mais temporellement il est sensible que cet accord n'est utile qu'aux Papes, & que c'est un mouvement tout à fait gratuit de nos Princes pour le bien de la Religion. Il y a longtems que l'on calcule mal au delà dès monts sur l'influenze ce du Pape en France. Clemens XIV. commençoit à redresser les vues de ses compatriotes à cet égard, lorsque la mort l'a enlevé. Mais il y a tout lieu d'espérer que la Cour de Rome s'accoutumera à recevoir de nous dans la politique, les lumieres que le Saint Siège nous procure dans la foi.

Politiquement parlant les Papes ont perdu les Etats qui se sont séparés de leur communion pour avoir trop voulu se méler du temporel des Princes qui ne pouvoit jamais les concerner, & pour avoir trop voulu faire prévaloir leur autorité personelle sur celle de l'Eglise entiere, qu'ils auroient dû se faire un mérite de maintenir dans son ancienne liberté. Lorsque dans les moments de la foiblesse des empires, ils ont eu quelque influence sur le temporel des Princes, ils eussent fait prudemment de s'abstenir de s'en méler, ou de ne s'en méler qu'ayec reserve, & sans chercher à en tirer aucun autre avantage que le mérite de bien faire. Quant à ces ordres religieux remuants qui se sont voués à eux & dont les généraux résident auprès de leur personne, il eut été de leur profonde sagesse de les rejetter & de les anéantir comme incompatibles avec les loix générales des Royaumes, & comme entamant les districts des Evêques. Ils auroient prevenu la disgrace d'en voir supprimer plusieurs par l'autorité des Princes & ils eussent épargné à l'Europe le spectacle de tant d'intrigues & de tant d'entreprises hazardées qui ont trop developé l'esprit étranger qui animoit la pluspart de ces corps.

Toujours politiquement parlant ou peut dire que si les Papes se fussent abstenu de faire des bulles, ou sous les couleurs de la religion ils ont tenté de diriger les esprits des peuples sur le fait de leurs Princes, & d'autres où sous prétexte de leur autorité dans la foi ils ont proposé des objets de croyance indifférents, (ce qui a donné lieu de penser que c'étoit pour se ménager la facilité de proposer des choses plus conséquentes, lorsqu'ils le pourroient impunément) si les Papes ne fussent point allé jusques là, leur caractère eut été encore bien plus saint, & l'on n'eut pas imprimé publiquement en France, où on les aime & où on les foutient, qu'ils sont une puissance à qui il faut baiser les pieds, & lier les mains.

On voit donc que la France quoiqu'intimement unie de communion avec le Saint Siège n'est point pour cela dans sa dépendance. Il en étoit ainsi de toutes les nations dans les premiers siècles du Christianisme; & les libertés de l'Eglise Gallicane si célèbres, & si bien établiés par nos Théologiens & par nos Jurisconsultes, ne sont en effet que ce qui étoit pratiqué partout, avant que la cour de Rome le fut livrée à l'ambition de dominer.

Voila ce que nous avous de commun avec l'étranger dans l'ordre facerdotal. Quant à l'intérieur de la France, cet ordre y jouissoit autresfois de privileges excessifs. Le gouvernement les a restraints à mesure qu'il s'est perfectionné; mais ce que cet ordre en conserve est encore assez pour blesser l'equilibre, & pour exciter contre lui l'animadversion publique. On ne peut par douter que ces exceptions abusives ne soient un jour abolies, soit que le gouvernement se porte à les supprimer. soit que le clergé le prévienne en faisant lui même le sacrifice à son Roi; car enfin le clergé de France est François, & fait pour concourir plus qu'aucun autre ordre à la perfection d'un Etat où il est consideré & dont les progrès ne sont plus incertains.

Si notre but eut été de nous concilier des fuffrages utiles & de nous faire des amis puisfants, nous en avions ici une belle occasion en paffant sous silence les inconvénients des priviléges de l'Eglise, en ne faisant par monter très

haut

haut leurs propriétés utiles, & en affirmant qu'ils s'imposent en proportion des autres citoyens. Mais comme nous ne voulons pas nous faire un parti, mais dire ce qui est vrai & ce
qui est utile; nous avançons que les propriétés foncieres du clergé font en esset beaucoup
plus considérables que tout ce qu'on en a rapporté. Nous ajoutons ce que tout le monde
sçait, qu'elles sont très inégalement reparties
entre les offices, & que les impositions qu'elles supportent ne sont point proportionnées
aux revenus qu'elles produisent.

Tous les officiers publics sont payés des deniers du fisc excepté le clergé à qui on départ des biens fonds. C'est un agrément pour le clergé, puisqu'on ajoute par là à ses dignités & à ses revenus, l'autorité de propriétaire & de maitre; mais il faut convenir que ce n'est point un inconvénient intolérable; & pourvu qu'on ne laisse pas augmenter la masse de ces biens en main morte, l'émulation des propriétaires réels, & le commerce des immeubles, ne peuvent qu'en être soiblement interrompus.

Ce n'est point non plus un inconvénient que le clergé soit richement payé. Ses dignités tenant uniquement à la consiance, au respect des choses saintes, & n'ayant qu'une autorité de raison, doivent être exercées avec

L 5

miers siècles du Christianisme; & les libertés de l'Eglise Gallicane si célèbres, & si bien établiés par nos Théologiens & par nos Jurisconsultes, ne sont en effet que ce qui étoit pratiqué partout, avant que la cour de Rome se su livrée à l'ambition de dominer.

Voila ce que nous avous de commun avec l'étranger dans l'ordre sacerdotal. Quant à l'intérieur de la France, cet ordre v jouissoit autresfois de privileges excessifs. Le gouvernement les a restraints à mesure qu'il s'est perfectionné; mais ce que cet ordre en conserve est encore assez pour blesser l'equilibre, & pour exciter contre lui l'animadversion publique. On ne peut par douter que ces exceptions abusives ne soient un jour abolies, soit que le gouvernement se porte à les supprimer, soit que le clergé le prévienne en faisant lui même le sacrifice à son Roi; car enfin le clergé de France est François, & fait pour concourir plus qu'aucun autre ordre à la perfection d'un Etat où il est consideré & dont les progrès ne sont plus incertains.

Si notre but eut été de nous concilier des fuffrages utiles & de nous faire des amis puisfants, nous en avions ici une belle occasion en passant sous sitemes les inconvénients des priviléges de l'Eglise, en ne faisant par monter très haut haut leurs propriétés utiles, & en affirmant qu'ils s'imposent en proportion des autres citoyens. Mais comme nous ne voulons pas nous faire un parti, mais dire ce qui est vrai & ce
qui est utile; nous avançons que les propriétés foncieres du clergé font en esset beaucoup
plus considérables que tout ce qu'on en a rapporté. Nous ajoutons ce que tout le monde
sçait, qu'elles sont très inégalement reparties
entre les offices, & que les impositions qu'elles supportent ne sont point proportionnées
aux revenus qu'elles produisent.

Tous les officiers publics sont payés des deniers du fisc excepté le clergé à qui on départ des biens fonds. C'est un agrément pour le clergé, puisqu'on ajoute par là à ses dignités & à ses revenus, l'autorité de propriétaire & de maitre; mais il faut convenir que ce n'est point un inconvénient intolérable; & pourvu qu'on ne laisse pas augmenter la masse de ces biens en main morte, l'émulation des propriétaires réels, & le commerce des immeubles, ne peuvent qu'en être soiblement interrompus.

Ce n'est point non plus un inconvénient que le clergé soit richement payé. Ses dignités tenant uniquement à la consiance, au respect des choses saintes, & n'ayant qu'une autorité de raison, doivent être exercées avec décence & accompagnées d'opulence & de splendeur pour l'honneur du peuple même. Un simple prêtre ne doit point être dans le cas de travailler pour subsister, & un dignitaire doit avoir un traitement proportionné à la dignité de son siège. L'autel doit faire vivre le prêtre selon son rang. Il ne lui convient point de chercher à augmenter sa fortune par les affaires & par le commerce. C'est pourquoi quand même le célibat ne seroit pas ordonné aux prêtres, il ne laisseroit par de leur convenir, à cause des difficultés qu'il y auroit à augmenter leurs maisons & à établir leurs familles.

Les inconvéniens sont donc dans la disproportion qu'il y a entre les émoluments des dignitaires, & ceux des prêtres inférieurs. Ils
sont dans le peu de soin que les dignitaires
prennent des terres qui leur sont assignées où
tout tombe en ruine, où l'on épuise le sol &
où l'on décourage le cultivateur. Ils sont dans
le trop grand nombre de sujets qui se consacrent à cet ordre. Ils sont dans l'inégale distribution entre eux des sonctions publiques qui
en laisse une trop grande quantité d'inutiles.
Il sont ensin dans le trop peu qu'ils paient de
subsides eu égard aux autres citoyens. Tous
inconvéniens auxquels ou pourroit aisément re-

médier en établissant un meilleur ordre pendant les vacances des places & sans troubler les bénéficiens en possession.

Il n'y a point en France de dignitaire unique dans l'ordre sacerdotal. Peu d'Etats se font bien trouvés d'avoir donné chèz eux un point central au Sacerdoce, hors de la puissance suprême. Un pontife unique dans un Etat. raffemblant trop fur lui l'attention du bas peuple peut abuser de son crédit, balancer le Monarque & diviser l'autorité. Le gouvernement des anciens Juifs, tout saint qu'il étoit, n'a point été exempt de cet inconvenient politique après les règnes de leurs deux Rois David & Salomon, les seuls grands qu'ils aient eu jusqu' aux Machabées, parce qu'ils ont été les feuls qui aient subordonné la police de la religion à leur autorité. Les Persans modernes pour éviter les inconvénients de la puissance pontificale unique, ont deux chefs dans l'ordre facerdotal. Les Anglois ont auffi deux Archevêques. Et nous, nous en avons autant que de villes considérables. Ils sont les premiers en rang dans cette Magistrature.

A très peu de distance des Archevêques se trouvent les Evêques qui ont absolument les mêmes fonctions dans leurs sièges, les quels sont seulement primés par le siège Archiepiscopal du district. Les Archevêques & les Eveques sont les premiers ecclesiastiques de leurs diocéses. Ils sont chargés d'y maintenir la discipline de l'ordre sacerdotal selon les regles établies, & ils exercent la superiorité sur toutes les choses saintes.

Les Abbés, les Prieurs & tous les Dignitairer des Chapitres, & des autres colléges de prêtres forment le troisieme rang de cet ordre, quoiqu'ils n'ayent dans leurs fonction aucun rapport direct avec les citoyens.

Comme chefs des paroisses dans les choses de religion, les Curés forment le degré le plus essentiel de cette hiérarchie. Ils ont un rapport direct avec les citoyens à qui ils administrent les sacrements, & ils sont en France la partie la plus aimée de l'ordre facerdotal. Aussi faut - il remarquer que la nécessité où ils sont de communiquer beaucoup avec les familles, les amene à des manieres prudentes, modérées & conciliantes, qu'on ne trouve pas toujours dans les prêtres isolés & sans exercice. Les Curés sont encore chargés d'un soin municipal, dans l'étendue de leurs paroisses pour les actes de notorieté relatifs à la naissance, aux mariages & à la mort des citoyens: & il correspondent en cela avec le Magistrat civil. La division des lieux en paroisses, cende leur domicile principal qui doit toujours être relaté dans leurs contrats. Et cette manière simple de classer les citoyens paroitra sans doute présérable à celle des Romains qui divinsient leurs tribus par conditions & par races, & qui étoient obligés de reformer leur cens tous les cinq ans avec beaucoup d'appareil & d'embarras. Chacune de nos paroisses se forme une assemblée de notables parmi ceux qui la composent, pour veiller à la conservation des batiments consacrés au service divin, qui appartiennent partout au peuple.

Enfin les Chanoines, les Moines & les simples Prêtres attachés aux dissérentes églises forment le cinquieme degré de cet ordre.

Les Chanoines, soit des Cathedrales, soit des Collegiales, sont d'une grande utilité pour la conservation & pour l'execution des rits, ainsi que les Chanoines réguliers & les grands Moines. Il n'y a gueres qu'eux qui s'acquittent avec la majesté & la dignité convenable des cérémonies sacrées. Les prêtres attachés aux paroisses n'y tenant point par des liens asséz puissants, & trop occupés à améliorer leur sort, ont rarement l'ensemble, l'accord & l'exercice nécessaires pour les executer dans leur persection.

empe

On s'étoit autrefois étudié en France à fors mer de belles constitutions monastiques qui séparassent bien les particuliers du corps de l'Etat, pour lier toutes leurs facultés à ces corps secondaires, & on n'avoit que trop reuffi dans cette entreprise. Mais on a depuis fait un autre effai qui a paré aux inconvéniens des premiers: c'a été de porter la France entiere 2 ce fistème d'union dont le centre est elle meme, & d'en faire une feule & même congregation dont tous les membres concourent Chacun felon fon pouvoir au bien communi. Ce régime, auquel nous nous vouons tous les jours davantage, anéantira nécessairement tous til de dre gentre inks aux dille les autres.

Cependant les divers établissements de religieux, réunis en communautés sous distérentes règles, ne seront jamais blantables chèz une
nation nombreuse comme la notre, où il est
nécessaire qu'on trouve toutes sortes de manières de vivre; ils ne seront jamais blamables, disons nous, lorsque le regime en sera
subordonné, de sait comme de droit, aux institutions générales, & lorsqu'on ne s'y soumettra point à des chess étrangers.

Telles sont nos congregations de Benédictins & de Bernardins, qui nous ont été si utiles dans nos anciens troubles. Un long tems s'est écoulé pendant lequel les sciences, les arts, & l'agriculture n'étoient cultives que par eux. Nous avons eu des moments de confusion, où fans les moines le reste du peuple découragé par de continuelles tévolutions. ne tenant presque plus à fa patrie, n'ofant rien prévoir pour sa posterité, auroit aboli les lettres, laissé les champs sans culture, & le pays fans édifices. Nos grands monafteres ont soutenu dans ces tems malheureux les forces nationales prêtes à s'abbattre ; ils ont fervi d'azile aux citoyens, de dépôts aux titres, & de raliement aux cultivateurs. C'est ainsi qu'ils se sont préparés ces belles possessions qui sont aujourdhui l'objet de la critique de tous ceux qui les comparent avec la simplicité ordonnée par leurs institutions.

Ce feroit sans doute mal raisonner que de se sonder sur leur ancienne utilité pour les supporter aujourd'hui s'ils étoient réellement devenus à charge à l'Etat. La reconnoissance due à un corps politique ne peut point être assimilée à celle qu'on doit à un biensaiteur qui ne cesse point d'être lui même. Les corps politiques étant successifs & sujets à changer absolument de nature, on peut sans injustice changer à leur égard de sentiment. Les Grecs d'aujourdhui n'obtiendront pas de nous l'estime

que nous donnons à ceux du siècle de Thes mistocle & de Periclés. Parceque les anciens Romains tout généreux & tout recommandables auront nos respects, nous n'admirerons point pour cela davantage les Romains modernes? Nos ordres religieux sont les mêmes qu'autressois; mais ceux qui les composent peuvent être différents: ceux qui ont travaillé ont reçu en estime & en reconnoissance, le prix de leurs travaux: on n'en pourroit rien conclure pour leur successeurs, s'ils se conduisoient sur d'autres principes qu'eux.

Ce n'est donc pas sur leurs anciens mérites qu'on peut aujourd'hui les estimer, comme ce n'est pas d'après leurs premieres institutions dont ils ont pu s'ecarter par le changement naturel des choses, qu'on doit les condamner. Il faut voir s'il y a aujourd'hui quelque chose de bon en eux, & leur rendre justice en ce qu'ils sont, sans faire de malicieux rapprochements, & sans se livrer aux préventions dans lesquelles une fausse Philosophie les à trop enveloppés.

Sous ce point de vue nous trouvons les grands Moines très utiles pour entretenir la piété par la belle execution des cérémonies religieuses, aux quelles ils mettent beaucoup d'application, de gravité, d'ensemble & d'ap-

pareil. Nous leur voyons des mœurs & de l'attention à se respecter. S'ils sont moins appliqués aux arts & aux sciences qu'autresfois, ils n'en font pas moins attentifs à en recreillir chèz eux tous les instruments ; foit pour les communiquer aux autres, foit pour les reprendre eux mêmes lorsque les circonstances l'exigeront. Mais la plus excellente qualité que nous leur reconnoissons est d'être les plus recommandables propriétaires de France. Attentifs à ne point épuiser les terres & à rever= fer sur le sol une partie des richesses qu'ils en retirent, les Moines font par leurs travaux &c par l'exemple qu'ils donnent, l'ame de notre cultivation. a Nos plus fertiles provinces leuf doivent leur splendeur par l'émulation qu'ils entretiennent parmi les colons. Et c'elt là fans doute une maniere de faire le bien qui doit les rendre infiniment précieux à la politique. 919

ont des établissements qui en partie sous la discipline de leurs généraux, tous sujets du Roi;
& c-barrie sous genéraux, tous sujets du Roi;
et partie sous genéraux, tous sujets du Roi;
et c-barrie sous genéraux, tous sujets du Roi;
roient jamais d'êtré des établissements nation paux; & présenteroient des adamages sans aueune espèce d'inconvénient des grands monasure espèce d'inconvénient des grands monasure de se grands monasure d'étigen beaucoup de ples grands monasure M

=91

stéres en maisons d'éducation. Rien ne contribue davantage à faire avancer dans les sciences que d'apprendre aux autres ce que l'on se trouve déja scavoir. Semblables à ces plantes qui se fortifient par celles à qui elles prêtent leur appui, nos religieux se trouveroient d'autant plus instruits & plus policés, qu'ils auroient plus contribué à l'instruction & à la civilisation des autres. Le célibat qu'ils professent les rend plus propres encore à se livrer à l'éducation des enfants des citoyens. Ces foins honorables pris avec patriotisme & au gré des peres de famille, seroient faits pour les élever en honneur & en dignité parmi le peuple, pour les rendre d'autant plus précieux à la France, & pour ajouter aux mérites de leur état, celui d'être utiles à leurs contemporains & à la postérité de le le le selmant anul emble

Presque tous les généraux des grands ordres religieux résident en France: du moins nos Rois ont-ils chez eux les principaux. Clus ny, Citeaux, la Chartreuse, Prémontré, Sainte Genevieve, Feuillants, l'Oratoire, Saint Maur, sont des congregations dont la célébrité n'a pas besoin d'être relevée. Le nombre des personnages pieux & scavants qui ont sleuri dans tous ces colleges renommés est la plus belle apologie qu'on puisse faire d'eux:

Et

Et il faut convenir que les chefs de ces régimes ne sont point assez considerés en France, où ils pourroient être très utiles. Les Papes ont bien plus habilement donné du relief aux généraux des ordres mediants & des clercs qu'ils ont établis près d'eux pour balancer ces anciens établissements.

l'Institution des ordres mendiants & des clercs dont les généraux résident à Rome, est si contraire à toute bonne politique, dans un état autre que l'Etat Romain, qu'après leur établissement chèz nous, rien n'est plus étonnant que leur conservation. La pauvreté, la mendicité qu'ils professent, est contraire à la dignité du sacerdoce. Cette pauvreté d'ailleurs dans des hommes instruits n'est faire que pour les porter à chercher à faire un personnage de quelque autre maniere. Aussi les brouilleries, la superstition, le fanatisme sont ils surrout entretenus par les religieux mendiants qui s'efforcent en jouant un role quelconque à ratraper la confidération qui leur echape par leur paus ordre des familles, pour n'ême per appro- 392y

Le cours des choses laisse appercevoir la des struction très prochaine de ces établissements. Le mégontentement de ceux qui y sont attachés, & la répugnance qu'on eprouve à y entrer les laissers bientôt déserrs, & probable. ment l'autorité achevera ce que le dégout a commencé. Mais sans doute que l'on n'oubliera point que ces suppressions doivent être faites selon les principes du droit public qui nous régit, & d'une maniere avantageuse à ceux qui s'y sont voués sur la foi publique; car si le fonds de ces établissements est étranger, les particuliers qui les composent sont toujours nos concitoyens.

On ne sçauroit disconvenir qu'il seroit à souhaiter en France qu'au lieu de tous ces religieux mendiants, il y eut un beaucoup plus grand nombre de paroisses, & que toures les sortes paroisses sussent des collegiales nombreuses dont le dignitaire sut Curé & dont chaque canonicat put shire le sort d'un honnête citoyen. Par ce moyen les Eglises principales se roient toujours garnies d'un nombre de prêtres sussiliant pour soutenir la dignité du service & pour entretenir la piété publique,

Nos communautés régulières de filles confaerées sont d'une ditilité trop évidente au bon
ordre des familles, pour n'être pas approuvées
& recommandées dans un climat où le nombre
des males paroit être moindre que delui des
individus de l'autre sexe. Cette disparité jointe aux pertes d'hommes qu'occasionne la guerre
& la profession du célibat, rendroit impossible

ment

l'éta-

l'établissement d'un grand nombre de filles; si les cloitres ne leur offroient des aziles, où leur foiblesse trouve un appui, leur inexpérience une garde, leur dénuement des ressources. La religion en couvrant ces institutions de son voile les révére, les éleve & les fanctifie. Et les victimes de la tranquillité publique qui s'y jettent, deviennent alors plus précieuses à la nation, soit par le sacrifice continuel qu'elles font d'elles mêmes, soit en élevant leur mains innocentes vers le ciel pour la prospérité de l'Etat, tandis que les guerriers destinés à le defendre lui facrifient leur fang; soit en se livrant à des foins pieux & patriotiques pour l'éducation des pauvres & pour le foulagement des malheureux.

Tels sont en France les différents degrés de l'ordre sacerdotal qu'il est si important de circonscrire dans ses sonctions, & de dépouiller des armes qui le rendent redoutable dans les tems de soiblesse. Ces armes sont la superstition, l'intolérance, le fanatisme; & nous allons sinir ce qui regarde cet ordre, par quelques considérations sur ces trois abus de la religion.

La superstition, qui est un excès de crédulité dans les choses saintes, sera toujours moindre à mesure que le peuple sera plus instruit;

info

M 3

& notre haut Clergé tout composé de gens sçavants & distingués, travaille lui même à en détourner les citoyens. Il dédaigne de se servir d'un moyen fait pour nuire en effet à la religion quoi qu'il paroisse quelquessois l'appuyer. D'ailleurs la superstition est peu dans le caractère de la nation: ce vice qui tient à la crainte & à l'exagération des effets dont les causes sont inconnues, ne paroit pas avoir de germe dans le cœur des François.

L'intolérance répugne aussi au caractère national; mais comme elle est presque inséparable de la religion catholique, elle a régné chèz nous jusqu' à ces derniers tems, où le gouvernement, secondé par l'esprit de philosophie qui s'est fait jour, l'a totalement enchainée. Cette inquiétude de tourmenter les hommes dans cette vie pour les rendre heureux dans une autre, a été ensin subordonnée au droit des gens; & l'état actuel des choses laisse peu craindre de trouble à cet égard pour l'avenir.

Quand au fanatisme en général qui est une disposition d'esprit plus grande & plus vigoureuse, il est dangereux dans tous les tems, il est susceptible de paroitre dans tous les lieux, & même parmi des peuples magnanimes; parce qu'il tient à ce sentiment élevé & estimable

qui réconforte l'homme, mais qui l'égare quelquefois à l'enthousiasme.

l'Enthousiasme est une modification dont tous les esprits actifs sont capables. C'est un échauffement d'imagination qui pousse à vouloir des choses extraordinaires. Quand il germe dans des hommes instruits, disciplinés, surs de leurs principes, attentifs à combiner les divers intérêts & à les respecter, il les porte aux choses grandes, utiles, & glorieuses, & il leur donne l'énergie nécessaire pour les amener à une heureuse fin. Il est alors, force, courage, vertu, génie. Appliqué à l'amour de la patrie, il engage à remplir hautement, & quoiqu'il en coûte, tous les devoir fociaux; & c'est là ou l'enthousiasme se déploye avec les plus heureux effets & fans aucune forte d'inconvénient.

Mais quand l'enthousiasme s'empare d'hommes dépourvus de principes, ou voués à leur
seul intérêt, il est alors opiniatreté, inquietude & forfauterie. Il abuse, il égare, il renverse, il détruit. Quand l'enthousiasme n'a
que des objets vains, quelques brouilleries &
quelques fermentations particulieres y mettent
bientôt sin. Mais quand il a pour motif l'apparence de quelque grand intérêt, comme dans
ceux qui s'affichent pour vouloir faire absolu-

M 4

ment le bonheur du peuple, il peut renverser de fond en comble un gouvernement. Des esprits intéressés qui s'en sont remplis en donnent souvent à des gens de probité trop faciles, & ceux-ci le faisant passer à d'autres, il se sorme de proche en proche, une masse de volontés, un parti qui va toujours en acquerant de la sorce, qui résiste, qui dispose, qui execute: & un peuple se trouve déja sort engagé, lorsqu'il commence à s'appercevoir qu'il a eu tort de se déterminer. Heureux alors si l'on pe persiste pas par amour-propre, dans des projets que l'on n'a adoptés que par prévention.

Telles sont les suites sunestes de l'enthousiasme, lorsqu'il est appliqué par des ambitieux à
des objets illusoires. Quand ces objets ont
quelque rapport aux choses saintes & religieuses, on le nomme plus particulierement fanatisme; il n'en est que plus aveugle & plus dangereux, & les maux qu'il produit sont alors
d'autant plus grands, que le prétexte en est
plus sublime & plus respectable. Il n'y a plus,
pour un fanatique, de devoirs que ceux de la
religion, d'intérêts, de rapports, & de liaisons que par le culte & par la religion. Il
n'est plus capable d'autention que pour les
choses de la religion, & il est en tout semblable

ble à un voyageur qui au l'eu de se servir de la lumiere du soleil pour éclairer sa marche & découvrir sa route, fixe ses yeux uniquement sur cet astre, & qui s'égare, & perd ensin la vue pour prix de sa stupide admiration.

l'Enthousiasme est utile, même indispensable dans la profession des armes, & dans la culture des arts; il est presque toujours nuisible dans la politique, dans les conseils, dans la conduit te particuliere. Mais c'est dans la religion qu'il entraine le plus de maux, parcequ'il y a des essets plus étendus, & c'est justement dans la religion qu'il est le plus inutile; car la religion est une chose par elle même si fainte & si solide, que tout enthousiasme & toute exaltation d'esprit ne peut que la blesser & la corrompre.

Il n'y a dans ce moment ei en France aucune apparence de Fanatisme: c'est le siècle des
lumieres, de la maturité & de la raison; mais le
germe du fanatisme y existe toujours, comme
il existe partout où il y a des hommes & une
religion. C'est au Gouvernement à le surveiller & à le repousser quand il menace de paroitre, mais surtout à en détourner les peuples en
sixant leur attention sur la patrie entiere, & en
portant leur principal intérêt sur l'ensemble de
l'Etat, où la religion ne s'apperçoit alors que

comme devant toujours y tenir une place circonscrite & y avoir un caractére paisible &
conciliant. Ce sont les Gouvernements vicieux
qui livrent les peuples au fanatisme; tandis que
les Gouvernements raisonnables & grands absorbent tous ces attachements partiels, & donnent aux citoyens cette juste mesure, qui détermine tous leurs mouvements dans la chose
publique, pour l'avantage général du pays.

Sans doute qu'avoir une bonne religion est un grand bien pour un peuple; mais ce n'est pas la religion, foit bonne soit maivaise, qui a les plus grands effets sur l'existence d'un Etat. Son gouvernement politique, ses loix, & sa milice, sont ce qui détermine ses avantages. Cette vérité est prouvée par des exemples de tous les siècles. Les anciens peuples, avec une religion infame qui confacroit des exemples affreux, qui présentoit à la vénération des peuples des divinitinés souillées des plus grands crimes, les anciens peuples, sont parvenus à la plus grande force publique qu'il soit possible d'acquérir; parceque l'excellence des gouvernements, autant que le bon naturel des hommes, repoussoient chèz eux des cœurs des citoyens, les influences de leurs scandaleuses & révoltantes religions, pour n'y laisser d'accès qu'aux sentiments sociaux & aux vertus patriotiques. hommes des forfaits des dieux pour ne les pénétrer que de leur puissance; & c'est envain qu'on consacroit les égarements des heros, le peuple dirigé par les bonnes institutions, n'é, toit sensible qu'à leurs vertus. C'est le génie d'un peuple, ce sont ses mœurs, qui doivent former son gouvernement; mais ce premier ouvrage une sois fait & bien assemblé, c'est le gouvernement qui forme à son tour le peuple, indépendamment de la religion, qui ne fait que concourir à sa discipline.

L'espèce de Magistrature troisieme nommée dans ce discours est la Judicature. Elle comprend tous les offices publics relatifs à la distribution de la justice entre les citoyens.

Cette Magistrature a toujours un chef, qui y est seul de son rang après le Roi, & qui en est, comme nous avons déja dit, le Président en même tems & le Ministre. Son ancien nom étoit grand Résérendaire: celui de Chancelier a aujourdhui prévalu. Comme cette dignité est inésacable, & que celui qui en a été une sois revêtu, en conserve le caractère & l'honorisque tant qu'il existe; nos Rois, lorsque les circonstances exigent l'éloignement du Chancelier, le sont suppléer par un Vicechane

chancelier, ou par un Garde des Sceaux, à qui ils remettent toutes les fonctions de cette charge, la premiere de l'Etat quant à la dignité.

Une des principales fonctions du Chancelier est l'apposition des sceaux à tous les actes qui émanent du Trone. Le sceau est l'acte primordial de la notoriété publique, la source de toutes les formes, le premier anneau de la chaine qui lie entre eux tous les citoyens, en donnant la sanction à toutes les conventions générales d'où dérivent toutes les conventions particulieres.

Nos Conseillers d'Etat & nos Maitres des requêtes sont une émanation du Chancelier. Ces Magistrats mipartis d'administration & de judicature se partagent entre eux les bureaux du conseil. Le principal de ces bureaux est le conseil des dépêches que le Roi est censé présider & où le Chancelier assiste toujours.

Une des fonctions de ce conseil est l'examen des plaintes des justiciables de tout le Royaume sur les arrêts rendus par les tribunaux supérieurs, contre lesquels on se pourvoit en cassation devant le Roi. Les seuls moyens de cassation admis dans ce conseil sont les désauts de formes. Ce que nous avons dit sur l'importance des formes en traitant des loix sondamentales, montre déja l'esprit de cette régle; nous allons

allons déveloper les raisons relatives aux tribunaux qui l'appuient & qui la néceffitent?

Il importe sans doute que les citoyens soient jugés justement, & c'est pour cela qu'on est attentif à ce que les tribunaux solent bien composés; mais il importe aussi pour la tranquillité de ces mêmes citoyens, que quand les tribunaux compétents ont prononcé, leurs jugements foient folides & définitifs. Vouloir admettre des appels fans nombre seroit plustôt ouvrir la porte à la chicane, & exciter par un appas illusoire la passion inquiete des plaideurs, que donner les moyens de redreffer les jugements. Certainement une affaire manquée par deux tribunaux tels que ceux de la France peut être mal-jugée par vingt autres! Et alors ce qui importe le plus au bien être des citoyens eft de terminer le débat pour qu'ils reportent leur attention fur d'autres objets utiles. Quand un tribunal est bien monté, & qu'une affaire est bien instruite, fi elle est mal jugée, c'est un malheur particulier dont ou court le risque partout, mais le cas est nécesfairement rare, & la nécessité que les arrêts foient irrévocables est habituelle & tient au Mais en inême tens que le R. Irana de Mil

Il est un point dans l'ordre public auquel I faut fcavoir s'arrêter. Quand on vent paffer

chancelier, ou par un Garde des Sceaux, à qui ils remettent toutes les fonctions de cette charge, la premiere de l'Etat quant à la dignité.

Une des principales fonctions du Chancelier est l'apposition des sceaux à tous les actes qui émanent du Trone. Le sceau est l'acte primordial de la notoriété publique, la source de toutes les formes, le premier anneau de la chaine qui lie entre eux tous les citoyens, en donnant la sanction à toutes les conventions générales d'où dérivent toutes les conventions particulieres.

Nos Conseillers d'Etat & nos Maitres des requêtes sont une émanation du Chancelier. Ces Magistrats mipartis d'administration & de judicature se partagent entre eux les bureaux du conseil. Le principal de ces bureaux est le conseil des dépêches que le Roi est censé présider & où le Chancelier assiste toujours.

Une des fonctions de ce conseil est l'examen des plaintes des justiciables de tout le Royaume sur les arrêts rendus par les tribunaux supérieurs, contre lesquels on se pourvoit en cassation devant le Roi. Les seuls moyens de cassation admis dans ce conseil sont les défauts de formes. Ce que nous avons dit sur l'importance des formes en traitant des loix sondamentales, montre déja l'esprit de cette régle; nous allons

allons déveloper les raisons relatives aux tri-

Il importe sans doute que les citoyens soient jugés justement, & c'est pour cela qu'on est attentif à ce que les tribunaux solent bien composés; mais il importe aussi pour la tranquillité de ces mêmes citoyens, que quand les tribunaux compétents ont prononcé, leurs jugements foient folides & définitifs. Vouloir admettre des appels fans nombre seroit plustôt ouvrir la porte à la chicane, & exciter par un appas illusoire la passion inquiete des plaideurs, que donner les moyens de redreffer les jugements. Certainement une affaire manquée par deux tribunaux tels que ceux de la France peut être mal-jugée par vingt autres. Et alors ce qui importe le plus au bien être des citoyens est de terminer le débat pour qu'ils reportent leur attention fur d'autres objets utiles. Quand un tribunal est bien monté. & qu'une affaire eft bien instruite, si elle est mat jugée, c'est un malheur particulier dont on court le risque partout, mais le cas est nécesfairement rare, ce la nécessité que les arrêts foient irrévocables est habituelle & tient aux Mais en inême tents que le R. Brans de

Il est un point dans l'ordre public auquel il faut sçavoir s'arrêter. Quand on veut passer

-110

outre on risque de tout remettre dans le trouble & dans la confusion. Le Roi ne peut pas plus garantir les citoyens des erreurs de l'humanité dans ceux qu'il commet que dans lui même. Il ne peut pas se croire plus exempt de la fragilité humaine que ceux dont l'intelligence dans l'administration de la justice est l'unique objet. Il est de l'intérêt de ses peuples que les affaires finissent. Il ne peut que choisir des juges vertueux & éclairés, & leur donner de l'autorité: le reste appartient à la destinée.

C'est dont pourquoi le mal-jugé dans le fonds n'est jamais un moyen d'appel au Roi. Mais comme le Prince est par une loi sondamentale le conservateur des formes qui sont dans tout la sureté publique, un désaut de sorme est au conseil du Roi un moyen extraordinaire & unique de cassation contre les arrêts des premiers tribunaux du Royaume. C'est les juges alors que l'on juge & non plus les assers premiers. l'Omission de quelque solemnité dans leurs arrêts en opére la nullité, & fait renvoyer le jugement & l'instruction de toute l'assaire à un autre tribunal.

Mais en même tems que le Roi ouvre aux justiciables certe derniere voye à leurs réclamations, il leur inflige une amende par forme de

de chariment, si elles ne sont pas jugées avoir quelque sondement: & cela pour maintenir le respect dû aux juges supérieurs, avertir les esprits inquiets qu'il est un terme où le gouvernement est quitte envers eux, & où ils deviennent punissables de vouloir capter plus longrems son attention que d'autres objets sollicitent.

Dans le conseil des dépêches ou le conseil privé, & dans tous les bureaux qui en dépendent, les Conseillers d'Etat font l'office de juges & les maitres des requêtes celui de rapporteur. Les particuliers n'ont, comme on voit, qu'un recours extraordinaire à ces tribunaux de la cour, dont les fonctions principales sont de donner les formes requites aux actes du pur mouvement de la volonté du Roi dans les choses de l'administration. Tel est l'objet de la plus grande partie des arrêts du conseil.

Mais les premiers tribunaux publics & nationaux, ceux à qui le Roi imprime le plus de grandeur, ceux pour qui le peuple a le plus de respect, ceux qui jugent en dernier ressort tous les citoyens sur les objets généraux, les tribunaux enfin les plus grandement composés & les plus célébres, sont les Parlements.

Le Parlement est une assemblée nationale où se discutent les intérêts publics & particuliers.

liers. Ce corps, quoique essentiellement royal; est absolument délégué au peuple pour exercer fur lui la justice & pour être son organe & son appui. C'est au Parlement que le Roi se joint, lorsqu'il parait dans tout l'appareil de son autorité & qu'il dispense de nouvelles loix. C'est au Parlement que les Princes & les Ducs viennent prendre leur rang en qualité de Pairs, dignité la plus éminente qu'il y a chèz nous après la Royauté. Le Roi y appelle aussi les maréchaux de France, les gouverneurs des provinces, les grands justiciers & les chevaliers de ses ordres. Le Parlement est completté par la Partie publique dont les gens sont censés être là les orateurs du peuple. Cette auguste assemblée ainsi composée est la réunion de toutes les magistratures & l'élite de la nation. C'est à la tête de cette nombreuse & illustre compagnie que notre Roi se montre à son peuple dans son trone de justice, ou pour nous servir de la dénomination usitée dans nos tems reculés, où le mot lit étoit sinonime de celui de trone, c'est ainsi que paroit le Roi de France dans fon lit de justice. The anavorio sel anor

Separé de tout cet éclat, le Parlement est le tribunal supérieur auquel ressortissent tous les procés des citoyens appellants des tribunaux inférieurs. Il est en cette qualité le dépositaire

lers.

193

& le conservateur des loix, le point central des formes nationales, l'arbitre & le gardien des conventions. Il est avec les jurisconsultes qui le suivent, le soyer de la doctrine legislative. Et à cet égard il a par la consiance & par la science, autant de sorce que le Roi lui en attribue par son autorité.

ali

cer

on

fe

de

ix.

ICS

is,

us

les

les

215

té

és

le

de

n:

5-

n

us

nis

ui

1-

A

15 X

re & Les dignitaires de cette compagnie sont les présidents à mortier, ainsi nommés de la sorme de leur toques, le procureur général dont nous avons deja traité, les avocats généraux & le gressier en ches. Les conseillers forment le corps du Parlement.

Nous avons vu dans nos loix fondamentales la nécessité qu'il ya que toutes les ordonnances de nos Rois soient vérifiées par des compagnies de Magistrats connues du peuple, & enregistrées dans leurs greffes. Le Parlement étant la premiere compagnie de Magistrature dans l'ordre judiciaire, est celle qui vérifie & qui conserve ces principaux actes; aussi ses greffes sont en même tems les archives de la couronne & les dépots des engagements les plus solemnels entre les citoyens.

Il faut remarquer que le terme de vérifier est ici pris dans l'ancien sens qui veut dire faire vrai, témoigner vrai un acte, & non juger de sa bonté & de sa justice. Le droit de faire des

N

remon=

remonstrances sur les loix que le Roi envoye à l'enregistrement ne vient point du droit de verifier & n'est point une même chose avec lui. Le droit de remontrer vient d'un coté d'une concession du Roi qui l'a accordé au Parlement comme étant un de ses conseils, & d'un autre coté d'une commission laissée aux Parlements par les derniers Etats généraux. — On scait combien ces affemblées tumultueuses avoient d'inconvénients, & qu'on n'y discernoit beaucoup moins bien les intérêts publics que dans une assemblée resserrée & exercée aux affaires. telle qu'un Parlement.

C'étoit sans doute une bien pompeuse assemblée que nos Etats généraux, & un bien grande preuve de la liberté du peuple Francois; mais en examinant de près sa composition, on trouve qu'il y avoit bien plus d'apparence que de réalité dans les avantages qu'on en retiroit. Le clergé, la noblesse & le tiersetat qui en formoient l'ensemble, êtoient - ils bien en effet le fonds de la nation? Le partage du peuple dans cette assemblée où il étoit en tiers avec deux ordres particulieres, étoit-il proportionné à sa grandeur & à ses droits? Combien ce partage ne seroit-il pas réduit encore, aujourdhui où le haut clergé est tout composé de nobles, ce qui ne fait presque plus qu'un qu'un seul ordre des deux premiers? D'ailseurs quelques nombreuses que sussent ces assemblées, le peuple n'ayant dans son tiers qu'un nombre infiniment petit de représentants, eu egard à sa multitude, pouvoit-il se flatter d'y être en esset présent? Avoir des représentants qui peuvent être subjugués & vous engager irrevocablement, est-ce en esset exercer le droit de vôter dans la chose publique? On n'hésite point à se déterminer négativement sur toutes ces questions; & à professer qu'il y avoit des abus dans l'ancienne composition de nos Etats généraux.

e

t

e

t

t

5

,

-

1

e

1

1

2

t

t

S

Le Peuple François n'a point de représentant; c'est un esclavage déguisé que l'institution des représentants des peuples aux assemblées publiques. Le Peuple François est tout entier dans lui même sans division, ni représentation. Et un peuple n'a que deux manieres de voter dans la chose publique: l'une en statuant par pluralité de suffrage dans une assemblée effective, réguliere, générale & composée au moins de la moitié des citoyens: l'autre en faisant sans se déplacer, sans assemblée, & sans convocation, prévaloir son opinion dans la chose publique, par la force, le concert & la libre expression de ses sentiments. Cette derniere maniere de voter est aujourdhui

celle des François; & la suite des choses sera sentir toujours d'avantage, combien elle est plus savorable à la tranquillité publique & au bon ordre, dans un Etat monarchique.

Nos Rois ayant le plus grand intérêt à connoitre la voix publique, étant placés dans le
grade le plus haut de l'Etat, pouvant embrasser
d'un coup d'œil tous les objets de l'administration & en apprécier tous les avantages, sont
plus que qui que ce puisse être, à portée de
distinguer & d'entendre cette voix, & de sçavoir y déférer à propos. C'est pourquoi ils
sont si soigneux à en solliciter le developement,
soit dans leurs conseils, soit dans les Parlements
qui sont les conseils nationaux, & qui sans
voir droit de représenter le peuple, ont une ancienne commission de parler pour lui.

Le France n'a donc rien perdu à n'avoir pas convoqué depuis longtems ses Etats généraux; & si quelque jour une circonstance extraordinaire exige que la nation statue formellement sur quelque grand objet, on ne doute pas que le gouvernement ne s'applique d'avance à former des comices plus réglées, où le peuple François soit mis à sa veritable place, c'est-à-dire, où il tienne l'assemblée toute entiere & en grand nombre, sans cette distinction Gothique de clergé & de noblesse, qui doit se confon-

fondre dans le peuple & n'être plus rien quandil est assemblé.

ra

eft

au

n-

le

er

ra-

nt

de

a-

ils

t,

nts

2-

n-

as

;

1-

nt

ie

r-

le

1-

i-

-

-

Cette obligation où sont les Parlements de faire parler les intérets du Peuple, lors de l'enregistrement des nouvelles loix, & le zéle qu'ils ont été obligés d'y mettre, lorsque des conseils violents ont porté les Rois à user envers eux de leur autorité, a été souvent pour ces compagnies une source de désagréments & de disgraces. Mais aussi ardentes à soutenir les droits de la couronne qu'à désendre les intérêts de la nation, elles n'ont jamais été longtems dans la désaveur, sans voir le Prince se faire un mérite de les rétablir dans leurs honneurs, certains que leur resistance n'avoit fait que glorisser sa modération, sans pouvoir jamais porter atteinte à sa pleine puissance.

Il est nécessaire sans doute que la judicature soit respectée: la politique le conseille: le bon ordre le demande: la justice l'exige; mais il ne suffit pas chèz une nation libre, que le Prince donne de l'autorité aux juges, il faut encore qu'il les pare d'estime & de considération, sans quoi l'exercice de leurs sonctions y devient impraticable.

Un des Rois de l'Europe a publié, il y a peu de tems, dans ses Etats un rescrit par lequel il semonçoit ses gens de justice, & leur

N 3

recommandoit de ne pas se laisser corrompre. Une pareille injonction chèz un peuple à demi barbare, où l'autorité suffit pour donner de la force à la magistrature, a pu paroitre un acte de vigueur; mais chèz un peuple civil, mais en France, il feroit déserter de leurs fon-Ations jusqu'aux juges de village, fans qu'on fut fondé à lettrouver mauvais.

Si vous me choisissez, dit chèz nous un, citoyen distingué à son Prince, si vous me, choififfez pour rendre la justice au peuple, c'est parceque vous me trouvez les talents & les vertus nécessaires pour le faire dignement, & c'est en cela que cette charge peut m'honorer. Que si au contraire vous doutiez de ma probité & de mes lumieres, loin d'être annobli par mes fonctions, je m'y verrois avili par la honte d'être soupçonné, & rien alors ne peut me contraindre à les remplir, n'y ayant point d'élévation publique qui puisse balancer le deshonneur personel. Un haut rang ne peut point être une cause de honte & donner de motif à être humilié. Si je suis mauvais magistrat, il faut me punir, ainsi que tous ceux qui peuvent l'être; mais jusques là la pureté de mes sentimens & de ma conduite ne peut point être mile en doute.

Ces reflexions font fentir combien a été sage 6.0 W

& grand, le rappel ordonné par le Roi actuellement regnant, de tous les officiers de judicature qu'on avoit mal-à-propos effleurés sons le précédent régne. Les nuages qu'on avoit jettés sur eux, ne leur avoient laissé d'autrechoix que celui de la retraite; & leur persévérance à y rester a évé un témoignage de leu juste consiance dans la sagesse du gouvernement qui devoit tôt-ou-tard les rappeller.

1

,

1

-

En effet quel seroit le prix des sonctions des juges des Parlements, s'il n'étoient pas soutenus par les respects du peuple & par la faveur du Roi. De tous les offices publics ceux de la judicature seroient sans ce dédommagement les moins faits pour être recherchés par ceux à qui ils conviennent le plus, qui font les citoyens opulents. Sans cesse appliqué à l'étude des loix, toujours attentif au récit des affaires des autres, un juge ne vit presque pas pour lui même. De deux citoyens qui plaident devant lui, il est toujours sûr d'en mécontenter un, fans que l'autre lui ait aucune obligation, puis qu'il n'a fait que lui rendre justice. De toutes parts en butte aux instances des solliciteurs, il ne peut pas favoriser un ami dans la moindre chose, que ce ne soit aux dépends de sa conscience. D'un coté les faits ; de l'autre les loix lui tracent une route étroite dont il ne

N 4

peut

31107

peut s'écarter fans que le cri public ne s'éleve aussitôt pour le deshonorer. Certes on doit convenir qu'il n'y a que l'estime la plus haute qui puisse payer tant de travail & tant de desintéressement. Aussi tout bon François regarde-t-il à juste titre un juge éclairé & vertueux, comme l'appui de la foiblesse, le frein de la tirannie, & un des plus solides remparts de la liberté publique.

Les Parlements sont dans leur ressorts le grand tribunal supérieur qui est censé devoir tout juger & qui juge tout en général. Cependant nous avons encore quelque tribunaux d'attribution, à qui le Prince a reservé la connoissance d'objets distincts. Ces tribunaux également nationaux & populaires, partagent dans ce qui leur est attribué les sonctions judiciaires avec les Parlements, & marchent presque sur la même ligne que ces augustes compagnies.

Telle est la chambre des comptes devant qui tous les sinanciers du Royaume sont tenus de justifier par titres valables, de leurs recettes & de leurs dépenses, & qui est chargée de garder & de faire observer les loix relatives au maniment des derniers publics. La critique & l'esprit de renversement ont tenté plusieurs sois d'attaquer ce tribunal, le plus ancien de la

monarchie; mais il ne faut qu'envisager les abus qui naitroient de sa suppression pour sentir la nécessité & l'importance de son existence. La surveillance, l'activité, & la probité d'un gouvernement ne sont que des assurances du moment. Des loix à observer, des actes à produire, des formalités à remplir, sont des suretés de tous les tems.

e

-

.

n

e

r

a

7

Telle est aussi la cour des aides, chargée de juger toutes les contestations qui naissent entre les citoyens & les agents du fisc. Ce tribunal enregistre & publie toutes les loix relatives aux impots indirects, dont la suite lui appartient. On sent encore combien est intéressante l'existence d'un tribunal uniquement appliqué à suivre une matiere aussi délicate, & également diligent à punir la fraude qui aggrave l'impôt, comme l'exaction qui le rend odieux.

Nos Rois ont cru devoir ajouter à ces trois grands tribunaux une cour dépositaire de toutes les loix relatives aux monnoyes, & chargée de juger toutes les contestations & tous les délits qui y ont quelque rapport. Un objet aussi essentiel de la confiance & de la tranquillité publique a paru à nos Monarques mériter un tribunal particulierement occupé à le surveiller.

Nous

Pour

peut s'écarter sans que le cri public ne s'éleve aussitôt pour le deshonorer. Certes on doit convenir qu'il n'y a que l'estime la plus haute qui puisse payer tant de travail & tant de desintéressement. Aussi tout bon François regarde-t-il à juste titre un juge éclairé & vertueux, comme l'appui de la foiblesse, le frein de la tirannie, & un des plus solides remparts de la liberté publique.

Les Parlements sont dans leur ressorts le grand tribunal supérieur qui est censé devoir tout juger & qui juge tout en général. Cependant nous avons encore quelque tribunaux d'attribution, à qui le Prince a reservé la connoissance d'objets distincts. Ces tribunaux également nationaux & populaires, partagent dans ce qui leur est attribué les sonctions judiciaires avec les Parlements, & marchent presque sur la même ligne que ces augustes compagnies.

Telle est la chambre des comptes devant qui tous les sinanciers du Royaume sont tenus de justifier par titres valables, de leurs recettes & de leurs dépenses, & qui est chargée de garder & de faire observer les loix relatives au maniment des derniers publics. La critique & l'esprit de renversement ont tenté plusieurs sois d'attaquer ce tribunal, le plus ancien de la

monarchie; mais il ne faut qu'envisager les abus qui naitroient de sa suppression pour sentir la nécessité & l'importance de son existence. La surveillance, l'activité, & la probité d'un gouvernement ne sont que des assurances du moment. Des loix à observer, des actes à produire, des formalités à remplir, sont des suretés de tous les tems.

Telle est aussi la cour des aides, chargée de juger toutes les contestations qui naissent entre les citoyens & les agents du fisc. Ce tribunal enregistre & publie toutes les loix relatives aux impots indirects, dont la suite lui appartient. On sent encore combien est intéressante l'existence d'un tribunal uniquement appliqué à suivre une matiere aussi délicate, & également diligent à punir la fraude qui aggrave l'impôt, comme l'exaction qui le rend odieux.

Nos Rois ont cru devoir ajouter à ces trois grands tribunaux une cour dépositaire de toutes les loix relatives aux monnoyes, & chargée de juger toutes les contestations & tous les délits qui y ont quelque rapport. Un objet aussi effentiel de la confiance & de la tranquillité publique a paru à nos Monarques mériter un tribunal particulierement occupé à le surveiller.

Nous

Nous ne devons parler qu'en passant du siège des requêtes de l'hotel & de celui du grand confeil, tribunaux de pure attribution, qui, quoique de justice réglée, sont censés des émanations des conseils de la Cour, & n'ont que très peu, & presque point de jurisdiction locale. Le Roi pourroit multiplier ces commissions de judicature à l'infini & leur donner des attributions en démembrant les grandes justices ordinaires; mais il ne s'y porte que pour des raisons politiques d'un grand poids, afin de prévenir les conflits de jurisdictions, cette ruine de toute justice & de tout ordre. Et les trois grands tribunaux ci-devant nommés du Parlement, de la chambre des comptes & de la cour des aides, sont en effet les seuls dont tous les citoyens sont directement justiciables.

Nous passons aussi très légérement sur les trois anciens tribunaux de la table de marbre du Palais, la Connetablie, l'Amirauté, & les Eaux & Forêts. Il sussit de les nommer pour faire connoitre les objets de leurs jurisdictions qui sont en partie supérieures & en partie de premiere instance. De la connétablie descendent les sièges prévotaux de maréchaussées qui jugent militairement, sur le champ & en dernier ressort, tous les délits commis sur les grands chemins. C'est à l'activité de ces tribunaux

bunaux qu'est due la sureté de nos routes. C'est dans la balance circonspecte de Thémis que nous pesons les fautes des circyens; mais c'est avec la massue d'Hercule que nous poursuivons les brigands.

Les tribunaux inférieurs, où les procès des citoyens sont portés en premiere instance, ont leurs sièges dans les grandes villes à la tête de chaque province, & sont indifféremment nommés Bailliages, Sénéchaussées, Prevôtés, & Présidiaux. A Paris & dans quelques autres villes ce tribunal s'appelle le Chatelet du nom du lieu où il tient ses séances. Quoique les noms de ces sièges différent, leurs sonctions sont partout les mêmes. Ils sont censés devoir connoitre généralement de tous les débats des citoyens & correspondent en cela avec les Parlements, auxquels on appelle de leurs jugements:

Ils ont pour chef un grand justicier désigné aussi selon les lieux par disférents noms, tels que ceux de Prevôts, de Baillis, & de Sénéchaux. Ces dignités sont honorisques & presque sans fonctions, & elles existent seulement pour mettre de l'unité dans les disférentes branches de la judicature, qui sont départies à trois Lieutenants ou Présidents, le Lieutenant civil, le Lieutenant criminel, & le

cureur du Roi, substitut du procureur général,

pour la partie publique.

C'est sur l'étendue du ressort d'un tribunal & sur le nombre de ses justiciables qu'est réglé le nombre des conseillers ou assesseurs qui doivent le composer. Le gouvernement donne par là aux citoyens la ressource de plusieurs voix dans l'administration de la justice, pour balancer les préventions, & amortir l'esset des haines particulieres, qui pourroient quelquefois insluer sur les jugements.

Dans toutes les grandes villes & surtout dans la capitale le tribunal a dans chaque quartier un Commissaire, pour y faire les fonctions locales de la justice, & pour commencer à connoitre des cas pressés, sauf la continuation de l'instance devant le tribunal. Il seroit fort à desirer que cette magistrature s'étendit de même-

même dans les campagnes, qu'il y eut dans chaque paroisse un juge royal, un gressier, & un procureur fiscal, par commission du principal siège, & que le Seigneur du lieu conservat seulement le droit de nommer & de présenter ces officiers. Au lieu de cela par un reste des abus du gouvernement séodal, les Seigneurs propriétaires de terres y ont de petits juges qui y rendent le justice en leur nom, & qui sont aussi onéreux aux habitants qu'aux Seigneurs eux mêmes. Il seroit cependant bien important que la justice sut établie sur un ton plus respectable dans nos campagnes & que celle du Roi y sut seule connue.

Sous Charles IX. la barbarie commençant à se dissiper, & les relations des arts & du commerce faisant connoitre de nouvelles ressources, on sentit en France la nécessité d'assurer la bonnesoi dans le négoce & d'en rendre les engagements inviolables. C'est ce qui porta le gouvernement à établir les jurisdictions des consuls des marchands, sorte de Chambre ardente qui connoit des actes de commerce. Les ordonnances que nos Rois ont saites à cet égard, pouvoient être gardées par les grandes jurisdictions; mais comme les officiers subalternes de ces justices y suivent pour l'instruction des procès des formalités lentes, savorables dans

l'ordre ordinaire à la liberté des citoyens, mais qui ne pouvoient satisfaire l'activité du commerce, on a jugé à propos d'isoler absolument les jurisdictions des marchands. l'Instruction des procès y est plus courte, & les sentences en sont executoires, malgré l'appel au Parlement, qui confirme ou qui insirme ensure le tout, si l'on réclame son jugement.

Sous les chambres des comptes sont aussi des tribunaux inférieurs, connus sous la dénomination de Bureaux des sinances, de Trésoriers de France, & de Chambre de Domaine. Ces compagnies sont supérieures dans quelques parties & relevent dans d'autres parties du Parlement. Elles ont aussi une commission directe du conseil pour la voyerie des grandes routes, qui tenant au plan général de la France se rapportent en effet au domaine.

Sous les cours des aides sont également des tribunaux en premiere instance nommés Elections, qui ont une commission du conseil rélative à la repartition & à l'assiete des impots directs. Les Elections deviendront de plus en plus utiles à mesure qu'on arrêtera des sormes plus sures pour taxer les citoyens, soit relativement à leurs sonds, soit relativement à leur industrie; & l'on peut dire que ces compagnies ne sont encore que l'ébauche d'un des plus

excellents établissements que l'administration Françoise ait conçus.

Tel est l'ordre de nos tribunaux, tant en premiere instance, que par appel. Ainsi se déploye la hierarchie judiciaire, dont tout ce qui existe dans l'Etat éprouve l'heureuse influence, quelquesfois activement, lorsqu'on y vient défendre ses droits attaqués, toujours passivement par la terreur qu'inspire aux méchants la présence d'une justice, sans cesse surveillante, sans cesse active, sans cesse armée pour punir la fraude & le crime, sans cesse attentive à foutenir l'innocence, à maintenir la liberté, à défendre les propriétés des citoyens.

Il faut ici observer que le François s'occupe trop peu du barreau. Il ne cherche point asfèz à connoitre les tribunaux dont il est justiciable, à fréquenter les lieux où l'on administre la justice. Quelques uns de nos poètes ont prétendu que le langage y étoit barbare, que les formes y étoient sans intérêt, & que les discussions y dégénéroient en chicane: Toutes critiques exagérés. Le langage y est ce qu'il doit y être, sûr, conséquent, intelligible, propre aux choses. Les formes les plus indifferentes en apparence, y prennent la plus grande importance aux yeux de

quiconque sçait voir leur rapport avec la liberté & la sureté publique. Quant à la chicane, reléguée dans l'instruction des procès, elle fait toujours place aux audiences à une discussion dévelopée & digne d'occuper utilement le loisir des citoyens. Si le François suivoit d'avantage le palais, ce seroit un véhicule de plus aux juges pour exercer dignement leurs fonctions, & une source d'instruction & de liaisons pour les péres de famille. Tous les peuples civilifés de l'antiquité ont suivi & surveillé l'administration de la justice. Le lieu où l'on régloit leurs droits, étoit leur principal rendez - vous : l'appareil de leurs tribunaux, leur spectacle le plus cher. l'Esprit national soutient chèz nous cette partie de la chose publique dans sa vigueur, malgré l'insouciance des citoyens; & nous ressemblons en cela à ces hommes qui ont une fanté si parfaite, qu'ils ne sçavent pas même ce que c'est que de s'occuper de leur santé.

Les ressorts des jurisdictions, tant inférieures que supérieures, sont très inégaux; & ce défaut est inévitable dans tous les Etats qui ont de l'ancienneté. Les districts des justices ont d'abord êté arrêtés suivant la population premiere, qui a varié ensuite de

forte

forte que tel endroit étoit désert qui est à présent couvert d'hommes, & tel roc incommode étoit peut-être habité autresfois? que l'on a aujourdhui abandonné pour la plaine, où l'on trouve par la force du gouvernement, la sureté que l'on étoit obligé de chercher auparavant dans la fituation. Cependant les sièges de justice sont restés dans les mêmes lieux & avec les mêmes limites. On tache de les remettre insensiblement en equilibre avec la population, soit en transportant quelques uns de ces sièges dans les lieux où le peuple s'est reporté, soit en augmentant le nombre des juges dans les fièges anciens, où lé peuple est devenu lui même plus nombreux.

On a souvent critiqué la grande étendue du reffort du Parlement de Paris qui embraffe un tiers du Royaume, & qui comprend plufieurs provinces régles par différents usages. Nous croyons que les avantages que les peuples & le gouvernement retirent de cette disposition des choses, l'emportent de beaucoup sur les inconvenients qu'elle peut avoir. Les juges de la capitale placés plus près de l'autorité, exposés sur un plus grand théatre, rompus aux cas les plus rares par le nombre de leurs justiciables, font plus occupés de leurs fonctions, plus instruits, moins accessibles aux préventions. D'ailleurs il est peut-être plus important qu'on ne pense de porter vers la capitale les habitans considérables des provinces dans leurs discussions importantes, & de les mettre dans le cas de recevoir les impressions que fait toujours sur les hommes civilisés la présence de l'autorité qui les régit.

C'est autant par l'étendue de son ressort, que par sa continuelle activité & par son inébranlable régime, que le Parlement de Paris s'est acquis tant de célébrité, non seulement en France, mais dans toute l'Europe & dans le monde entier. Ainsi a-t-on vu dans l'antiquité les Athéniens ne jamais cesser, non feulement dans les tems de leur grandeur, mais même lorsque la partie politique & la partie militaire de leur république étoit anéantie, ne jamais cesser, disons nous, de subsister parmi les nations avec une forte de gloire, par la composition invariable de leur Aréopage, & par la seule sorce de ce tribunal, dont tout l'univers estimoit les lumieres, l'expérience & l'équité. La France étant la plus ancienne des monarchies existantes, le Parlement de Paris est aussi le plus ancien corps de judicature en activité: & c'est par cette continuité de fonctions que cette compagnie entretient chèz elle la sagesse, la justice & l'intelligence qui la carac-

tions.

caractérisent & qui lui ont acquis un si

grand renom.

Nous avons vu les formes recommandées expressement par une de nos loix fondamentales; c'est pour que ces formes soient observées qu'on exige que toutes les affaires soient exposées devant les tribunaux par des Docteurs voués à la désence des citovens, & que l'on soit astreint à se servir de Procureurs sermentés auprès des sièges, pour établir selon la méthode convenue l'instruction des affaires.

On voit assez que le ministère de ces docteurs, jurisconsultes en même tems & orateurs, est l'ame & le soutien de la justice, & que la profession d'avocat est de toutes les professions dont un gain honnête est le but, celle qui tient le rang le plus distingué & qui a les rapports les plus étendus. C'est là qu'on aime a voir l'éloquence se montrer hardie sans licence, & la science toujours accompagnée de probité.

Les Procureurs sont de simples officiers publics subordonnés aux magistrats & chargés de pratiquer les formes ordonnées dans l'instruction des procédures. Ces officiers très importants en eux mêmes, sont tombés dans une sorte de mépris par la maniere dont la pluspart sont exercés. Et lemal vient de l'administration

) a même

même qui en a créé un trop grand nombre. En effet revêtir quelqu'un d'un office dont l'objet est le sucre sans être sûr qu'il pourra y trouver une honnête subsistance, c'est trop le mettre dans le cas de donner de l'extension à ses bénésices aux dépens du peuple. Le gouvernement s'occupé aujourdhui à detruire cet abus en supprimant peu à peu ces charges surabondantes.

Sous les tribunaux sont encore des officiers préposés à la rédaction & à la garde de tous les actes, sous le nom de Greffiers: d'autres sous le nom de Notaires, distribués dans les villes, sont chargés de former, de sceller & de garder tous les instruments des conventions civiles. Ces charges sont très recommandables par la confiance publique & particuliere qui y est attachée.

Les Huissiers enfin sont ceux à qui est confiée l'exécution juridique des sentences des tribunaux. Ces officiers reviennent à ceux que l'on nommoit heraults chèzles anciens peuples, & dont le caractère étoit inviolable. Une baguette étoit, comme elle est encore aujourdhui, le signe de leurs fonctions. Cependant chaque siège a encore une certaine quantité d'hommes d'armes & de satellites, pour que sa supériorité soit soutenue de puissance, & que force. force, comme on dit vulgairement, demeurs à justice. Le gouvernement leur prêteroit au besoin son inébranlable appui, certain que la Majesté royale est surtout soutenue, & la tranquillité de l'Etat assurée, par le maintien de l'autorité des tribunaux, & par la parsaite execution de leurs jugements.

De ces détails trop connus sans doute, mais nécessaires à rappeller pour remplir le plan que nous nous sommes proposés, nous allons passer à quelques observations générales sur nos loix distributives, qui serviront à nous en faire connoitre l'esprit, à en établir les rapports avec la politique & avec les mœurs; & nous finirons par là ce que nous avons à dire sur la judicature.

On distingue dans un Etat bien ordonné deux sortes des loix: les unes sondamentales, les autres de distribution: les premieres qui sont des conventions générales & en petit nombre, réglent les principaux points de la constituțion politique, & arrêtent les principes sur lesquels elle doit toujours rouler: les secondes qui entrent dans les détails des choses civiles, établissent la discipline particuliere de la Société, & règlent les devoirs & les droits respectifs des citoyens.

Nous avons dévelopé nos loix fondamentales
O 3 des

dès le commencement de ce discours, parcequ'étant la base sur laquelle repose tout l'Etat', nous n'aurions pu en faire connoître aucune des parties, si nous n'avions auparavant établi le point d'où tout part, & sixé d'abord les regards sur ces principaux liens du faisceau politique.

Nos loix de distribution descendent de ces loix premieres, soit dans l'esprit qui les dicte, soit dans l'autorité qui les consacre, & c'est l'application de ces loix de distribution aux cas particuliers, qui fait la principale sonction de l'ordre judiciaire.

Le Roi est, en cette partie, le Souverain législateur de la France. Les ordonnances successives de nos Monarques sont le recueil de ces loix, & les termes solemnels de certaine sçience, de pleine puissance, & d'autorité royale y sont toujours inserés, en témoignage du concours des conseils où elles ont été rédigées, des besoins des peuples qui en ont réclamé la publication, & de la force publique qui les appuye.

Amesure que le tems apporte de la maturité & du changement dans les choses, nos Rois apportent du changement dans les loix. Ils entretiennent des bureaux composés de bons publicistes & d'habiles jurisconsultes qui s'occupent à les simplisier, à les persectionner, & à en règler

les changements avec tant de prudence, que les fortunes des citoyens n'en soient jamais renversées.

Avec les loix royales qui régissent toute la France dans plusieurs cas, nous avons encore diverses loix municipales qui sont en vigueur sous l'autorité du Roi dans différentes provinces, & qui sont connues sous le nom de coutumes. Les provinces meridionales où les Romains avoient autressois des établissements ont conservé pour coutumes les loix Romaines. Ce recueil de législation, le plus complet qui existe, fleurit encore dans ces provinces comme loi positive; & il est, comme conseil, le fondement de la doctrine judiciaire dans tous le reste du royaume, où on lui donne par excellence le nom de droit écrit.

Ces loix dans leurs principes n'ont sans doute rien de particulier aux anciens Romains. Elles sont de tous les tems & de tous les lieux: c'est ce que la raison jointe aux lumieres indique nécessairement à tous les hommes: c'est où les conduiront toujours infailliblement, un grand sens réuni à une grande expérience. Les Romains ne se sont avisés d'en faire un corps que sous le bas Empire; ils ont encore illustré leur décadence par cette derniere lueur, & ils ont acheve de montrer leur supériorité

0 4

en se saississant habilement de ces principes, communs à tous les hommes il est vrai, mais dont la réunion dans leurs mains a servi à continuer leur domination dans l'univers. Simples, grandes, savorables à l'agriculture & au commerce, secourables aux enfants & aux serviteurs, autant qu'utiles aux peres & aux maitres, elles tendent par l'ordre & par l'autorité qu'elles établissent dans les samilles à entretenir & à augmenter la force de l'Etat; & l'antiquité ne nous a, en ce genre, rien laissé de plus parsait.

Si, non contents des principes établis dans ce recueil, quelqu'un de nos Rois entreprend de faire rédiger une coutume générale, où foient compris, non seulement les principes communs à tous les peuples, mais encore les applications particulieres à la nation Françoise, nous sommes sans doute en état de produire un corps de législation aussi beau qu'aucun peuple ait jamais pu en composer; parceque nous sommes arrivés à ce point de force, de civilisation, & d'expérience absolument nécessaire pour produire un pareil ouvrage.

Par la nous verrions abolir parmi nous toutes ces coutumes diverses, la pluspart encore barbares, qui semblent vouloir former divers peuples d'une nation qui ne demande qu'à se tenir liée, & dont tous les efforts dans tous les genres tendent invinciblement à l'unité.

Dirons nous ce que nos coutumes écrites offrent de reprehenfible, & dans un discours confacré à glorifier la nation, releverons nous les taches que nous appercevons encore dans son régime? Sans doute que nous le devons, persuadés que nous sommes qu'un peuple qui est doué entre autres qualités d'un sens droit, ne s'honore pas moins par la connoissance de ce qui lui manque, que par le bon usage de ce qu'il posséde. La critique a pour lui cela d'excellent, qu'elle venge sa raison des outrages que peuvent lui faire ses fautes, & qu'elle montre qu'elle n'est pas à ce point d'aveuglement de les ignorer, de les excuser & de les aimer. Il sçait qu' après le mérite de bien faire, le mérite le plus grand est de sçavoir discerner le bien & de lui rendre hommage, en blamant avec franchise, ce que l'on est exposé à faire de mal. Lillier oller out peuples closues

Nous devons donc avouer que nos coutumes font toutes Gotiques, minutieuses, discordantes & embarassées. La coutume de Normandie qui a tous ces défauts, a peut-être un peu plus de vigueur que celle des lieux voisins; mais les grandes communications aujourdhui

établies entre les peuplades, font tourner les avantages mêmes de cette courume à la ruine du plus grand nombre de ceux qui en sont jufficiables. Quant à la coutume de Paris qui a le plus de cours, elle semble n'avoir été rédigée que par de simples praticiens, qui ont cru qu'il suffisoit de régler avec sureté les intérêts de propriété, sans considérer leur rapport avec les mœurs; & elle n'a absolument aucun caractère de législation.

Il ne faut pas douter que ce qu'on voit de relachement dans les mœurs de la capitale, ne soit l'effet du peu d'autorité que la coutume y donne aux peres & aux maitres. Les liens d'intérêts. s'y montrent partout plus forts que les convenances, & cependant le droit de propriétaires'y trouve partout réduit & circonferit. Il semble que les héritages y foient une substitution continuelle, comme fi tout ne restoit pas dans l'Etat, & qu'en laiffant fortir le bien des famîlles, les rédacteurs de la loi eussent craint de le laisser aller aux peuples étrangers. Quoi donc? est ce qu'on peut penser qu'on sera longtems à fouffrir qu'une épouse pauvre ne puisse pas hériter de son mari, à moins que tout en l'époufant il ne lui ait fait une donation anticipée Tans sçavoir si sa conduite ne la rendra pas par la fuite indigne de ce bienfait. Croit son qu'il -070 fera

fera possible de voir toujours des peres entrer en partage de leur propre chose avec leurs enfants, & des sils compter arrogamment avec leurs peres, & s'assurer dans la fortune patetnelle même, des moyens de se soustraire à l'autorité paternelle? Non: les subtersuges continuels auxquels on a recours pour remettre
ces loix imparsaites en équilibre avec les
mœurs & avec le droit des gens, sont un présage assuré de leur suture destruction. Cette
partie de la chose publique attend un Roi qui
en fasse l'objet de ses soins, & qui soit jaloux
d'acquérir ce genre de gloire.

Les loix doivent être grandes, claires, peu nombreuses. Elles doivent embraffer de vastes objets, tenir à des principes élevés, se borner à établir des points principaux & simples, mais feconds en conséquences faciles à faisir. Dans l'ordre des propriétés, les loix doivent tendre à les rendre absolues, pour les faire plus estimer & plus søigner, à en faciliter la circulation, pour entretenir dans l'Etat l'amour du travail par la possibilité d'acquérir. Dans l'ordre des personnes, elles doivent s'attacher à maintenir autant l'autorité des chefs de famille que leur liberté. Plus l'homme qui commande à fes égaux aura de puissance, plus il sera juste & bon. C'est à la loi à le faire maitre.

Striem

maitre. La raison & les mœurs le feront ensuite maitre équitable, & le blame général fera assez justice de quiconque abusera de la loi. Tel est l'esprit des loix chèz les peuples génereux: & on pourra estimer la bonté de celles qu'on fera par le plus ou moins d'affinité

qu'on leur verra avec ces principes.

Il suit de ces vérités incontestables à l'égard des propriétés que tous les embarras, que toutes les reprises qui en alterent la netteté, sont au fonds abusives. Il est certain que les loix ne doivent permettre la rente fonciere, l'hypothéque & la substitution, qu'avec beaucoup de reserve. Tout contrat dont le terme passe la vie des contractants est nul selon le droit civil premier, autant que felon le droit des gens; parceque le terme donné a passé le tems de la puissance de ceux qui l'ont prescrit; parceque la cité vous garantit bien, tandis que vous lui appartenez, la jouissance de votre chose; mais lorsque vous cessez d'être, cessant en même tems de faire partie de la cité, vous cessez d'avoir droit à ce qu'elle maintient selon la loi civile & à quoi que ce puisse être selon la loi naturelle.

Et en effet si l'on admettoit que la volonté des citoyens existants put regler la marche des propriétés dans les races prochaines, il n'y auroit

foit bientôt plus aucunes choses libres dans les sociétés, & une génération pourroit se rendre maitresse de tout l'avenir par des dispositions anticipées. Le testament qui règle les successions est en ce genre le seul acte de première nécessité, pour le bon ordre des choses & pour la police des familles. Mais les substitutions, quoique restraintes par les ordonnances de nos Rois, restent toujours contraires au droit commun: elles ne devroient jamais avoir lieu que par un privilège exprès du Souverain, & pour le soutien des familles dévouées au service de l'Etat.

Par le même principe les loix rélatives à la préscription qui netoyent les propriétés de toute tache ancienne & surannée, doivent avoir plus d'étendue & de précision. Il nous manque à cet égard une ordonnance qui arrête les différents cas en cette matiere, qui les raisonne & qui les raisonne & qui les raisonne & rendre les propriétés foncieres plus nettes, plus sures & plus absolues, pour animer l'émulation des citoyens en favorisant le desir naturel qu'a tout homme de disposer entierement de sa chose.

Nous ne parlons point ici des abus des conventions & des propriétés fictives, par-

matiere dans l'article des finances & lorsque nous traiterons du commerce de la nation.

Quant à l'immunité des personnes, nous l'avons vue consacrée dans nos loix fondamentales; & peu de gouvernements, soit anciens, soit modernes, ont donné plus de sureté & d'indépendance à leurs citoyens. Car la peine de mort encourue pour les crimes, ainsi que l'emprisonnement pour certains genres de dettes, sont l'effet de la propre volonté de ceux qui s'exposent à subir ces chatiments. Les loix criminelles simples, claires & connues, les ont avertis par des conseils & par des exemples; & ces loix, loin d'attenter à la sureté des personnes, sont elles mêmes le moyen le plus certain de l'établir.

Ce n'est pas qu'il n'y ait encore des choses à desirer dans notre police criminelle; mais il nous sussit de voir que nous tendons sans cesse à l'améliorer pour être certains qu'elle ne tardera pas à être portée à sa perfection: Nos tribunaux concourent à en écarter ce qui y reste de barbare, & entre autres traits de lumiere qui en sont partis, les peuples ne sçauroient trop leur être redevables de la disposition où ils sont de ne plus informer sur les malésices, ce dernier moyen des fanatiques & des persécuteurs pour s'assurer des victimes.

Par-

Parmi les contrats qui engagent les personnes, le contrat de mariage sembleroit demander qu'on en relachat un peu les liens, pour que dans les cas rares où les tribunaux prononcent la séparation des biens & des personnes. la rupture fut au moins absolue, & qu'on put contracter ailleurs valablement. Copendant l'oubli de la loi à cet égard nous paroit un grand trait de sagesse, non seulement parce que le mariage & ses suites dans les familles font des choses par elles mêmes saintes, & naturellement indiffolubles, mais encore parceque la possibilité d'une séparation peut diminuer entre les époux leur empressement à supporter les charges du mariage. On aime mieux laisser incertain l'état des époux malheureux que de laisser penser qu'on puisse jamais rompre un pareil lien. Ce contrat est si sacré que l'on se porte peu à prévoir la nécessité où l'on peutêtre de l'anéantir; & il n'est pas surprenant que, chèz un peuple si constant dans ses choix. l'ordre à mettre dans les mauvais mariages n'ait jamais excité l'intérêt du Législateur.

l'Esclavage étant banni de France, laisse à la loi à règler une autre sorte de contrat des personnes, celui par lequel d'un coté le pauvre s'adonne à servir le riche pour se procurer sa subsistance, & de l'autre le pere de famille ou-

vre la maison à l'indigent à condition qu'il lui vouera sa personne & ses services. Le défaut de régle à cet égard n'a encore produit aucun abus dans les provinces, parceque la présence des biens & la force des choses y arrête puisfamment l'insubordination des gens de service. Mais ils sont aujourdhui au dernier point de dépravation & de désordre dans la capitale & dans les grandes villes, où leur rapprochement, l'infufficance des loix, & le trop de douceur des citoyens à elevé leur insolence & leurs prétentions au point d'amener néceffairement des troubles. La dureté des Spartiates a souvent revolté contre eux leurs esclaves: la cruauté des Romains qui les exposoient dans des spectacles sanglants à causé une guerre civile dans Rome. Le trop de bonté des François cause dans Paris une guerre domestique continuelle, plus funeste encore aux mœurs & plus malheureuse pour les maitres. Le vol indirect, l'obsession, la division, l'esprit de dégat & de ruine, sont les moindres des maux que leur lique introduit dans les marsons, sans que l'autorité des maitres trop dépourvue de l'appui des loix, puisse tien leur opposer qu'un renvoi bientôt réparé. Cet état ne peut être durable. Il faut que des loix vigoureuses viennent au secours des chefs de maiferviteurs dans une dépendance plus absolue, le autant pour le bien des familles où ils sont resque que pour l'exemple des artisans, plus involvement pour le bon ordre, doivent toujours les primer, & en aisance & en consideration.

Il nous refte à parler de nos loix de police qui, quoique d'un effet insensible, sont un des principaux appuis de la tranquillité publique! On entend par le nom de police différents pouvoits qu'il faut d'abord définir. Souvent par la police d'un Etat on défigne l'ensemble de ses institutions & tout ce qui contribue à le régler. On dit aussi que le Roi a la grande police; & on reconnoit par là qu'il a une autorité suprême pour mettre l'ordre dans le Royaume, en faisant ceffer toute contradiction & tout droit contraire au sien i On dit aussi que le Roi a donné au Parlement la grande police, & alors on entend que d'est la grande police judiciaire, c'est à dire qu'il y ait contestation pour que le Parlement puisse faire un réglement provisoire für quelque objet extraordinaire, les actes de pur mouvement n'appartenant qu'au Rois Mais quand on parle de la plolice proprement dite, on entend par oe mot la popolice qui est rélative à la sureté & au bon ordre des grandes villes, & la diffribution de la justice dans les menus délits que les loix n'ont pu prévoir. Cette partie de la legislation est chèz nous plus supérieurement entendue qu'en aucun lieu du monde. On en éprouve les effets sans jamais en fentir le poids, & quoique la police soit faite dans nos grandes villes avec beaucoup de vigilance, on fçait l'arrêter à un point si juste qu'elle n'est jamais ni inquiète, ni incommode. En effet la police pouffée trop loin dégénérewir eff inquisition & gênerdit la liberté. Le Japon offre un exemple de cet excès. Un Japonois ne peut paffer d'un quartier dans un surre sais se faire conégistrer, sans dife ce qu'il elt, ce qu'il a fait , ce qu'il vent faire, & fans appuyer ses décharations de preuves & de certificats. Une police aussi outrée feroit chez nous déserter le pays; & il faut avouer qu'elle ne seroit par moins outrageante que tirannique. Des qu'on n'a donné en France aucun sujet d'erre suspecté & poursuivi, on peut partout y circuler fans trouble. La permission d'es -fortir n'est jamais refusée à qui n'y laisse aucuin engagement arquel il se doive. Un peuple chèz qui il n'y a point de police de détail, est -dans la barbarie & dans la confusion : celui chez qui elle est excessive, est voissi de l'elchvage: celui chèz qui elle est mitigée, & où les moyens de sureté publique sont bien combienés avec le droit des gens, sçait seul tirer tous les avantages possibles de l'état social.

Parvenus à traiter de la Magistrature quatriez me nommée dans ce discours, qui est le comme mandement militaire, nous devons, pour en faire sentir toute l'importance; considérer la nation comme étant toujours en état de guerre. Et en esset la politique, pour mieux affranchir un peuple des malheurs de cet état, doit tous jours l'envisager comme très prochain. C'est une maxime partout connue & partout adoptée, que le seul moyen d'entretenir une palx solide, est d'être sans cesse préparé à faire une guerre vigoureuse.

Nous commencerons donc le récit des chôtes de la guerre en donnant beaucoup de louant ges, mais point d'approbation à ces philosos phes modernes, si humains, qui ont public de recommandé des projets de paix générale parsilles puissances de l'Europe, & qui ont proposé d'établir une présidence alternative entre les Princes, qui sur accompagnée de l'autorité nécessaire pour décider judiciairement de leurs différents. Nous observerons que de nombreutes différents de leurs de l

jet impraticable, & que quand même il seroit possible, il ne s'ensuivroit nullement encore qu'il put jamais être avantageux.

l'Imagination d'un homme vertueux, mais simple ou peu expérimenté, se représente sans doute avec plaisir tous les hommes paisibles & unis, & toutes les playes que la guerre fait à l'humanité fermées dans l'univers. Mais celui qui, à ces sentiments de bonté, joindra une connoissance plus aprofondie de la marche des choses humaines, verra que cet arrangement entraineroit des maux mille fois plus à craindre que tous ceux qu'on croiroit éviter. paix stable & certaine améne dans la centre des societés un oubli absolu de tous les devoirs. Qu'importe alors que les branches de l'arbre soient à l'abri de l'orage, si cette tranquillité entretient dans la souche même une seve empoisonnée qui le mine & qui le détruit? Ce n'est point pendant les transes & les incertitudes de la guerre, ce n'est point au milieu du bruit des armes & dans les follicitudes des événements militaires, que la corruption & la desordre s'introduisent chèz les peuples. La profonde paix, la tranquillité dans les jouissances, la fécurité absolue dans l'existence politique, sont des causes bien plus prochaines de déréglement & de désolation. C'est dans ce long calme que

que se forment & que se dévelopent ces poifons fecrets qui consument les nations. l'Ame des citoyens abrutie par la molesse, s'endurcit enfin dans le vice & n'est plus capable de vigueur, ni de patriotisme. Voila ce qui a détruit Babilone, Ninive, & tant d'autres villes fameuses de l'Asie, établissements les plus fortifiés qu'il y ait eu, & qui ont trouvé le principe de leur ruine dans leur trop grande folidité. Ce n'est point quand Rome éprouvoit la fureur des Gaulois, quand elle avoit à se garantir des forces de Pirrus, ou quand elle avoit à combattre Mitridate & Annibal, qu'elle a commencé à se renverser elle même; c'est lorsque; hors de toute atteinte, elle a compté! for une tranquillité inalterable & qu'elle n'a plus redouté d'ennemis.

La guerre est sans doute un fleau terrible, & ce n'est par sans fremir qu'on voit qu'il est inévitable. Mais rien ne pent la détourner, & l'état de guerre est inhérent aux sociétés humaines. Le peuple qui ne veillera point sous les armes, & qui n'aura point d'ennemis à craindre, sans force au dehors, sans liaison au dedans, deviendra bientôt à lui même un ennemi dangereux. Quoique les anciennes républiques de la Grece ne formassent qu'un seul Etat consédéré, elles n'en étoient pas moins

armeés chacune pour leur défense particuliere. De même aujourdhui quoique les puissances de l'Europe forment en ensemble politique, elles n'en doivent pas moins affurer leurs droits respectifs par les armes. Tout ce que la prudence humaine peut régler dans cet affemblage énorme d'intérêts divers, est un balance de force entre les Etats, de sorte qu'il puisse y en avoir qui priment, comme Athenes & Sparte ont primé dans l'ancienne Grece, mais que s'il s'en élevoit un capable d'anéantir les autres, tous eussent à s'unir pour le réduire & pour le punir. Ce sistême, dont nous avous déjà parlé, de balancer les forces par des ligues & par des alliances, paroit être le point juste où l'on doit s'arrêter pour amortir les guerres, autant que les dispositions humaines le comportent. l'Utilité de ce sistème est si évidente qu'il a été adopté dans toute l'Europe. On en éprouve les excellents effets. Nous pensons qu'il sera sage de s'en contenter, -& de rejetter à jamais le projet de paix universelle, tout en louant l'élerit de douceur & de bienfaisance qui l'a dicté.

C'est donc avec raison que l'ordre militaire, est mis au rang des choses sans lesquelles un gouvernement ne sçauroit exister. Les sonctions brillantes de cette magistrature la rendent

illustre & recherchée parmi les François. l'Honneur de défendre son pays & d'exposer la vie à son service y est brigué plus que tout autre. Mais pour se rendre vraiment recommandable par le service militaire, nous voulons qu'on l'accompagne de toutes les vertus qui forment le citoyen. La valeur licentieuse & déréglée perd tout son éclat & n'est plus à nos yeux qu'une prouesse barbare. Etre parfaitement foumis aux loix, se picquer d'attention dans l'exercice de tous les devoirs fociaux montrer dans le monde autant de politesse, qu'on a montré de courage dans les combats, est le caractère essentiel du bon capitaine; & c'est le propre du militaire François. Sans cette modération, sans cette retenue, sans cette douceur, les gens de guerre, loin d'être regardés comme les nobles soutiens de l'Etat, ne pourroient plus être traités que comme une soldatesque méprifable & foudroyée qui est trop payée des dangers qu'elle court par les desordres où elle se livre. C'est à ceux qui commandent à entretenir par leurs ordres & par leurs exemples l'esprit de régle, & la sévérité de la discipline dans la milice Françoifé. Cette vigilance ne leur est pas moins nécessaire que la valeur, meine mont à quouved de se

Tous les peuples qui ont en quelque idée P 4 des

des bonnes institutions ont reconnu la nécessité d'une discipline sévère dans les armées, & ont fenti que sans ce frein terrible, il n'y avoit aut cun succès à espérer & beaucoup de risques à courir dans l'affemblage de ces grands corps. Austi nos loix partout douces, modérées, & lentes à fraper, prennent dans la partie militaire un caractère violent, dur & intraitable, qu'on croiroit d'abord fanguinaire & cruel, mais qui épargne en effet le sang, en frapant fortement l'imagination des hommes par la promptitude & par la rigueur des chatiments, & en imprimant par une crainte très active, à ceux qui se font une habitude d'être sans crainte, la nécessité absolue d'obeir & de se déyouer.

. Après une vigoureuse discipline une tactique parfaite est ce qui fait l'excellence d'une armée: Plusieurs peuples ont eu une tactique nationale & des manieres de disposer leurs armées & leurs camps, qui leur étoient propres. La Phalange Macédonienne a été la plus fameuse de ces dispositions particulieres. Les Turcs ont aussi pendant quelques siècles tiré avantage de leur ordre de bataille. On sent que ces dispositions singulieres sont accompagnées de beaucoup d'inconveniens, dont le plus grand est d'être toujours attendu & de voir oppo-

poser toutes les combinaisons ennemies au moven principal. 1 Nous croyons en conféquence que le mieux est d'avoir une tactique générale bien perfectionnée, & qui puisse se varier & fe composer selon les hommes, selon les rems & felon les lieux. Les Grecs & les Romains dans l'antiquité, les François & les Allemands parmi les modernes, ont adopté la tactique générale, & ont composé leurs armées de toutes fortes de milices bien liées, dont ils ont sçu faire un usage intelligent. Les inventions formidables dont les modernes ont surchargé encore l'art terrible de la guerre, affujettiffent presque nécessairement tous les peuples de l'Europe à la même tactique; & dans cet état les avantages devant rester aux plus exercés & aux plus braves, l'important est d'avoir des troupes qui soient également courageuses & expérimentées. ding of a manpensimon do on

l'Expérience est le fruit de la constance & du travail; mais le courage est un don divin. Quelques hommes seulement & quelques nations en ont reçu le germe dans le cœur, & en portent sur le front l'empreinte héroïque. Peuples ennemis de notre gloire, ou jaloux de notre force, vous attendriez vous à nous entendre dire ici que nous sommes valeureux, & à nous voir stétrir par une pré-

fomption indiscrete, un honneur conservé fans tache même dans nos revers? Non: nous ne parlerons point de valeur en traitant de nos avantages: nous compterons seulement les palmes que nous avons ceuillies; & nous continuerons à implorer les secours du ciel.

De tous les devoirs publics le fervice mislitaire est celui où l'on expose le plus nécessairement sa vie, & quoique tous les autres exigent le sacrifice de sa santé & de son repos, qu'ils demandent de l'intelligence, de la fermeté, de la justice, la présence du dansger immédiat dans le métier de la guerre lui donne infiniment plus de relies. Les autres sonctions publiques attirent le respect, peuvent conduire à la célébrité; mais le service militaire mêne, ainsi que les lettres, à cet avantage précieux, le plus grand, le plus noble qu'on puisse acquérir, le plus flatteur pour un honnête homme, lorsque l'utilité publique en justisse à ses yeux la solidité & la gloire.

Oui! la gloire parle au cœur du soldat obscur qui meurt dans son rang. Certain d'être utile à ses semblables, content de soutenir ses concitoyens, il subit avec honneur la destinée qu'il s'est imposée, satisfait de lui même & conséquent à ses devoirs. La mort qui est pour tout autre un acte d'abandonnement & de néant, est dans le soldat qui s'immole pour sa patrie un acte de générosité, de force & de vie. La mort partout ailleurs stérile & désolante, est dans la personne du soldat féconde & productive. Un fameux Romain fut tellement convaincu qu'un dévouement absolu est l'ame d'une armée, qu'au lieu de haranguer les troupes sur ce devoir au moment d'une bataille, il se précipita dans un abime en leur présence, pour leur en imprimer la nécessité. Si une mort ordinaire détruit tous les attachements du sang, au pays & de l'amitié, une mort guerriere les augmente, les fortifie, & leur donne un caractére éternel. Que ne fait pas pour les siens mêmes la généreuse mort d'un soldat? qui est ce qui ne respecte pas & qui n'aide pas sa veuve? qui est ce qui ne soutient pas ses enfants ancouragés au bien par un si noble exemple ?1'Etat même s'empresse à venir au secours des plus dénués, & accorde an plus touchant de tous les titres le plus honorable des appuis.

Ceux qui survivent aux dangers, ceux qui reviennent mutilés du service, jouissent vivants de l'honneur d'avoir prouvé leur intrépidité, & en receuillent le prix dans tous les yeux. Ils retrouvent dans les cœurs de leurs concitoyens plus de membres qu'ils n'en ont

Linking

perdu dans les combats. Une secrette reconnoissance dispose pour eux tout le monde à la bienveillance. Ceux que la tendreffe d'une femme estimable peut rendre heureux, ont un appas de plus pour l'obtenir. La cicatrice la plus profonde est toujours aux yeux d'une Françoise une parure sur le corps de son époux, ou sur le visage de son amant, & l'amour uni par là au patriotisme & à l'honneur en devient plus tendre & plus fort.

De ces choses générales & qui étoient nécessaires à rappeller sur notre état militaire, nous allons passer aux choses particulieres. Et si dans la description des autres ordres de la chose publique, nous avons été en descendant depuis le chef suprême jusqu' au degré le plus inférieur: dans l'ordre militaire nous allons prendre le sens contraire, en allant du simple soldat jusqu'au Roi; parce qu'il n'y a dans cet ordre aucune exception, aucun mélange municipal, que tout y suit la ligne directe de l'autorité, & que le Monarque s'est réservé d'y être absolument maitre & du fonds & des formes, les formes même exigeant que tout y soit rapporté à son commandement.

La grande population de la France & le caractere belliqueux du François font qu'un grand

prand nombre de jeunes hommes s'adonne volontairement au service; & ce n'est que rarement qu'on a recours à la voye du sort pour tirer les soldats des samilles désignées pour en sournir au besoin. Nos simples soldats ont un engagement de six ans qu'il ne leur est pas permis de rompre, & qu'ils renouvellent ensuite, si leur inclination les porte à continuer le métier de la guerre. Mais la plus grande partie rentre pour l'ordinaire dans les samilles après le premier terme, & peut rapporter du service, tant que la discipline y sera bonne, & des sorces plus dévelopées, & plus d'instruction, & plus d'aptitude à toutes sortes de travaux.

Dans chaque pays le soldat a un caractere propre, qui est le caractere national dans une teinte plus sorte & plus marquée. Ce qui distingue le soldat François est la vivacité & la générosité. Il sçait supporter les satigues, resister à l'intemperie des saisons, & ce qui est si important dans la guerre, il sçait vivre de peu. Le vice qui a perdu les armées Romaines, l'avarice, n'a aucune entrée dans son cœur. Il a une excessive art deur pour l'attaque: le ser l'appelle irrésistiblement; Il saut plustôt le retenir que le pousser dans les dangers; mais il n'en a pas moins

moins de constance & de longanimité, lots qu'il est bien conduit, bien commandé, qu'il a de grands motifs, & que ses généraux se sont rendus dignes de son estime & de sa confiance.

Presque sur la même ligne que les simples foldats sont les Officiers moyens désignés par les noms de sergents, de caporaux, d'anspécades. Ils sont distribués dans les rangs pour y fervir de point d'appui aux ordres, & pour ferrer le foldat dans les évolutions. Nous les nommons Officiers movens, parceque, quoiqu'ils participent an commandement, ils ne fortent point de la ligne du foldat, & qu'ils doivent toujours en faire toutes les fonctions.

Tout soldar peut parvenir aux premiers grades dans nos armées; mais on exige une condition de haissance pour y avoir en entrant du commandement. La confideration la naissance est sans doute juste, & il faut que les enfants trouvent des états ouverts, analogues a ceux de leurs peres, pour maintenir l'émulation des familles; mais il femble que la richesse devroit être un peu plus considérée, foit à cause des dépenses qu'exige le service, foit parceque les familles riches méritent auffi qu'on leur offre des avantages! Les anciens Atheniens he fe régloient que sur la fortune pour moins

pour admettre aux grades. Peut - être le gouvernement reviendra - t - il à la mettre en parité avec la noblesse, laissant les talents & les vertus faire le relte de l'avancement. Chèz certains peuples de l'Europe il est de régle que celui' qui est entré soldat ne pourra s'avancer au de la du grade de Capitaine, & que les hauts grades ne sont que pour ceux qui sont entres au service avec du commandement. On n'a pas besoin de faire remarquer combien cette disparité est petite & desobligeante pour le plus grand nombre. Chez nous la carrière des honneurs est ouverte à tous les grades, & s'il y a peu d'exemples de grands avancements, on ne laisse fentir au moins aucune avilissante privation dans le plus noble de métiers. notivno b mol

Nous avons déja établi ce principe d'égalité en parlant des magistratures en général, & nous ne laissons pas de le proposer encore toutes les fois qu'il se présente une occasion de le répéter; parcequ'il forme un des points les plus importants de notre droit public; parceque c'est un de ceux qui de nos jours est attaqué avec plus de conduite; & parceque les Princes qui y laisseront porter atteinte, tariront par là, sans s'en appercevoir, une des fources les plus abondantes d'amour entre eux & leurs peuples.

Aucune magifirature n'a chez nous autant de dedegrés que le commandement militaire; & sans faire un dénombrement exact de tous nos grades, ni exprimer les divers noms qui les désignent, nous ferons remarquer que le titre de Capitaine est le titre général de tout militaire qui a du commandement, & qu'il ne prend une signification précise que lorsqu'il désigne celui qui commande une Compagnie. Les Lieutenants & Sous-Lieutenants sont dans chaque Compagnie des Officiers qui émanent du Capitaine, & qui en tiennent lieu dans les subdivisions, comme leur nom l'exprime assez.

Ce plan de commandement en trois personnes subordonées, régit d'abord les plus petits Corps de Soldats, qu'on nomme Compagnies, & qui font d'environ cent hommes dans l'Infanterie & de cinquante hommes dans la Cavalerie. Mais il se répéte ensuite, & plusieurs Compagnies, réunies pour former un Bataillon, sont commandées par trois autres sortes d'Officiers du même caractére, quoiqu'avec d'autres dénominations. Plusieurs Bataillons réunis forment enfin ce qu'on appelle des Régiments, & sont commandés par trois Officiers d'une plus grande dignité, connus sous le nom de Colonel, de Lieutenant-Colonel, & de Major. Ce sont les plus élevés de ceux qui ont un commandement particulier.

Ceux qui commandent des Régiments réunis font nommés Officiers généraux: leurs trois grades sont celui de Brigadier, celui de Maréchal de Camp, & celui de Lieutenant Général.

Enfin le Général d'armée réunit tous ces commandements, & notre plus haut grade militaire dont la marque est un bâton semé de fleurs de lis, & dont le nom est Maréchal de France, désigne dans ceux qui en sont revêtus, l'aptitude à exercer l'insigne & glorieuse fonction de Général.

Cependant le Roi ne s'astreint pas toujours à prendre pour Général un Maréchal de France, & ce titre ne devient souvent, que longtems après, la recompense des Généraux qui ont le mieux servi.

On a proposé d'établir parmi les Officiers généraux un grade de plus, & l'on a prétendu que le Lieutenant général supposoit un grade de Capitaine général qu'on n'avoit point. Mais le grade de Capitaine général existe dans les Maréchaux de France, ou dans celui à qui le Roi donne la commission de Général. Le titre de Capitaine qui suit tous les grades du commandement, est essentiellement sousentendu dans le titre de Général. Et les peuples ont cru faire mieux sentir par ce mot employé

feul 2

feul, quoiqu'il ne soit qu'accessoire, la réunion, la hauteur & l'excellence de ce grade.

Quel homme qu'un Général d'armée! S'agitil seulement de la conduite d'une guerre peu susceptible d'événements marquants, combien de sens & d'usage des hommes ne lui faut-il pas réunir avec la science des armes, pour se foutenir à la têre de tant de corps différents, contre un ou plusieurs ennemis uniquement appliqués à profiter de ses fautes, & à lui ôter tous les moyens de les reparer? S'agit - il d'une jour de bataille, fait quelquefois pour décider de la destinée d'une nation? quel homme encore qu'un Général! Quel assemblage incompréhenfible de hardiesse & de prudence, de confiance & de prevoyance, d'impetuofité & de retenue? Quelle énergie, quel sens froid, quelle présence d'esprit ne lui sont pas nécesfaires dans un instant où la nature doit lui refufer tous ces secours, puis qu'enfin il est homme? Il faut qu'au dessus des événements, au desfus des passions, au dessus de l'humanité même, maitre de lui comme de son armée, non seulement supérieur à la crainte, mais calme dans le moment le plus effroyable, &c d'autant plus habile à voir toutes ses ressources qu'il a des motifs plus terribles de distraction; il faut que dans ces chocs des plus violents in-

térêts qui puissent maitriser une ame, il déploye avec autant d'intelligence que de promtitude, tous les moyens possibles, soit d'assurer soit de rappeller la victoire qui peut seule récompenser de si prodigieux efforts, la victoire toujours incertaine, mais pourtant toujours fidéle au parti qui sçait le mieux réunir la valeur avec le génie. Non: un si grave personnage ne peut point se jouer: il faut l'avoir dans le cœur. Il faut avoir fou ajouter de longue main aux talens, l'habitude de l'élévation; de la probité & de la valeur; pour être digne de paroitre sans désavantage, & sans désastre, dans une journée décifive. Un grand Général fait l'honneur d'un Roi, fait le bonheur & la gloire d'une nation; & les Rois eux mêmes qui ont été grands Généraux, devenant par la grands hommes, devenant par là heros, ont ajouté encore à la splendeur de leur couronne & cn ont été plus grands Rois.

Enfin le Roi est le premier Capitaine, comme le premier Soldat de son Royaume, & l'épée ne lui est pas moins essentielle que le Sceptre. l'Europe est depuis longrems accoutumée à voir le poids de cette épée déterminer les mouvements de sa balance incertaine; & telle est la nécessité d'une bonne milice: tels sollt les essets de ce mobile essentiel des institu-

Q 2

tions humaines que toute puissance qui veut faire prévaloir l'équité de sa cause, doit avoir pour dernier raisonnement à alléguer, son épée; & que dans toutes les choses publiques, si la force n'a jamais de longs succès sans la justice, il est tout aussi vrai que la justice n'en a jamais aucun sans la force.

Notre ordre militaire avoit autresfois au dessous du Roi un chef nommé Connetable, qui étoit, quelles que sussent ses dispositions ou sa capacité, commandant né dans tout le militaire. Cette dignité a été avec raison abolie, & ne reparoit plus que dans quelques cérémonies, où elle est alors remplie par le plus ancien des Maréchaux de France. Les titres de Connétable & de Maréchal désignoient dans nos tems de barbarie les grands emplois de l'ecurie du Roi; mais de plus grands commandements y ayant été ajourés peu à peu, & la dignité des places en essagnt l'origine, l'usage a consacré des titres que la force des choses avoit accoutumé à respecter.

On voit que le nombre de ceux qui ont du commandement dans l'Armée est fort grand. Presque tous les Officiers sont doublés & triplés, & outre tous les Capitaines à la suite des Corps, nous avons encore des Compagnies entieres de gens qualisiés qui servent comme sim-

ples Soldats avec réserve du rang d'Officiers. Cette grande quantité d'hommes en commandement, plus fortement payés que les simples Soldats, est sans doute d'une grande dépense & on a osé en faire de nos jours un objet de critique. Mais ce n'est pas la depense, si elle est réglée en elle même, qui doit décider de la composition d'une Armée; ce sont les mœurs & l'esprit de la nation, ce sont les convenances politiques, c'est la sureté du service. Toutes ces choses exigent en France que le nombre des gens de commandement soit porté au tiers de l'Armée, & l'Armée est en effet toujours composée sur ce principe. Or le tiers qui commande ne coûtant, malgré la disparité d'emploi, qu'autant que les deux tiers qui forment le corps, il est sensible que la dépense que fait le Prince pour ses Officiers, n'est point hors de mesure, & que la critique qu'on a élevée à cet égard est aveugle & mercantile.

Nous divisons nos troupes en cinq grandes espéces; l'Infanterie qui fait le sonds & la solidité d'une Armée: la Cavalerie qui en est l'appui: les Dragons qui, combattant également à pied & à cheval, sont d'une ressource assurée dans tous les cas; le corps de l'Artillerie qui dirige l'appareil terrible de toutes nos machines & de tous nos artisices de guerre:

Q 3

enfin le corps de Génie qui est chargé de tout ce qui est relatif à l'attaque, à la désense & à la fortification des places. Les espéces dans lesquelles nous avons toujours excellé, sont l'Infanterie, l'Artillérie & la Génie. Nous pouvons même nous vanter d'avoir été à cet égard les maitres des autres peuples.

Très longtems avant qu'aucune autre puisfance de l'Europe eut des troupes réglées, les Rois de France avoient des compagnies d'hommes d'Armes, & une Infanterie toujours sur pied. Les régiments que nous nommons nos vieux corps, font la plus ancienne comme la meilleure milice de l'Europe. -Cette maniere. de diviser les troupes par Régiments, distingués par des uniformes différents, & les Régiments par Bataillons & par Compagnies, tous rangés sous différents drapeaux, donne une si grande précision & une si grande facilité au service. Militaire, que les effets en font merveilleux, & sont au rang des choses qui font le plus éclater l'intelligence humaine. - Les évolutions des Corps Militaires bien disciplinés, cachant par leur vitesse, par leur élégance, & par leur parure, leurs effroyables effets, vont jusqu'à enchanter les regards des peuples, & à former un des plus intéressants, comme un des plus imposants de tous les spectacles.

Ces Corps Militaires que nous nommons Régiments, composés de plusieurs Bataillons & de plusieurs Compagnies, reviennent aux cohortes des Romains, & nos legions à leurs legions. Un Dieu, a-t-on dit, avoit inspiré à ces peuples la composition de la légion, le plus nombreux de tous les corps, qui a de l'Infanterie, de la Cavalerie, de l'Artillerie, & qui forme à lui seul une petite Armée. Nous n'avons point manqué de nous approprier cette disposition, que nous avons encore perfectionnée. En général nos troupes ont les mêmes divisions que celles des Romains, qui avoiert eux mêmes imité les Gaulois, plusieurs corps faciles à mouvoir & à disposer, & une grande liaison, dans le commandement supérieur.

Tantôt nos corps de troupes tirent leurs noms de leurs armures, comme les cuirassiers, les carabiniers; plus souvent ils portent des noms de villes & de provinces; & quelquessois ils prennent les noms de ceux qui les commandent. Mais il est bien à desirer que nos vieux régiments conservent toujours leurs noms de villes & de provinces, & qu'on tâche de les composer le plus qu'il se pourra de sujets des pays dont ils portent le nom. Ce sera un moyen d'augmenter l'émulation, & c'est la seulement que l'esprit de Corps & l'envie

de se distinguer particulierement tourne à l'avantage général.

Que tous les régiments soient complets ou qu'il n'y ait que les vieux corps de remplis, que plusieurs n'aient que leur état major pour pouvoir être complettés au premier fignal, que plusieurs enfin, quoique complets, soient dispersés sur leur soi dans le pays: c'est ce que les circonstances seules doivent décider: c'est ce dont la politique doit connoitre : c'est ce qui ne sçauroit nous regarder. Il y a plus: les calculs & les tableaux qu'on en publie font toujours contraires au bon ordre & peuvent déranger les vues de l'administration, en faifant mal à propos présumer, ou des craintes, ou de la securité, ou des intentions hostiles. Ainsi dans un discours tout consacré à la saine politique, le lecteur ne doit point s'attendre que nous en blessions une des principales régles, en lui offrant un tableau exact de nos forces militaires. Il lui suffit d'avoir ainsi que nous, la confiance que l'Etat en renferme & en maintient dans tous les tems de suffisantes.

On obtient dans notre service de mer des grades équivalents à ceux du service de terre. Les trois grades d'Officiers généraux sont ceux de Chef d'escadre, de Lieutenant général & d'Amiral, & l'on y acquiert le bason de Maré-

chal

chal de France comme dans le service de terre. Les militaires marins voudroient disputer de devouement avec les troupes de terre, parce qu'ils courent un triple danger; mais la néces-sité qui force les marins une fois embarqués, à être braves, tandis que la valeur des troupes de terre est toujours toute volontaire, rend le mérite égal entre eux.

Toutes les provinces ont à leur tête un Gouverneur, un Lieutenant général, & un Commandant, qui ont une autorité militaire sur tout citoyen, comme soldat de l'Etat. Cette autorité dort pour l'ordinaire & s'abstient de produire aucun effet pour ne pas détourner les citoyens de leurs affaires; mais dans le cas d'une invasion, où de tout autre événement extraordinaire, cette discipline prend sa force, & il n'y a pas une province qui par son moyen ne peut tenir longtems contre l'ennemi. plusieurs villes la discipline militaire s'exerce habituellement parmi les habitans, qui font tous formés en corps réglés, & qui font fouvent montre de leurs forces, pour la police, pour la bonne grace, & pour s'entretenir dans l'usage des armes. Mais il n'y a que les villes de guerre, & les citadelles garnies de troupes réglés qui soient sans réserve sous l'autorité militaire.

Le gouvernement ne sçauroit trop entretenir

parmi le peuple les jeux militaires qui y sont en usage, tels que les jeux d'arc & d'arquebuse, les courses de chevaux, les joutes, tout ce qui tend à exercer les corps, à leur donner de la force, & à les bien déployer. Ces exercices entretiennent la bonne santé & la beauté des races, & détournent les hommes des amusements bas & crapuleux qui les avilissent & qui les détruisent. Un peuple policé ne doit pas moins se faire remarquer par la force & par les agréments du corps, que par la culture & la bonne discipline de l'esprit.

Les habitudes militaires nous ont laissé un usage barbare dont on ne presse pas assèz l'abolition. On voit bien que nous voulons parler ici de duel. Dans nos tems de confusion les hommes toujours armés, se faisoient à eux mêmes raison par les armes. Aujourdhui que la justice & les loix sont partout en vigueur, c'est manquer gravement à soi-même, à la Société & au Roi, que de poursuivre par la force envers son concitoyen la vengeance d'un affront. Ce crime étoit inoui chèz les anciens peuples civilisés qui n'étoient par moins vaillants que nous. Nous avons bien des loix expresses qui le défendent, mais elles ne sont point assez rigoureusement observées; & il faut convenir que ces loix n'ayant point infligé des.

des peines sevéres aux aggresseurs, sont insufisantes en ce qu'elles ne joignent point à la prohibition, les moyens de prévenir le crime.

Mais au défaut de la loi comment le bon sens national n'a-t-il pas répugné plutôt à cet usage inconsidéré & cruel? Car enfin s'il est naturel, quoique condamnable, qu'un homme vivement insulté, repousse, punisse, tue son adversaire dans un premier mouvement; cet instant passé, comment conçoit - on que cet homme outragé convienne d'un tems, d'un lieu, d'un genre d'armes, avec celui qui le provoque: comme si l'on devoit desormais quelque chose à un scélerat assèz osé pour compromettre l'honneur & la vie de fon concitoyen pour un intérêt frivole d'amour-propre & de vanité? Non: l'on ne doit rien à un pareil homme que de se garantir de ses atteintes ultérieures, comme l'on se garantit d'un affassin; l'on ne doit rien à la Société relativement à lui, que de ne le point chercher, & l'on ne se doit à soi même que de lui témoigner qu'on est disposé à lui résister vigoureusement & à toutes fins, toutes les fois, qu'il récidivera ses Voila tout ce que l'honneur, comviolences. biné avec le droit des gens, avec le respect des loix, peut permettre; mais le duel poli est le comble de la déraison dans ceux qui s'y livrent,

comme il est la comble de la barbarie dans ceux qui le soussirent; & jamais personne ne s'y feroit porté, si au lieu de le prendre comme on l'a fait, pour une preuve de bravoure, on l'eut envisagé tel qu'il est; c'est à dire comme une action de dupe souvent de l'une & de l'autre part, & comme un usage anti-social.

Nos Soldats vétérans qui ont blanchi sous les armes, ou ceux qui ont été mutilés en les portant, & qui se trouvent d'ailleurs dénués de moyens de subsister, ont une retraite où ils trouvent dequoi satisfaire aux besoins de l'âge avancé, auxquels les occupations de la guerre ne leur ont pas permis de pourvoir. Chacun y trouve un azile & des secours proportionnés à son grade & à ses services. Cet établissement presque aussi ancien parmi nous que les troupes réglées, a été accru & consolidé par Louis XIV., Monarque illustre à tant de titres, & qui en se livrant à ce soin populaire & juste, ne s'est pas couvert de moins de gloire, que par ses conquêtes & par ses victoires.

Il n'en est pas de même de cet autre établisfement suggeré ensuite par l'esprit d'imitation. l'Ecole militaire où l'on éleve à grands frais cinq cens fils de pauvres gentilshommes, est une institution trop visiblement partiale pour pouvoir jamais avoir, telle qu'elle est, un esset

avantageux à l'Etat. La véritable ecole militaire est l'Armée: avant que d'y entrer on n'a besoin que de l'éducation ordinaire. D'ailleurs élever de jeunes hommes pour le service n'asfure par qu'ils y feront propres', ou que leur inclination ne les portera pas ailleurs. Un établiffement qui eut offert un azile aux enfants des citoyens sans fortune, morts au service, & où chacun eut trouvé une éducation peu luxeuse, mais suffisante pour le conduire indistinctement à une profession honnête depuis celle d'artisan jusqu'aux plus nobles états, selon la condition des sujets, cet établissement eut été fans doute beau & national. Il y a lieu de croire que l'on y viendra. Quelques citoyens ont déja réparé, par leurs propres moyens l'oubli du gouvernement à cet égard; & jamais on ne lui a montré sans succès la route du bien. Le Monarque, aujourdhui glorieusement regnant, a déja rectifié ce que l'établissement de l'ecole militaire avoit de plus criant dans les dépenses. Cela aménera sans doute à refaire l'ouvrage entier sur un plan plus impartial & plus grand. Et puissent nos Princes se rappeller dans toutes leurs institutions qu'ils doivent être a leurs peuples, ce qu'est à l'univers l'astre bienfaisant du jour, qui réchausse le foible, comme le fort, qui vivifie l'humble roseau comcomme le chêne superbe, & qui luit également sur les chaumieres & sur les palais.

Mais tandis que les troupes réglées ont été de tout temps la ruine des Monarchies, la terreur des Monarques & le foyer des révolutions;
comme on l'a vu chèz les Romains, où la foldatesque a disposé si souvent de l'Empire & des
Empereurs, comme il est arrivé chèz les Moscovites, où les Strelits ont été si souvent les arbitres du sort des Czars, & comme on l'éprouve encore aujourdhui chèz les Turcs, où les
Janissaires se rendent bien plus redoutables à
l'Empereur qu'aux ennemis de cet Empire;
Par quel moyen la France se trouve-t-elle depuis si longtems à l'abri de ces violences, qui
y sont en effet impossibles?

C'est parceque le peuple François est entierement militaire; & que l'armée; portée au nombre le plus grand qu'une guerre générale puisse exiger, ne peut jamais former que la vingtieme partie des François armés; exercés aux armes, & capables de soutenir leur Prince. C'est parce qu'on ne laisse prendre aucun ascendant aux corps militaires sur les corps municipaux, & qu'un citoyen ne soussire pas qu'un soldat en prenne aucun sur lui. C'est parceque l'amour des François pour leurs sorthes civiles est pour le moins égal à leur ardeur

militaire, & que tous les soins qu'ils donnent au service ne sont que dans la vue de conserver ces formes, dont le Roi est intérésse à être le plus fur garand. C'est parceque les hommes d'ar mes employés pour maintenir l'autorité publique dans l'intérieur de l'Etat, tels que les maréchaussées, le guet, & les autres troupes de sureté, sont obsolument separés de l'armée & ne communiquent jamais avec elle. C'est parceque l'armée toute composée de corps différents, de différentes qualités, & différemment régis, n'approche jamais de la cour, ni des grandes villes, & qu'on a soin sans cesse de la divifer & de la déplacer, pour ne la point laisser tomber dans la molesse, dans les dissentions & dans les factions. C'est parce que la partie de l'armée qui forme la garde du Roi ne communique point avec le reste des troupes à moins de la présence du Roi à l'armée. C'est parceque cette garde est suffisante pour la sureté du Prince & pour la magnificence de sa marche, sans avoir aucune force par sa composition, pour former aucune entreprise. enfin parceque nos Monarques, toujours nationaux, n'ont jamais besoin d'aller prendre dans l'armée une autorité dangereuse, tandis qu'ils ont dans le bon sens & dans l'amour de leur peuple, le moyen le plus sur de conserver feur puissance. Tel

Tel est en général l'état militaire de la France. Ses détails plus particuliers sont relatifs aux usages locaux, & hors de la portée des regards. Nous ne nous sommes attachés à en décrire que ce qui étoit nécessaire pour faire connoitre la suite de ce service, ou pour y déveloper quelque principe utile. Nous ajoutons que les circonstances exigent de fréquents changements dans cet ordre, & c'est une raison de plus pour ne pas constater tout ce qu'on y pratique momentanément. Au reste il est aisé de voir que c'est une des parties de notre gouvernement les mieux montées, & les plus parsaitement senties.

La cinquieme espece de Magistrature est la Finance, que les Romains appelloient Questure, & dont les fonctions consistent à asseoir les impots, à les percevoir, & à en compter dans les tems préscrits.

Les Romains ne conficient cette Magistrature qu'aux jeunes gens. Moins intérésses, plus humains, plus vigilants que les hommes avancés en âge, ils entroient mieux à cet égard dans les vues équitables de la republique. La Questure étoit chèz eux la porte des autres emplois. l'Impossibilité où ils se seroient mis d'avancer, s'ils avoient mal géré cette Magistrature, mettoit un frein esticace à la cupidité: & l'intelligence & le désintéressement qu'on y avoit fait paroitre, étoient recompensés par un prompt avancement.

Cependant ce pouvoir, réuni à Rome dans les Questeurs; d'imposer; de recevoir; & de compter; étoit en lui même susceptible de beaucoup d'abus; & le parti qu'ont pris les François dans la gestion de leurs sinances; est sans comparaison plus sage & plus sur.

Nos Rois ont en soin de séparer les différentes sonctions de la sinance. Ils ont réservé le pouvoir d'imposer au Ministère &c aux Conseils: ils ont donné le maniement des deniers aux sinanciers proprement dits; & ils ont attribué le jugement des comptes à des tribunaux de justice réglée:

On sent par ces dispositions que ceux qui reçoivent & qui comptent étant dans la dépendance des conseils & des tribunaux; ont peu d'honorisique & de dignité; & sont réduits à un simple office public qui ne prend d'importance que par les sonds qu'il exige, & par la noblesse avec laquelle on l'exerce. Mais on sent combien ce partage de sonctions prévient d'abus, & quel bel ordre il est capable de produire.

La

La partie qui ordonne en finance étant donc réunie aux conscils du Roi, dont nous avons déja traité, lorsque nous avons parlé du ministére; nous ajouterons seulement ici que le Roi tient un conseil exprès pour l'administration des finances, où font débattus les grands objets qui y sont relatifs, & où sont arrêtés, soit les tailles d'impositions, soit les états de dépenses. Le Controleur général est le Ministre qui propose au conseil les moyens généraux; mais il est seul à les faire executer; & il est seul ordonnateur de toutes les choses de discipline. Les Intendants des finances, & les Intendants des provinces sont les magistrats par lesquels se communique ensuite, & se subdivise le pouvoir de disposer & d'ordonner en finance dans les divers départements.

Nous ne nous étendrons pas non plus sur les tribunaux chargés de faire exercer les régles de la comptabilité; parceque nous les avons suffisamment fait connoitre en parlant de la justice réglée. Nous nous contenterons de faire remarquer combien a été habilement resserée en France la marche des financiers, entre les magistrats qui les ordonnent & les magistrats qui les jugent; & nous allons passer tout de suite aux principes généraux sur les finances, & aux détails de leur administration, objet intéressant

pour quiconque aime sa patrie, puisqu'il s'agit des sueurs de tout un peuple, de ses moyens de subsister en corps de nation, enfin du patrimoine de l'Etat.

La faculté d'établir des impots sur le peuple est une des parties essentielles de la Souveraineté. Elle complette la puissance publique dans les mains du Monarque. Et les Rois assèz grands pour qu'elle leur soit attribuée, avec la distribution des loix, possedent sans difficulté la plénitude du pouvoir souverain.

Il est sans doute inutile de dire que la sinance est nécessaire, & que sans elle on ne pourroit subvenir aux fraix de la chose publique.
Ce sont là de ces vérités trop évidentes pour
être disputées. Envain pour se passer de sinances, voudroit on saire partager le fardeau des
travaux publics aux citoyens. La confusion se
mettroit bientôt dans l'Etat. l'Ordre autant
que la commodité exigent des signes intermédiaires. Il faut de l'or: il faut des espéces
monnoyées: il faut des impositions: il faut
qu'ainsi que de sa personne, chaqun contribue
de sa propriété, de ses deniers. Sans cette
espéce de ciment, tout l'édisce se sépare &
tombe en ruine sur ceux qui l'habitent.

De là il résulte que l'inspection sur les monnoyes d'or & d'argent qui circulent parmi le

peuple, est un des devoirs essentiels du Minifire des finances; parceque la rareté ou l'abondance de ces métaux rend le commerce & l'impôt, ou difficile ou rélaché. Et il est bien inportant d'apprendre à connoître le point juste d'abondance où il est nécessaire de maintenir les monnoyes. Lorsqu'on s'apperçoit que la quantité veut en diminuer, il faut s'opposer à leur sortie, en ranimant les manufactures, & faire enforte que les marchandises nationales priment au plus vite, par leur perfection & par leur bon marché, celles des étrangers, pour fe procurer un folde avantageux. Lorsqu'on sent que la quantité en augmente, il faut que le gouvernement se rende maitre de ce superflus jusqu'a ce que des circonstances pressantes l'avertissent qu'il est tems de le remettre en circulation. Mais loin de nous surtout la methode outrée des anciens Spartiates, qui regardant l'or comme un poison civil, l'avoient banni de leur republique, pour ne se servir que d'une monnoye de fer, si incommode & fi lourde, qu'il falloit des bêtes de somme pour porter quelques deniers. Des précautions aussi étroites, non plus qu'aucune loi somptuaire, ne scauroient jamais convenir à un grand Etat, · fié par un commerce nécessaire avec tout l'univers; & elles ne feroient que l'affoiblir en

augmentent les avantages des peuples étran-

On augmente les impositions publiques, lorsque les besoins publics augmentent; & on les modére, lorsque ces besoin diminuent. Mais la maniere la plus sage de les traiter est de les tenir toujours à un bon point, sauf à reverser le superflus parmi le peuple par des travaux publics. Cette façon de faire refluer les deniers est préférable à toutes les autres : elle est profitable au peuple, honorable au Roi, elle augmente la folidité, la puissance, & la splendeur de l'Etat. C'est ainsi qu'en usérent les Rois d'Egypte, lorsque, livrés à des sistêmes de finances outrés, ils eurent acquis trop de revenus. Ils entreprenoient des édifices immenses, même inutiles, tels que leurs piramides, pour avoir lieu de reverser les finances dans l'Etat, & pour y ranimer l'émulation.

Quoique les Souverains soient maitres de forcer les impots, il est une borne qu'ils ne peuvent passer sans tirannie, sans attenter en esset à la propriété du peuple, & sans se faire tort à eux mêmes. Cet attentat a toujours les suites les plus sunesses, & il est souvent précédé d'un aveuglement qui fait qu'on s'y porte sans s'en appercevoir. Lorsqu'un royaume se livre aux sistèmes sur les impositions, lors-

R 3

qu'un Roi se laisse gagner par un trop grand luxe, lorsque l'ordre & l'économie ne président pas aux dépenses publiques; la nature de ces dépenses étant toujours de s'augmenter, l'on est obligé de forcer toujours davantage les impossitions, & tant qu'ensin cela conduit à ce dernier excès qu'il faut en venir à usurper la propriété des terres que les citoyens ne trouvent plus aucun avantage à cultiver.

Alors il arrive l'une de ces deux choses: ou le Roi repoussé par le cri public éprouve des refus & revient au point d'où il étoit parti en manquant à tous ses engagements: ou le peuple souffrant l'usurpation se soumet à la nécessité du moment, & abandonne la culture des terres à quoi le Souverain est obligé de pourvoir. Dans l'un ou dans l'autre cas l'Etat est renversé de fonds en comble, & il lui faut beaucoup de force de fituation, ou beaucoup de bonheur, pour n'en pas être absolument détruit. l'Histoire moderne nous offre quelques exemples du premier cas. Il sembleroit qu'on entrevoit un exemple du second cas dans les fastes de l'ancieme Egypte, lorsque l'Intendant Iofeph se chargea, sous les Pharaons, de distribuer des bleds aux Egyptiens.

Le danger d'outrer les impots est représenté de toutes parts aux Souverains. Les poètes l'ont l'ont consacré dans la sable du Roi Midas, qui pour avoir tant aimé l'or, & avoir obtenu des Dieux que tout ce qu'il toucheroit se changeat en or, vit ses aliments convertis aussi en or, tromper la saim qui le consumoit, & n'échapa à sa destruction que par une honte éternelle. Cette sable est la leçon des Rois, & doit leur saire vivement sentir que l'impôt a une juste mesure au delà de saquelle la richesse apparente n'est qu'une indigence réelle, & que les vrais trésors d'un Etat sont dans la solidité des sortunes particulieres, & dans la prosperité des samilles.

Par raisonnement inverse il y a aussi des inconvénients à ne point assez lever d'impots. Le relachement dans les impositions livre bientôt le bas peuple à la paresse. l'Agriculture & le commerce ne sont plus menés qu'avec indolence, & l'Etat tombe dans la langueur. Quelques villes d'Italie où l'on ne léve point d'impôts, offrent un exemple de ce vice public: tout y tombe en ruïne: tout y est à l'abandon: l'habitant content d'y satisfaire aux plus simples besoins, se repose dès qu'il a pourvu à ce qui lui est absolument personnel. Tel est le naturel du bas peuple ordinairement peu vertueux. l'Impôt est l'aiguillon salutaire qui le reveille & qui l'excite au travail.

R 4

Dans

Dans l'ancienne Rome on payoit peu d'impots: il y a plus: on y distribuoit souvent des sommes au peuple; mais ces largesses ont été une des causes de la corruption & de la ruine des Romains. Ce besoin de vivre aux dépends des autres peuples, ainsi que la manie des conquêtes, est un principe de destruction, en même tems qu'il est une injustice. Un Etat n'a jamais qu'une existence imparsaite & précaire, s'il ne trouve pas dans lui même les moyens de s'entretenir, s'il ne se soutient pas enfin par sa propre sinance.

Pour que les propriétés roulent avec justice dans un Etat, il est nécessaire que le citoyen travaille toujours pour les conserver ou pour les augmenter. & que celui qui n'a de terre que pour le faire vivre précisement, soit obligé de la vendre ou de travailler pour les autres. Autrement il abuseroit des loix: l'Etat seroit tout pour lui, & lui ne seroit rien pour l'Etat. l'Impot le force à s'executer & à payer par sa personne, ce que sa terre ne suffit pas à acquitter.

Une des principales attentions que le Gouvernement doit aux pauvres est d'obliger les riches à mettre leurs propriétés en valeur pour fournir aux besoins de tous. Le riche qui laisse ses champs sans culture, ou qui les employe à des choses inutiles & purement de luxe, en dérobe les fruits au peuple, & abuse aussi des loix. l'Impôt empêche ce mal. Ce même impôt qui force le pauvre à travailler pour le riche, force aussi le riche à faire vivre le pauvre, & met malgré eux ces deux classes de citoyens dans une dépendance réciproque.

C'est encore par le moyen de l'impôt que les propriétés diminuant toujours, lorsqu'on ne les augmente point & qu'on en consomme tout le fruit, le citoyen dont les besoins vont tou-jours en croissant à mesure que sa famille augmente & qu'il avance en âge, est obligé de s'appliquer à un travail utile selon sa condition, pour parer aux besoins à venir & remplir les vuides de sa fortune. Voila ce qui lie le plus les hommes, ce qui contribue le plus à entretenir parmi les peuples, la force, l'intelligence & la vie politique.

Remarquons surtout que l'habitant sans propriété, paie toujours l'impôt, sort ou modique, dans la même proportion; parceque ne vivant que de son travail il en augmente le prix en raison de ce qu'on lui augmente sa taxe. Il n'y a que les changements fréquents qui soient sensibles aux pauvres. Dans les augmentations ils souffrent, parcequ'ils ne peuvent pas aussitôt se mettre au niveau, surtout dans les campagnes où ils sont dispersés. Dans les di-

R 5

minutions ils gagnent, parcequ'ils retardent toujours le plus qu'ils peuvent à baisser le prix de leurs peines. C'est pourquoi on évite avec foin les augmentations & les diminutions d'impots. Il est trop cruel de faire souffrir le pauvre, & quelquefois dangereux de lui donner fans raison. Il résulte encore de ces considérations que tous ces cris que fait le bas peuple fur les gros impots sont mal fondés; parceque la proposition est en général toujours la même pour lui, & que c'est le propriétaire de fonds fur qui tombe toujours le malaise des surcharges. Aussi doit-il être le citoyen par excellence dans un Etat, celui qui doit jouir de plus de prérogatives & obtenir le plus de confidéto plus for incurrent, see out on ration.

Les impots varient selon les peuples. Cependant on en distingue ordinairement trois
principaux dans un gouvernement régulier:
Le premier unisorme & leger, qui frape sur
les têtes, est dû par tous les sujets de l'Etat:
Le second qui frape sur les fortunes n'est dû
que par les domiciliés, & peut aller sans excès
depuis la vingtieme jusqu'à la dixieme partie du
fruit des sonds du citoyen, ou de ce que son
industrie le met en état de dépenser dans sa
maison: Le troisieme est l'impôt indirect qui
se perçoit sur les objets de commerce & sur
quel-

quelques denrées. Cet impôt ne peut avoir de valeur qu'autant qu'il y a dans l'Etat de grandes villes, où l'industrie régne & où le commerce fleurit. On peut alors le pousser affèz loin en ayant soin d'encourager le négoce & en portant les plus grandes taxes sur les objets de luxe & de superfluité.

Telle est la maniere d'entendre & de raiter l'impôt pour l'avantage d'un Etat & sans tourmenter les sujets; après avoir vû ce que c'est que l'impôt en lui même, considérons le en ce qu'il est par rapport à nous; & nous nous convaincrons que nous sommes à cet égard dans le principe à très peu de chose près.

l'Ancien revenu de l'Etat est le Domaine proprement dit. Il consiste en une grande quantité de terres en valeur qui étoient autresfois le seul revenu du Monarque, & qui suffisioient pour entretenir sa maison. Aujourdhui à l'exception de quelques superbés habitations royales, & de quelques forêts réservées aux plaisirs du Roi, toutes les terres du domaine sont aliénées. Une partie est attribuée aux Princes du sang royal à titre d'appanage, pour revenir toujours à la couronne saute de postérité. Le reste est engagé pour un tems à des particuliers, soit à titre de récompense, soit moyenant une sinance. Mais dans tous les cas

ces propriétés sont réversibles à la couronne, non par une loi fondamentale, car les domaines utiles du Roi n'ont rien de commun avec les fondements de l'Etat, mais par un usage constamment gardé par les tribunaux, qui ont pour axiome que le domaine de la couronne est inaliénable.

Cependant quelques unes de ces aliénations, motivées par un avantage public évident, sont regardées comme solides & ont été consacrées par les tribunaux. En effet la quantité de terres qu'il y a en main-morte dans la France, soit à l'usage de l'Eglise, soit au Roi, exige qu'on en remette dans le commerce le plus qu'il est possible. C'est pourquoi nos Rois s'abstiennent d'en acquérir davantage, & défendent à l'Eglise d'en acquérir. Pour peu que l'abus augmentât, les acquifitions deviendroient trop difficiles pour les citoyens: l'émulation s'éteindroit d'autant plus, & les impositions manqueroient d'objets.

Dans le domaine sont compris certains droits de controle à lever sur tous les contrats de propriété qui se passent entre particuliers. Ces droits sont regardés comme domaniaux, parceque le Roi est censé devoir concourir à toutes les transmissions de propriétés en qualité de Seigneur de la France. Au reste le

Das

Domaine est une propriété royale & non un impôt.

La capitation est en France le premier des impots. Son nom qui vient du latin annonce qu'on le paye pour sa tête, c'est à dire, pour la sureté de sa personne même. Tout regnicole àu dessus de vingt ans devroit payer la capitation; & pour que cet impôt fut traité felon son espèce, il faudroit qu'il fut mediocre, fixe, & le même pour tous: parceque quant à son application, le contribuable n'est envisagé que comme seul & détaché de tout ce qui peut l'élever ou-l'abaisser. Un Duc & un ouvrier ne devroient pas plus payer l'un que l'autre; parcequ'ils ne forment chacun qu'un individu dans l'Etat. l'Usage contraire à prévalu: on taxe chacun felon fon rang ou fon étalage: & on joint à cet impôt ce que la jouissance des propriétés fictives dérobe à l'impôt territorial. On ne craint pas de dire que l'asfiette n'en est pas très bien conçue, ce qu'un bon tiers de la France, soit privilége, soit fraude, trouve le moyen de s'y soustraire.

l'Impôt de la seconde sorte chèz les François frape sur les choses, & il se perçoit sous le nom de vingtieme, soit sur les fruits des immeubles des villes, soit sur les fruits des terres nobles, soit sur les fruits de l'industrie. Dans

les campagnes il s'étend sous le nom de tailles sur les fruits des fonds en roture, & sur les fruits de l'industrie des domiciliés. Nous sommes encore obligés de dire ici qu'on n'a point arrêté de bonne sormalité pour assevir cette essecte de taxe. Elle est faite très inégalement, & quoiqu'elle ne soit point dans sa juste valeur, même à la prendre sur un taux modéré, elle se trouve souvent forcée à l'égard de quelques particuliers. Les citoyens intermédiaires paient seuls cet impôt convenablement: tandis que les petits & les grands sont presque toujours hors de mesure, les premiers en payant trop, & les autres trop peu.

C'est un mot de convention que le nom de vingtieme donné en France à l'impôt qui se perçoit sur les fruits des propriétés ou de l'industrie; car il n'est jamais levé qu'à raison du trentieme. Lorsque dans les besoins publics on double & on triple le vingtieme, cette surcharge produit alors tout au plus un dixieme. Il seroit en esset injuste de pousser cet impôt à son taux, soit parceque les propriétés sont sujettes à beaucoup de pertes & d'avaries, soit parce qu'elles sont tachées de beaucoup d'autres redevances soncieres, soit ensin parce que l'impôt indirect dont nous allons parler, supplée d'une manière moins dure

à ce qui pourroit être exigé sur les sonds. Les taillables seuls sont portés à un taux plus sort, parceque vivant dispersés dans les campagnes, ils ne sont presque pas atteints par l'impôt indirect.

Pour connoitre en France la portée juste de l'impôt direct sur les propriétés, il seroit nécessaire que ces mêmes propriétés fussent réglées par des loix simples qui les rendissent plus franches & plus nettes, & qui s'opposassent d'avantage à cette complication de droits qui les brouillent. On ne sçauroit mesurer ce que peut contenir un vase qui se trouve percé dans tous les sens. Les propriétés n'étant point liquides de leur nature, & les loix donnant trop de facilité pour les entacher, à peine un citoyen commence-t-il à acquérir, que le voila embarrassé dans ce dédale qu'on nomme les affaires. Comment juger de ses moyens dans cette obscurité & dans cette gêne? Lorsque nous parlerons du commerce, nous reviendrons sur cette consusion qui n'est pas moins funeste aux particuliers qu'à l'Etat.

Notre troisieme espéce d'impôt est l'impôt indirect qui comprend les droits d'entrée & de sortie, perçus sur les denrées aux portes des grandes villes, ceux perçus à l'entrée du Royaume sur les marchandises qui s'importent &

s'exportent, les droits sur les postes, les messsageries, & tous les objets dont le Roi s'estréservé la vente, tels que le tabac & le sel.

Quoique l'impôt indirect puisse être traité encore plus nettement que nous ne le traitons, c'est cependant celui que nous avons le plus persectionné, & il est seul dans toute sa valeur. Après que le Roi en a arrêté dans son conseil les masses générales, il en abandonne ordinairement la perception à titre de ferme, à cette sorte de financiers, si connus ehèz nous sous le nom de Fermiers généraux. Ils exercent les droits du Roi sous les yeux du conseil qui conserve toujours son autorité & son inspection sur leurs opérations; & les citoyens ont contre eux le recours des tribunaux que nous nommons Cours des aides, & dont nous avons déja fait mention.

Il seroit sans doute contraire au droit public de mettre en serme les impots dirècts, quelques précautions qu'on prit pour lier les sermiers; parceque le Roi est seul compétent pour saire contribuer un citoyen dans sa chose, & qu'il ne peut transmettre ce droit suprême à qui que ce soit, ni le rendre l'objet d'aucun marché. Mais l'impôt indirect ne frapant, ni sur les personnes, peut être

être mis en ferme sans blesser aucun principe. Et l'intelligence, l'économie, l'ordre que les fermiers sçavent mettre à sa perception, justissie bien le parti qu'a pris le gouvernement à cet égard.

Nous nous abstiendrons de parlet des provinces qui ont conservé leurs anciennes assemblées d'Etats & qui traitent avec le Monarque pour se repartir ensuite elles mêmes les impôts. Cette révoltante exception est peut-être ce qui s'oppose le plus à ce que nos Rois établissent sur les impôts des règles générales, utiles aux peuples. Si c'est pour payer plus que les autres, que les provinces d'Etats sont jalouses d'exercer leur prérogative: ce soin est fait pour géner le Roi dans sa bienfaisance, autant que dans sa Souveraineté: Si c'est au contraire pour payer moins, quel étrange privilége à reclamer, que celui de contribuer moins que les autres aux charges publiques: & de quel front ofer l'exercer devant le reste de la nation? Mais il le faut dire, il le faut repéter. Les pays d'Etats sont un désordre, non seulement par raport à la nation; mais encore par raport à eux mêmes. Le peuple n'y a aucune voix, n'y prend aucune part. Les députés y cachene sous le vain appareil de leurs assemblées mille

cabales, mille petits intérêts; & l'on y mêneroit peut-être les choses plus loin encore,
s'il n'y avoit pas dans l'Etat vingt-quatre autres provinces toujours prêtes à les démentir.
Sans doute qu'il conviendroit que nos Rois
achevassent d'abolir les Etats provinciaux, &
ce ne seroit pas un des moindres pas que leur
autorité auroit fait vers le bon ordre; mais ce
qui conviendroit d'avantage, c'est que les pays
d'Etats se remissent eux mêmes entre les
mains du Roi comme les autres provinces.

A l'égard du projet tant de fois proposé des assemblées provinciales à établir pour la répartition des impôts, nous ne chercherons pas même à l'examiner. La premiere vue le présente si bien comme un renversement absolu de notre gouvernement, qu'il n'y a personne, qui n'apperçoive quelles en seroient les fâcheuses suites. On ne voit dans toutes les précautions qu'on a proposées pour en déguiser les inconvétients, que les efforts de la perfidie ou de l'ignorance qui se travaillent pour rendre supportable au gout un bruvage empoisonné. On n'a jamais proposé de substituer à une administration nette, une administration embarraffée, à un gouvernement simple; un gouvernement compliqué, à l'unité de l'autorité, la confusion des ordonnateurs, à la voix publique,

que, la voix particuliere & partielle. On peut fans doute hair les monarchies & n'être émerveillé que des gouvernements ariftocratiquest
cela dépend des idées qu'on s'est formées, de
la sorte de vanité ou d'ambition à laquelle on
s'est livré; mais il faut alors ne rien déguiser,
ne point proposer de projet voilé, porter ouvertement une nation à se laisser lier par des
magnats & inviter clairement un Roi à abdiquer la souverainité.

Outre les impôts les Rois de France ont encore des ressources de finances, dans le prix des offices qui tombent dans leurs revenus ca-fuels, dans d'autres redevances d'un détail trop particulier pour pouvoir trouver place ici, & dans les emprunts de toutes les fortes.

Ces moyens sont extraordinaires & peuvent souvent être abusifs. Ceux qu'ont sourni les revenus casuels ont été rarement heureux. On s'y est trop souvent porté à créer des offices onereux aux peuples, & à en multiplier quelques autres sur lesquels le bon ordre eut exigé plus de retenue. l'Excès des emprunts en rentes viagéres a eu aussi ses inconvénients. H'ont dégouté de la possession des terres & de leur culture, & ils ont appauvri par opposition les propriétaires sonciers, à qui il faut au contraire menager toujours des avantages. En-

fin l'excès des emprunts en effets royaux au Porteur a eu aussi de fâcheuses suites, celle d'abord de donner trop de facilités aux placements à intérêts, & de trop accoutumer le peuple à l'usure, celle d'outrer les propriétés sictives, & celle de mettre la reputation de la finance à la merci des intrigues des agioturs.

Nos plus fages Ministres usent bien quelmefois de ces moyens, mais ils les employent voujours avec beaucoup de reserve & de sobriété, & ils s'en gardent d'autant plus qu'ils sont en effet plus faciles. Car enfin la confiance qu'un Roi de France est fait pour inspirer à la nation & aux étrangers, au dehors & au dedans, est si grande & si visiblement fondée qu'il ne faut pas douter que tout office créé n'y trouve des acquereurs, que tout emprunt public n'y soit bientôt rempli. Ce ne sera pas par le crédit du Ministre que ces moyens reusfiront, & il n'y aura jamais qu'un insensé qui pourra s'en attribuer le mérite, mais ce fera par la solidité, la richesse & les ressources de l'Etat.

Au reste on répéte qu'il n'y a point de moyen dont on doive user avec plus de retenue. Celui des emprunts surtout n'a que des succès d'un moment, & la géne qu'il produit est un mal long & difficile à guérir. Car enfin le produit d'un royaume n'est qu'un usufruct, & le fonds ne peut jamais entrer pour rien dans le mouvement de ses sinances. Lorsqu'on a eu le malheur de se livrer aux grands emprunts, on n'a plus d'autre moyen d'en sortir que de continuer d'emprunter, jusqu'à ce qu'on se soit liquidé en observant de payer chaque année au delà de ce qu'on emprunte. Et ce travail peut durer toute une génération. Sans doute qu'on a droit de repartir sur plusieurs années un fardeau qui accableroit en l'imposant tout à la sois, mais il devient à la fin injuste de ne vouloir rien supporter dans les moments pressants, où il faut se montrer, & de rejetter ainsi la gène entière sur la postérité.

Du produit des trois grandes sortes d'impôts & des autres inventions siscales, est composé le denier royal, qui est vraiment immense & presque incalculable. En y comprenant tout ce qui est produit public, qui en fait en esset partie, comme les octrois qu'il est permis aux communautés de lever pour leurs dépenses particulieres, & les revenus des biens en mainmorte, soit au domaine, soit aux villes, soit à l'Eglise, la totalité peut en être estimée annuellement à environ neuf cent millions de france ou livres, l'argent étant à cinquante francs le marc. On doute qu'il existe au monde un gouvernement

qui ait sur lui même une pareille force motrice rélativement à son étendue.

On s'est avisé de publier depuis quelques années des tableaux détaillés des recettes & des dépenses du Tréfor royal. Ces comptes rendus par l'impéritie & par la témerité, ou sont inexacts en eux mêmes, ou le deviennent par le simple laps du tems & par le changement naturel des choses. Aussi en état d'en donner que qui que ce puisse être, nous ne croyons pas devoir le faire, non pas parceque le Souverain ne le permet point, car des Souverains aussi grands que les notres permettront toujours tout à cet égard, mais parceque personne ne doit, ni le leur proposer, ni l'entreprendre pour eux: parceque chercher à exciter une curiosité inquiète sur cet objet délicat feroit vouloir interrompre ce lien de confiance & d'amour qui attache si puissamment le Roi de France à fon peuple, & le peuple François à son Roi.

Un événement aussi extraordinaire pour les François, que la publication de ces tableaux de sinance, a bien d'abord piqué leur attention; mais l'effet de la réslexion a été de les rejetter avec mepris, & de condamner l'audace de ceux qui les avoient tracés. Il répugne infiniment à la politesse Françoise de recevoir de

de pareils comptes. Il implique de scruter avec désiance les actions de celui qu'on hornore avec éclat. Le plus grand frein du Monarque est sans doute la confiance sans bornes de ses sujets. La soumission & le respect du peuple sont un garand suffisant de la retenue & de la circonspection du Prince. Tout autre moyen seroit trop bas & trop offençant pour tous deux, blesseroit trop la délicatesse & l'honneur national. Et où pourroit-t-on donc en esset se flatter de trouver de la générosité sur la terre, si l'on ne la voyoit pas regner dans les procédés d'un peuple libre envers un Monarque adoré?

Quoi donc? Des comptes rendus à la nation! mais elle n'en a jamais desiré: mais rien n'est plus vain, rien n'est plus susceptible d'appus. Il peut s'y glisser sans dessein des erreurs: la sottise peut les falsisser. Dans ce cas quel personnage à faire pour le Roi qui les rend, quelle peut être la situation du peuple qui les reçoit? Non, le François ne veut rien sçavoir de particulier sur l'emploi des sonds qu'il sçait bien qu'il doit sournir à la chose publique. Une armée redoutée, un Etat storissant, un gouvernement bien monté, de Magistratures dignement remplies, une cour d'honnêtes gens, de grandes négociations, de hauts

faits, voila tout ce qu'il aime qu'on lui montre. Malheureuse la nation qui sera obligée de calculer avec son gouvernement l'emploi des subsides qu'elle lui paye. Malheureux le Roi qui ne sçachant point condilier ce qui convient à sa magnificence, avec ce qu'il doit à l'économie publique, se sera mis dans le cas de compter avec ses sujets. Bénissons notre destinée d'être au dessus d'un pareil commerce, de désiance d'un coté, de l'autre d'abaissement; & laissons sans regret l'examen des comptes publics aux compagnies chargées de faire exercer à cet égard les sormes & les régles convenues.

Tout le produit des impositions réuni dans les mains du Monarque, reslue ensuite vers le peuple, par les dépenses que le Roi sait pour sa maison, par les émoluments qu'il attribue à toutes les sonctions du gouvernement, par les strais & l'entretien des troupes, par les graces qu'il distribue pour encourager ou pour récompenser les citoyens qui se dévouent au service de l'Etat, par le paiement des intérêts & des capitaux de la dette de l'Etat, ensin par les travaux publics, l'établissement ou l'entretien des grands monuments.

On n'entend parler de nos jours que de l'économie qu'il est désormais necessaire d'appor-

ter dans les dépenses publiques. On se récrie fur la masse enorme des graces qu'on répand. On met en opposition une pension avec les tailles de plusieurs villages qu'elle abforbe. Qu'il y ait eu de l'excès dans quelques dépenfes; c'est ce que nous ne croyons pas; & nous ne voulons ni nous en informer, ni en informer les autres. A l'égard des rapprochements entre le produit d'un bourg pauvre & telle ou telle grace, il faut en faire sentir tout le faux. Il faut faire remarquer que chacune de ces choses doit être décidée par le principe qui la régle, & non par aucun rapport entre elles. Le bourg pauvre doit contribuer felon ses moyens aux dépenses publiques, & les graces doivent être fixées selon la justice des motifs qui les font réclamer.

Au lieu de ces déclamations faites pour tout embrouiller & pour tout aigrir, tachons de montrer ce que c'est en effet que l'économie que l'on doit desirer dans un Roi. Car l'ér conomie en général, celle qui fait accroitre les biens d'un pere de famille, n'est point l'économie politique qui convient à un Souverain. Une parcimonie qui interromproit la circulation, ne seroit point pour lui de l'économie; de même qu'une distribution complette des finances, faite fans mesure & sans régle, ne seroit point de la générosité. l'Economie d'un Roi est l'ordre, la justice, & l'intelligence, appliqués à l'emploi des deniers publics. Economies royales, & dépenses loyales, a dit Sully, sinon avec gout du moins avec sens. Telle est la devise éternelle de nos sinances. Il faut que l'économie n'y ait rien que de grand, la dépense rien que de légitime, & que l'Etat y sournisse tout ce qui est necessaire à son existence & à sa bonne discipline.

Et en effet les impositions, l'argent, sont un moyen du gouvernement, mais ils n'en sont pas le but. C'est pour maintenir l'ordre qu'un Prince est établi, & non pour se procurer du gain. Ce n'est pas ce que peut produire, ou ce que peut coûter un projet, qui doit le faire admettre ou rejetter, c'est son utilité dans la chose générale.

On n'avoit point fait assez d'attention à cette vérité, lorsque l'on avoit diminué le nombre des offices de comptabilité, & que l'on avoit mis dans la main d'un très petit nombre de personnes le maniement de toutes les finances du Royaume pour épargner des appointements & des taxations. Le risque qu'ont couru les fonds publics, & le desordre dans lequel étoient prêts à tomber les comptes de l'Etat a bientôt fait sentir tous les abus & tous les dangers de ce sistème. Heu-

Heureusement on n'a point persisté, & l'on est promptement revenu à la multiplicité des comptables. La régle invariable à laquelle le gouvernement François paroit s'être fixé, est d'avoir dans cette partie ainsi que dans les autres, une hierarchie qui donne de la force & en même tems de la sureté au service, de partager les emplois de sorte que la comptabilité de chaque officier ne passe point ce que peut garantir la fortune d'une famille opulente & jalouse de son honneur, de mettre ces officiers dans la dépendance les uns des autres de maniere qu'ils s'éclairent & se surveillent mutuellement, & enfin de distribuer chaque district fi bien, qu'un homme laborieux puisse facilement en suivre tous les détails, & soit inexcusable de n'y être pas toujours en bon ordre.

C'est ainsi que chaque bourg a son collecteur, chaque election son receveur particulier, & chaque intendance son receveur général, & que tous ces comptables vont verser leurs sonds chèz le Garde du Trésor-royal. Il en est de même des impôts indirects, & de toutes les redevances vagues, qui ont leurs receveurs particuliers & généraux & qui vout toutes aboutir de la même maniere dans les cossres du Roi.

La dépense a de même ses payeurs. Tous les

les objets du même genre réunis, comme la maison du Roi, la guerre, la marine, les batiments, les ponts & chaussées, les rentes, ont leurs Trésoriers généraux dont la comptabilité se subdivise ensuite sur des Trésoriers particuliers, lorsque le service l'exige.

Pour alléguer encore les charges de tous ces comptables, on a imaginé de les doubler; de sorte que l'un ayant l'exercice de l'année paire, l'autre celui de l'année impaire, chacun jouït à son tour d'une année de repos qui lui sert à mettre ses états en règle. Malgré cette précaution, il y a des comptabilités si considérables, & tellement indivisibles comme celle du Trésor-royal, qu'un Officier sage n'ose jamais les gérer plus de dix ou de douze ans, & n'a pas trop ensuite du reste de sa vie pour rendre ses comptes & pour obtenir ses décharges.

Tous les jours l'administration des finances acquiert plus de perfection & plus de netteré.

Tous les jours les déprédations y deviennent plus difficiles, & la gestion des comptables y est plus éclairée. Il est impossible de reduire d'avantage les émoluments des receveurs généraux; & les gains des fermiers généraux font aujourd'hui parsaitement connus & circonscrits. Cette haine que des gens prévenus ont pour les grandes fortunes des financiers est aujourd.

jourdhui bien injuste, puis qu'il est devenu impossible d'acquérir ces biens énormes dans les finances, & qu'au contraire un citoyen ne peut plus s'y présenter qu'avec une fortune de plusieurs générations acquise dans le commerce ou dans les affaires. Les financiers sans doute s'enrichissent avec le Roi, parceque tous médiocres que sont leurs produits la vaste étendue des affaires publiques les rend considérables par la multiplicité. Les financiers s'enrichisfent parcequ'ils ne sont astreints à aucune dépense de représentation. Ils s'enrichissent parceque rien n'égale l'accroissement d'un grand bien sans cesse augmenté par de forts revenus, mis en reserve, & par du travail. Mais on ne peut plus faire aujourdhui ce qu'on appelle une fortune dans nos grandes charges de finances.

Le dernier abus qui reste à corriger dans le maniement de nos deniers publics, & qui n'est plus entretenu par nos financiers, mais par leurs sous ordres & par leurs caissiers, c'est la manie, de tourmenter l'argent, l'envie de faire valoir les deniers des recettes, en un mot l'usure.

Si l'usure qui porte sur le commerce est condamnable, comme nous le démontrerons en parlant du commerce, celle là est sans doute plus odieuse encore qui est faite par le moyen des deniers publics sur les deniers publics mêmes. Et telle est l'usure des caissiers qui avec les sommes dont ils sont dépositaires, acquiérent de cet esses circulants dont le Roi paie l'intérêt, & dont il doit le sonds. Celle-ci est un vrai crime d'Etat; & c'est de là que naissent en France toutes ces fortunes si subites, si honteuses, si criantes, par lesquelles on voit trop souvent s'éléver aux honneurs les hommes les plus vils, & qui sont gronder de toutes parts le mérite & les talents.

Cet abus vient de ce que les paiements des caisses sont mal controlés, de ce qu'on leur fournit toujours les deniers nécessaires pour faire le fervice, sans se faire rendre un compte affez severe, des parties non réclamées, ou des parties arrierées qui font toujours nombreufes, & de ce que les deniers de toutes les grandes caisses ne sont suivis qu'avec beaucoup de négligence & de préoccupation. Le Controleur général est trop souvent obligé d'employer pour surveiller la comptabilité, des protégés, des gens de néant, qui dépourvus de ces grands talens qui fixent dans les places, occupés uniquement à faire fortune, veulent tenir tout dans les mains & s'appliquent à repandre de l'obscurité sur tout, pour se rendre nécessaires & pour durer plus longtems. Cet abus vient de ce qu'on récompense les sousnd-.20 m

administrateurs qui ont surveillé la comptabilité des financiers, par des places de finances. Ce qui les engage toujours trop à traiter favorablement des gens dont ils ont l'esprit de partager la fortune. On ne sçauroit trop tôt remedier à cet abus & apporter trop d'attention dans le controle des deniers publics. Le titre même du Ministre des finances lui dit que ce controle est une de ses fonctions les plus instanres. Loin de le concentrer dans une seule personne, un grand nombre d'hommes choisis devroient être tous également chargés de suivre la situation de toutes les caisses, de l'aller vérifier inopinément & d'en rendre compte au Controleur général. Le concours de plusieurs amène nécessairement dans les choses délicates de la probité, de l'ordre, & des lumieres. On craint toujours plus d'être malhonnête homme ou negligent devant un nombre de personnes. La situation des caisses ne scauroit jamais être un secret. Des qu'elles seront inspectées plus autentiquement, les agiotages des caissiers, ce dernier des abus de nos finances, disparoitra bientôt de la capitale.

Dans un siècle où toutes les sciences sont cultivées & qui semble amener le dévelopement & la découverte de toutes les vérités, il est inoui ce qu'on a osé dire sur les si-

nances, & la maniere dont on a présenté la perception des impôts. Les uns, pour flatter le peuple & s'attirer son suffrage, l'ont peint comme accablé fous un fardeau qui excéde ses forces, & ne l'ont voulu faire envisager que comme un objet pressant de pitié & de grace. Les autres, sans cesse occupés à proposer au gouvernement de nouvelles furcharges, ont fans doute cru pouvoir persuader que les moyens du peuple François étoient inépuisables. On voit autant d'aveuglement que de mauvaise foi dans ces deux sistèmes. Loin de flatter les gémissements de ceux qui se font une habitude de se plaindre, on doit seur fermer la bouche, en leur montrant la légitimité de l'impôt, & combien il y a de bassesse à vouloir se soustraire à ce service patriotique. Quant aux projets d'augmentation, tout ce qu'on doit faire observer à cet égard, c'est que s'il est encore possible de porter plus haut les contributions des peuples, ce ne peut plus être qu'en abolissant des priviléges, en mettant de l'égalité entre les contribuables, & en augmentant, ou en dévelopant, les moyens de certains ordres de l'Etat & de certaines provinces. Car il y en a qui paient beaucoup, qui pourroient payer encore davantage, parceque toutes les ressources de l'Etat leur

leur sont prodiguées; & il y en a qui payant peu, paient encore au de là de leurs sorces, parceque le gouvernement ne sournit pas assèt de moyens à leur industrie, & de débouchés à leurs cultures.

Sans doute que l'administration des finances présente dans l'affiete & dans la levée des impôts, encore beaucoup d'améliorations à faire; & la difficulté n'est pas de les concevoir, mais de trouver les moyens de les opérer. Ce sont les tems, les hommes, les circonftances, qu'il faut sçavoir consulter pour les entreprendre. Avant qu'on se fut vanté d'avoir suggéré des projets de bienfaisance au Gouvernement, le Gouvernement avoit prévu tout le bien qu'il y avoit à faire. Il a executé tout ce que de justes ménagements lui permettoient de tenter. Ses progrès passés nous sont garands de ceux qu'il doit faire encore. Il prépare dans le silence ses utiles travaux, & ne les consomme que lorsque la sagesse qui le guide lui en marque le juste moment. Nous ne chercherons donc point ici à prévenir ses desseins en disant ce que d'autres ont déja pensé, & en propôfant des améliorations qu'il a lui même concues, & dont il est trop juste que le mérite entier reste à ceux qui doivent les executer.

Après avoir parcouru les cinq fortes de Magistrature entre lesquelles le Roi partage, soit activement, soit passivement, l'exercice de l'autorité publique qui réfide entiere en lui, nous allons jetter les yeux sur l'agriculture & fur l' commerce qui forment dans tous les tems le fonds de l'Etat. l'Agriculture & le commerce, objets des soins des citoyens de tous les ordres . follicitent aussi bien instamment les foins du Gouvernement, soit pour leur procurer des secours, soit pour en écarter les obstacles, soit pour en modérer les excès.

En comparant un Etat à un corps vivant. on peut dire que le Gouvernement en est la tête, où siégent les esprits animaux & l'intelligence qui veille à la confervation du tout, que les ordres de Magistraturess en sont les nerfs, lesquels partant du cerveau, reçoivent, portent, & rapportent les impressions du sentiment dans les différents membres. pour les mouvoir selon la volonté du chef, que l'agriculture en est le sang, qui a son siège principal dans le cœur, & qui, en se répandant par tout ce vaste corps, le foutient. le répare & le vivisie, & que le commerce en est la partie musculeuse, qui opére par sa force & par fon embonpoint tous les mouvements nécessaires à sa conservation.

Sans doute qu'une comparaison ne prouve fien; mais elle sert, quand elle est juste, à rendre les idées abstraites plus claires & plus sensibles. Nous trouverons en suivant celle ci, que si lorsque le sang est vicié, ou que les muscles perdent leur mouvement, les animaux souffrent & dépérissent; de même, dans les corps politiques, lorsque l'agriculture languit ou que le commerce se rallentit, l'Etat se ruine & se dissout. On ne peut porter atteinte à l'une de ces deux parties que l'autre aussitot n'en souffre, & que tout le corps politique n'en soit ébransé.

Cependant un bon fang est l'esset d'une bonne constitution, & l'intelligence du ches n'y peut rien que de l'entretenir dans sa pureté par le bon choix des aliments qui le renouvellent & en savorisant les mouvements des muscles qui lui procurent ces aliments. De même un territoire sertile est l'esset d'une heureuse position; & pour y faire sleurir l'agriculture, il résulte que c'est surtout le commerce que le gouvernement doit y favoriser. C'est sur cela qu'ont porté toutes les dispositions de Colbert, un de nos plus grands Ministres, dispositions trop peu estimées adjourdhui, où l'on se plaint d'avoir encore des terres en friche, sans observer que ce sont les mouvements

du Commerce qui ont fait sentir ce vuide, & qui en agitant toutes les forces de l'Etat, l'ont invité à faire valoir toutes ses ressources. Car ce sera bien envain qu'on augmentera la somme d'agriculture; si l'on ne prépare pas dequoi la consommer: on n'aura jamais par l'agriculture qu'un embonpoint mort, une abondance superflue, stagnante & vaine, si l'on ne commence par faire remuer le Commerce.

Un des premier soins que le gouvernement doive au commerce, est de lui ménager un point central dans l'Etat, un lieu qui lui serve de foyer; c'est à dire de tâcher qu'il y ait une ville ou assez de peuple soit rassemblé pour que l'industrie s'y entretienne, s'y excite, s'y échauffe, s'y perpétue; pour que toutes les différentes ressources des arts s'y rassemblent & y concourent à un même fin; pour que l'intelligence y trouve tous les genres de secours qui peuvent favoriser ses essais. Les mécaniques, les usines, les manufactures de toutes les sortes, réunies dans un même centre, se prêtent des moyens les unes aux autres. l'Emulation devient plus grande dans un plus grand rapprochement. Les communications & les débouchés y sont plus faciles: les ouvrages s'y perfectionnent d'avantage; & le commerce de manufactures est comparable à la poudre inflammable,

mable, qui étant réunie a beaucoup de force & d'action; mais qui perd tout son effet, lorsqu'elle est divisée & dispersée sur la terre.

Pour pouvoir donner de la folidité & de la fuite à un pareil établissement, il faut lui choifir une belle fituation, l'embellir encore par les arts, l'orner de monuments, de forte que les habitants puissent s'y plaire & se contenter de leurs murs & de leurs foyers. Il faut éviter les ports de mer, où la facilité de la navigation détourne trop de toute autre industrie. Il convient d'éviter également les capitales, où le service des grands offre plus d'avantages à la lacheté, que le travail n'en offre ailleurs à l'activité & à la vigilance. Il faut avoir soin d'y faire abonder les denrées, & de les y tenir à des prix bas. Il faut encore tâcher d'y maintenir des mœurs simples & de l'égalité. Enfin il importe d'y entretenir des maisons publiques, pour nourrir & éléver les enfants des pauvres ouvriers, & les retirer eux mêmes dans leur vieillesse. Ces secours sont d'autant plus nécessaires dans une ville peuplée d'ouvriers qu'il n'est que trop ordinaire à cette espéce d'hommes de vivre sans soins de l'avenir; mais comme ils font utiles à la patrie, c'est à la patrie à suppléer à une inattention qui est peut être inséparable de leur Etat.

C'est

C'est par le concours de toutes ces dispositions que l'on a vu, il y a quelques siècles, le commerce de manusactures se faire un centre en Italie dans la ville de Florence, loin des capitales & des ports de mer, que l'on voit aujourdhui ce commerce, dans les Etats du Turcs, s'éloigner de Constantinople pour se porter au grand Caire, & qu'à la Chine Nankin est pour ainsi dire la capitale commercante, tandis que la résidence du Roi est à Pekin.

C'est d'après ces principes que Colbert avoit établi dans la ville de Lyon le centre du commerce de manufactures de la France, & le point de ralliement de toutes les fortes d'industrie. Cet établissement, loin de diminuer, comme il menace de faire, peut encore avoir des succès plus grands que par le passé, si le gouvernement y donne les soins convenables, si l'on est attentif à n'y pas outrer l'impôt indirect, si l'on observe d'en affranchir les màtieres premieres des manufactures, & si l'on ne perd pas de vue que l'ayantage d'une ville de commerce n'est point l'impôt qu'elle produit, mais la population qui en résulte, les consommations de l'agriculture, les sommes qu'elle fait refluer vers cette partie de la chose publique, & enfin le solde avantageux qu'elle soutient dans le commerce avec l'étranger.

Aucune personne un peu instruite n'ignore aujourdhui que le grand moyen d'empêcher les matieres d'or & d'argent, & les espéces monnovées de fortir de l'Etat, est de se procurer dans le commerce qu'on fait avec les nations étrangéres un folde avantageux. Nous appellons ici folde ce qui résulte en espèces des marchandifes que l'on échange: & l'on entend facilement que ce solde varie; c'est a dire que lorsque ce que l'on fournit à l'étranger est égal à ce que l'on en reçoit, il fort & il rentre la même quantité d'espèces, & il n'y a ni avantage ni défavantage dans le folde; que lorsque ce que l'on fournit est plus considérable que ce qu'on retire, il doit rentrer des espèces monnoyées de l'étranger pour payer cet excédent, & qu'alors le folde est avantageux pour nous; & qu'enfin lorsqu'on retire plus de choses qu'on n'en donne, il faut payer le surplus à l'étranger, & nous sommes obligés alors de payer ce solde avec nos espéces, ce qui est desavantageux & ruineux.

Cependant cet effet du commerce est bien réel quant au fonds des choses & quant au raifonnement; mais quant à l'application il n'est jamais absolu. Parceque le solde peut être filé à l'infini par le commerce lui même, tandis que les espéces peuvent être soutirées, ou retenues pendant ce tems, par des loix prohibitives & par d'autres moyens; & ce solde peut être à la fin rendu illusoire pour la nation à l'avantage de laquelle il est, par une guerre malheureuse ou par des banqueroutes multipliées.

On a publié depuis peu de tems des choses bien extraordinaires sur la balance de notre commerce, & fur fon folde avec l'étranger. On a dit que nous fournissions tous les ans pour deux cent millions de valeurs aux nations étrangéres, & que n'en retirant que pour cent soixante dix millions, nous avions toujours un solde de trente millions de francs à notre avantage. Nous ne voulons point nous montrer si instruits, ni enfoncer le lecteur dans de pareils calculs. Occupés à déveloper les principes généraux, & à présenter leurs rapports avec nos formes, nous nous étendons sur les avantages & sur les inconvénients de nos usages & de nos établissements, qui est ce qu'il importe en effet au public de connoitre, pour que chacun puisse éclairer sa conduite & ses opinions; mais nous croyons que la connoissance des effets particuliers, appartient uniquement à l'administration active, & qu'il ne convient à personne d'en divulguer certains réfultats.

Que s'il étoit en effet vrai que nous eussions tous

297

tous les ans sur les nations un solde de trente millions de Francs à notre avantage, il est certain que la cumulation des tems nous rendroit bientôt maitres de tout l'or du monde, qui ne ressortiroit plus de nos mains. Un gain pareil publié parmi les peuples, nous devoueroit éternellement à leur jalousie, à leur désiance, à leur inimitié, à leurs incursions; & nous sinimitions nous mêmes par être embarassés de cette surabondance de richesses.

Mais ce qui se passe chèz nous & chèz les nations voisines démontre-assez la fausseté de ce prétendu solde à notre avantage, & prouve bien que loin que nous ayons une préeminence constante sur les autres Etats, il faut au contraire toute notre surveillance, toutes nos ressources, toute la faveur de notre situation, pour rester en équilibre avec les Anglois, les Hollandois, les Italiens & les peuples de l'Asse, rélativement au commerce de manusactures.

La vérité est que les avantages qui en résultent sont très variables, par la propre nature du commerce, & par les événements politiques. l'Inde est le seul pays du monde qui en air presque toujouts jouï sans interruption. Abondant en tout ce que la terre ne sournit ailleurs que partiellement pour les besoins des hommes & pour les instruments des arts, habité par le

T 5

peu-

peuple le plus frugal & le plus laborieux qui existe, fréquenté par toutes les nations qui ne sçauroient se procurer nulle part à si bas prix de si précieuses fabrications, ce pays receuille nécessairement toutes les richesses pécuniaires du monde, qui sont ensuite remises en circulation d'époque en époque, par les dévastations des conquérants qui les convoitent.

Pour nous, loin de nous reposer sur le solde avantageux dont ou nous slatte, c'est à nous à redoubler nos soins pour conserver & pour augmenter notre industrie; asin de nous maintenir dans l'égalité, & de ne point nous laisser primer par des nations, dont nous voyons que tons les efforts se dirigent aujoudhui vers ce but.

Il est certain qu'un Etat qui viseroit à se procurer constamment sur les autres nations du monde un solde aussi avantageux que celui qu'on nous attribue, ne seroit pas moins odieux, & peut-être par moins injuste qu'un Etat qui voudroit être conquérant par sa constitution. Ce ne sera jamais là le but d'un gouvernement sage, ni l'ambition d'un peuple genereux. Se soutenir dans son rang, donner aux autres avec plaisir & en recevoir avec mesure, ne point empiéter sur l'avoir d'autrui, mais conserver chèz soi une abondance constante & bien, garan-

garantie, jouir en tout parmi les puissances, d'une égalité redoutable, tel est en même tems le sort, le caractère, & la politique de la France. Et jamais l'esprit qui l'anime ne lui sera chercher d'autre avantage dans le solde de son commerce, sinon celui de ne l'avoir pas à son détriment.

Nous avons vû ci devant qu'il falloit seçourir les petits dans les établissements de commerce; mais il n'est pas moins nécessaire d'y accorder des distinctions aux riches & de protéger les négociants. La profession de négociant est noble & utile. Elle exige de l'éducation, de la fortune, de l'intelligence, de l'activité, & quoique le gain en soit l'objet, il faut cependant y apporter du desintéressement & de la générosité. Le négociant expose ses richesses dans le commerce & n'en retire des fruits qu'a force de répéter des opérations difficiles & d'un gain modique & incertain. Il faut bien le distinguer en cela du marchand en détail qui fait un profit assuré sur la chose qu'il revend sans mérite & sans intelligence. Si le négociant riche voyoit sa profession tomber dans le mépris, il se retireroit du commerce, qui livré à des mains incapables de le soutenir, seroit bientôt anéanti. Les mœurs barbares de nos premiers âges ont longtems opprimé & avili

avili le commerce. Il n'étoit fait autrefois en France que par des étrangers, qui se retiroient dès que leurs fortune étoit devenue considérable. Mais depuis Louis XII. les opinions mieux dirigés ont remis entre les mains des citoyens ce moyen naturel d'entretenir leur aisance & d'augmenter les forces de l'Etat.

Si le commerce chèz les François est encouragé par de la considération & par des distinctions, on n'a pas non plus perdu de vue qu'il falloit qu'il fut affujetti à une police bien C'est pour cela qu'on y classe entendue. quelques manufactures & quelques ordres de métiers, & qu'on les soumet à des règlements pour les apprentissages, pour la profession, pour la maitrife. Cette police empêche que les arts ne se détruisent par un concours inconsidéré. Elle perpétue l'habilité dans les ouvriers: elle maintient la perfection dans les ouvrages: elle satisfait à la sureté publique sur les matieres précieuses, & sur celles qui sont d'un débit délicat. Enfin elle affure des resfources & aux entrepreneurs & aux ouvriers, dans les fabriques d'une industrie compliquée, où la cupidité & l'inquiétude pourroient mettre des embarras & des entraves capables de les détruire.

Comme l'on outre les meilleures choses, & qu'on en abuse à la longue, il faut alors les revoir & les élaguer. C'est ce qui nous est arrivé à l'égard de ces régimes & de ces incorporations, d'abord nécessaires à certains métiers, mais qu'on avoit ensuite fort mal à propos étendus à tout : ce qui étoit venu au point de géner le commerce, de favoriser le monopole, & d'ôter des ressources aux pauvres citoyens. Le Roi sous lequel nous vivons à rétabli la liberté & la concurrence dans le commerce, & nous comptons parmi les bons règlements que nous lui devons, celui par lequel le peuple a retourné jouir du droit naturel de profiter sans formalité de son industrie, partout où le bien du commerce n'exige pas que cette industrie soit assujettie à quelque règlement.

Beaucoup de gens s'occupent à chercher des machines propres à abréger divers travaux dans nos manufactures, dont les inventions sont bien loin d'avoir l'utilité qu'ils imaginent. Il y a un certain point d'industrie où il faut sçavoir s'arrêter. Comme plus il y a de moyens de travail & d'occasions de s'occuper parmi les citoyens, plus il y a de force, de tranquillité & de prospérité dans l'Etat, le gouvernement a soin d'entretenir dans les sabrications le plus de ma-

nuteri-

nutentions qu'il est possible; & il fait ensorte qu'on n'ait recours aux abrévations de la mécanique que lorsque les fabrications étrangéres; ou plus parfaites ou moins couteuses, menacent de primer celles du pays. Hors ce seul cas le bien public exige qu'on s'applique à occuper beaucoup de bras. Il y a encore un autre avantage à être avare de machines, en ce que les ouvriers en acquiérent plus d'habilité; tandis qu'au contraire, quand toute l'adresse est dans l'instrument, on s'expose à n'avoir bientôt plus dans celui qui s'en ser qu'un moteur stupide.

C'est cette nécessité d'occuper beaucoup de peuple qui fait qu'on regarde comme peu avantageux le commerce des pierres précieuses & celui de la vaiselle d'or & d'argent; parceque les sommes de deniers qui en font le prix, toutes considérables qu'elles sont, ont peu fait mouvoir de bras, & que presque tout ce prix est applicable à la matiere. Mais on regarde comme très profitable le commerce des objets qui ont peu de valeur intrinsique, & qui tirent leur prix de la perfection & de l'abondanre du travail, qui sont d'un fini plus soigné, d'une plus grande recherche, d'un gout plus exquis, tels que les dentelles & les étoffes faconnées. Et c'est sur les fabrications de ce genregenre que le gouvernement à soin de répandre ses plus grands encouragements.

Les anciens peignoient le génie du commerce avec une coëffure & une chauffure ailée: it femble que nous ayons donné en effet au commerce ces ailes que l'antiquité n'avoit imaginées que dans ses fables. l'Invention des postes, des courriers, & des messageries, qui vont sans cesse d'un lieu à l'autre, pour le transport des lettres, des effets, & des personnes, cette invention qui a donné de si grands moyens au commerce chèz les modernes, est due, comme on scait, à l'activité Françoise. Des messagers que l'Université de Paris faisoit passer de ville en ville, à certaines époques, pour rassembler ceux qui se destinoient aux études, a donné la premiere idée de cet ingénieux établissement. On l'a aujourdhui perfectionné au point que tous les jours la capitale a des communications réglées avec tous les lieux du Royaume, & qu'on trouve sur toutes nos grandes routes des relais toujours prêts, pour parcourir les provinces avec la plus grande rapidité. Les peuples voisins ayant depuis fait de pareils établissements sur leurs routes principales, le commerce, animé par cette facilité, a lié entre elles, toutes les nations de l'Europe, qui est devenue par là le centre & l'arbitre du monde. Tels Tels sont à l'égard du commerce les objets principaux de l'attention de notre gouvernement qui tâche dans tous les tems de l'exciter & de le protéger. Mais si le commerce procure des avantages à un Etat, il méne aussi quelques sois à des abus, dont il est important de sçavoir garantir un peuple. Les plus considérables sont l'usure, & l'excès des propriétés sictives.

Nous posons, d'abord pour principe en fait d'usure, que la politique autant que la probité s'opposent a ce qu'on retire aucun produit du prêt d'une fomme d'argent, & nous appellons usure les fruits que rendent les deniers prêtés à quelque taux que ce soit. Si le gouvernement modére ce produit en lui donnant le nom d'intérêt, & semble le légitimer en le fixant, c'est évidemment pour modérer un mal qu'il craint de ne pouvoir empêcher entierement. Si les tribunaux donnent droit à ce produit selon le taux de la loi, sur les sommes qu'ils ordonnent de payer, c'est sans aucun doute comme chatiment, & pour presser d'autant plus l'execution de leurs arrêts. Mais toutes ces dispositions particulieres ne font rien au principe qui reste toujours entier en lui même. Ce principe, pour peu qu'on le dévelope, se sera bientôt entendre aux ames nobles & élevées. Il montrera à tout homme qui voudra reflechir que lorsqu'il prête de l'or à un négociant, cet or n'est point en effet productif, que c'est l'industrie qui fait tout pour en retirer du prosit, & qu'il y a non seulement de la lacheté, mais enscore de l'injustice à partager ce prosit; parceque le prêt qu'il a fait a été alors un piége qui a engagé le marchand à une opération forcée, d'où il est résulté une perte, que ce marchand a nécessairement saite ou qu'il a rejettée sur autrui.

On ne conçoit point assez les dangers de l'usure. Il est même des gens qui imaginent que c'est une circulation de gain qui entretient l'émulation; mais il suffit de réfléchir sur sa marche & sur ses effets, pour en concevoir toute l'horreur. Elle donne au commerce un mouvement convulsif, occasionne des vuides. des contrecoups dans les opérations des négociants, & porte aux entreprises hardies, aux fraudes, aux banqueroutes, toutes choses qui en faisant faire une fortune inique à quelques uns, n'en sont pas moins funestes au plus grand nombre. l'Activité des négociants fait circuler l'usure de citoyens en citoyens, tant qu'enfin elle semble se perdre & disparoitre, mais qu'on la saive dans ses détours, on la verra toujours fraper à la fin un citoyen qui ne pourra plus

t

plus la renvoyer & qui en sera écrasé. Les derniers sur qui tombent les coups qu'elle porte en sont les victimes nécessaires; & le vol de leur propriété qu'on leur seroit à sorce ouverte, ne seroit ni moins suneste ni moins criminel.

l'Usure est un impôt que les prêteurs mettent sur la main d'œuvre. l'Usuren'est tolérable qu'autant qu'un commerce avantageux avec les autres nations en rejette les coups sur l'étranger. C'est ainsi qu'en ont usé les anciens Juifs. Ces usuriers les plus insignes qui ayent jamais existé, avoient des loix qui défendoient l'usure entre eux, & qu'ils observoient; mais ils s'en dédommageoient sur les autres peuples. qu'ils mettoient à contribution par leurs opérations de banque. Quelques personnes de peu de sens demandérent un jour à Caton le Cenfeur, quel mal il y avoit donc à usurer ? Eh quel mal, leur répondit - il en colere, trouvez vous vous même qu'il y ait à voler & à affaffiner? Le principe de Caton ne paroit pas d'abord évident, parceque les matieres publiques font abstraites, & demandent pour être saisses quelques combinaisons d'idées; mais en méditant celle-ci, en la regardant grandement & sans intérêt, on voit combien il est vrai que tous ces prêteurs de fonds qui président clandestinement au commerce, en empoisonnent en effet la source en paraissant en accélérer le cours.

Tout produit fait sur le prêt d'un fonds de terre est juste, parceque ce fonds est productif par lui même, indépendamment de toute industrie; mais tout produit fait sur le prêt d'une chose mobiliaire, & surtout sur de l'argent, est illégiume & usuraire; parceque l'argent ne produit point par lui même l'argent, qu'un ecu ne produit point par lui même un ecu: il n'y a que l'industrie & le travail d'autrui qui peuvent le lui faire produire. Or un prêt d'argent ne peut donner aucun droit fur le travail & fur l'industrie d'autrui; & il n'y aura jamais que le don absolu, la délivrance entiere des deniers qui puisse légitimement donner ouverture à ce droit. Ainsi donc tous les prêts à intérêts, toutes les commandités, ne sont en effet que de l'usure, & ne devroient point être autorisées, comme elles le sont chèz nous dans presque tous les cas. Tout gain forcé fait sans mérite sur le citoyen & par le moyen de l'argent seul, est illégitime & abusif.

Il est facile de résuter les doctrines savorables au prêt à intérêt qu'on a voulu tenir dans le commerce & au palais: il est facile, disons nous, de les résuter, parcequ'elles ne portent

que sur des acceptions de mots controuvées & fausses. On a dit dans le commerce que si le gain étoit permis au marchand fur sa marchandise, il pouvoit aussi y avoir des marchands d'argent, qui devoient faire des gains légitimes fur l'argent, considéré comme marchandise. Nous nous contenterons pour résoudre cette objection de répéter ce que nous avons dit plus haut, qu'en ce cas il faut livrer l'argent pour toujours, & ne point stipuler un terme pour le prendre; car donner & retenir ne vaut. Quant à la doctrine tenue au palais qui confiste à dire que la stipulation de l'intérêt du prêt de l'argent est légitime, quand le contrat porte aliénation du fonds pour un terme, nous la réfuterons en faisant observer que ce qui a induit à cet égard le barreau en erreur est l'emploi du mot fonds que les excès du commerce ont fait, à la longue & tres mal à propos, appliquer aux fommes d'argent. C'est par abus qu'on dit livrer des fonds, fournir des fonds, pour fournir les fommes nécessaires au solde d'un marché. Les fonds de terre font les feuls fonds réels, les seuls par conséquent dont la tradition soit par elle même productive d'intérêts, & auxquels la maxime du palais soit applicable. Ceci est un exemple du danger qu'il y a à se servir d'expressions figurées dans les cho-

choses strictes, & combien l'on s'expose par là à s'eloigner de la loi & de la raison.

Que si le gouvernement craint de géner la liberté en faisant des défenses trop sévéres sur cette pratique vicieuse, il doit au moins s'appliquer à maintenir le principe, & à ne point, laisser prévaloir les sophismes qui appuyent l'opinion contraire; parceque dès qu'il sera certain que ces conventions sont abusives & que le gouvernement les abhorre & les proscrit en général, bien qu'il paroisse les tolérer dans quelques circonstances, il n'y aura point d'honnête homme & de bon citoyen, qui ne s'en abstienne; & c'est là ce qu'il importe de gag-Il faut au moins ramener par les mœurs & par l'opinion, ceux qui peuvent être entrainés à abuser de la facilité des loix.

Le second inconvénient que le commerce ait apporté aux nations modernes, & qui est lui même une suite de l'usure, est l'augmentation immodérée des propriétés fictives. contrat par obligation avec hypothéque sur un immeuble, étoit déja une très-grande extension des propriétés réelles; mais il y avoit quelques raisons politiques qui engageoient à le permettre. Les besoins de la circulation y ont fait ajouter encore le simple billet & le mandat. Les loix Romaines admettoient ces

trois fortes d'engagements; mais fans doute que dans l'usage elles en réprimoient l'excès, ou que cette nation, toute guerriere, ne donnant au commerce qu'une application secondaire, s'en trouvoit par là naturellement garantie. La durée de notre Etat, qui surpasse déja de beaucoup celle de l'Etat Romain, l'application constante d'un grand nombre de nos citoyens au commerce, ont fait porter chèz nous l'abus de la fiction des propriétés, par le moyen de ces actes, à un point qui entraine les plus grands maux. Nous avons ajouté à l'hypothèque, au fimple billet, & au mandat, dont nous avions déja outré l'usage, celui du billet à ordre & de la lettre de change, qui circulant de main en main, comme de la monnoye, & ne coûtant qu'une souscription & le soin d'acquérir du crédit, ont centuplé en France en imagination la valeur des propriétés réelles, soit numéraires, soit fonciéres. De sorte que si par avanture on forçoit en un instant la France à montrer à quelle propriété réelle s'appliquent tous ces contrats, on ne trouveroit plus qu'un vuide effrayant qui nécessiteroit une banqueroute générale. Heureusement pour nous que les autres peuples du monde sont au même point de dérèglement, que nous avons fur eux l'avantage

tage d'être mieux situés, & que plustôt avertis qu'eux du danger de cette siction, nous aurons aussi plustôt qu'eux la sagesse de revenir à cet égard aux bons principes & à la vérité.

Le cours des actes figuratifs des propriétés n'est permis que pour la commodité du commerce; & il n'est censé légitime qu'autant que du moment où l'acte entre en circulation la valeur qui le représente, existe réellement entre les mains de celui qui le souscrit. Et c'est déja une assez grande siction. Que si l'on y ajoute, comme on fait, le double & le triple emploi du gage, ou souvent son absence absolue, on tombe dans cette exageration qui ruine tout. On donne au commerce une enflure mortelle. On voit alors les citoyens qui s'y livrent manquer successivement & nécessairement; & cette invention, loin d'être une ressource pour l'Etat, finit par en être le fardeau, & par jetter de malaise jusque sur les propiétés fonciéres.

Oh! comme il vaut bien mieux être solide & simple en matiere de gouvernement que d'y avoir trop d'esprit & d'y apporter trop d'expédients, & qu'ils sont tombés dans une bien grande faute, les Ministres qui ont conseillé à nos Rois de permettre ces établissements de papier-monnoyé qui ajoutent une siction à la

V 4

fiction,

fiction, qui font circuler dans le public la représentation de la représentation, au lieu de l'espèce, qui ont ajouté cette extension publique à l'extension déja insoutenable des signes de la propriété particuliere.

ee sont les productions les plus pures & les plus précieuses de la nature. Cela est certain & reconnu quant au physique. Quant au moral il est convenu chèz toutes les nations du monde que ces métaux serviroient de mesure pour l'évaluation & pour les échanges des propriétés réelles. Ainsi quoique l'or & l'argent ne soient pas d'un besoin premier, leur valeur reconnue & leur qualité d'être la mesure des échanges & des salaires, les a fait mettre au nombre des propriétés indispensables, & après les sonds de terre & les immeubles, ils sont dans tout l'univers connu la premiere des propriétés.

C'est donc une très grande soiblesse dans un Etat que de ne pas posseder une quantité sussisante de ces métaux, & il faut que le gouvernement prenne des soins pour y en entretenir dans la circulation au delà même des besoins; asin d'avoir à cet égard quelque force relativemént aux autres nations, & de n'être pas épuisé par les événements imprévus, qui peuvent le contraindre à se dessais de quelques parties de cette propriété.

Plu-

Plusieurs souverains ont tenu en réserve des trésors, pour trouver dans ces amas d'or & d'argent de quoi réparer ce que les malheurs de l'Etat pouvoient leur en enlever. Les Rois de France ont toujours abhorré cette ressource. Trop certains de ne faire qu'une même chose avec leur peuple, ils se sont contentés de sçavoir dans ses mains des trésors surabondants dont ils ont toujours pu disposer à leur gré. Dans nos tems de simplicité où le commerce moins étendu exigeoit moins d'argent dans la circulation, le peuple François avoit en réserve de somptueux vaisseliers dans ses temples principaux. l'On alloit même jusqu'à couvrir plusieurs de ces édifices entierement d'argent, ou à les entourer de barrieres massives de ce riche metal. Nous ne pouvons gueres aujourdhui nous vanter de dépôts aussi considérables; mais le commerce en revanche avoit fait passer dans la circulation à peu près une égale quantité de ces matieres en espéces monnoyées; & nous ne devons pas douter que par nos avantages dans le commerce avec les étrangers, nous ne les eussions pu conserver, si nous ne nous étions pas livrés à l'usage immodéré des fignes de ce premier figne, & si nous n'avions pas abufé de la commodité de tous les différents actes qui le représentent.

V 5

Les

Les banquiers qui se mélent aujourdhui d'être publicistes, soutiennent hardiment qu'il faut. pour le bien de l'Etat, que l'argent circule autant qu'il est possible, qu'un sac qu'on transporte pour faire un paiement, ou qu'on garde pour ce besoin, est inutile où il est, qu'il peut être transporté ailleurs, & encore ailleurs, qu'un signe qui le représente suffit partout, que le commerce acquiert par là plus d'action, & que l'industrie sera au plus haut point, quand les espéces toujours agitées à l'aide de leurs représentations, seront dans la plus excessive circulation. Etrange raisonnement! Idée extravagante, & en tout point pareille à celle d'un médecin qui prétendoit en tâtant le poux d'un malade agité d'un fievre ardente, que son fang n'est point apauvri, & qu'il est plein de vie & de force, parce qu'il a beaucoup de mouvement. Non, il ne faut point que l'argent & l'or circulent autant qu'il est possible; il faut qu'ils circulent autant qu'il est nécesfaire. Il faut qu'il y en ait partout, qu'ils ne soient représentés nulle part, & que jamais un fac ne joue le role de plusieurs. Il faut qu'il y en ait pour circuler: il faut qu'il y en ait pour rester en stagnation, ou il faut se résoudre à refter inférieur à cet égard aux autres nations ..

Le négociant Hollandois, excellent maitre en cette matiere, doit fervir de modele à tous les négociants du monde. Il a foin d'avois plusieurs fois dans son cabinet en tonnes d'or & d'argent, la valeur des effets qu'il fait circuler. C'est envain que le commerce de France hui offre l'appas d'un gros intérêt pour attirer cet or dont on croit qu'il ne sçait que faire. Il n'a garde de se livrer à ce dangereux appas. Au lieu de se jouer, comme il le fait, de son commerce, il scait, qu'il s'exposeroit par là à en être le jouet, que de maitre des circonstances, il en deviendroit l'esclave, & que pour un avantage d'un moment, il perdroit sa continuelle préeminence dans tout l'univers commercant.

La rareté du numéraire s'est fait sentir de nos jours dans la capitale & dans les provinces, au point qu'on a été obligé d'aller pour ainsi dire à la conquête de l'or dans les pays étrangers, & que malgré les soins qu'on a pris de faire frapper partout de nouvelles monnoyes, la même cause ramenant bientôt les mêmes effets, dans très peu d'années on se retrouvera dans la même disette d'or & d'argent, dont nous ne faisons que de sortir.

Cette cause est, il n'en faut point douter, l'usage des papiers représentatifs des monnoyes.

Cet usage rendant moins nécessaire la présence de l'argent dans les grands paiements; & la nature des espèces monnoyées étant de filtrer loin des lieux où leur présence n'est pas impérieusement reténue, il arrive que la capitale qui doit en posseder le plus, s'en trouve insenfiblement dépourvue, & que l'étranger pompe avec plus de facilité ce qui vient en circuler dans les provinces.

Nous sçavons bien qu'on dit pour contrarier ces vérités éternelles, des choses très subtiles & assez spécieuses. On objecte que ce ne sont point les acquifitions d'or & d'argent qu'on ordonne dans l'étranger, ni les défenses qu'on fait d'exporter ces métaux qui peuvent les fixer en France. On prétend que le solde avantageux des échanges de la nation avec les nations voisines peut seul amener en France une plus grande quantité d'or & d'argent, de même que le folde à notre desavantage peut seul être la cause de leur sortie. Garantissons nous bien encore une fois d'avoir ainsi de l'esprit aux dépens du bon sens & de la réalité. Tenons nous malgré tous ces raisonnements beaucoup plus près des choses palpables. Songeons toujours qu'il n'y a de vraye possession que les immeubles, les métaux & les marchandifes, Ressouvenons nous que les propriétés fictives

peuvent être commodes, pourvu que le gouvernement en prévienne l'abus, mais que leur excès mine, que tout echafaudage de fictions fur fictions est un ouvrage de ruine, & qu'un papier-monnoyé est une chimére destructive & désastreuse.

r

Ce n'est pas qu'on veuille nier ici que le folde avantageux ou désavantageux des échanges avec les nations, ne soit une des causes de la rentrée & de la sortie des espéces, & il en feroit même la seule cause, si, comme nous l'avons dit plus haut, ce solde se faisoit à fonds à des époques marquées, par exemple tous les fix mois ou tous les ans. Mais dans une auffi grande immensité de rapports, & par la commodité des papiers, & en renouvellant les échanges, nous répétons, que les nations étrangéres peuvent faire filer ce solde pendant plus d'un siécle, & que nous pouvons être en attendant entierement dépouillés, & peut-être foldés après ce delai, par la banqueroute générale de quelque peuple voisin ou par une guerre desavantageuse.

Voilà de grandes vérités, mais des vérités bien simples: c'est la voix du bon-sens de tous les tems qu'on oppose aux vues factices & artificielles de gens d'esprit sans doute, mais de gens trop ensoncés dans les habitudes mercantiles, à qui les avantages de leur profession ont trop fait illusion, & qui par leur ascendant sont parvenues à la faire pour un moment à l'administration même.

Il n'y a rien dont on doive se désier davantage dans un gouvernement que des conseils du banquier. Les premiers essets en paroissent heureux, mais la suite en est toujours suneste. Son moyen est le même dans tous les tems: il se réduit toujours à multiplier les actes sictifs des propriétés. Et l'on voit en se rappellant ce qui a été dit ci devant, que si ce moyen enrichit quelquesois les banquiers, c'est parceque l'action des banquiers porte contre autrui, mais qu'il ruine infailliblement un Etat, parceque l'action d'un Etat en cela ne porte que sur lui même, & qu'il est impossible qu'un Etat ait aucun avantage à se faire sa propre dupe.

Comment remedier à présent aux maux qu'engendre l'excès des titres sictifs de propriété? Comment arrêter ceux que peut produire l'usage du papier monnoyé qui a ajouté encore à l'abus. Comment l'entreprendre aujourdhui que ces choses sont universellement établies, sans produire une commotion que la constitution de notre Etat ne compor-

te pas?

e de la

Nous repondons à cela, que les gouvernements fages n'apportent jamais à ces maux anciens que des remedes moderés & indirects. Par exemple nous pouvons facilement arrêter l'excès des titres fictifs de particulier à particulier, en obligeant irrévocablement tout homme à satisfaire à ses engagements, en rénouvellant les peines publiques décernées chèz nos fages ayeux à tout souscripteur téméraire qui finissoit par ne point acquitter ses billets & en abrogeant ces loix, plus molles qu'humaines, qui ont accordé tant de facilités aux banqueroutes. Que ces formes laches amenées par les abus du commerce sont donc loin du fonds de nos mœurs! Qu'elles sont contraires au vœu public! Qu'elles sont opposées aux coutumes de nos ancêtres & de tous nos vrais François, chèz qui un fimple serrement de main a toujours été un pact inviolé! Il nous importe de rétablir cette exactitude, & la nécessité en est trop évidente pour ne pas nous flatter du plus promt retour à ce principe si essentiel de la morale comme de la politique, de ne contracter aucun engagement dont on n'ait la valeur affurée.

A l'égard du second abus causé par le papier monnoyé, nous ne devons pas douter que le gouvernement n'abolisse peu à peu cette invenvention indigne de sa grandeur, qui n'a pu lui être suggérée que par des agioteurs entousiasses aveugles de leur profession; invention d'ailleurs d'autant plus dangereuse qu'elle donne à la banque l'influence la plus forte sur les mouvements de la finance, & sur le fort de ceux qui l'administrent.

Vris autant qu'on eut dû le craindre, c'est par un des secours de ce génie biensaisant qui vieille sur la France, & qui sans que nous nous en appercevions, nous procure des soulagements à mesure que notre imprudence nous occasionne des maux. Ainsi dans le même tems qu'on a facilité l'absence des métaux par l'introduction du papier, les citoyens ont pris la manie de la vaiselle, & nous croyons qu'ils ont porté ce luxe si loin qu'ils sont bien près d'avoir couvert par là le vuide qu'a pu causer la circulation des monnoyes sictives.

Quelle est la situation dans laquelle doit se maintenir un Etat sage quant à la possession des métaux? C'est encore dans le simple bon sens que nous trouverons les principes de notre conduite à cet égard. Le bon sens qui indique à tout pere de famille ce qu'il lui convient de conserver d'espéces à sa disposition, en fait la rêgle générale de l'Etat. Tout homme

d'une

d'une condition aifée doit avoir devant lui la valeur d'une année de ses produits, en vaisselle ou meubles d'or ou d'argent, & autant en ces mêmes metaux monnoyés. Tout homme riche doit avoir la même propriété en vaiselle, mais peut se contenter d'une moindre avance en espéces monnoyées, & la diminuer à mesure qu'il est dans une plus grande opulence & qu'il a des ressources plus présentes. Mais tout ce qui est sans propriété monnoyée, tout ce qui est sans avance de deniers, tout ce qui est obligé de vivre au jour le jour, est soible, pauvre & dans la gène, quelques sonds qu'il ait

d'ailleurs:

1

Il en est de même des Etats. Dans les pays pauvres ou despotiques, où le peuple est craintif, nécessiteux, & indifférent sur la chose publique, il faut que le gouvernement thésaurise lui même, & qu'il ait soin de retenir dans ses propres mains, au moins la valeur d'un an de tous les revenus du peuple pour parer aux événements imprévus. Dans les pays de liberté & de consiance comme le notre, il sussit que le gouvernement sçache que cette même quantité est à coup sur dans les mains du peuple. Il n'a qu'à s'appliquer à l'y maintenir par des loix savorables, il sera toujours sûr d'en être aidé quand les circonstances l'exigeront.

Cieft

321

C'est une chose à remarquer dans un Etat que la progression & l'accroissement du banquier heureux, l'étendue qu'il peut donner à sa puissance & à ses moyens & l'influence qu'il finit fouvent par avoir fur la chose publique. Car on a vu des Jacques Cœur, des Nicolas Flamel, & d'autres même dans des tems plus éclairés s'élever sur les ruïnes de mille & mille fortunes particulieres, & après avoir fait illusion à la nation finir par séduire le Monarque & par subjuguer les confeils. Ce qui est arrivé plusieurs fois arrivera sans doute encore; mais il est bien intéressant au gouvernement de s'en garantir le plus qu'il est possible, & de rompre les mefures ambitieufes de cette classe d'hommes avides, de les rompre, disons nous, autant que la liberté publique peut le permettre.

Qu'on remarque donc que le banquier par son état ne tient à rien, n'envisage rien, ne respecte rien que son intérêt, qu'il n'y a pour lui ni patrie, ni loix, ni rang, ni subordination. Son esprit est tout entier à la poursuite de l'or; toutes ses idées se tournent au gain: toute son estime est dévolue aux richesses. Il sonde les premiers essais de son crédit sur l'adresse & sur l'audace: s'Ils reussissent, le voila sur d'un point d'appui pour des projets plus grands; il

t

-7

er

e

1-0

25

25

e

ès

-

1-

i-

1-

le

2-

es

nt

11

te

1-

n

1-

i-

2-

ar

111

il

ut

faut bientôt qu'il remue le monde. Attentif à inspirer de la confiance par une contenance hardie, à mesure qu'il persuade les autres de son mérite il s'en persuade de plus en plus lui même & comme on ne persuade bien que ce dont on est soi même convaincu, il parvient à se croire un être extraordinaire & surnaturel. Ses rapports qui augmentent d'autant plus que ses tentatives ont plus de succès, son nom connu & accrédité d'un bout du monde à l'autre, l'accroissement de fortune & de considé= ration que lui donnent ses travaux, tous ces avantages le pénétrent d'admiration pour lui même. Il devient bientôt enthousiaste de son génie; & c'est alors que son ambition ne connoit plus de bornes & ne supporte plus de frein. Il trafique de la paresse des prêteurs qui ne cherchent qu'une grande apparence de sureté dans leurs dispositions: il leur présente de tous côtés le colosse de sa fortune : il envahit de proche en proche la confiance de toute la nation; & comme le crédit améne le crédit, & que plus on fait en ce genre, plus on a moyen de faire, toutes les places de commerce se remplissent de ses facteurs, tout est forcé de passer par son monopole & par ses accaparements: il fe rend maitre de tout le commerce d'un royaume, & influe lorsqu'il lui en X 2 prend

prend envie, sur la force motrice de l'Etat, & trouble à son gré le cours des sinances. Si l'on vient à l'admettre dans l'administration publique, c'est alors qu'il faut qu'il ramene tout à ses idées fortunées de banque & de gain. Il veut dominer tout, il veut être tout, non par Prince, non par Roi, car il ne pourroit plus être banquier, mais protecteur de Roi, mais renovateur de peuple, mais legislateur. Heureux alors les Etats qui sont assert fèz sorts pour se désaire d'un tel homme, & pour prévenir par sa chûte leur prochaine subversion.

Un gouvernement bien avisé ne doit point se prêter à ces grandes fortunes: il doit même les arrêter & rompre un pareil accroisement de crédit, quand il le voit se former. Les grandes fortunes de commerce sont dangereuses, elles rompent l'équilibre & l'émulation entre les négociants: celles de finances sont odieuses, elles annoncent la négligence & le désordre de l'administration. Un homme né sans moyens à qui des talens & un travail distingué ont acquis une sortune considérable, par exemple de cent à deux cent mille francs de rente, qui est le revenu commun d'un grand du Royaume, ne doit plus trouver dans le gouvernement de facilités pour aller au delà. Tout le reste

est manie, inquiétude d'esprit & solie. Un citoyen ainsi renté, avec un esprit cultivé, de la politesse & des amis, est plus heureux qu'un Monarque de l'Asie: & quiconque peu satisfait d'un pareil sort, intrigue pour monter plus haut, est sait pour être repoussé partout avec indignation.

& Si

on ne

de

it,

Ir-

de

5-

15-

e,

i-

nt

æ

le

7-

9 4

re

,

e

is

t

e

ıi

Autant le gouvernement doit réprimer ces avanturiers qui veulent absorber seuls tout le crédit; autant il doit faciliter le nombre des sortunes parmi les négociants, & soutenir les anciennes maisons de commerce qui y employent des richesses héréditaires & qui s'y vouent avec une sorte de noblesse.

Il faut aussi un peu revenir sur la profession du banquier qu'on a classée dans ces derniers tems comme la premiere du commerce, & qu'on a trop mal-à-propos égalée à celle du jurisconsulte & de l'artiste distingué; injustice d'opinion que la simple considération des choses doit redresser. C'est le chef de manufacture, c'est l'armateur, c'est le négociant qui importe & exporte des marchandises, & qui ne fait de banque qu'accessoirement à ce premier commerce, c'est lui seul qui est à la tête de cet ordre, c'est lui qui est utile à sa patrie autant qu'à lui-même, & c'est à lui qu'est due la consideration. Le banquier proprement dit, X 3 qui

qui ne travaille que sur l'argent, ne fait qu'un metier usuraire & Judaïque en comparaison, & ses profits lui doivent tenir lieu d'honneurs & de rang.

A tout cela ne manquons point d'ajouter que la lettre tue & l'esprit vivisse: ce sont les illusions qu'il faut détruire & non des loix génantes qu'il faut imposer. Le gouvernement doit maintenir les principes & les tenir hauts & remarquables, en y conformant sa conduite dans toutes les occasions où son concours est nécessaire. Le bon sens du peuple doit faire le reste. Il sussit de tenir des fanaux dans les détroits & sur les écueils; c'est ensuite aux navigateurs à sçavoir diriger leur route d'après ces secours.

l'Agriculture n'exige pas du gouvernement autant de surveillance & d'encouragements que le commerce: elle est l'occupation essentielle de l'homme: il est si naturel de s'y plaire. Le pauvre lui doit ses bras & ses sueurs: le riche sui doit son inspection & son commandement. l'Agriculture appelle les soins des personnes de toutes les conditions: un grand comblé à la cour de titres & de distinctions, s'honore dans son champ de la profession de laboureur: c'est une consolation pour le citadin préoccupé du

n

1,

rs

10

1-

14

it

80

te

ft

re

es

X

1-

ıt

10

le

e

ie

t.

e

la

15

ft.

u

19

commerce, ou absorbé dans les affaires, de se sentir possesseur d'un champ qui prospère par ses moyens. l'Homme a un penchant secret à rendre à la terre les secours qu'il en regoit; & de tous les travaux auxquels sa condition l'oblige, ceux de l'agriculture, quelques pénibles qu'ils soient, sont ceux qui lui coûtent le moins, & auxquels il attache le plus de prix. Tant l'esprit de création, de biensassance & de vie lui est propre & naturel!

Mais si l'agriculture n'a pas, comme le commerce, besoin d'être encouragée, elle a comme lui besoin de police, d'économie & d'arrangement. Non seulement l'administration lui doit tout ce qui peut faciliter sa marche & sés progrès, mais il faut encore qu'elle ait la plus grande attention à ne rien disposer dans d'autres parties de la chose publique qui puisse nuire indirectement à celle-ci.

Assigner le tems des semailles, ouvrir la moisson & les vendanges aux époques convenables, sont les objets ordinaires de la police de l'agriculture. Ils sont presque toujours règlés sans l'intervention de l'autorité & d'après les délibérations des anciens des communautés: & les ordres en sont annoncés dans chaque lieu par la premiere personne publique qui s'y trouve en sonctions. Mais il est dans l'a-

X 4

gris

griculture des objets de police plus importants qui demandent, & qui obtiennent toute l'attention d'un gouvernement, jaloux, comme le nôtre, d'entretenir tous ses moyens de proférité.

Par exemple, quoique nos vins fassent les délices de nos tables & la joye de nos festins, que cette liqueur soit presque de premiere nécessité chèz nous, & qu'elle soit un des objets de notre commerce avec l'étranger, l'on a cependant très bien observé que la trop grande quantité de terrein employé à la culture de la vigne, finiroit par nous ôter des ressources plus précieuses & seroit un obstacle à la population. C'est pourquoi en même tems que les Intendants veillent à ce qu'on entretienne les anciens plants qui produisent nos vins célebres, ils ont soin d'empêcher qu'on ne multiplie trop, les plants destinés à nous fournir des vins d'usage, & il est reçu qu'il ne convient de les établir que dans des lieux peu favorables à d'autres cultivations. La loi de Mahomet défend absolument le vin: la France abhorre tout précepte outré; mais elle n'en met pas moias au nombre des vertus qu'elle exige, la retenue dans l'usage des liqueurs spiritueuses. homme qui s'abandonne à leur excès se couvre lui même à nos yeux d'un mépris irréparable. (2)

.

e ·

.

2

.-

n

-

*

35

.

S

1

Personne ne voit sans en être indigné les énormes consommations que fait celui qui ose outrer l'usage du vin. Il n'y a pas de bon citoyen qui ne s'irrite en voyant le produit de tant de terrein, employé à désaltérer un moment un homme de néant. Nous regardons celui qui fe livre a l'excès du vin comme un ennemi de fes semblables, qui abuse des loix de la propriété, qui prend sans pudeur sur les besoins & fur le travail des autres pour satisfaire une sensualité dépravée, & qui coûte d'autant plus à la societé, qu'il y est plus inutile & plus facheux. l'Ivrognerie enfin est chèz nous fa odieuse, que le mot qui exprime ce vice est même bas & avilissant, & il faut s'être mis par ses pensées & par ses sentiments bien au dessas des formes communes, pour pouvoir l'employer sans s'abaisser.

A plus forte raison l'arbre qui nourrit le ver-à-soye, le meurier, est il aussi rélégué dans les terreins qui ne seroient pas propres à des arbres plus utiles. La soye, matiere premiere de nos principales fabrications, est sans doute fort effentielle à produire chèz nous; mais les aliments & les besoins des fabricateurs sont encore plus nécessaires, & il vaudroit mille fois mieux nous voir un jour à la merci des peuples étrangers pour l'achat de la soye,

X 5

que

que l'industrie de nos manufacturiers peut toujours rendre plus précieuse, que d'attendre de l'étranger de quoi nourrir ceux qui doivent en augmenter le prix par leur travail. Les Intendants & leurs Subdélégués veillent de même à ce que les semis de chanvre & de lin soient distribués dans les champs avec économie, & sans jamais primer les cultures de premiere nécessité.

Mais ce qui fait surtout honneur à la sagesse de notre gouvernement est l'interdiction absolue dans notre territoire des plants de fabac, de sucre, de caffé, de canelle, de gérofle, & de plusieurs autres drogues superflues & purement de luxe, dont les facilités du commerce nous rendent l'usage familjer, sans le rendre pour cela absolument nécessaire. Il ne faut pas douter que si on laissoit établir en France des plantations de ceux de ces végétaux qui peuvent y prospérer, on ne portat le coup le plus funeste à l'agriculture & à la population. Car ces récoltes non feulement occuperoient des bras & des terres destinées à produire des végétaux plus nécessaires; mais elles tireroient la substance des terres & les auroient bientôt épuisées. Réléguées dans ces pays fauvages de l'Inde & de l'Amérique, où nous avons de florissantes colonies, 1-

le

n

1-

e

t

e

e

-

e

1

& où ces plantes sont sur leur sol naturel, elles y prennent une plus forte qualité. La les terres que le soleil échausse plus inmédiatement & qui ne sont point satiguées par une ancienne exploitation, abondent en sorce végétative, & peuvent être appliquées à toutes ces cultures de luxe, sans jamais préjudicier à aucun Etat, ni prendre sur les besoins d'aucun peuple.

Certes, le gouvernement François n'a rien à se reprocher à l'égurd de la police des forêts. On en avoit reservé assèz pour les besoins domestiques & pour les constructions. Soumises à des coupes réglées, un usage raisonnable les eut fait durer fans fin, en y trouvant fans fin de quoi fournir aux foyers & aux atteliers. La disette que nous éprouvons aujourdhuy, ne vient pas des loix, mais des mœurs. Une molesse condamnable, un abus indécent de la richesse, une pente indiscréte à outrer tous les aises, a fait ouvrir chèz nous des vingt, des trente foyers dans une seule maison. Les valets sont venus ensuite ajouter à l'insouciance des maitres, l'esprit de dégat & de ruine qui leur est propre; & le luxe destructeur & effrené de nos dix dernieres années a consommé les provisions d'un demi siècle,

Si planter un arbre étoit un acte de religion chèz

chèz les Parsis, sectateurs fortunés de l'antique Zoroastre; si chèz tous les peuples, c'est bien mériter de ses semblables que d'établir ou d'entretenir les plantations, n'est ce pas d'impiété & de crime que nous devons taxer quiconque dévaste sans besoin ces utiles productions? Ce luxe destructeur ne part - il pas d'esprits débarassés de tout respect pour leurs concitoyens & de toute déférence pour leurs descendants? Et le dégat d'une matiere auffi effentielle à l'entretien des sociétés, ne tient-il pas à l'oubli de tous les devoirs?

Le feu est non seulement un des principes de notre réunion, il est encore la base de toutes nos inventions. Nous ne jouissons pas de la moindre commodité à laquelle il n'ait contribué. Mais en même tems que l'usage modéré du feu vivifie les nations & augmente leur police & leurs moyens, l'abus qu'on en peut faire tend à anéantir les races, & à porter la désolation & la langueur dans le genre humain. C'est pourquoi les matieres combustibles sont regardées comme facrées par tout honnête homme: c'est pourquoi un bon citoyen n'en usera jamais qu'avec réserve, & en considérant dans tous les tems le droit d'autrui.

Cet amour propre vain contre lequel nous nous sommes déja élevés dans ce discours & qui

qui tend à éloigner les hommes les uns des autres en leur rendant les égards reciproques infuportables, est encore une des causes secrettes de la multiplicité des seux. Il n'y a presque plus de soyers principaux dans les maisons: il en saut autant que de maitres: le pere de samille ne se voit plus entouré auprès du sien. Chacun va chercher seul dans son appartement à mettre à l'aise l'humeur indépendante à laquelle il se livre. Les devoirs sociaux sont trop pesants pour être soutenus longtems; & il faut que la nature s'épuise pour sournir en particulier à des hommes corrompus, les mêmes moyens qui, plus ménagés, ont servi d'abord à les réunir & à les policer.

Quand on sera revenu de ce travers que des écrits sans principes ont amené, mais que la réslexion, aidée de l'excellent caractere des François, ne tardera pas à proscrire, on verra bientôt diminuer cette consommation de bois qui fait pâtir en plus d'un lieu le pauvre de la prodigalité du riche, qui gène la génération présente & qui menace la postérité d'une difette esfrayante. En attendant c'est au gouvernement à suppléer à ce vuide par ses sources, & à le prévenir désormais par son autorité.

Avant de quitter cette matiere nous devons

faire observer combien notre administration montre de sagesse en diminuant le nombre des sabriques de verreries & de porcelaines. Il seroit en effet infiniment abusif de les multiplier, non seulement parcequ'elles consomment une quantité immense de bois; mais parcequ'elles tendent en réduisant à l'état éternel de verre trop de terres & de végétaux, à diminuer insensiblement & sans retour la masse des matieres propres à la vegétation, & capables, si l'on peut parler ainsi, de jouer un role utile dans les métamorphoses toujours fécondes de la nature.

Un autre objet de l'attention du gouvernement dans l'agriculture est l'éducation des bêtes cavallines, & l'entretien des hares. Comme l'entreprise en est quelquesois onéreuse aux agriculteurs, & qu'il ne saut pas que la remonte de la cavalerie soit incertaine, le Roi s'est chargé de faire entretenir lui même des hares dans les provinces qui s'y trouvent propres & qui sont en possession de perpétuer les plus belles races de chevaux.

Le luxe des chevaux est ordinaire & presque inévitable chèz les nations guerrieres. Il importe cependant d'y sçavoir mettre des bornes, & de ne point laisser porter cette dépense à l'excès, parce qu'elle absorbe trop de

cultures & jette par contre coup du malaise parmi les citoyens. Il y a peut-être cent mille chevaux inutiles dans la capitale & dans ses environs. Combien ne voila-t-il pas d'arpens de terre au centre de l'Etat employés à fournir le fourage nécessaire à ces dispendieux animaux? Qui ne voit pas que si tout ce terrein étoit employé, soit à la pâture des bestiaux de premiere nécessité, soit en plants de bled, il y auroit plus d'aisance parmi les citoyens, plus de marge à la population, & par conséquent plus de facilités à soutenir & à partager les charges de l'Etat.

Ce n'est point le luxe des meubles, des habits, des batiments qui ruïne un peuple: cette sorte de luxe au contraire l'anime, le rensorce, & le glorisie. C'est cette autre sorte de luxe qui consiste à consommer, ou à entretenir au delà des besoins des choses qui consomment, qui produit la gène & la disette. Ne doutons point que ce ne soit par ces emplois outrés & mal entendus de nos cultures, que nous voyons quelquesois des misérables impuissants à soutenir leur famille dans le bas peuple, & tant de célibataires dans l'ordre moyen. Le rapprochement est extraordinaire, & prête peut être au ridicule; mais tant pis pour qui trouve lieu à la dérision en découvrant la cause d'un

mal public, & qui résiste à la gravité de l'intérêt national qui doit le porter à en gémir.

Ce n'est pas que nous devions imiter l'attention minutieuse d'une nation voisine, qui va. jusqu'à poursuivre la destruction des plus innocents volatiles, & à en faire un des objets des soins publics. Ces manieres étroites & parcimonieuses ne sont pas faites pour la France. Nos dispositions & notre économie se bornent à nos animaux domestiques, à ceux qui dépendent de nous, à n'employer nos soins qu'à ce qui nous sert. Nos besoins satisfaits, notre ordre établi, le reste suit sa destinée sans que nous nous en embarasfions. Nous ne livrons la guerre qu'aux bêtes feroces, malfaifantes, & ennemies de l'humanité. La vigilance du Prince & des citoyens en laisse peut paroitre dans notre territoire. Mais tous les animaux indifférents à notre existence, qui peuplent l'univers, sont à l'abri de nos pour-Nous n'irons point jusqu'à nous défier de la nature & à craindre l'insuffisance des dons du Souverain dispensateur de toutes choses, qui nous a si bien partagés, qui donne la pâture aux petits des oiseaux, & dont la bonté doit servir de régle aux hommes qui en fout eux - mêmes l'épreuve.

Tous les bourgs & tous les villages de Fran-

14

13

i

15

ts

Š

=

le

X

is

+

15

-

3

u

i

ŕ

3

ť

ce ont une suffisante quantité de champs libres & communs, soit pour les usages généraux, soit pour les paturages; & c'est un secours qu'il est bien important de continuer aux cultivateurs pour entretenir & pour multiplier les bestiaux, le bœuf si essentiel à la culture, le mouton qui engraisse la terre sur laquelle il pait, & dont la toison est la matiere premiere de nos plus utiles manufactures.

Parmi les choses de l'agriculture nous placerons les mines qui font partie des productions de la terre. Les mines appartenant plustôt au pays en général qu'aux fonds fous lesquels elles sont situées, ont été décidés en France être une propriété du Souverain. Aucun citoyen ne peut exploiter des mines sous son terrein. fans une concession du Prince: & les concessions de mines ne sont jamais faites sans une redevance quelconque, pour conserver le droit du domaine & la suite de l'autorité.

Quelqu'avantage qu'il y ait à retirer de la terre les trésors qu'elle renferme, quand les besoins des arts & du commerce ne l'exigent pas absolument, il vaut mieux encore se borner à la cultiver, & réserver ces ressources pénibles que l'attente ne fait qu'accroitre, pour des tems de nécessité. C'est pourquoi le gouvernement se rend très difficile à permettre

l'exploitation des mines. Des raisons politiques & des précautions phisiques se joignent encore à cette considération qui en éloigne. l'Exploitation des mines détourne de l'agriculture: elle attire un trop grand nombre d'hommes vers des travaux qui semblent étrangers à l'humanité: elle occasionne des excavations qui inquiétent les propriétaires de fonds & qui ne sont point sans produire par la suite de funestes effets. Enfin il semble que des pays moins précieux pour la culture & peut-être plus abondants en minéraux, s'étant confacrés à ces exploitations, il est mieux d'échanger les biens que nous possédons sans efforts, contre ces matieres qui font la ressource des autres peuples & qui nous couteroient infiniment plus qu'à eux.

Nous ne ferons sentir qu'en passant les inconvéniens que peut surtout produire l'exploitation de ces mines de bitume, matiere vile & d'un grand volume, qu'on employe au chauffage, & que le peuple nomme charbon de terre. Des gens à sistèmes en sollicitent de tous cotés des concessions; mais le gouvernement ne tardera pas à en sentir l'abus & à l'arrêter. Est ce donc la peine de violer ainsi la terre, de troubler les propriétés des agriculteurs, d'établir sous le sol des vuides aussi

immenses, de s'exposer à des affaisements, à des tremblements de terre, & peut-être à des inflammations & à des explosions, pour une aussi chetive ressource? Nos bois sont plus que suffisants pour notre chauffage; si nous scavons les ménager. A l'égard de ces grandes mécaniques dont le feu est le moteur, & qu'on propose d'entretenir avec le bitume, inventions d'esprits intéressés; inquiets & incapables de moyens fimples & grands, ce sont des gouffres ouverts où la nature vient peu à peu s'abimer, & dont il ne fort, au lieu de secours, que du desordre & de la destruction. Puisse la sagesse de notre gouvernement les proscrire bientôt & puisse la nation n'y jamais revenir.

Enfin une des plus grandes attentions qu'un peuple doive porter à la police de l'agriculture, est de laisser reposer les terres pour n'en point épuiser les sucs végétatifs. Mais cette attention ne peut avoir son principe que dans le patriotisme & dans la prudence des citoyens. Le gouvernement ne pourroit s'en mêler sans géner la liberté & sans donner lieu à des vexations. C'est pourquoi les anciens Juiss en avoient fait une loi de religion: toute terre devoit reposer chèz eux la septieme annec. C'est à la raison seule à nous porter en France

à ce qu'il faut faire: la religion occupée à d'autres objets ne pourroit nous y déterminer : nous n'aimons point d'ailleurs à la mêler avec la politique. Et la loi ne peut tout au plus nous y amener que par des moyens indirects. Par exemple en entretenant un certain nombre de terres titrées entre les mains des gens d'affaires, de commerce ou de finance, par l'appas de la noblesse après deux ou trois générations de possessions, au lieu de l'accorder aux inuriles secretaires des chancelleries. Les terres possédées par la pluspart des grands sont fatiguées sans fin pour satisfaire aux dépenses des maitres, & ne sont jamais cultivées que par des fermiers qui enchérissent encore sur l'avidité des propriétaires. Leurs besoins du moment ne leur donnent pas le tems de sentir le tort qu'ils se donnent envers la postérité. Les simples citoyens ayant toujours d'ailleurs des moyens de fortune, sont & plus attentifs & plus généreux, & il est de l'intéret de l'Etat que toutes les grandes possessions leur pasfent de tems en tems par les mains pour les remonter & pour les rétablir. Cela ranimeroit l'émulation des grands Seigneurs qui ne voulant pas moins mériter de la patrie à cet égard, s'accoutumeroient à faire plus de sacrifices pour l'entretien de leurs terres; & notre agriculture roulerouleroit désormais avec toute la force & toute la sureté que comporte notre excellent territoire.

Bien que la division de nos terres en fonds seigneuriaux & en fonds roturiers, soit le reste d'un gouvernement barbare, le bon ordre de l'agriculture exige qu'elle soit conservée en ce qu'elle a d'utile aux campagnes. Chaque Seigneurie est dans son district une chambre particuliere du domaine où se conservent & se retrouvent les plans & les limites des héritages, & où doit toujours s'exercer une police provifoire, une ombre de commandement militaire. Elles établissent un rapport de clientelle & de protection entre les riches habitants des villes & les cultivateurs. Enfin elles entretiennent par leurs exploitations plus étendues les ressources de l'agriculture qui se soutient surtout par les travaux faits en grand. C'est pourquoi le gouvernement doit tendre à ce que les terres titrées aient une certaine quantité de fonds en culture, à diminuer peu à peu les rentes nobles, & à reduire les forts droits que les seigneuries exercent dans leurs mouvances, & qui concourent toujours trop avec les impositions royales.

Après le commerce qui renferme tous les Y 3 arts

naturity, vis er

arts mécaniques & de premiere nécessité, & après l'agriculture qui est l'occupation naturelle des citoyens, les beaux arts ou les arts libéraux, qu'on nomme aussi par excellence les arts, sont ce qui frape le plus les yeux parmi nos établissements généraux.

Des hommes d'un caractere sauvage & d'un esprit inconsidéré, abhor ent ou méprisent les arts, & voudroient les faire envisager chèz les peuples, comme des principes de corruption & de dérèglement. C'est ainsi qu'en exagérant les inconvénients, & en fermant les yeux sur les avantages, il faudroit se priver des ressources les plus desirables. Il est un point de raisonnement auquel il convient cependant de s'arrêter. Les excès auxquels se portent les peuples qui abuffent des arts sont grands en effet; mais on abuse des meilleures choses; & il ne faut point pour cela en proscrire l'usage. La poefie, la peinture, la fculpture, l'architecture, la musique, ne sont pas en effet utiles aux besoins physiques de l'homme; mais en regardant d'un œil fain les établiffements politiques, ou verra que les arts bien dirigés y entretiennent la paix, y font aimer les loix, la discipline, y portent à la vertu, & mettent le dernier sceau à la civilisation & à la police d'un peuple. La nature qui produit les fruits

qui nous substantent, produit aussi les sleurs qui nous récréent. Les beaux arts sont les sleurs des sociétés humaines; & ce qui est agréable n'est pas moins dans l'ordre des choses, que ce qui est absolument nécessaire.

Quoique les beaux arts soient une chose publique, qu'ils entrent dans la constitution d'un bon gouvernement, & qu'ils en soient pour ainsi dire le complément & la décoration: il n'en est pas moins vrai qu'ils ne peuvent être que l'effet de l'abondance; c'est à dire qu'ils ne paroissent & ne se soutiennent dans un Etat que lorsque l'agriculture & le commerce prosperant, les y amènent & les y entretiennent.

Cependant quelques Etats ont voulu faire des arts la baze de leur existence. Athenes a été jalouse de ce genre de gloire: Rome moderne l'a aussi recherché. Mais Athenes n'a été qu'un Etat languissant, dès que les vertus politiques & militaires ont cessé d'y concourir avec les Arts. Et Rome moderne privée de l'ascendant que lui donnoit le désordre qui a regéé si longtems dans tous les autres Etats, a bientôt vu chèz elle les arts dégénérer, & cette branche des lauriers publics se dessécher entierement dans ses mains.

Il est d'ailleurs très difficile d'accorder ces Établissements avec certaines opinions. Les Y 4 beaux beaux arts demandent à être cultivés sur un sol libre. s'Il y reste quelque préjugé, il faut qu'ils se détruisent ou qu'ils en soient détruits. La suprême intelligence & le goût des grandes choses ne peut jamais entrer en composition avec la barbarie & les préventions. Les Etats sans politesse & sans liberté, quelques efforts qu'ils fassent pour posséder les arts, quelque luxe qu'ils aient, n'enfanteront jamais que des productions informes & grossieres, comme eux, ou n'auront jamais dans les arts que des succès momentanées.

Les peuples qui se soutiennent par les beaux arts seuls ont une existence brillante: il distribuent la célébrité dans l'univers, par leurs poëtes, par leurs orateurs, & par tous leurs autres artistes, organes éclatants de la voix publique. Que de peines je me donne pour avoir votre suffrage, disoit Alexandre des Athéniens, pendant ses glorieuses expéditions! Mais cette existence brillante n'est point en effet certaine, & n'est que rarement durable, comme nous l'avons déjà remarqué en parlant des divers sistèmes d'occupations chèz les peuples. Il faut donc tâcher que la culture des beaux arts soit étayée par les torces intérieures des corps politiques. Et nous pouvons conclure du développement de ces principes que

le peuple François est celui du monde à qui il convient le plus de cultiver les arts, puisqu'il est non seulement doué d'un caractère propre à les faire fleurir, mais qu'il peut encore soutenir ses succès dans ce genre par tous les autres avantages politiques.

Aussi les arts ont ils sans cesse cherche à se faire jour chèz nous au travers de la barbarie & des troubles de nos premiers tems. Ils se sont montrés sous Charlesmagne: ils ont fait encore quelques pas sous Saint Louis; mais l'epoque de leur entier développement est sous François premier. Et si les dissentions des règnes suivants ont un peu ralenti leurs progrès, la nation a faifi avec tant d'avidité les facilités que lui a donnés le règne long & glorieux de Louis XIV, pour prendre un effor qu'elle méditoit depuis longtems, que nous avons tout à coup produit dans tous les genres autant de Chef d'œuvres, que les nations les plus fameuses par leurs succès dans les arts. ont pu en enfanter dans les périodes les plus longs so ter and there is about and a succession.

C'est à nous aujourdhui à jouir de notre gloire & à conserver le goût du beau & de l'excellent dans toutes choses, sans pour cela nous livrer à la prétention inquiéte de produire sans cesse de nouveaux ches d'œuvres. Ce n'est pas que nous n'ayons lieu d'en espérer encore, mais à des distances éloignées, & il ne
faut pas nous attendre à voir jamais renouveller
en ce genre les profusions du siecle de Louis
XIV, qui a été pour nous une veritable crise,
où l'intelligence de la nation, trop longtems
retenue, s'est tout à coup débordée. Nous
devons aujourdhui conserver & priser les richesses dont ce régne nous a comblés; & nous
en servir pour nous entretenir dans l'amour du
beau, & pour mesurer avec des ouvrages aussi
parfaits, nos nouvelles acquisitions; afin de
ne point dégénérer & de garder à cet égard le
rang que nos anciens succès nous ont acquis.

Parmi les choses générales qu'il y a à dire sur les arts, nous nous contenterons d'en développer une des principales. Les arts sont la recherche de ce qui est parfaitement beau dans les ouvrages qui tiennent à l'intelligence. Les arts sont l'embellissement par excellence. Et le principe de toute beauté est dans l'unité; dans l'accord intime des parties avec le tout, dans un ensemble parsait. Cette règle s'tend à tout. Le premier moyen de trouver le beau dans les arts, dans les loix, dans la politique, dans le maintien, dans les habits, est de rechercher ce qui est un, ce qui se lie avec les données de la nature, ce qui quadre avec le caract.

caractère, ce qui correspond enfin avec l'ordre général des choses, qui est partout l'unité au suprême degré & l'harmonie.

Quelques litterateurs dans ces derniers tems ont voulu ramener tous les arts au seul principe de l'imitation; mais on voit affèz que cette prétention n'est qu'un sistème. Il n'y a que deux arts précisement d'imitation, la peinture & la sculpture, & encore l'imitation y doitelle être combinée avec l'embellissement. -Tous les autres arts ont à coup fûr pour premier principe l'embellissement; & l'imitation n'y est que très accessoire. Ce n'est même que par figure qu'on peut dire que la poche imite la nature dans ses descriptions, lorsqu'elle rapelle toutes les idées qui peuvent la rendre sensible; mais ce n'est point là imiter, c'est parler & énuncer ses pensées avec perfection. La mufique & la danse ne doivent non plus rien imiter; elles sont faites pour embellir. pour accorder, l'une les sons, l'autre les gestes. Enfin nous croyons devoir poser que le principe le plus général de tous les arts est l'embellissement, la beauté, c'est à dire la grace extrême, l'harmonie, le bel accord, toutes choses qui ne se trouvent que dans l'unité.

Pour aller au grand dans les arts & y obtenir des succès durables, il faut surtout s'y porter

avec générosité & être débarassé de tout intérêt de fortune, de vaine gloire, de promte renommée. Il faut n'avoir d'autre passion, d'autre ambition que celle de bien faire, fans considérer jamais quel fruit on en recueillera. Il faut même s'attendre à sentir davantage les traits de l'envie toujours éveillée & toujours active, que les douceurs de la reconnoissance qui est toujours circonspecte, & qui se tient toujours éloignée. Les sociétés des hommes produisent quelquessois de ces monstres dont l'esprit & le cœur sont tellement dépravés, qu'ils se portent au mal avec une ardeur affreufe, & aux dépens de leur bonheur & de leur repos. Est-il étonnant après cela que le bien ait aussi ses dévoués qui le recherchent avec fureur, & qu'on voye ceux qui se consacrent aux arts, suivre jusqu'à la fin leurs généreuses résolutions, quoiqu'ils n'amassent souvent au lieu de succès qu'une recolte trop abondante de disgraces. Leur récompense n'est alors que dans le témoignage de leur cœur, & dans la jouissance du bien qu'ils font; car ce doit être encore bien peu de chose pour eux que cette gloire tardive, qu'ils n'apperçoivent que dans l'éloignement, & qui ne vient quelquesfois s'affeoir que longtems après eux fur leurs tombeaux.

Les lettres font au premier rang parmi les beaux arrs: elles sont le fondement de tous les autres & le principe de toutes les sciences. Non seulement c'est pour l'homme une nécesfité, mais c'est encore pour lui une satisfaction d'étudier, de s'instruire, de perfectionner son esprit; & il n'y a rien de comparable au plaisir qu'il y prend. Les poëtes, les orateurs, les historiens, qui s'élevent pour l'utilité & pour le charme des sociétés, ne sont par moins recommandables parmi les peuples, que les hommes d'Etat, que les grands Généraux. Et la gloire qu'on acquiert par les lettres est peutêtre la plus touchante. Elle a quelque chose, pour ainsi dire, de céleste, en ce que rien d'étranger ne contribue à la faire acquérir. Aussi les écrivains du premier ordre, sans autre mission que celle de leur génie, sans autre puissance que celle de la raison, sans autre force que celle de la vérité, sans autre ressource que celle d'un langage noblement construit, deviennent bientôt des hommes sacrés, qui revêtus des suffrages publics, sont rêvérés par les peuples policés, accueillis par les Monarques généreux, & mis au nombre des grands, non seulement dans la nation qu'ils illustrent, mais dans tout le monde & dans tous les siécles, qu'ils honorent & qu'ils éclairent.

avec générolité & être débarassé de tout intérêt de fortune, de vaine gloire, de promte renommée. Il faut n'avoir d'autre passion, d'autre ambition que celle de bien faire, fans considérer jamais quel fruit on en recueillera. Il faut même s'attendre à sentir davantage les traits de l'envie toujours éveillée & toujours active, que les douceurs de la reconnoissance qui est toujours circonspecte, & qui se tient toujours éloignée. Les sociétés des hommes produisent quelquesfois de ces monstres dont l'esprit & le cœur sont tellement dépravés, qu'ils se portent au mal avec une ardeur affreufe, & aux dépens de leur bonheur & de leur repos. Est-il étonnant après cela que le bien ait aussi ses dévoués qui le recherchent avec fureur, & qu'on voye ceux qui se consacrent aux arts, fuivre jusqu'à la fin leurs généreuses résolutions, quoiqu'ils n'amassent souvent au lieu de fuccès qu'une recolte trop abondante de disgraces. Leur récompense n'est alors que dans le témoignage de leur cœur, & dans la jouissance du bien qu'ils font; car ce doit être encore bien peu de chose pour eux que cette gloire tardive, qu'ils n'apperçoivent que dans l'éloignement, & qui ne vient quelquesfois s'affeoir que longtems après eux fur leurs tombeaux.

Les lettres font au premier rang parmi les beaux arts: elles font le fondement de tous les autres & le principe de toutes les sciences. Non seulement c'est pour l'homme une nécesfité, mais c'est encore pour lui une satisfaction d'étudier, de s'instruire, de perfectionner son esprit; & il n'y a rien de comparable au plaisir qu'il y prend. Les poëtes, les orateurs, les historiens, qui s'élevent pour l'utilité & pour le charme des sociétés, ne sont par moins recommandables parmi les peuples, que les hommes d'Etat, que les grands Généraux. Et la gloire qu'on acquiert par les lettres est peutêtre la plus touchante. Elle a quelque chose, pour ainsi dire, de céleste, en ce que rien d'étranger ne contribue à la faire acquérir. Aussi les écrivains du premier ordre, sans autre mission que celle de leur génie, sans autre puissance que celle de la raison, sans autre force que celle de la vérité, sans autre ressource que celle d'un langage noblement construit, deviennent bientôt des hommes sacrés, qui revêtus des suffrages publics, sont rêvérés par les peuples policés, accueillis par les Monarques généreux, & mis au nombre des grands, non seulement dans la nation qu'ils illustrent, mais dans tout le monde & dans tous les siécles, qu'ils honorent & qu'ils éclairent.

Sans doute qu'il y a peu d'auteurs d'une suffi éminente qualité. Il faut un concours de tant de circonstances & de tant de movens. combinés avec le génie, pour former un homme de cette trempe, que l'art de parler aux peuples & de s'en faire écouter avec puissance. a toujours passé pour un don rare & divin, départi seulement à quelques êtres privilégiés. Cependant de toutes les nations modernes c'est nous qui en avons le plus à montrer; & nous avons encore dans une seconde classe, où le travail & l'intelligence peuvent atteindre, des hommes d'un mérite si grand, qu'ils seroient eux seuls capables de faire la réputation & la gloire de tout autre peuple.

l'Usage de la même langue est non seulement un des liens politiques d'une nation; mais un Etat peut encore par le langage & par les lettres acquérir de l'empire sur les autres, & prendre parmi les peuples une certaine préeminence. Cet avantage est d'autant plus honorable, qu'il n'est point l'effet de la violence, de l'injustice & de la cruauté, que les conquêtes qu'un peuple fait dans ce genre, ne sont jamais souillées par le sang & par les larmes, & qu'elles concilient de toutes parts à une nation l'estime & l'amour des hommes. Des sages sont les héros qui les opérent. l'Idiome

ome épuré par l'emploi intelligent qu'ils en font, acquiert dans l'Etat une autenticité qui l'y fixe, qui l'y perpétue, & qui excitant la curiosité des étrangers, les porte, sans qu'ils puissent s'en défendre, à en rechercher l'ufage.

C'est ainsi qu'une nation s'honore & se rallie sous l'autorité de ses écrivains excellents,
& se fait au loin des amis & des sujets par l'atarait irrésistible du beau, du grand, du vrai,
& par l'empire qu'une bonne diction prend
naturellement sur les esprits. C'est ainsi que
nos écrivains, en nous réunissant au dedans,
ont au dehors fait respecter notre puissance par
les lettres, comme nos guerriers l'ont fait redouter par les armes; car si les vaillants ont
autorité sur les hommes par la force, les sages
ont autorité sur eux par la raison: & notre
langue sans âpreté comme sans foiblesse, est
surtout propre à l'annoncer.

Cependant l'excellence des ouvrages littéraires ne suffit point seule pour répandre une langue chèz les peuples étrangers, & pour les porter à s'en servir. Il faut encore que le génie & les sormes de cette langue leur présentent quelques attraits qui manquent en effet à leurs idiômes particuliers.

Si donc la langue Françoise a prévalu sur

vrages exquis, elle a encore des qualités qui lui sont propres, & qu'aucune langue n'a jamais eues, & qu'elle n'a point de vices capitaux, comme en ont toutes les autres langues usitées en Europe & dans l'Asie; car nous ne croyons pas qu'on puisse penser jamais à celles de l'Afrique & de l'Amérique.

Le François n'a point la redondance & l'emphase de l'Espagnol, qui enfle pour ainsi dire les pensées & les tire de leur vraye valeur: il n'a point la mollesse & la langueur de l'Italien: il n'a point l'apreté impraticable de l'Allemand: il n'a point la barbarie de l'Esclavon: Sans doute qu'il n'a pas la bisarrerie de l'Anglois qui n'est qu'un amas de mots François construits en phrases Saxones, & qui n'a jamais rendu quoiqu'on en ait dit, que des idées cassantes, déconsues, & incohérentes comme ses ellipses. A l'égard des langues de l'Asie & de l'Afrique, on sçait qu'elles sont insuportablement gutturales , & que c'est encore notre langue qui les domine, dans les usages communs, sous le nom de langue Franque, laquelle langue Franque est le langage François un peu corrompu par le jargon provencal, & mélé de quelques mots d'Italien.

La langue Françoise a pour principale quali-

té d'être essentiellement logique. Elle rend la pensée dans l'ordre juste où l'esprit la concoit, fans équivoque, fins invertion, fans obscurité. Elle exige une condition si simple dans son tour, & un concours si exact d'articles, d'auxiliaires, de prépositions, & de relatifs, qu'elle ne laisse aucune entrée chèz elle aux sens doubles où embarassés. Et elle n'est pas moins vrave qu'elle est claire & qu'elle est. logique. Elle est vraye en ce qu'elle prend parfaitement le ton de la pensée, sans forcer les défauts ni les pallier, sans affoiblir ni outrer les beautés. De sorte que ce qui est en lui même grand, énergique, touchant, folide, pur, ainsi que ce qui est en lui même rampant, foible, sec, inconséquent ou indécent, paroit en François absolument tel qu'il eft.

Cet e muet dont on veut faire un défaut à la langue Françoise, y est tout au contraire une perfection, & tient à la vérité que nous dissons que cette langue professe particulierement. Toutes les langues possibles ont ce son sourd; mais elles le suppriment dans l'écriture. La langue Françoise est la seule qui en exige le signe, & qui, tout bref qu'il est, veut qu'il soit cependant un peu distinct dans la pronongiation, puisque ensin il existe chèz tous les

L

peuples, comme les grammairiens de Port. royal l'ont si judicieusement observé. l'E muet a - poru embarasser les musiciens, parcequ'ils n'ont pas affèz observé que ce son n'étoit pas susceptible des modulations qu'ils vouloient lui appliquer, & qu'étant de sa nature d'une extrême brieveté, les prolongations dont ils prétendent l'orner, le rendent lourd & le dénaturent. Quand ils le mettront dans sa valeur en musique, il y aura autant de succès que dans la prononciation, puisqu'il est en effet vrai & nécessaire. Mais il ne faut pas imputer à la Langue Françoise les fautes des musiciens qui ne l'ont pas sentic, & qui ont voulu mal à propos la charger, en rendant pesant & faux, ce qui étoit en lui même juste & vrai. d'Ai leurs qu'on se rappelle que toute langue est surtout faite pour être parlée. Sous cet aspect on verra que la Langue Françoise est une des plus harmonieuses & des plus faciles qui aient jamais existé, & l'on sentira que l'e muet, loin d'y être un embarras, y est au contraire un repos doux qui distribué entre les sons forts en augmente l'harmonie, en empêche la confufion, & fait souvent dans le langage l'effet de ces sons délicats que rend un instrument sonore après qu'on l'a touché.

Il y a plus: le François l'emporte en un poi i

point très important, non seulement sur toutes les langues modernes, mais encore sur le Grec & fur le Latin même qui font ses langues méres. Le François est la seule qui exige pour l'expression d'une pensée une quantité suffisante de fillabes & de mots pour la déveloper à l'esprit sans effort & sans équivoque. Les phrases Latines semblent être toutes composées pour former des inscriptions, tant les mots y ont tous des valeurs capitales. Chaque phrase demande une attention forte, admissible dans l'expression d'une idée isolée, mais qui devient à la fin pénible & rebutante dans un discours. Ce défaut est sensible dans les poètes Latins. Trente vers y suffisent pour bruler Troye. La concision du Latin produit plus de mouvements que l'esprit n'en peut recevoir. l'Art poetique d'Horace, par exemple, seroit insuportable en François. Ce tissu serré de pensées, toutes d'une égale importance, fatigueroit, révolteroit le goût & les oreilles, & la lecture n'en seroit pas entendue de suite. Ciceron, l'écrivain de l'ancienne Rome, qui a le mieux connu l'art d'exprimer les pensées & l'effet des paroles sur les esprits, a si bien senti ce défaut, qu'il a souvent mis des phrases vagues dans ses discours pour le couvrir & pour le corriger. Cet écrivain, traduit dans

notre langue, y a par cette raison un air diffus ; mais s'il eut parlé dans notre idiome, il ne faut pas douter qu'y trouvant une maniere plus large d'établir ses pensées; il les eut alors plus rejointes, & auroit retranché toutes ces phrases vaines & verbeuses qu'il n'a admises dans ses discours, que pour donner le tems à l'auditeur de saisir lés idées principales & d'en recevoir l'enchainement. Il saut convenir que la Langue Grecque a plus de dévelopement que la Langue Latine; mais elle est encore loin d'avoir le jeu que les articles, les auxiliaires, & un certain génie logique donnent à la Langue Françoise.

Voila ce qui a fait adopter le François dans tous les traités & dans toutes les discussions politiques, tandis que son élégance & l'excellence des ouvrages qu'il a produits l'ont fait rechercher des sçavants, & que sa facilité l'a fait pratiquer par tous ceux que leur commerce oblige de communiquer avec plusieurs peuples. Ajoutons que notre-situation nous mettant au centre de toutes les nations, le concours de tant de circonstances a achevé de faire de la Langue Françoise, la langue commune de l'Europe & par conséquent du monde.

C'est fort mal à propos sans doute qu'on s'habitue en France à donner à tous les écrivains le nom d'auteurs. On ne peut appeller auteur que celui dont l'écrit fait autorité. Par exemple les sages, les législateurs, les philosophes, sont autorité pour la religion, pour les loix, pour la morale, pour la politique & pour les arts. Les poètes sont autorité pour le langage & pour les mœurs. Les historiens sont autorité pour les faits. Tous les autres ne sont que des litterateurs, des écrivains, des sçavans, & ces qualités sont assert encore infiniment ceux qui reussissent à les mériter.

Le respect dû au public & à la postérité fembleroit exiger que les écrits qu'on leur adresse, ne continsent que les choses essentielles, que ce qui est digne d'être confié à la mémoire, que ce qu'il importe aux hommes de sauver du naufrage des tems. Les livres des anciens étoient faits dans cet esprit, que nous retrouvons aussi dans nos bons livres modernes, Nous possédons quelques uns de ces monuments durables élévés à la raison par les mains du génie. Nous nous glorifions de quelques uns de ces ouvrages lumineux & immortels, contre lesquels viennent se briser tous les efforts de l'erreur, qui servent de point de ralliement aux hommes que leur inexperience égare, & qui fans embarasser dans des recherches incertaines, reportent puissamment aux sources premieres de l'intelligence. Mais ceux qui s'occupent de lettres ne doivent point oublier que ces livres capitaux ne peuvent être qu'en très petit nombre, & ils ne doivent point confondre avec ces ouvrages essentiels, toutes les productions éphéméres & hazardées dont notre siècle n'abonde que trop, & qui ne tendroient pas à moins qu'à remettre tout dans la confufion, si une critique diligente & inflexible ne les repoussoit pas promtement & sans retour dans l'oubli.

Peut-être devons nous moins accuser les écrivains François de cette surabondance d'ouvrages litteraires, que le goût dépravé du moment, où l'on demande sans fin des nouveautés. Voltaire nous donnera-t-il bientôt quelque chose? Rousseau s'occupe-t-il de quelque nouvel ouvrage? Voila tout ce qu'on a scu dire tant qu'ont vecu ces écrivains célébres. Entrainés eux mêmes par ces invitations indiscretes, ne les avons nous pas vu occupés férieusement à les satisfaire, & se travailler jusqu'au tombeau pour soutenir sur eux l'attention publique, toujours prête à les quitter pour les talents les plus minces, à qui la nouveauté donnoit d'abord quelque avantage? C'est ainsi que ces grands écrivains se sont

condamnés non seulement à ne rien laisser de fini & de parfait, mais qu'ils sont même toms bés dans une médiocrité dont leur génie, plus débarrassé de la manie de plaire à quelques hommes légers, étoit fait pour les garantir. Que si des génies aussi rares ont produit peu d'ouvrages d'une certaine persection, que peut on penser de ces énormes productions de tant d'écrivains modernes, pour qui il est évident que la nature a beaucoup moins fait?

l'Abolition des disciplines libres des philosophes, la vanité qui eloigne les hommes de ceux auprès de qui ils pourroient trouver quelque instruction, l'invention de l'imprimerie qui multiplie les livres avec tant de facilité, ont encore contribué à cette manie d'écrire sur tout & de tout écrire. Par le moyen des livres chacun va prendre seul dans son cabinet des instructions mortes qui ne coûtent point à son amour propre. Cette disposition des choses en reduisant presque à rien la tradition orale, & la doctrine effective, nous a inondés d'écrits sur toutes les matieres ou tout est dit & redit. décrit, détaillé & circonstancié. Chaque nouvelle façon de voir les objets, fait même ausfitôt éclore des effains de livres nouveaux chargés de notes, de gloffes, de commentaires. Nous ne pouvons qu'exhorter à ne point s'a-

vanturer sur cette mer immense & incertaine de la moderne litterature. La vie de plusieurs hommes ne suffiroit pas pour en parcourir l'étendue; & les entreprises humaines doivent avoir un but plus rapproché. Les livres essentiels qui sont rarement longs, suffisent presque toujours pour l'instruction : leurs excellentes formes y font ensuite revenir pour l'amusement, & leur lecture suffit pour s'entretenir dans le bon usage de sa langue. Mais c'est furtout dans le commerce des hommes qu'il faut lorsqu'on a fait des études suffiantes. chercher à completter son instruction, & non dans tous ces livres explicatifs qui peuvent être infinis. Quiconque est parvenu à se rendre maitre des principes, peut quand il veut se rendre maitre des conséquences. l'Etude doit avoir un terme: poussée trop loin elle devient oiseuse & abusive; & l'on ne doit jamais perdre de vue que l'homme est surtout né pour agire ero nombers at non a suprorq snatubor

Tous ces écrits qui ne sont point fortement conçus sont encore un très grand tort à la so-ciété, en ce qu'ils excitent l'amour propre, qu'ils invitent tout le monde à y mesurer les forces de son esprit, & qu'en engageant à prendre la plume pour en faire autant, ils détournent nombre de jeunes gens de mérite d'occ.

d'occupations plus utiles. Tandis que les écrits vigoureux, abondants en idées meres, & marqués au coin du génie, en même tems qu'ils ornent & qu'ils élévent l'esprit, le remettent à sa place, & lui aprennent à connoitre sa vraie portée. Après avoir lû Fenelon, Bosfuet, Pascal, Corneille, Racine, ou Moliere, personne n'est tenté d'écrire; maistout le monde veut être écrivain après avoir lû Voltaire; & avec de la litterature on parvient à en approcher. Voila ce qui dans ces derniers tems à fait tant d'écrivains inutiles à eux mêmes & à charge à la société: voila ce qui a voué à la mediocrité litteraire, tant de talents qui auroient pu s'exercer si utilement dans l'ordre civil.

Ce que nous gagnons à avoir tout dit & tout epuilé est de pouvoir connoître enfin avec certitude ce qui est bien, & de voir sortir plus nettement la vérité du choc des opinions contraires & des sistèmes différents. Et nos écrivains qui se sont le plus égarés ne nous ont point encore été inutiles; parcequ'en donnant lieu à des résutations avantageuses, ils nous ont armés de toutes parts contre les erreurs, & qu'en les proposant ainsi infructueusement, ils les ont, pour ainsi dire, usées & leur ont fait perdre toute leur pointe & toute leur puissance. Il n'y a pas un sistème de religion, de

morale, de politique, qui ne se trouve établi dans quelque livre François avec toutes ses preuves & toute sa doctrine; mais il n'y en a pas un qui ne soit connu & apprecié pour ce qu'il vaut. Et il semble que nous nous tenions d'autant plus attachés à l'éternelle & immuable vérité, que nous connoissons mieux qu'aucun peuple tous les chemins qui peuvent en écarter.

Envain quelque écrivains ont prêché l'amour de foi, la vanité, la misantropie, l'insociabilité, le doute, la paresse & l'impiété; envain d'autres se sont travaillés pour répandre la crédulité & la superstition: le bon esprit du Francois laisse peu de prise sur lui à leurs tentatives. & les flots de la mer qui quelques furieux qu'ils foient ne vont point au dela du rivage, seront l'emblême éternelle de leurs efforts. Les conversations des hommes sçavants, les actions des citoyens vertueux, les écrits fondamentaux, le sens national leur opposeront toujours une barriere insurmontable: & l'on tirera cet avantage de leurs efforts, que l'on en acquerra plus de force pour leur resister. Le vaste champ de la litterature Françoise présente des plantes de toutes les qualités. c'Est à ceux qui la parcourent à imiter l'intelligence de l'abeille qui compose un miel délicieux du suc de plusieurs fleurs, -OCI

fleurs, parmi lesquelles il en est souvent d'améres & d'acres, ou à sçavoir ainsi que le chimiste, tirer d'excellents antidotes des poisons, les plus vénimeux.

Une des principales parties de la litterature, est la poësse, dont l'emploi est de chanter les louanges de Dieu, de glorifier les hommes qui ont été le soutien de leur patrie & l'honneur de l'humanité, de célébrer les faits mémorables, d'enveloper dans d'ingénieuses fictions les vérités premieres & essentielles sur lesquels font établis les fondements des fociétés, & de faire entrer par le sentiment dans l'esprit des hommes studieux, ce que les philosophes ne peuvent souvent y porter qu'avec peine par le raisonnement. La poësse est un discours élevé & embelli, un langage divin, qui joignant à la noblesse des idées, la juste mesure & l'harmonie des paroles, saisse l'attention & établit plus facilement les choses importantes dans la mémoire des hommes. Les poëtes servent à transmettre de race en race l'habitude d'un langage épuré. Ils chatient les mœurs en accoutumant les esprits aux pensées nettes, grandes & justes. Ils peuvent enfin perpétuer parmi les peuples la tradition des bons usages; & le poëte Homére a été en cela aussi utile aux nations que les plus grands de leurs légis-Tous lateurs.

Tous nos poëtes n'ont pas travaillé sur ces principes. Quelque uns, c'est à dire les plus excellents, les ont toujours connus, & les ont d'Autres sans aller à ce degré fouvent fuivis. de mérite ont au moins conservé celui de l'innocence. & se sont contentés de ne rien faire de repréhensible; mais d'autres ont cherché à abuser de leur art, il importe de le dire, & ont voulu faire servir le langage séduisant de la poësse à accréditer des vices & à proposer des erreurs. Ne nous apelantissons point sur ces fautes que des ouvrages plus fages pourront réparer; & observons soigneusement que parmi les piéces dont nos fameux poètes ont enrichi la litterature, celles d'un genre sérieux, grave & élevé, sont toujours plus estimables que celles qui portent sur la mocquerie & sur' la dérission.

Ce n'est pas qu'on veuille absolument condamner les poësses critiques, vengeresses du bon gout & de la raison, qui ne sortent point du respect que d'honnêtes citoyens doivent réciproquement à leurs personnes & à leurs mœurs, qui sont utiles au progrès des sciences, qui en parant la vérité du sel de la gaité, redressent les opinions, éclairent le public, & dégoutent ensin les écrivains médiocres d'un travail inutile. Ces pièces de poèsse servent

à former le discernement; mais il importe de faire remarquer aux jeunes gens entre les mains de qui on les met d'abord, que quelques bonnes qu'elles soient, elles ne sont jamais que des ouvrages du second ordre, & qu'en les goutant trop on risque de prendre une tournure d'imagination vaine & sans solidité. Parceque la dérisson est un sentiment injuste & facile à inspirer, qui porte sur la bonne opinion qu'on a de soi & sur le mépris qu'on fait des autres. La dérision excite l'amour propre & augmente la vanité, sources de toutes les divisions. La dérisson refroidit l'estime & éteint le respect, liens nécessaires des hommes. La dérision enfin donne à la jeunesse une indocilité qui la rend ensuite incapable de toute espéce d'emploi dans la societé. La gravité est un des principaux caractéres de la poësse. La gaité est agréable quelquefois; mais elle n'a guere que de petits effets, & elle tend toujours un peu à dérégler l'esprit. La gravité l'arrête & le fortifie. Les graces ne sont ni folatres. ni dissipées: le grand, le sublime, le beaus ne sçauroit habiter où domine le rire déréglé.

Les piéces de theatre sont encore un genre de poésse pour lequel on a porté en France l'admiration à un trop grand excès & dont on est parvenu à l'occuper au delà des bornes de

la raison. Le gout décidé du peuple François pour ces sortes d'ouvrages, la facilité qu'on trouve à les faire réciter avec appareil, va porté le génie de nos meilleurs poëtes. Racine qui par sa tournure d'esprit pouvoit enrichir notre langue du plus beau poème narratif qui eut jamais existé dans aucune, a consumé tous ses talens pour le théatre. Et quoique nous foyons à cet égard plus riches que les Grecs & que les Romains, quoique nous ayons un fonds de bonnes piéces suffisant pour varier sans fin les jeux publics, nous ne cessons d'en demander & d'en attendre; comme si tous les genres n'étoient par à la fin bornés, quelque génie que l'on ait, comme si l'on pouvoit produire des chef-d'œuvres à commandement, comme si le nom qu'on leur donne de chefd'œuvres n'indiquoit la production la plus rare. Au reste si le gout moderé de ces piéces de poësie entretient la politesse & adoucit les mœurs, il importe de faire remarquer que ce gout poussé à un trop grand excès porte à des sentiments exagérés & joués. Le legislateur Solon en avertit les Grecs en voyant Theopis établir la comédie dans Athénes. C'est un jeu d'esprit, lui disoit - on. " Oui, maisce jeu d'esprit, s'ecria-t-il en frapant la terre de son baton, passera bientôt dans nos actions & dans nos contrats." Nous

Nous mettons, avec tous les peuples, au premier rang dans les ouvrages de poësse, ces piéces jactatives & triomphales, dont la marche est vive & véhémente, que nous nommons cantiques quand elles font uniquement confacrées aux louanges de Dieu, & odes lorsqu'elles célébrent les heros, les peuples & les mœurs. Telle est la premiere poesse que les peuples se transmettent souvent par la seule mémoire, à l'aide de la mesure des vers & de la force des pensées, & dont les piéces par cette raison doivent toujours être courtes. Les anciens les récitoient dans les temples. dans les affemblées publiques, & dans les festins. Jusqu'à présent nous ne les avons confiées qu'à la mémoire, & aux récits particuliers: peut-être viendrons nous à en méler avec succès le débit dans nos concerts.

Au second rang est la poësie narrative ou épique qui sçait à l'occasion d'un fait célébre & un peu étendu, consacrer le récit de tous les usages, de tous les noms, & de tous les événements glorieux d'un peuple. Les anciens non-seulement se délectoient dans la lecture des chants épiques; mail ils avoient des hommes qui les récitoient publiquement, & les Grecs s'assembloient autour d'un rapsode pour écouter les vers d'Homére, comme notre bas peuple s'attroupe aujourdhui autour des baladins. Les Italiens commencent à réciter publiquement des morceaux de leur Arioste; & probablement lorsque la France aura un poëme épique digne de ses autres chef d'œuvres, elle aimera à en voir ainsi répéter les chants.

Au troisième rang seulement sont les pièces dramatiques & didactiques, les fables, les saires, les épitres, & toutes les poësies samilières, genre dans lequel nous avons excellé. Ce genre a aussi ses avantages, & la perfection y est précieuse comme ailleurs, mais il faut sçavoir le mettre à sa place, & se livrer avec plus de précaution que nous ne faisons, au goût excessif, qu'il inspire, par les raisons que nous avons expliquées en parlant de notre poësse en général.

11 est aussi un certain genre d'ouvrages en prose qui est susceptible d'élévation dans les idées & sinon de mesure dans les mots, au moins de nombre & d'harmonie. l'Eloquence a comme la poësie sa sublimité. Plus sévere & plus simple dans sa marche, il faut qu'avec moins d'avantages, elle arrive au même but qui est d'attacher & d'instruire, mais comme tous les moyens qui tiennent à l'imagination lui sont interdits, elle doit tirer toute sa force de la vérité des choses, de la justesse des ex-

pressions, de la vigueur des raisonnements, de l'importance des pensées, de la clarté & de la brieveté des récits. Nos bons écrivains en prose ont, pour ainsi dire, reculé les bornes de l'art de bien dire, & plusieurs des ouvrages qu'ils nous ont donnés, sont faits pour triompher de l'oubli, tout autant que les plus beaux poèmes.

Les autres arts libéraux, tels que l'architecture, la peinture, la sculpture, la musique ayant sur les esprits un effet moins puissant, moins général que les lettres, ne nous arrête-

ront pas fi longtems.

Cet art qui préside à la construction, à la disposition, & à la solidité de nos édifices; & qui tend à donner des formes agréables à tout ce qui est à notre usage; l'architecture à été l'objet de nos soins dès que nous avons commencé à prendre une certaine consistance civile. Son état & ses progrès parmi nous sont écrits sur tous nos pas: Mille monuments magnifiques, temples, palais; fontaines, aqueducs, tours, bastions, fares, ponts, vaisfeaux, attestent notre goût pour cet art, & les moyens que nous avons de nous y livrer. Les Egiptiens, les Grecs, les Romains, tous les peuples qui ont eu des Gouvernements vihoureux & suivis, ont cherché à prouver leur Aa intel

intelligence & leur force par de beaux, par de durables établissements d'architecture. Rien en effet ne demontre plus promtement & plus fortement la bonne assiéte d'un Etat que la persection & la solidité de ses édifices: rien n'en impose plus à l'étranger; rien ne donne au peuple une plus grande opinion de ses institutions, & ne contribue davantage à lui faire aimer son pays. Le gouvernement & le peuple François ne seauroit donc trop persister dans le gout qu'il a toujours montré pour cet art majestueux & nécessaire, dont les monuments sont la premiere chose qui frape les yeux & qui détermine l'opinion.

Quoique la moderne Italie se vante d'avoir eu des peintres excellents, il est encore incertain si les notres ne l'emportent pas. Quant à nos sculpteurs, ils ont non seulement surpassé tous les modernes; mais ils nous ont donné des ouvrages où l'on trouve une finesse & une perfection, inconnues peut-être aux plus habiles statuaires de l'ancienne Grece. Nous actordons infiniment de consideration & de gloire aux artistes excellents, ainsi qu'aux citoyens qui recueillent leurs chess d'œuvres, & qui en sixent des collections dans nos villes. Ces collections honorent & enrichissent le pays: elles empêchent les citoyens de porter au loin leur

leur admiration: & elles excitent la curiosité des étrangers.

N'oublions pas de remarquer que la peinture & la sculpture peuvent encore être dirigées à un but plus utile en prenant pour objet de leurs travaux recherchés les faits mémorables & les hommes illustres. Un trait de vertu habilement rendu, occupe avec fruit l'attention du spectateur. Le merveilleux de l'art ajoute au mérite de la chose représentée. Le plaisir que le peuple en reçoit lui fait honorer également l'artiste & le heros: & une main habile peut faire ainsi passer à la postérité la plus reculée. le témoignage de ses talents, la mémoire d'une belle action & l'envie de l'imiter. Faits pour connoitre & pour aimer la gloire autant que pour en être comblés, les artistes en sont les distributeurs par excellence: c'est à eux à la dispenser dignement & à ne donner ce prix auguste qu'à la vertu.

A ces arts dont les productions sont si durables, on n'a point dédaigné d'affocier celui dont les effets momentanées se dissipent si promtement dans les airs. La musique, cet art de remuer, d'élever, d'arreter les esprits par un mélange bien afforti de sons, exige de l'intelligence & du génie. Il a sa place dans le culte public, dans les sêtes populaires, & dans la

A 2 2

difci-

discipline des armées, nous l'admettons aussi dans les festins somptueux. Le genre de musique auquel la nation Françoise s'est fixé, est fimple, naturel, facile. Des airs coulants & d'une mesure distincte sans être lourde. des fimphonies nettes & fans embarras, des chants vrais. sans difficultés, & sans aucun de ces mouvements ambitieux fi chers aux étrangers. qui ne prouvent jamais que l'ignorance des principes & des bornes de l'art, des phrases de musique soutenues & variées, sont ce qui plait furtout aux François. La musique instrumentale est seule propre à la guerre dont la musique vocale est aujourdhui bannie. Les anciens en allant charger l'ennemi entonnoient des hymnes de combat. Le bruit que produisent nos artifices de guerre ne nous le permet plus. Mais nous ne sçaurions trop entretenir & renforcer notre musique militaire & y multiplier les instruments bruyants & triomphaux. Leurs sons répétés sont l'expression de la reconnoisfance publique qui accompagne partout le Soldat, qui l'entoure d'apareil & de gloire & qui le somme de ses devoirs. Dans les temples ou contraire doit regner la seule musique vocale: la bouche de l'homme est l'instrument le plus digne de chanter les louanges de Dieu. Nous avons attention que notre musique sacrée

soit grave, pleine, & sans effort, quoique d'un beau mouvement, de sorte que tous les genres de voix puissent s'y joindre sans détonner.

Enfin la danse, compagne servile de la mufique, est aussi mise au rang des arts libéraux, dont elle est le dernier & le plus futile, mais non pas le moins agréable, ni le moins répan-Tous les peuples ont leurs jeux & leurs danses: & il n'est pas indigne de la gravité de ce discours de faire l'éloge des notres dont le caractère est une décence continue & une gaité modérée. Des danses honnêtes rassemblent. lient, & réjouissent les citoyens qui ne seauroient jamais trouver trop d'occasions de se rencontrer & de s'agréer, lorsque la retenue préside à leurs plaisirs. Cette assemblée de danse qu'on nomme bal, & qui est aujourdhui usitée chèz toutes les nations, est une invention Françoise. Le bal est chèz nous la premiere des affemblées publiques du genre agréable. Peu à peu les danses y étant devenues spectacles, ont donné naissance aux balets. comme les concerts y ont ensuite donné naissance à l'opera. Voila pourquoi le spectacle qui porte le nom d'opera, & auquel le bal & les danses sont toujours unis, est le premier rendez-vous national, & qu'on se contente

d'y entretenir une sorte de magnificence & de grandeur, sans y rien offrir qui exige une attention trop soutenue. l'Assemblée est là l'objet principal: il suffit que les jeux qu'on y execute plaisent, ils ne doivent jamais occuper. Les longes soirées de l'hiver y ramenent les danses genérales, proprement dites le bal, qui forme le sonds de cette institution si essentiel-lement Françoise.

La police des beaux arts est renfermée en France dans les Universités, institutions municipales très anciennes, dont Charlesmagne fut le fondateur. Leur nom indique que ce font des ecoles universelles de toutes les sciences: tous ceux qui enseignent ou qui professent quelque art libéral sont censes y être aggrégés ou en avoir l'attache: & elles sont affujeties à un régime & à des loix propres à y conserver & à y perpétuer les connoissances humaines. Toutes les branches de l'éducation publique font confiées aux différents ordres de citovens: & comme les lettres font la clef de tous les arts, l'avenue qui méne à toutes les sciences, il n'est pas étonnant qu'elles soient aussi l'objet essentiel qu'on y traite. Ceux qui y dominent en avoient éloigné mal à propos plusieurs arts libéraux, tels que l'architecture, la peinture, la sculpture & la musique, qui en dépendoient;

doient; mais nos Rois y ont sagement supplée par d'autres institutions connues sous le nom d'Academies où l'on aggrége les habiles professeurs de ces arts, & où l'on s'applique à en continuer la culture.

l'Académie des Sciences a de même été instituée pour entretenir le goût des hautes sciences & pour en être le soyer. Nos Rois ont bien habilement senti combien la position de la France étoit avantageuse pour y former cet établissement utile à toutes les nations, sait pour augmenter notre ascendant, & devenu pour longtems le dépot, l'arbitre & le soutien de toutes les connoissances du monde.

Quoique l'Académie Françoise soit destinée à fixer, à maintenir & à épurer la Langue Françoise & qu'elle s'en occupe en esset; il semble que l'intention de nos Rois a été plus encore de faire de cette compagnie une union de quarante des plus illustres de la nation par les lettres, par les armes, & par le rang. C'est là que chacun vient mettre sa gloire en commun, & se trouve honoré de l'éclat des autres. Cette assemblée est faite pour présenter au peuple ce qu'il posséde de plus distingué en hommes de mérite.

Comme les Universités sont plus particulierement destinées à l'instruction, à l'enseigne-A a 4 ment, ment, à perpétuer les élèments des sçiences dans l'Etat, & à y former la jeunesse, on mer ces compagnies sous l'inspection immédiate des Officiers municipaux & de judicature qui concourent à les régir avec les Officiers ecclessaftiques.

Ce concours est nécessaire pour que les prêttres en se rendant trop maitres de l'instruction, ne la bornent pas aux choses seules de la religion, & que l'étude des lettres profanes si estéentielle aux sçiences ne soit point interrompue dans l'Etat. Sans doute que l'on n'a point ce risque à courir avec un clergé citoyen, mais sans rien craindre & sans rien soupçonner, chacun est bien aise en France de garder son autorité.

Comme c'est dans la bonne discipline & dans la force des ecoles que réside l'espérance d'un Etat, & que nous regardons l'éducation de la jeunesse comme une des parties les plus importantes de la chose publique, nous avons soin que nos universités ne soient composées que de maitres capables, & plein d'un zèle ardent; il leur est attribué des récompenses & des honneurs, & l'on n'admet point parmi eux des religieux attachés à des principes étrangers, ou soumis à des supérieurs établis hors du Royaume.

Outre l'honorifique le plus grand, nos universités sont en possession d'une autorité suffifante pour en imposer à une jeunesse toujours ennemie du frein & pour l'amener à cette docilité qui est le premier pas vers l'éducation. On conduit par la raison les hommes raisonnables, mais ceux qui ne sont point en âge de l'être ne reconnoissent d'autre empire que celui de la necessité. Ce n'est qu'en les contraignant habilement, qu'on parvient à fixer leur attention, à vaincre leur légéreté, à foumettre leur présomption. La nécessité de travailler & de bien agir leur fait enfin aimer le bien par habitude, comme la nature le leur fait aimer par sentiment, comme la raison le leur fait ensuite aimer par discernement: & l'habitude du bien une fois prise s'efface d'autant plus difficilement qu'elle est soutenue de ces autres appuis. l'Habitude, dit un vieux proverbe, devient un second naturel; & c'est furtout à une éducation vigoureuse qu'il appartient de faire contracter une bonne habitude. toolist made alchaete brack asing

A l'egard de l'étude des lettres mortes, soit Grecques, soit Latines, à laquelle il est d'usage de soumettre notre jeunesse dans les universités, c'est envain que les gens inconsidérés la condamnent, & voudroient la faire passer pour

Aa 5

inutile. Il paroitra toujours certain aux hommes qui voudront réfléchir que l'étude d'une de ces deux langues, méres de la notre; est la seule vove à prendre pour la bien scavoir. Ils resteront toujours convaincus que les exercices qu'on fait faire aux enfants pour apprendre ainsi les régles de la grammaire & connoitre l'étimologie, sont ce qui les accoutume le plus à suivre des raisonnements, ce qui dévelope le mieux leurs idées, ce qui donne le plus de ressort à leur imagination. Cette étude longue & fuivie ne leur apprend pas moins la constan. ce que le bon langage, ne les prépare pas moins à bien agir qu'elle les habitue à parler & à penser juste. Envain, dit-on, que la ieunesse s'applique en cela mal à propos à étudier une langue dont elle ne doit faire que peu ou point d'usage. Il suffit d'être sûr que cette étude est un passage nécessaire aux autres études, & que l'application qu'on y donne apprend a se rendre capable d'application. Non seulement on apprend par là sa propre langue, mais on apprend encore à apprendre. Tous ceux qui ont voulu s'écarter à cet égard de l'ancien sistème, varier les études, les rendre amusantes, les abréger, pour les porter sur plusieurs objets à la fois, les tourner du coté des langues vivantes, & des Mathematiques,

ont nécessairement manqué les éducations qu'ils ont faites. Toutes ces instructions faciles & dont les objets sont multipliés ne laissent point de trace, ne sont jamais que des sujets medion cres, & incapables d'une longue tenue. Tanç dis qu'un esprit éprouvé par les dégouts des répetitions, & dompté par un travail unique & continu, peut se rendre ensuite toutes les autres études faciles & prositables.

Que de fils composent le tissu d'un gouvernement complet! Que de ressorts concourent à son mouvement! Et cependant comme tout s'v arrange, comme tout s'y met dans fon ordre, quand tout s'y rapporte à une même fin! Après avoir examiné notre Etat dans ses différents rapports de discipline, & developé des institutions fondées sur les mœurs, il nous reste à nous occuper de quelques usages dont les mœurs toutes seules sont les arbitres, & où la volonté publique fait sentir tout son empire. Nos façons d'agir particulieres, & notre maniere de vivre dans la société ne sont pas ce qui a le moins contribué à notre célebrité. La politesse Françoise devenue l'entretien de tout l'univers, n'a fans doute pas besoin que nous en repétions ici l'éloge. Nous allons seulement en faire connoitre l'honorable cause, en décrire quelques effets, & en faire sentir tous les avantages.

La politesse chèz une nation ne sçauroit, ainsi que les arts, avoir d'autre baze que la liberté, & si quelqu'un nous croyoit asservir, le moindre coup d'œil jetté sur nos mœurs le convaincroit bientôt, non seulement de notre indépendance, mais encore de l'autorité, que nous exerçons.

Parmi les peuples anciens la politesse a surtout regné chèz les Egyptiens, chèz les Grecs, chèz les Romains; & parmi les peuples modernes, les François font ceux qui s'en font le plus piqués. Les Grecs l'appeloient Atticisme pour exprimer que c'étoit aux peuplades libres & rapprochées de l'Attique, que la politesse de la Gréce étoit due. Les Romains l'appelloient urbanité, & les François l'appellent de même civilité, pour montrer que c'est. furtout le commerce des grandes villes qui y forme, & qu'elle consiste dans les devoirs que les habitans d'une même cité doivent se rendre reciproquement pour se conserver chacun dans ses droits, & pour mener une vie tranquille & agréable. Les nations sans civilité, c'est à dire celles où la force & l'autorité décident seules de la conduite des hommes entre eux, sont par là même qualifiées de barbares.

Pour mieux déveloper cette matiere importante & voir avec plus de clarté les différents genres de devoirs qu'importent à l'homme ses différentes conditions, il est nécessaire de rappeller ses trois états essentiels, l'état sauvage, l'état barbare, & l'état civil. Ces trois manieres d'être sont pour l'homme, quoiqu'en aient dit plusieurs écrivains, également selon la nature; & sans doute qu'en examinant les choses à sonds, on trouveroit que l'état social est de toutes ses saçons de vivre celle qui lui est la plus naturelle.

,

2

Quoiqu'il en soit, on nomme sauvage colui qui vit dans les champs à l'aventure, sans so-ciété, sans conventions, sans discipline. Cet état est, comme on voit, celui qui impose à l'homme le moins de devoirs, mais c'est aussi celui qui lui offre le moins de ressources, & où il court le plus de risques. Il y a fort peu d'hommes sauvages: toutessois ou en a trouvé & on en trouve encore dans l'Amérique, dans quelques contrées de l'Asie, dans le centre de l'Afrique. On en trouve aussi dans le Nord de l'Europe, & le hazard en a fait paroitre quelques uns parmi nous.

On nomme barbare un état de société grossier & informe, où la force & la violence décident seuls de tous les rapports des hommes,

281

où les usages généraux sont sans puissance & fans perfection, où le pact social est sans équilibre. Les anciens Grecs appelloient avec justice tous les peuples étrangers, barbares, & ils l'étoient en effet par rapport à eux. Aujourdhui nous regardons comme barbare la pluspart des peuples de l'Asie, de l'Asrique, de l'Amérique, & quelques uns de ceux de l'Europe.

Enfin on appelle état civil celui où les hommes vivent sous l'empire de conventions judicieuses, où la discipline règne sans géner la liberté, & sans porter atteinte aux droits premiers de l'homme, où l'autorité, ramenée à des principes modérés, est sorcée à se respecter elle même dans ceux qu'elle gouverne; où les citoyens sont attentiss à pratiquer les uns envers les autres les devoirs que la bonté naturelle à l'homme doit lui inspirer, quand libre de toute crainte il n'est affujetti qu'à la raison & à des loix raisonnables. Telle a été autressois l'Egipte, la Phénicie, la Gréce, l'Italie; telle est aujourdhui la France, & quelques autres Etats de l'Europe.

Il est aisé de voir par la description de ces trois différentes manieres de vivre, la distance qui sépare l'homme sauvage de l'homme social. l'Un peut se livrer sans injustice aux premières impul-

impulfions; mais il faut que l'autre réflechisse. & qu'il ne se détermine dans les actions qu'en taison des nœuds qui le lient à la société dont il est membre. Ce rapport composé forme la moralité de l'homme focial, comme nous avons déjà eu occasion de le dire au commencement de ce discours en traitant de la liberté. De là le bien & le mal, le juste & l'injuste, l'honnête & le deshonnête, la grossiereté enfin & la politesse. c'Est par là que celui que dans la focieté ne suit les penchants naturels qu'autant qu'il ne bleffe point le droit des autres, est un homme juste, un bon citoyen, une personne civile, & que celui qui profitant des avantages de la société, veut sans egard à la retenue des autres envers lui, suivre le premier mouvement de ses passions envers les autres. est un homme injuste, un insensé, un brutal, un méchant.

c'Est pourquoi encore nous exigeons dans la politeffe la vérité & le naturel; car dans toutes nos inflitutions nous cherchons bien à feconder, à aider la nature, & à la faire paroitre dans sa beauté, mais nous ne voulons ni l'étouffer, ni la déguiser. l'Intelligence de ce précepte est plus aisée à sentir qu'a énoncer & l'on dit tous les jours qu'il faut revenir à la nature, qu'il faut prendre la nature pour gui-

de, qu'il faut se conformer à la nature, sans que l'on sçache bien précisement ce que l'on entend par ce conseil. Nous venons de voir que si dans l'état civil on alloit crûement prendre la première impulsion de la nature pour règle, on seroit groffier & insociable; mais si d'un autre coté on prenoit à tache de la contrarier & de l'asservir en tout, on seroit artissicieux & corrompu. c'Est dans un certain milieu entre ces deux inconvéniens qu'est le naturel de l'homme focial. La nature chèz lui doit fournir le fonds de tout, paroitre en tout, animer tout, mais sous de formes appropriées à l'état de société dans lequel il vit. l'Etat fauvage & l'état focial font, comme nous venons de le dire, également naturels, mais le sens naturel leur impose à tous deux une conduite différente. Sans étouffer la nature l'homme focial doit ne point se livrer sans examen à ses premieres impressions. Il est naturel de suivre ses penchants, mais il est naturel aussi de réflechir, d'être juste: & c'est sous ce dernier aspect qu'on doit envisager la nature dans toutes les actions civiles:

Faute d'avoir établi ces distinctions, un de nos plus grands philosophes a laissé du louche dans ses écrits, & a occasionné des erreurs en donnant à l'homme sauvage seulement, la qualité d'homme naturel, & en se servant même exclusivement des mots d'état de nature, d'état naturel, pour exprimer l'état sauvage; tandis que l'homme sauvage & l'homme social sont l'un & l'autre également naturels, le dernier étant seulement d'une nature plus polie & plus persectionnée. Nous avons dû remonter dans ces détails pour débarasser une bonne sois la morale & la politique de tous ces raisonnements à demi-conçus.

Si donc la perfection de l'État focial dans les actions importantes est l'habitude des vertus éminentes, telles que le courage, la justice, la prudence, sa perfection dans les actions de détail est une vertu moins relevée, mais toujours infiniment desirable, la politesse.

La politesse Françoise veut qu'on se rende liant dans la société & qu'on y apporte une humeur égale & facile, mais en se garantissant cependant de cette lacheté qui cede à toutes les impressions, de cette soiblesse qui plie sous toutes les volontés. Rien de plus méprisé parmi nous que ces hommes sans caractère & sans opinion; qui sont dans le monde comme ces pièces de monnoyes essacées à force de frottement dont on ne distingue plus la valeur. Nous voulons qu'on se livre aux formalités sociales avec naiveté, avec vérité, qu'on se la be fasse.

fasse à les sentir, & qu'on évite surtout les démonstrations d'une politesse affectée. En effet l'excès dans les meilleures choses dégénère bientôt en vice, & un peuple qui à force de civilisation seroit venu à bout de n'avoir plus rien de naturel dans son maintien, dans fes habits, dans ses mœurs, un peuple dont les manieres ne seroient que fausseté, dont la politesse ne seroit qu'artifice, dont la parure ne feroit que déguisement, seroit dans un état de dépravation mille fois pire que la plus affreuse barbarie. La qualité qui tient les hommes éloignés de cet excès est tellement propre à la nation Françoise, que le nom de franchise qui lui a été donné, est national, & qu'être franç veut dire être poli, vrai & naif, comme il veut dire être François.

Donner & recevoir des marques de satisfaction, se visiter réciproquement, se témoigner des égards, se saluer, se rechercher aux époques convenues, mettre dans la conversation beaucoup de déférence, maintenir la proprieté sur sa personne, avoir pour les semmes un respect infini, sont les détails de la politesse Françoise que la tradition doit seule apprendre, & dont la nature de ce discours ne comporte point la description. Mais on peut s'arrêter à dire que la politesse en général consiste

à montrer de la bienveillance à tous ceux avec qui l'on communique, à rechercher même la fociété pour y porter de l'obligeance & de l'attention: si l'on a de la supériorité à l'oublier avec les autres par egard pour leur perfonnel; & fi l'on a de l'infériorité à s'égaler aux autres par egard pour leur politeffe: de forte que la seule qualité de citoyen ramene à l'égalité les personnes de toutes les conditions dans les communications fociales. Dans les fon Lions bubliques nous nous soumettons à la subordination la plus exacte; c'est en cela qu'est nôtre force politique: hors du fervice public tout fedevient égal, c'est en cela qu'est notre politesse. Dans l'exercice de sa charge un François est plus qu'un autre : dans la société il n'est qu'un citoyen. On évite même d'apporter dans la société les habits des dignités ; pour ne rien rappeller qui rompe l'équilibre: l'Habit commun à la nation est tout ce qui y est admis: une légère marque est seulement tolérée pour indiquer l'état qu'on professe: Qui= conque ne se soumet pas à ces loix de la politesse & de l'égalité Françoise est méprisé, repousse & rejette par tout.

Ce n'est pas que dans le mélange de sociétés Françoises on ne fasse une distinction déliéate des rangs. Mais cette distinction est toute

BBZ

libre;

libre, toute volontaire, elle ne cesse point d'être obligeante pour les autres; & l'adresse des gens du monde sçait en esset la rendre imperceptible.

Parmi les distinctions reçues chèz les François doit être remarquée la noblesse d'origine. Quoiqu'on ne la fasse point sentir dans la société, elle procure une entrée dans le monde, & elle donne beaucoup d'avantage, lorsqu'elle est accompagnée de mérite, pour l'avancement dans les emplois. Comme nous n'avons point eu occasion de traiter de la noblesse, & qu'elle tient absolument aux mœurs & à l'opinion, c'est ici le lieu de décrire les avantages & les inconvéniens de cette prerogative & la maniere dont on la considére en France.

Dans l'ordre premier de la nature, il n'y a que la force du corps & l'intelligence qui peuvent mettre de la différence entre les hommes. Dans l'ordre civil l'intelligence, les vertus, la fortune, & les places devroient être les seules causes de distinction. Cependant l'on admet que la possession des honneurs dans les grandes familles donne une sorte de rang à ceux qui en descendent; & c'est sur cette convention, qu'est établie la noblesse d'extraction.

Les monarchies héréditaires ne vont gueres fans cette institution, parceque toutes les familles

K

e

.6

1-

e.

0-

e,

lle

nt

nt

1-

n,

les

re

7. 2

lut

m-

les

tre

OB

les

à

n-

on.

res

fa-

lles

milles en dignité y veulent imiter par une conséquence naturelle, la famille royale, en cherchant à conserver les honneurs & les avantages de leurs races. Les Monarchies Mahométanes sont les seules où la noblesse d'origine n'ait lieu que pour la famille royale; mais peutêtre que la vigueur de cette loi n'auroit pas pu triompher dans nos climats de l'opiniatreté que mettent à défendre ce préjugé ceux à qui il est utile, & de la bonté des peuples qui se prêtent volontiers à reconnoitre dans les enfants, le mérite de ceux qui les ont illustrés. Les Démocraties Européennes, le sejour de l'égalité même, ne peuvent par faire renoncer chèz elles à la noblesse d'origine, qui y est fouvent un vice, & qui devient fouvent une cause de leur destruction.

Comme le préjugé de la noblesse engendre des abus & forme des partis dans un Etat, lorsqu'on lui laisse prendre trop de puissance, divers peuples y ont apporté divers tempéraments. Les Suisses nos voisins & pour ainsi dire nos concitoyens, pour balancer le Gouvernement de Berne qui est tout dévolu aux nobles, ont consié tout celui de Basle aux roturiers; les nobles Venitiens, renommés par leur adresse en politique, en se conservant les principaux emplois, en ont réservé quelques

B b 3

uns

uns pour les citadins: c'est d'eux qu'ils tirent leur Chancelier, magistrat considérable dons les nobles vant jusqu'à porter le deuil: & ils ont toujours eu soin d'accorder promptement les prérogatives de la noblesse au peu de gens habiles qu'ils ont eu dans leur peuple, Les anciens Romains reçurent également les patriciens & les plebeiens dans les charges publiques; cependant ils ne purent point si bien méler les choses que la tendance des patriciens à l'autorité exclusive, n'ait causé des troubles continuels, & fini par détruire la république, Le commencement de la division se sit sentir à Coriolan, & finit avec Pompée, époque où Jules Cesar acquit la Souveraineté en se jettant habilement dans le parti du peuple. Les Athéniens firent mieux: sans éconduire la noblesse, ils se contenterent de la compter pour rien dans leurs élections. Le mérite, le courage; & la fortune, étoit tout ce qui décidoit leurs Nos Rois prennent à peu près le même parti. Ils accueillent la noblesse, mais ils ne se décident point par cette seule considération; ils exigent surrout la capacité, pour remplir les grands emplois, & lorsqu'ils la trouvent dans des hommes du peuple, ils les élevent sans hésiter jusqu'a eux. La puissance Souveraine dont ils jouissent étant essentiel-

ma-

tiellement populaire, égale tout à leurs yeux, & les porte naturellement à entretenir par ces exemples l'amour du peuple pour un gouvernement toujours débarassé d'esprit de parti & de préjugéal financia un ind applique la set

Cette disposition des choses fait que nos grands Seigneurs, pour entretenir dans leurs maison la possession des honneurs & des dignités, cherchent à se rendre capables des grands emplois, & à ajouter le mérite, la probité, & la politesse à la naissance. Aussi la cour de France est-elle celle de l'Europe où l'on trouve le plus d'amabilité, de naturel & d'esprit, réuni avec le plus d'illustration & de dignité. Nos grands se plaisent à rechercher, à protéger le mérite, à l'approcher du Trône, & loin d'être jaloux ou humiliés de le rencontrer dans les autres, ils croient que le premier usage qu'ils doivent faire de leur grandeur, est de l'aider à se mettre dans sa valeur & dans ses droits: q bbungt L appointed

Il n'en est pas de même de notre noblesse de chateaux. Rien ne tient davantage à la barbarie Gothique, & n'est plus éloigné de la civilisation & de la politesse que toute cette classe orgueilleuse, sans moyens, & presque toujours sans éducation. d'Abord tirans subalternes des hommes grossiers qui entourent leurs

Bb 4

manoirs, ces nobles veulent ensuite porter dans les emplois où ils parviennent, & dans les grandes fociétés, cette estime exagérée de leurs noms & de leurs titres, ces manieres fottes & hautaines, qui en ont fait de tous tems un si riche fonds de ridicule pour nos poëtes comiques, & qui les rendent à charge à la bonne compagnie. Dénués de veritable force ils cherchent à s'en donner en s'intriguant, en se liguant, en fermant à tout ce qui n'est pas de leur ordre tous les passages dont ils sont maitres. Le mérite & les vertus ne sont pour cux que des ennemis de la naissance qui veulent insolemment usurper les avantages, qu'ils croient n'être dûs qu'à elle seule. Avoir de la naissance doit tenir lieu, selon eux, de talens, d'application, d'honneur, de toutes les qualités publiques & sociales. Car qu'importe l'estime des autres, quand on ne fait cas que de la noblesse qu'on ne peut jamais perdre. Un homme sans naissance est regardé par ces fortes de gens, comme s'il n'existoit point: & lorsque la fortune les a portés quelquefois aux grandeurs, on les a vus amener pour un moment leurs opinions & leurs mœurs chèz nos Princes & chèz nos Rois, & contrarier pendant quelque tems les vœux & l'ordre de la nation; mais la manie est bientôt apperçue, & la a dill - MIN.

eux

& la force publique ne tarde pas à reprendre le dessus. Au reste les grandes communications & le mélange des races éteignent peu à pen ces divisions. 22 summente a official and

Deux choses surtout garantissent nos grands de se livrer à trop de confiance en leur seule noblesse: l'une est le peu de cas que le peuple! fait de cette qualité, lorsqu'elle n'est pas accompagnée d'illustration & de richesse: l'autre est le pouvoir réservé au Roi de donner l'illustration & d'augmenter la richesse par ses graces. Le titre de Duc, le baton de Marechal, le colier du grand Ordre, mettent ceux à qui le Roi accorde ces distinctions à une distance immense de la petite noblesse & au niveau de la plus grande. colenot zanose 251 anolonamites

Sans cette autorité le Roi de France auroir une puissance bornée dans ce qu'il doit posféder au plus suprême degré & distribuer le plus efficacement qui est la noblesse & l'illustration; & il manqueroit en cola seulement quelque chose à sa Souveraineté. d'Ailleurs cette faculté d'éléver qui ils jugent à propos aux plus grands honneurs, est dans nos Monarques non seulement un acte d'équité, mais de prudence. Il arrive, lorsque la carriere des distinctions est trop strictement fermée aux hommes de basse naissance, qu'il s'élève parmi B b 5

eux des esprits énergiques qui idrités de cette injustice, animés par les obstacles, rendus plus entreprenants par les oppositions, se font jour dans les Gouvernements, & ébranlent ou détruisent les Etats mene roognil sploite ten Cal

c'Estavec les nobles de la premiere classe que le Roi & la Reine ont coutume de lier leur principale société, Il n'en est pas chèz nous comme chèz les Orientaux où les Monarques ne communiquent qu'avec leurs officiers utiles. Chèz nous les Ministres sont établis dans le cabinet, les gens de qualité dans le fallon de Compagnie. Et nos grands n'ont pas en cela un petit avantage ; car en faisissant l'esprit du Monarque par l'attrait du plaisir & de la dissipation, sous les règnes foibles, ils pourroient aisément tout conduire à leur gré. Mais la force de nos mœurs reduit presqu'à rien cet inconvénient, d'Abord la politesse & la bienséance de Palais défendent à nos grands de parler d'affaire au Roi, à moins que Sa Majesté ne leur en parle: d'un autre côté cette même politesse désend au Roi de mettre entre les grands une inégalité qui puisse en rendre quelqu'un préponderant. Par ce moyen les intérêts se mélent, les impressions s'effacent réciproquement, & la vérité perce. D'ailleurs pos grands font fi grands, fi fort au deffus des cabacabales, des intrigues & des préjugés, qu'il est presque impossible qu'ils portent aux pieds du trone autre chose que la voix publique.

Au reste on ne fait cas en France que de la noblesse qui après une longue illustration, remonte & va se perdre dans la nuit des rems, ou de celle qui plus moderne a une souche d'une telle célébrité que l'abondance de la gloire est jugée alors équivaloir a l'ancienneré de la gloire. Il n'y a de grands noms pour les François que les noms historiques. A l'egard de la noblesse acquise à des époques connues par le moyen ordinaire des charges, soit ancienne, soit nouvelle, elle n'est jamais jugée bonne que pour les privileges, & ne donne pas plus de considération dans l'opinion que le titre de simple citoyen.

c'Est aux ligues secrettes des petits nobles que sont dues certaines déliberations intérieures de plusieurs compagnies de ne souffrir chèz elles que des nobles d'origine. Ces conventions éphéméres, contraires également à la puissance royale & à l'esprit national, ne sont jamais soutenues que par la médiocrité, toujours acharnée à sermer le plus de portes qu'elle peut au mérite, & n'ont besoin que d'être plus connus pour être à jamais proscrites. Quand on pense que si de pareils conciliabules avoient

pu exister même dans nos tems Gotiques, ils auroient privé la France des services des Amiot, des Dossat, des l'Hopital, & de tant d'autres qui ont tant honoré la nation, on ne peut qu'être étonné qu'on ait pu y déférer un seul moment. En général toutes les volontés des corps pour la composition de leurs membres ne tendent qu'à perpétuer les cabales, à entetenir les préjugés & à géner l'autorité.

Quant à la noblesse que donnent les charges publiques; le gouvernement ne sçauroit être trop réservé à ne l'accorder qu'aux plus importantes & même après plusieurs générations d'exercice. & il devroit surtout réduire à la nobleffe personelle toutes ces charges de fecretaires du Roi, qu'on facilite aux gens riches pour les fixer dans l'Etat, & pour leur donner tous les avantages de fantaisse, mais qui deviennent abusives en ennoblissant mal à propos les fouches, & en formant une trop grande quantité de nobles. On sçait affèz que lorsque ces fortes de gens tombent dans la pauvreté, ce qui ne tarde pas à arriver par les dépenses où leur vanité les porte, ils ne veulent rien faire sous prétexte de leur noblesse & infestent les fociétés par leurs déréglements. Ils fe trouvent alors également à charge à l'Etat & à eux mêmes, car ils répugnent avec raison à

embrasser des métiers bas, & ils ne sont d'aitleurs gueres propres aux arts relevés, qui demandent une justesse d'esprit, incompatible avec quelque préjugé que ce soit.

Envain Louis XIV a-t-il voulu les pousser vers le commerce: toute cette petite noblesse n'a jamais pu s'y plier. La pauvreté la force bien à prendre un moment les qualités fociales, mais elle revient bientôt à vouloir payer de généalogie; les meilleures institutions qu'on ait faites à cet egard sont les établissements des chapitres nobles qui élaguent un peu ces races par la profession du célibat. Il faut esperer que le gouvernement ouvrira les yeux sur l'abus de toutes cettes créations de nobles, & qu'il réservera cette prérogative pour ceux qui ont vraiment mérité de la patrie avec éclat, & qui ont pour eux la voix publique. l'Exemple de l'Espagne que la manie de la noblesse a écrasé. doit lui montrer le danger de ces promotions : & l'on doit sçavoir que moins il y ade nobles de race, plus les citoyens s'appliquent à être vraiment nobles & distingués par leur conduite personelle.

Une autre grande cause de dictinction dans le monde François est la richesse. La richesse qui est un état vrai & indépendant de l'opinion, qui donne les moyens d'être en esset poble, élevé & maitre de ses actions, améne

roll b

de plus grandes choses ceux qui ont d'autres qualités, & garantit souvent ceux qui n'en ont pas de tomber dans le mépris & dans l'abjection. Un homme riche a une si grande ina fluence sur les autres citoyens, & peut faire tant de bien & tant de mal par la maniere dont il dispose des ses propriétés, que les gens du monde croient ne devoir rien négliger pour s'emparer d'un tel homme, pour le faiger dans les opinions reçues, & pour le forcer à faire de sa fortune un emploi conforme à l'esprit national.

Il n'est pas réçu qu'un homme fiche augmente deformais où maintienne sa fortune par d'autres moyens que par ceux de l'ordre. Tous te entreprise qui a pour but le gain, devient odieuse en lui. On trouve qu'il s'y présente avec trop d'avantages. On veut qu'il abandonne ces moyens aux citoyens laborieux qui ont en effet besoin d'améliorer leuts affaires & qui s'y adonnent par état. Ce n'est point ici envie de louer qui nous fait dire que le François est libéral. Il faut bien exprimer ce qui existe. Nous nous reténons affez souvent for les choses qui se present à l'avantage de la nation, afin de ne pas rebuter par des éloges, un peuple qui n'aime qu'à les mériter: & forces par notre sujet, il faut bien que nous 5114 difions

dissons ici que la France est en esset toute noble & toute honorable. l'Esprit qui l'anime est un esprit de générosité & de grandeur, à qui tout ce qui paroit cupide & intéressé répugne excessivement. Et la richesse n'y est si estimée, que parcequ'elle peut mettre celui qui la posséde, au dessus de toute parcimonie, & de tout besoin de gagner & de rechercher des prosits.

Il n'est pas reçu que les personnes riches fasfent des dons manuels à celles qui font dans la nécessité. Ces manieres lourdes d'obliger. dans lesquelles l'orgueil de celui qui donne trouve cent fois plus d'aliment, que l'indigence de celui qui reçoit ne trouve de secours. ces dons pécuniaires si communs chèz les Anglois nos voifins, font regardés chèz nous comme grossiers & impertinents. Il est si aisé de donner de l'or! Et ce n'est pas de l'or que refusent en France ceux qui en ont. s'Il ne tenoit qu'à le répandre, on le verroit verfer de tous côtés; mais ce que l'ont craint avec raison de répandre, c'est l'humiliation qui abat le cœur de ceux qui reçoivent, & qui les rend ensuite inhabiles à tout ce qui est honnête: ce que l'on craint de répendre, c'est la paresse & le dégout, partage nécessaire de toute ame fletrie par l'aumône. Dans les cas rares où les François osent donner, ils scavent y apporter tant de ménagement & de discrétion, que c'est d'eux surtout qu'on peut dire que leur main gauche alors ne sçait pas ce qu'a fait leur main droite. Le monde est là pour taxer de stupide ossentation, d'insolence révoltante, quiconque ne cache pas de pareils dons. Un travers, un ridicule, du mécontentement, est tout ce que peut recueillir parmi nous celui qui sème ainsi de l'or. Il ne manque pas en esset d'autres manieres d'obliger & plus honnètes & plus importantes, & c'est bien la plus stérile des libéralités que celle qui ne sçait se répandre qu'en deniers.

Un François riche est tenu à faire un ufage honorable de ses biens, à avoir un certain luxe, un état de maison, à entretenir l'émulation dans les arts par des dépenses bien entendues. Les batiments & l'agriculture lui présentent encore des occasions d'employer ses richesses pour la gloire du pays & pour l'avantage de la postérité. Ensin l'honneur de pouvoir contribuer plus qu'un autre aux besoins de l'Etat, est fait pour le satisfaire & pour l'encourager à y employer tous ses soins & tous ses moyens.

Plusieurs peuples civilisés ont eu une maniere différente & qui leur a été propre d'envisa-

visager la richesse. Les Juis, les Arabes; les Phéniciens, les Cartaginois l'ont mise au premier rang, & en ont fait l'objet de leur recherche la plus instante. Les Grecs & les premiers des Romains l'ont méprisée, & ils se sont même fait une gloire de souffrir la pauvreté. Les François ont pris le milieu entre ces deux manieres de voir. Ils n'ont pour la richesse ni l'avidité des Phéniciens, ni l'indissérence des Grecs. Ils regardent la richesse comme bonne & desirable, mais des qu'ils ne trouvent pas des movens honnêtes de l'acquérir; ils scavent lui préférer la pauvreté. l'Honneur est pour eux au dessus de la fortune, & jamais un bien mal acquis, où acquis par des moyens ignobles, n'a pu faire admettre fon possesseur dans leurs sociétés choisies, où la pauvreté est souvent accueillie, quand elle est jointe à l'amabilité & aux autres qualités sociales.

l'Amabilité absorbe tout; prévaut sur tout chèz les François. Etre pénétrant & facile dans la conversation, sçavoir juger & approuver le bien sans pédanterie, sçavoir déméler & fronder le mal sans malice, être complaisant sans bassesse, & liant sans familiarité, être diligent à remplir les devoirs civils sans pesanteur & sans excès, est ce que nous appellons être ce e

49 LE MODE FRANÇOIS

cimable; & quiconque est aimable est fait pour être du monde, & il y est non seulementaccueilli, mais presque toujours recherché & desiré, quelle que soit sa naissance, quelle que soit sa fortune. C'est par les délices que répand sur la vie des François l'exercice de tous ces petits devoirs que s'entretiennent les belles sociétés qu'on y trouve partout. C'est cette tendance générale à ce qui est beau, honnête & distingué, qui perpétue chèz ce peuple vis & communicatif, cette bonne compagnie où s'épurent toutes ses opinions & tous ses gouts.

Personne n'ignore dans l'univers combien la présence des femmes entretient de réserve, de grace, & de décence dans les sociétés Françoises. Le respect que nous nous plaisons à avoir pour ce fexe, la justice que nous aimons à rendre à la finesse de son esprit & à la délicatesse de ses sentiments, lui ont donné le premier rang dans l'intérieur de nos maisons. Les affaires publiques & les céremonies exceptées. partout nos femmes ont l'avantage & le pas. Partout on s'empresse à mériter leur estime, on est flatté de leur suffrage, on craint de leur être fâcheux. Et tous les peuples policés se sont ainsi fait un honneur d'honorer leurs compagnes. La Grece qui aujourdhui voit les femmes renfermées & furveillées par des maitres -6 (11)

faloux, les a vues, dans les tems de sa gloire, confidérées par des époux généreux, & faire, ainsi que les notres, l'ornement & la liaison des compagnies. C'est le soin de cacher les femmes qui rend bientôt leur présence indécente; mais en sçachant les estimer & les montrer, un peuple poli élève autour d'elles un mur de dés cence, bien plus difficile à franchir que toutes ces prisons tant violées des Orientaux. Les femmes de Sparte presque nues, étoient, dit-on, revêtues de l'honnêteté publique. Les femmes Francoises, toujours parées, sont defendues par le respect qu'elles inspirent. Tandis que leur engageance doit entretenir le monde autour d'elle, il faut que leur maintien les mette à l'abri de l'insolence même des regards. Celles qui au lieu de ce respect, ont l'imprudence de chercher à inspirer les desirs, bientôt abandonnées de toute société, sont mises au rang de ces femmes que l'on ne voit point sans rougir, Et c'est ainsi que nos mœurs & nos usages rendent parmi nous fans inconvenient la plus grande confiance & la plus parfaite liberté qu'un peuple ait jamais pu accorder aux femmes?

Quiconque affiche des mœurs indécentes, quiquiconque possede des biens mal acquis, quiconque a manqué à ses engagements, quiconque viole les usages avec arrogance, quicon-

que a été effleuré le moins du monde dans fa personne par un arrêt en matiere criminelle. est banni & rejetté de toutes les sociétés Francoifes. Il est sous une sorte d'excommunication civile dont rien ne peut jamais le relever, & ce sont là les seuls cas qui peuvent faire encourir cette peine vraiment accablante dans un pays où l'on cherche autant à se voir, à se gracieuser, à se prévenir. Nous ne parlons pas ici du désagrement que la bassesse & la malice ont voulu quelquefois faire résulter du supplice des criminels sur leurs parents & sur leurs alliés. Si un pareil préjugé existoit, on ne pourroit pas prononcer un seul jugement criminel sans injustice; il n'a jamais été que le partage de la populace la plus abjecte: il a toujours été rejetté par les personnes élevées & par les grands. Ce préjugé enfin, inoui dans l'antiquité, contraire à la justice & étranger au bon sens, n'existe pas plus chèz nous que chèz nos voifins; & les Anglois n'ont en effet à cet egard aucun avantage de raison sur nous.

A l'égard de la pauvreté, partage nécessaire de la moitié d'un peuple, elle est tempérée chèz les François par la grande douceur des siches pour les pauvres, par la confiance que ceux-ci ont dans la protection des premiers, par la certitude qu'a l'indigent de trou-

ver quand il veut la facilité de vivre par son travail. Le Tiers - Etats furtout a pour le bas peuple une bonté vraiment paternelle. Toujours prêt à accueillir le pauvre, lorsqu'il revient au travail & à la discipline, il scait lui pardonner son abandonnement & ses écarts. c'est cette indulgence qui fait que le bas peuple en France n'est jamais noir, aigit, ni désésperé, & qu'on y voit si peu de grands crimes & si peu de supplices. Comment le payvre envieroit - il au riche la fortune que l'intelligence lui acquiert, lorsqu'il est sur d'y participer sans être rebuté, en offrant les seuls movens dont il dispose, sa peine & ses bras. Au reste le François ne répugne à rien de légitime, quand il a des besoins. La probité suffit pour faire estimer un homme dans toute condition. Nous regardons surtout la honte comme nuisible au pauvre, & nous ne trouvons de méprifable que l'indigence qui est accompagnée de paresse & d'orgueil.

Cette bonté de la bourgeoisse pour le bas peuple, les ressources qu'elle lui procure par le commerce & par les arts, la magnificence même qu'elle met dans les aziles qu'elle ouvre, dans les secours publics qu'elle accorde ou qu'elle fait accorder à cette classe peuple au Tiers dévouent absolument le bas peuple au Tiers

Etat. Aussi le Tiers Etat n'éprouve aucune impression que le bas peuple ne la ressente aus-fitôt très vivement. c'Est sur le visage de la bourgeoisse que la populace règle sa contenance: & les cris de joye ou de mécontentement qui éclastient à la halle, partent presque tou-jours sans qu'on les ait suggérés des maisons des citoyens.

Cette passion qu'ont les François de communiquer beaucoup entre eux, a plustôt qu'ailleurs formé chèz eux de grandes villes: & leur métropole, qui n'a ni port de mer, ni avantige de situation, est par cela seul qu'elle est la capitale de la France, la ville la plus peuplée de l'univers, comme celle où l'on trouve le plus de politesse, de polite & de liberté.

C'est sans doute un avantage pour un gouvernement que d'avoir de grandes villes. Avec plus de rapprochement parmi les citoyens il trouve dans l'Etat plus de force, plus d'union, plus de moyens de se désendre, de se soutenir, de s'éclairer sur ses vrais intérêts. Mais ces grandes villes imposent au Souverain des soins particuliers, pour leurs commodités, pour la police de la fanté parmi les habitants, & pour l'économie de leurs approvisionnements qui ne doivent pas être probables, mais assurées, sous peine de voir renverser tour l'Etat. Paris ne manque point de soins à cet égard; mais on voit le gouvernement sentir tous les jours davantage la nécessité de les redoubler. Son activité, son intelligence, & ses grandes ressources sont saites pour y assurer à jamais la tranquillité publique en pourvoyant d'avance à tous les besoins.

Tout ce que la misantropie a dicté contre les grandes villes à tant de Philosophes chagrins, & plus livrés à la contemplation; qu'exercés à juger de ce qui est en effet le meilleur ne scauroit nous arrêter dans les éloges fondés. que nous devons à ces beaux établissements. Sans grandes villes il ne faut espérer chèz un peuple ni politesse, ni ressources, ni instruetion. Dès qu'elles ont commencé à se former chèz nous, elles ont heureusement attiré des campagnes, tout ce qui n'y étoit pas absolument nécessaire; & les campagnes n'en ont été que plus florissantes par les moyens que le commerce & les confommations des villes one fait refluer fur l'agriculture, comme nons l'avons déja remarqué. Il n'y a point d'habitant fortuné dans les villes qui n'ait des terres, qui ne les surveille & qui n'y passe les tems où sa présence y est utile, & où la nature lui offre des charmes. Mais la ville & la fociété revendiquent bientôt ses droits sur lui, & il faut que Cc 4 l'hil'hiver le ramène à ses concitoyens à qui il se doit par dessus tout:

Nous ne refuterons point non plus ceux qui ont dit que les capitales dévoroient les provinces. Il faut bien en effet qu'elles en consomment les produits: & la circulation des denrées, l'ordre de la population, l'exigent absolument; mais on voit affèz qu'il est faux qu'elles les dévorent & qu'elles les détruisent, puisque jamais nos campagnes n'ont été plus brillantes que depuis que nous avons de grandes villes.

Quant à ceux qui ont dit que les capitales étant les têtes des Etats, tout périt lorsque le corps est furchargé d'une tête grosse & disproportionnée, ceux là se sont laissés aller à une comparaison visiblement sans justeffe; & on ne la réfute ici que pour avoir l'occasion d'établir le principe contraire qu'il importe de connoitre. Les Etats dont la capitale est plus confidérable que le reste du corps politique, n'en font pas moins forts & bien constitués, ils doivent seulement avoir un autre sistème de conduite, que ceux qui ont une capitale proportionnée à leur territoire. Il y a eu des républiques composées d'une seule ville, sans terres & sans domaines, qui n'ont pas laissé de jouir d'une prospérité durable, par la guerre

de l'empire sur des puissances plus étendues &

plus déployées.

Encore moins réfuterons nous les raisonnements trop sensiblement faux, par lesquels l'Abbé de Saint Pierre a voulu justifier le parti qu'ont pris nos Rois depuis un fiécle, & peutêtre sans s'en appercevoir, de ne plus habiter Nous n'hesitons point à dire la capitale. qu'un Monarque y doit quelquesfois sa présence pour la dignité du Royaume, pour le bon ordre, pour le maintien de la confiance, & que son absence trop habituelle de la métropole est contraire au droit public de tous les tems & de tous les lieux. Le respect du peuple n'a point besoin d'être augmenté par l'éloignement. La royauté n'est point une chose factice composée pour éblouir; mais une institution vraye, qui conserve avec le peuple des rapports réciproques qu'il ne faut jamais interrompre.

Bien que la fin de ce siècle ne nous trouve pas dans un instant d'énergie quant à nos mœurs générales, le fonds en est le même que dans tous les tems. c Et la franchise, c'est l'amour du travail, c'est le gout de la liberté, c'est une simplicité parée, c'est une heureuse habitude du bien qui en forment l'ensemble.

Cc5 Rien

Rien n'est pénible dans la conduite des François: il semble que tout aille de soi même chèz eux: leurs vertus sont sans rudesse: leurs désauts sont sans noirceur. Le relachement où nous sommes n'est même que l'ouvrage du moment; & nous ne pouvons pas tarder à en sortir, parceque nous le sentons & que nous nous voyons avec déplaisir au dessous de nous mêmes. Ce moment d'indécision dans nos mœurs nous est venu pour avoir voulu trop nous presser d'être parfaits. Cette inquiétude nous a livrés à mille tentatives hazardées qui nous ont égarées; & l'ésprit de sistème à la sin à trop prevalu sur l'esprit national, qui étoit un guide infiniment plus sur.

Parmi le sistèmes utiles en apparence, au fonds outrés & pernicieux, doit surtout être placé celui de vouloir récompenser tous les genres de bonnes actions & d'attribuer des prix publics à une conduite honnête, à des mœurs réglées, à des soins domestiques. Ainsi donc quoique dans ce moment on vante partout les prix qu'on établit dans nos villages pour le bon père, pour la bonne mère, pour le bon fils & pour d'autres qualités, on n'hésite point à condamner ici ces institutions, à détourner les citoyens de les multiplier, & à inviter à abolir celles qu'on a indiscrétement établis. On

101/1

ne doit rien hazarder dans le moral : on ne joue point avec les mœurs: une intention trop marquée de les soutenir les blesse: un encourage, ment indiscret les ternit. Leur marche est févére & débarassée de toute considération de recompense & de vaine gloire. Ce n'est que dans la raison que des hommes raisonnables doivent prendre leurs motifs de bien faire. La récompense de l'honnêteté est l'honnêteté même. Vouloir la faire dépendre de l'intérêt & de la vanité, c'est l'exposer à la dérission, c'est en altérer la pureté, c'est la corrompre dans sa source même. De pareils usages accrédités chèz un peuple y seroient des marques certaines de la plus infigne corruption. Une nation solide scait rendre justice à la bonne conduite & lui donner de l'estime, mais sans exagération, & il n'y a point en effet de brave citoyen qui ne se tienne offensé de se voir honorer & distinguer pour des actions simples de bienfaifance, qui ne lui ont point coûté, & qu'il est vraiment dans l'ordre d'attendre de tous grandles off ors & Jegg- broi

Et les infignes des ordres de Chevalerie qu'on distribue ne prouvent point que la France se plaise à voir ainsi donner des prix à ceux qui font leur devoir; parceque le public, qui n'a gueres adopté que deux de 0000

ces ordres, le Cordon bleu & la Croix de Saint Louis, ne les a adoptés que comme indications d'états, & non point comme marques de récompense, & comme preuves de vertu. Le Cordon de l'ordre du St. Esprit a réussi dans l'opinion, en ce qu'il sert à désigner un homme de la Cour; la Croix de Saint Louis en ce qu'elle sert à annoncer un Militaire. Le peuple regarde & considére ces deux ordres par cette raison: il voit seulement qu'on porte les autres.

Mais ce qui dans ces derniers tems à le plus contribué à affoiblir nos mœurs, ce qui à sensiblement abbattu la vigueur Françoise, ce qui a ralenti nos progrès, est ce sentiment déstructeur auquel tous nos faux sistèmes nous ont conduit, & que perpétue notre molle éducation. Ce sentiment est l'amour propre, l'amour personnel, ensin ce que nous avons plus particulierement appellé l'égoisme.

Nous nous sommes souvent élevés dans ce discours contre l'amour-propre, nous avons souvent déploré ses funcites effets & dévelopé ses facheuses causes; mais comme le mot d'amour-propre peut être entendu diversement, établissons le sens dans lequel nous le condamnons, pour ne rien laisser d'incertain sur cette matiere qui importe à tous les hommes, & asin qu'on

qu'on sçache avec précision ce qu'il y a à reprendre dans ce sentiment, qui peut être prisen bonne & en mauvaise part, qui dans un
sens est juste & utile, & qui dans un autre sens
est vicieux & criminel.

On appelle d'abord amour-propre une certaine inclination naturelle qui nous porte à veiller à notre conservation, à satisfaire à nos besoins, à nous procurer quelque bien-être. qui nous excite aussi aux actions glorieuses & donne du ressort à nos pensées. Lorsque cette forte d'amour de nous même est subordonnée aux loix de la société & qu'on ne s'y livre point aux dépends d'autrui, c'est un amour-propre raisonnable; c'est entrer dans les deffeins du Souverain auteur de toutes choses, que de s'y livrer, & un renoncement abfolu à soi même seroit un sistème outré que les sages seront toujours très éloignés de conseiller. Sans doute que celui qui pour éviter de tomber dans l'amour - propre se priveroit de tout soin, se débarasseroit de toute émulation, manqueroit en ce qu'il s'oteroit le moyen de payer ce que tout honnête homme doit à la société dans les circonstances où il peut lui être utile. Se hair, se faire souffrir inutilement, est d'un homme de peu de sens, se soigner sans nuire aux autres est d'un homme de bien, & sçavoir quand

quand il le faut se sacrifier pour l'utilité des autres est d'un homme vertueux. Voila jusou'où peut s'etendre & voila où doit finir l'amour-propre utile, raisonnable & légitime; qui n'est point celui que nous attaquons.

Mais on appelle furtout amour-propre, & slors ce mot est pris en mauvaise part, ce sentiment groffier qui nous porte à satisfaire nos defirs fans attention pour autrui, qui nous occupant sans cesse de nous mêmes; nous détache de nos concitoyens. Dans le phisique il n'est que brutalité, que stupidité, & il rapproche ceux qui s'y livrent de la condition des bêtes. Dans le moral il n'est que vanité; qu'illusion. que folie. Il détourne les hommes des pensées folides & falutaires, pour ne les plus rendre fenfibles qu'aux chofes frivoles, vuides, fans importance. C'est cet amour-propre, soit brutal, foit vain, qui est un sentiment condamnable, un effet pernicieux de la corruption. une source trop féconde de maux publics & particuliers. Se livrer à cet amour de soi sans égard pour les autres, voilà le vice: s'y livrer aux dépends des autres, voilà le crime. Achevons l'examen de nos ufages particuliers.

Nous parlerons de l'habillement des Franéois, parceque l'habillement chèz un peuple est mis au rang des choses publiques, soit par rabrang

port à lui même, soit par raport aux autres peuples. Chacun fans doute est libre de figurer ses habits comme il lui plait, mais chacun par un attachement naturel aux formes de ses concitovens se plait à adopter dans ce premier figne focial, celles qui font recues généralement. Un concours aussi libre de toutes les volontés pour suivre le même ordre, prouve la déférence mutuelle & unanime des citoyens les uns pour les autres; & c'est en cela que la même maniere de se vêtir est un des liens politiques d'une nation. Les habits des nations illustres deviennent bientôt communs dans l'univers; parce que l'on se porte naturellement à imiter ceux qu'on admire, ceux qu'on aime. C'est ainsi que les ha-

l'Habit premier des François, celui qui leur est vraiment propre est la simarre, auquel on joint la tunique, la cotte, la ceinture, le manteau & le chapeau. La simarre se porte longue & trainante dans les fonctions civiles: elle se retrousse à plusieurs plis avec l'épée, ce qui forme alors la piéce de vétement que nous

est adopté par tous les peuples de l'Europe.

bits des Grecs & des Romains ont tour-à-tour dominé parmi les nations. C'est pour cela qu'aujourdhui l'habit Arabe est la parure générale des Orientaux, & que l'habit François

nommons communément habit & qui est celui que nous portons toujours. La simarre longue ne se voit que dans des occasions fort rares, telles qu'au facre du Roi, & chèz quelques magistrats. La tunique ou veste, qui se porte fous l'habit, & la cotte qui va de la ceinture aux genoux ont varié à l'infini dans tous les tems sans jamais cesser d'être des pièces essentielles de nos verements, quoique la cotte d'armes des Grecs si gracieuse dans l'armure ait été remplacée par nos cuissars. La ceinture à été mal à propos négligée dans ces derniers tems, mais elle est encore essentielle. & il est certain qu'un homme sans ceinture n'est point régulierement habillé. Le manteau court ne se porte avec l'épée que dans les cérémonies; par les Ducs & par les Dignitaires. Le manteau long ne se prend plus que dans les deuils, excepté par les ecclésiastiques. Il faut remarquer que c'est chèz les prêtres qu'on retrouve le plus nos anciens usages dans les habillements. La feule fingularité qu'on y voie est l'adoption exclusive de la couleur noire, qui n'est consacrée qu'au deuil & à la triftesse. Le bleu céleste & le blanc, sont les couleurs propres à l'ordre sacerdotal, comme le pourpre, le rouge, le violet, font celles propres aux autres magistratures. Mais quelques bourgeois, & les

les gens de justice ayant parmi nous adopté le noir comme les gens d'Eglise, la couleur noire est celle qui domine le plus parmi les habits des François; & il faut convenir que cela ne contraste pas peu avec la gaité naturelle à notre nation.

Notre robe civile, celle dont tout citoyen doit être revêtu pour exercer des fonctions publiques sédentaires, est un vêtement long & d'un excessive ampleur, qui est censé être ouvert dans tous les sens & pouvoir être ajusté autour du corps, par des cordons, des agraphes, ou des boutonnières, sans qu'on soit obligé d'y passer les bras, les jambes ou la tête, attitudes qui blessent la dignité. Cette robe qui prend plus d'ampleur & qui est enrichie de plus de sourures à mesure que les dignités qu'elles désigne sont plus éminentes, revient à peu près à l'habillement que les Romains appelloient Toga, & qu'ils employoient aux mêmes usages que nous.

Les hommes d'une condition honnête ne sortent point de leurs maisons sans avoir une épée à leur coté, ou quelque bâton précieux à la main. Les anciens Romains ne portoient point d'armes à la ville; & en effet elles ne devroient point être usitées dans des lieux où une police puissante est saite pour garantir de

Dd

ner des marques de défiance. Mais le port d'armes est un ancien usage des François auquel ils renonceront difficilement. Les couteaux d'armes & les poignards, parure des Orientaux, ne sont point usités chèz nous. Cependant ils ne sont point si barbares qu'on imagine, & ils tendent plus à prévenir les rixes, par le danger qu'il montrent à offenser ceux qui les portent, que l'épée même, qui laisse toujours à l'insultant l'espoir d'une désense vigoureuse.

Le chapeau est la coeffure caractéristique des François & des peuples qui leur sont attachés, comme le turban est celle des Arabes & de leurs suivants. Le chapeau est une coeffure infiniment commode, mais de peu d'agrément, & la tête en est plustôt couverte que parée. plumes & les rubans dont on l'orne pour les cérémonies, font alors disparoitre la fécheresse de sa forme. On le porte d'ailleurs fort souvent à la main. l'Usage où sont les François de se découvrir la tête pour témoigner du refpect, & de se présenter ainsi dans les assemblées, leur en fait sans peine contracter l'habitude; & cette maniere humble en même tems & noble, donne beaucoup de grace & d'ensemble à leur maintien.

Depuis un siècle nous avons varié sur la ma-

maniere d'arranger notre chevelure. La plus agréable & la plus commode pour l'homme fans cesse obligé d'agir, est de porter les cheveux courts, arrondis, & légérement bouclés sans liens & sans tresse; de sorte que les épaules en soient dégagées & que la tête en foit cependant tout autour accompagnée. c'Est là la coeffure primitive des François. Mais Louis XIV. a d'abord accredité l'invention des fausses chevelures dans toute l'Europe; & les grandes qualités de ce Prince, faisant admirer tout en lui, ont aveuglé longtems les peuples fur le ridicule excès de cette parure. Depuis. Louis XV. parvenu au trone dans un âge très tendre, où une longue chevelure assemblée en nœuds par derriere est un ornement, a continué de porter dans l'âge avancé cette parure de l'enfance; & tous les peuples se sont mis à nouer ainsi leurs cheveux. On continue même aujourdhui cette maniere sans s'en rendre compte, en tachant le plus qu'on peut d'en sauver les inconvéniens: & elle aura lieu sans doute jusqu'à ce qu'un de nos Rois nous raméne à la coeffure nationale & premiere qui est la seule noble & la seule convenable. 1!U. fage modéré de la poudre des parfums dans la chevelure tient autant à la bienséance qu'à la commodité & il a été regarde comme de pre-Dda micre

miere nécessité chèz tous les peuples policés. Henri IV. est le dernier de nos Rois qui ait porté la barbe. Le peuple François l'a quittée absolument sous son successeur; & sans doute que nous ne devons pas la regretter: elle ne sied point avec l'habit court. Nous l'avons quitée & reprise plusieurs sois; mais il n'y a pas d'apparence que nous revenions jamais à cette parure incommode. Les Orientaux se rasent les cheveux & portent la barbe: les Occidentaux se rasent la barbe & se parent de leurs cheveux: ces distinctions doivent être conservées entre les peuples; & celle-ci est à notre avantage.

Rien de plus noble en même tems & de plus simple que la parure des Dames Françoises dont l'habit principal n'est composé que de trois pièces, le manteau, la robe, & la jupe.. Le manteau jetté & ramassé derriere les épaules en plusieurs plis trainants sait partie de la robe, par la manière qu'on a adoptée de les sailler l'un avec l'autre. La robe qui couvre tout le corps est juste à la taille jusqu'à la ceinture où elle s'élargit en un nombre infini de plis! & la jupe est le vêtement de dessous qui pend depuis la ceinture jusqu'aux pieds & qu'on tient soujours ample & abondante en draperies? On doute que l'habillement des Dames Romai-

nes qui a eu tant de célébrité & dont tant de précieuses sculptures ont consacré & augmenté la gloire, on doute qu'il ait eu la majesté & la décence élegante de celui des Dames Françoises.

La parure de la tête de nos femmes est surtout leur chevelure, qu'elles arrangent & nouent diversement. Elles y ajoutent des perles, des diamants, des fleurs, des réseaux d'un travail exquis, & mille fortes de voiles superfins & legers, qu'elles sçavent agencer avec grace & varier à l'infini. Leurs coeffures, édifices à la construction desquels elles apportent des soins intelligents, sont des chef-d'œuvres sans cesse renaissants d'élégance & d'adresse. La description qu'on pourroit entreprendre de tous les ornements précieux en or ou en diamants, qu'elles distribuent dans leur parure, seroit toujours imparfaite; parcequ'il n'y a pas de faison qu'elles n'y changent quelque façon, & où elles ne leur donnent quelque nouvelle forme aussi agréable qu'inattendue. Ces accessoires d'ailleurs ne tiennent point au costume de la nation, qui n'arrête rien autre chose en cela, sinon de n'avoir rien d'arrêté, ni de constant.

La chaussure ancienne soit chèz les Grecs, soit chèz nous, étoit une simple sandale atta-D d 3 chée chée par des ligaments & des agrafes riches, à la jambe & au pied nuds ou legerement voilés: toutes les anciennes sculptures l'attestent. Cette chaussure étoit très gracieuse: elle accompagnoit la richesse du reste de l'habit, & un homme paré a bonne grace la tête, les pieds, & les mains découverts. Aussi il ne faut pas douter que cette chaussure ne fut chèz nos ayeux, celle des gens d'un très haut rang, de ceux qui fatiguoient peu, & que ceux qui travailloient & marchoient beaucoup n'en eussent une plus solide. Quoiqu'il en soit, les chaussures fermées que nous avons adoptées sont beaucoup moins favorables à la fanté: elles gâtent la forme du pied, diminuent l'aisance & l'adresse dans les mouvements; & peut-être ne seroit il pas desagréable de voir reparoitre, quelquesfois au moins, notre chaussure antique.

Et qu'on ne dise pas que ce sont là des détails minutieux: ils s'agrandissent par leur rapport avec la chose publique. Le moindre des liens qui servent à réunir un peuple, mérite d'être consideré. Nous aurions laissé notre description incomplette en supprimant ces particularités: & un statuaire dans l'ordonnance de la plus majestueuse figure, doit exprimer les ongles & les cheveux, tout comme les parries fur la distribution de nos repas & sur notre maniere de mesurer les tems, & nous finissons.

Aux champs les travaux de l'agriculture ont paru exiger qu'on y distribue les repas de trois en trois heures, & la frugalité qui y regne, le besoin qu'a le laboureur de reprendre plus souvent des forces, ont pu les faire porter au nombre de quatre. Mais dans les grandes villes, les occupations publiques, les affaires particulieres exigeant qu'on y destine une beaucoup plus grande partie du jour sans interruption, demandent un autre choix d'heures pour les assemblées de table: les repas y etant plus abondants & servis avec plus d'appareil, doivent y être par conséquent moins nombreux: & les corps y étant soumis à un travail plus tranquille & dans un air moins dévorant, y exigent aussi moins de réparation. Cependant nous fommes fi constants dans nos grandes habitudes, & c'est avec tant de peine que nous nous déterminons à changer quelque chose dans nos anciens usages, que la distribution de nos repas, après douze fiecles de réunion, est encore toute champêtre dans nos plus grandes Tout ce qu'on a osé faire a été de retarder le plus qu'on a pu le principal repas, qui du milieu du jour se trouve aujourdhui porté

à trois heures au delà. Mais ce n'est point affèz. Il faut enfin se resoudre à quiter tout à fait à la ville l'usage des champs: il faut en venir à xer généralement le repas d'affemblée vers la fin du jour, à consacrer une plus longue matinée au travail des tribunaux, des bureaux, des études, & de tous les genres d'affaires, & à supprimer enfin la séance de relevée qui est toujours peu remplie & nuisible à la fanté, ainsi que le repas de la nuit. Le reste du jour est fait pour être employé aux foins domestiques, aux visites, aux conversations, aux jeux publics. Les Romains & tous les peuples anciens qui ont eu de grandes villes & des affaires réglées, ont tous disposé ainsi de leurs heures, & nous tardons en effet trop longtems à nons ranger à ce commode & falutaire ulage.

Malgré tout ce que l'antiquité nous raconte de la magnificence des festins de Lucullus, de la delicatesse de la table d'Apicius, & des riches bieuvages de Cleopatre; nous pouvons encore nous flatter d'avoir surpassé toutes les nations anciennes & modernes dans l'art de préparer les aliments. Nos cuisiniers sont tenus par tout pour les plus excellents du monde, parce qu'ils sçavent surtout ne point s'écarter de la nature. Sans déguiser jamais les saveurs

faveurs premieres, ils s'appliquent seulement à les déveloper par mille apprêts variés & fins, apprêts que méprise & que fuit sans doute une prudente sobriété, mais qui font le charme des délicats & des sensuels, troupe toujours trop nombreuse chèz les peuples fortunés. Et cependant au milieu de tous ces mets si ingénieusement préparés pour flatter le gout & pour décorer nos tables, paroit toujours notre mets national: car nous avons encore en cela un usage unanime ainsi que tous les grands peuples qui ont sçu s'estimer & se correspondre. mets est simple comme le fonds de nos mœurs; de la chair de bœuf bouillie avec un peu de sel c'Est là notre en fait toute la composition. plat fondamental. Et sans doute que le brouet noir des Spartiates, dont la mémoire nous est parvenue, le Pilau des Turcs, le Puddings des Anglois, & on ne sçait quel mets adopté par les Allemands, ne paroitront pas 'ayoir été mieux entendus que le pot au feu des François. Garand de notre attachement aux choses naturelles & de notre constance dans nos usages anciens, simbole de l'unité domestique, preuve en même tems d'abondance, d'économie & d'ordre dans la maison, il paroit toujours le premier sur nos tables. On lui subordonne les mets les plus exquis dans les festins les plus Dd 5 fompfomptueux: on le sert avec soin: on y goute avec plaisir; & c'est ainsi que dans nos recherches les plus excessives nous regardons comme indispensable de conserver le premier rang aux choies simples & raisonnables, comme plus constamment bonnes & plus particulierement nôtres.

La maniere dont nous mesurons les tems est encore la même que celle qui sut arrêtée par les Romains sous Jules-Cesar. Elle a cela de commode qu'elle est commune à tous les peuples de l'Europe, qui y ont seulement corrigé les erreurs que le laps du tems, passé sans y faire aucune attention, y avoit introduites. c'Est encore ici une de ces occasions où il faut nous résoudre à dire ce que tout le monde sçait, pour ne pas laisser incomplette la description que nous avons promise de nos principaux usages.

Notre jour civil est composé du jour naturel & de la nuit; nous le divisions en vingt quatre parties égales qui forment nos heures, & nous le commençons au milieu de la nuit. c'Est le cours habituel du soleil qui nous donne cette premiere mesure naturelle, par sa présence sur l'Horison, comme il nous donne celle de l'année par la variété des saisons que son éloignement ou son rapprochement met dans dans la suite des jours, & par les différents signes qu'il parcourt dans le Zodiaque.

l'Espace de tems que le foleil met à parcourir le Zodiaque, qui forme l'année naturelle folaire, est de trois cent soixante cinq jours cinq heures & quarante neuf minutes ou foixantiemes d'heures. Notre année civile qui la suit, est communément de trois cent soixante cinq jours. Le foleil paroissant parcourir douze fignes distincts dans le Zodiaque, notre année est aussi divisée en douze mois. les uns de trente & les autres de trente un jours, qui employent les trois cent soixante cinq jours entiers de l'année folaire. Cependant comme il reste à y employer cinq heures & quarante neuf minutes chaque année, on ajoute tous les quatre ans un jour à l'année civile pour la ramener à l'année solaire. Et enfin comme on employe onze minutes de trop chaque année pour faire ce jour sur les quatre ans, ce surplus forme après cent trente un ans révolus un jour qu'on a soin d'oter alors à l'année civile pour la rapporter toujours à l'année folaire. Il y a bien encore dans ce dernier arrangement l'inconvénient d'une minute employée de trop; mais on n'en indique jamais le remede, parce qu'elle ne peut produire un jour de différence entre l'année civile &

l'année naturelle qu'après une suite enorme de siècles. On pense avec raison qu'il n'appartient point à l'homme d'oser pénétrer si loin, qu'il lui convient de fixer ses regards beaucoup plus près de lui, & qu'il y a une certaine prévoyance qui devient en lui insensée & indiscréte.

Tout ainsi que nous commençons notre jour civil au milieu de la nuit, tandisque le jour naturel ne commence qu'au lever du so-leil, nous commençons de même notre année civile vers le milieu de l'apre saison, bien que l'année naturelle commence en esset au printems. Mais nous ne mettons aucun accord entre nos mois, nos saisons, & notre année, & l'entrée du soleil dans les signes, les solstices & les équinoxes. Il sussit de dire que notre année civile a un cours toujours égal en quantité de jours à celui de l'année solaire. Nous observerons de même les phases & les mois de la lune, mais sans jamais nous en servir pour la mesure légale des tems.

Nos jours sont aussi marqués de sept en sept sans interruption par une sête; & nous appellons cet espace complet semaine. Nous avons encore d'autres sêtes dans l'année, mais qui ont toutes rapport à la religion. Nous n'avons de sêtes civiles qu'accidentellement,

& lorsque le Magistrat ordonne de suspendre les travaux pour quelque cérémonie pulblique. On ne doit pas douter qu'une out deux fêtes civiles, dont des époques fameuses de la monarchie seroient le motif, ne fussent fort du goût du peuple François, qu'elles ne serraffent de plus en plus les liens nationaux, & qu'elles ne fussent même nécessaires pour completter nos inftitutions: Mais la gloire de les établir est sans doute réservée à quelqu'un de nos Princes dont le régne fera marqué par le retour séculaire d'une de nos grandes époques.

Quant aux espaces de tems composés de plusieurs années, nous n'en avons point d'autre jusqu'à présent que le Siecle, composé de cent ans révolus. Les Romains avoient le Lustre, qui ramenoit de cinq en cinq ans des changements de magistratures. Les Grecs avoient les Olimpiades, marquées de quatre en quatre ans par les jeux Olimpiques, qui se célebroient à Pise avec beaucoup d'appareil & de solemnité, & où toute la Grece se rasfembloit. Les François n'ont point encore pensé à donner à l'Europe & à eux mêmes cette sorte de célébrité; mais il n'y a qu'eux fait pour accrediter cette institution parmi les peuples, & pour imprimer sur le cours des

e

.

S

is

r

11

15

15

is

us

t, 82 tems de ces époques remarquables & solemnelles, qui font souvent prendre un autre cours aux idées, & aux événements, qui suspendent les guerres, concilient les nations, & ramenent souvent parmi les hommes, la tranquillité, la joye, l'abondance, & la paix.

Enfin l'époque ou ére de laquelle nous partons pour compter nos années, est aussi celle qui est commune à toute l'Europe. Ce n'est pas que nous n'en ayons une particuliere & certainement très celébre par sa suite merveilleufe, celle de l'établissement de notre monarchie qui est l'ordre de choses le plus ancien qui existe sans interruption dans l'Europe. Depuis près de quatorze siècles les successeurs de Pharamond regnent dans le même lieu par une suite immédiate: & depuis douze cents ans les cendres de Clovis reposant en paix au milieu de nous, sous les mêmes loix, sous la même autorité, conservées & révérées par la même succession de peuple. l'Epoque touchante du commencement d'un Etat si visiblement soutenu par la fayeur du ciel, au milieu des révolutions qui ont tant de fois renversé le monde, & bouleversé toutes les institutions, est sans doute faite pour avoir une place marquée dans L'attention des hommes de tous les tems & de tous les lieux; & il nous semble que la règle étroite

étroite demanderoit même qu'on la rappellat dans tous les actes publics avec l'opoque du règne du Monarque existant.

Arrivés à la fin du trajet que nous avions entrepris de parcourir, arrêtons nous un moment encore, Lecteur, afin que, prêts à nous quitter, nons ne perdions point pour cela de vue les choses intéressantes qui nous ont occupés. Reprenons donc en pet de mots les parties principales d'un sujet si important; & repassons tout ce qui a été dans ce discours l'objet de nôtre attention.

Après avoir dit les motifs que nous avons eu d'écrire & avoir posé pour premier principe focial l'amour de la patrie, nous avons commencé par nous former une idée de l'étendue & de la nature de notre territoire. Nous avons confidéré l'origine de notre nation, la naissance de nottre monarchie, & ses progres jusqu'à nos jours. Nous avons ensuite regardé l'état des peuples du monde, soit par rapport à eux mêmes, foit par rapport à nous. Nous avons vu notre constitution, repassé nos loix fondamentales, & dévelopé l'esprit d'ordre & de liberté, de même que l'unanimité qui les confacre. Delà nous avons traité de la monarchie en général, & de notre monarchie

S

u

e

e

u

1-

-0

e,

ins

ins

de

gle

oite

come

en particulier; examiné le titre de Roi, reconmi son antique & éminente dignité, & passant de la Royauté aux magistratures; nous les avons fuivies dans leurs cinq différentes espéces. l'Administration, la premiere dont nous nous soyons occupés, nous a présenté la plus grande force, le plus grand sens, les plus grands principes qu'on puisse jamais appliquer au gouvernement d'un peuple. La Sacerdoce nous a montré son util lité, sa dépendance des opinions générales, la forte de liberté qui lui est propre, sa commuvion avec d'autres peuples, sans cesser d'être fous l'autorité royale. La Judicature nous à offert le dévelopement d'un des plus forts liens de l'intérieur de notre Etat, & l'examen que nous en avons fait, nous a donné lieu d'appercevoir l'esprit de nos toix distributives, toujours intimement liées à la judicature qui les fair executer. Le commandement de l'Armée & la discipline militaire nous a déconvert dans nos nombreules & vaillantes troupes, une des fources de notre gloire ainfi que de notre puisfance, & des forces d'autant plus sures que nous avons soin de ne les exercer qu'avec justice. La Finance enfin nous a fait voir qu'outre ce que nous devons à l'Etat comme magistrats, comme foldats, comme hommes, nous hii devons encore des tributs comme propriétaires & com-

comme consommateurs: elle nous a fait voir dans l'ordre, dans la circulation & dans l'emploi de nos subsides, une des plus grandes resfources du peuple, & un des moyens les plus agiles de notre excellente police. Nous avons delà passé au commerce, & nous avons distingué ses effets utiles & éternellement desirables, l'industrie, le gout du travail, l'abondance, d'avec ses abus funestes & jamais assez tôt prevenus, le monopole & l'usure. l'Agriculture, occupation naturelle de l'homme & par conséquent soumise chèz nous à une police fort légére, nous a présenté des soins à prendre, des devoirs à remplir, & de la reserve à apporter même dans la jouissance de ce qu'elle nous prodigue. Les beaux arts, cette parure des peuples, ont été aussi l'objet de notre attention; & parmi les beaux arts nous avons surtout glorifié les lettres, sources fécondes des sciences, & notre langue qui nous a acquis tant de gloire. Nous avons vu de l'architecture, de la peinture, de la sculpture, de la musique même, ce qui étoit nécessaire pour discerner la place que ces arts tiennent dans la chose publique. Venant ensuite à nos mœurs nous avons appris la cause de notre politesse & vu sur quels fondements porte cette civilité dont on nous renomme. Nous avons vu dans Еe quel

quel rang nous mettons notre noblesse d'origine, ce que c'est que la noblesse personelle, quels sont chèz nous les avantages de la richesse, & combien nous cherchons à rendre sures & faciles les ressources de la pauvreté. Et pour ne rien laisser à confidérer sur nos usages, nous avons été jusqu'à parler de nos manieres de nous vêtir, nous avons jetté un coup d'œil sur la distribution de nos repas, & nous avons terminé notre récit en expliquant l'ordre que nous observons dans la mesure de nos jours, de nos mois & de nos années. Il seroit tems de nous arrêter & de quitter, nous une plume que la force des choses a pu soutenir, & vous, Lecteur, un livre auquel l'intérêt commun vous a fait peut-être donner quelque attention: Mais nous avons passé sur un objet qu'il nous est important d'examiner quoiqu'il commence à s'éloigner de nous. c'Est un monument Gotique, presque entierement démoli, mais dont les ruines partout dispersées semblent nous suivre. Ses débris embatrassent encore quelquesfois la marche de notre administration. Revenons pour voir les restes de cet édifice bisarre dont l'expérience nous a fait sentir l'incommodité, & que la raison nous a conseillé d'abbattre. c'Est le gouvernement féodal.

Le gouvernement féodal est une composi-

tion d'Etat tout à fait barbare. Le Roi qui y est le principe de toute puissance; n'y a aucune puissance, & si le Monarque est peu de chose, on peut dire aussi que le peuple n'est presque rien dans cette espèce d'administration. Comme les droits d'aucun ordre de citoyens n'y sont ni ménagés, ni balancés, elle est très aissée à monter, & c'est sa facilité qui en a savorisé chèz nous l'établissement dans des tems de rouble & de soiblesse. Les mêmes circonstances pouvant insensiblement nous ramemer les mêmes maux, aprenons donc à les bien connoitre, pour sçavoir en prévenir à jamais le retour.

Le gouvernement féodal n'est point particulier aux peuples modernes. On en trouve plusieurs traces dans les auteurs de l'antiquité.
Les Rois d'Homere n'étoient que des Seigneurs
séodaux. Quand Rome eut étendu ses conquêtes plus loin que ses forces ne pouvoient aller, elle inséoda à leurs propres Princes les
royaumes qu'elle avoit soumis. C'est ainsir
qu'en use encore aujourdhui le Souverain établi dans la Grece. Les Bachas à qui il
distribue les provinces de son empire, y
vont exercer le pouvoir suprême & général
sous la soi donnée, avec cette différence cependant que n'etant ni héréditaires ni à vie,

e

-

-

n

ils laissent beaucoup plus d'action que les autres à la puissance supérieure. Les différents Chess Tartares se rassemblent sous de plus grands Princes par inféodation. On a lieu de croire que l'inféodation a été usitée en d'autres lieux & dans beaucoup d'autres pays qui nous ont été ou inconnus ou indissérents.

Le gouvernement féodal chèz les François avoit pour centre un Roi qui avoit la puissance suseraine, c'est à dire, supérieure & générale, foit sur le pays, soit sur les hommes qui l'habitoient. Sous le Roi étoient les grands vassaux de la couronne, lesquels étoient des Rois inférieurs, maitres héréditaires des différentes Provinces du Royaume, où ils faisoient en leur propre nom toutes les fonctions royales, à la charge seulement de la foi, de l'hommage & du service militaire envers le Suzemin. Ces grands vassaux avoient eux mêmes d'autres vasfaux, & dans leurs possessions ou fiels, étoient d'autres fiefs qui se subdivisoient encore en arrierefiefs, ensorte que le moindre village avoit un de ces Sons - Rois qui y tenoit une Monarchie en raccourci, avec ses propres Officiers de justice, de milice & de finances, & que les habitants de ce village étoient directement sujets de leur Seigneur, qui l'étoit lui même d'un autre, lequel alloit ainsi d'inféodation en inféo.

inféodation jusqu'au Roi, chef de tous ces Princes.

Il arrivoit de cette disposition que les vasfaux avant chacun entre leurs mains l'exercice entier de la puissance dans toutes les parties du gouvernement, & portant seuls les armes, étoient toujours ennemis de l'autorité suzeraine, & sans cesse en guerre, ou avec le Monarque, ou les uns contre les autres. Le Roi manquoit de puissance dans les terres de ses vassaux pour y faire executer ses ordres. Le peu qu'il y avoit de lui étoit méprisé, parcequ'en matiere publique la raison, la justice, les conventions ne sont rien sans la force. Et l'Etat ainsi gouverné devint en peu de tems un cahos où s'établit la barbarie, où regna l'ignorance, où se multipliérent les erreurs, où coula le sang, où l'esprit de revolte & de sédition répandit toutes ses fureurs.

Tel a été le gouvernement sous lequel nous avons vecu pendant une suite trop longue de fiècles. Les abus qu'il entrainoit faciliterent l'entrée à d'autres abus épouvantables que la discipline de la religion mal-entendue produifit. Les entreprises audacieuses des Comtes de Champagne, des Ducs de Bourgogne, qui allerent jusqu'à appeller l'étranger pour faccager la France, furent des effets trop mémora-Ee 3 bles

ils laissent beaucoup plus d'action que les autres à la puissance supérieure. Les différents Chess Tartares se rassemblent sous de plus grands Princes par inféodation. On a lieu de croire que l'inféodation a été usitée en d'autres lieux & dans beaucoup d'autres pays qui nous ont été ou inconnus ou indissérents.

- Le gouvernement féodal chèz les François avoit pour centre un Roi qui avoit la puissance suseraine, c'est à dire, supérieure & générale, foit sur le pays, soit sur les hommes qui l'habitoient. Sous le Roi étoient les grands vasfaux de la couronne, lesquels étoient des Rois inférieurs, maitres héréditaires des différentes Provinces du Royaume, où ils faisoient en leur propre nom toutes les fonctions royales, à la charge seulement de la foi, de l'hommage & du service militaire envers le Suzerain. Ces grands vassaux avoient eux mêmes d'autres vasfaux, & dans leurs possessions ou fiels, étoient d'autres fiefs qui se subdivisoient encore en arrierefiefs, ensorte que le moindre village avoit un de ces Sons-Rois qui y tenoit une Monarchie en raccourci, avec ses propres Officiers de justice, de milice & de finances , & que les habitants de ce village étoient directement sujets de leur Seigneur, qui l'étoit lui même d'un autre, lequel alloit ainsi d'inféodation en inféo.

inféodation jusqu'au Roi, chef de tous ces Princes.

Il arrivoit de cette disposition que les vasfaux ayant chacun entre leurs mains l'exercice entier de la puissance dans toutes les parties du gouvernement, & portant seuls les armes, étoient toujours ennemis de l'autorité suzeraine, & sans cesse en guerre, ou avec le Monarque, ou les uns contre les autres. Le Roi manquoit de puissance dans les terres de ses vassaux pour y faire executer ses ordres. Le peu qu'il y avoit de lui étoit méprisé, parcequ'en matiere publique la raison, la justice, les conventions ne sont rien sans la force. Et l'Etat ainsi gouverné devint en peu de tems un cahos où s'établit la barbarie, où regna l'ignorance, où se multipliérent les erreurs, où coula le sang, où l'esprit de revolte & de sédition répandit toutes ses fureurs.

Tel a été le gouvernement sous lequel nous avons vecu pendant une suite trop longue de siècles. Les abus qu'il entrainoit faciliterent l'entrée à d'autres abus épouvantables que la discipline de la religion mal-entendue produifit. Les entreprises audacieuses des Comtes de Champagne, des Ducs de Bourgogne, qui allerent jusqu'à appeller l'étranger pour faccager la France, furent des effets trop mémora-Ee 3 bles

1

bles des premiers; les interdictions, les excommunications, les anathêmes, les proscriptions furent l'exécrable suite des derniers. Malheureux tems, nous ne pouvons nous tourner
vers vous sans honte & sans horreur! mais nous
trouvons au moins dans le spectacle des dissentions qui vous signalerent des motifs de chérir
davantage la tranquillité, l'ordre & le bonheur
dont nous jouissons dans ces jours calmes &
fereins, où nous sommes ensin arrivés après
de si violents orages.

Sous le gouvernement féodal nos Rois dés laissés seroient souvent restés seuls dans leurs palais, sans quelques Officiers de la couronne qui étoient obligés d'y assister: le siège de la Monarchie désert, sans appareil & sans dignité, n'offroit à la nation & aux étrangers, rien qui put leur donner une idée de nos forces, rien qui put en favoriser le développement, Aujourdhui les affaires générales du Royaume se traitant dans la capitale, elle est nécessairement remplie de tout ce qu'il y a de grand en France par le mérite, par les emplois, par la naissance, & par la fortune: & l'abondance qui s'y trouve de sujets capables & zélés, y permet les choix les plus promts même parmi les hommes les plus excellents. Sous le gouvernement féodal les gentilshommes feuls al-

lant à la guerre, il sembloit par les excès où ils se livroient, que rien au monde ne pouvoit acquiter les obligations que le peuple contractoit envers eux pour ce fervice. Aujourdhui c'est le peuple qui forme la plus grande & la plus importante partie de nos armées; & fi la noblesse y a la préserence pour le commandement; ce n'est plus par un droit injuste & exclusif, mais par distinction, par encourage? ment, & pour recompenser ses services plus anciens. Sous le gouvernement féodal quand il falloit commencer la guerre & faire marcher ce qu'on appelloit le ban & l'arriere ban, ces ordres éprouvoient beaucoup de lenteur, souvent même des discussions.. Aujourdhui le gouvernement n'a qu'à vouloir, le Monarque n'a qu'un figne à faire & cinq cent mille Soldats sont en mouvement. Sous le Gouvernement féodal l'Armée mal disciplinée ne restoie qu'un tems limité en campagne, tout ce qui la composoit s'absentoit de moment en moment sous prétexte des semailles & des récoltes. Aujourdhui le soldat toujours sous les armes, rompu à la discipline, formé aux combats, tient la campagne aussi longtems que l'exigent les besoins de l'Etat. Sous le gouvernement féodal les Seigneurs rendant eux mêmes la justice ou la faisant rendre par des Ee 4 juges

juges affidés, exercoient dans leurs terres mille vexations. Envain leur tirannies donnerent elles chèz nous naissance à ces fameux Paladins ou Chevaliers errants qui se vouoient au service public, couroient les champs bien armés, cherchoient partout à secourir ou à venger l'innocence opprimée, défioient au combat les Seigneurs qu'ils sçavoient avoir exercé quelque violence, & faisoient décider de la justice . par les armes dans mille & mille entreprises, généreuses sans doute, mais non moins condamnables & non moins déréglées que celles qu'elles tendoient à réprimer. Aujourdhui des tribunaux eclairés, ouverts à tous les citoyens, prononcent aux yeux de la nation & selon des loix connues, sur tous leurs différents: leurs plaintes même peuvent parvenir jusqu'au trone: d'habiles jurisconsultes sont les seuls défenseurs qu'ils leurs soit permis d'employer; & l'empire de la justice & de la raison a succedé à celui de la violence & de la témérité. Sous le gouvernement féodal les habitans des villes & ceux des chateaux fans cesse en guerre ou en contestation se regardoient comme ennemis & s'insultoient réciproquement dans toutes les rencontres par des qualifications outrageantes. Aujourdhui tous les citoyens de la France réunis sous une autorité plus forte & plus

plus réglée se regardent comme enfants de la même famille, & ne disputent plus, si ce n'est à qui se rendra plus utile à son pays. Sous le gouvernement féodal il falloit pour pouvoir prendre un parti dans les grands événements affembler ce qu'on appelloit les Etats généraux, ramas partiel de quelques classes d'hommes qui passoit dans ces tems d'ignorance pour la nation réunie, qui ne servoit qu'à déveloper des intérêts particuliers, & qui ne se séparoit jamais sans laisser les affaires incertaines & dans un plus grand desordre. Aujourdhui des conseils suivis & toujours assemblés autour du Monarque, composés de publicistes exercés, s'occupent dans tous les tems de l'intéret commun: c'Est là que la tranquillité, la sécurité, la discrétion, la connoissance du passé, la confidération de l'avenir, viennent préfider aux décisions & éclairer sur les bons partis; & l'opinion nationale, l'ame de toute monarchie libre, y exerce une autorité plus irrefistible & plus vraye, que dans des convocations nécessairement incomplétes & tumultueuses. Enfin le gouvernement féodal avoit tous les inconvéniens qu'entraine un gouvernement barbare, violent, & fans équilibre. Et notre gouvernement présent a tous les avantages d'une administration civile, pondérée, & d'autant Ee 5 plus

& de la puissance.

Suger porta d'abord un coup indirect au gouvernement féodal, en dévelopant la force du peuple & en augmentant ses communications. Mais Louis onze est celui qui lui a porté le premier coup direct, en établissant une armée populaire & à ses ordres: Les clameurs des grands vassaux, la haine qu'ils vouerent à ce Prince, la mauvaise réputation qu'ils voulurent lui donner ne ralentirent point le zéle de Louis douze, qui par la politique la plus adroite & la plus profonde, vint enfin à bout de dégager sa couronne de la servitude féodale. François premier en débarassa un peu le peuple, en attaquant la féodalité par les mœurs, & en rétablissant les arts qui rendirent d'autant plus odieuse la barbarie que ce gouvernement produisoit. Henry quatre, guerrier aussi redouté que fin politique, n'en sçut que mieux s'attacher les grands en se déclarant ouvertement pour le peuple. Louis treize,

1

1:

-

1

2

t

5

1

t

ì

e

1

t

-

t

t

-

aidé d'un de nos plus habiles Ministres, a sçu combattre & dompter l'hydre qui cherchoit à renaitre & qui à la faveur du caractère modéré de ce Monarque, levoit déja partout ses têtes audacieuses. Mais Louis quatorze est celui de tous nos Princes qui l'a combattue avec le plus d'empire, pendant le regne le plus long & le plus brillant qu'il y ait eu parmi tous les Rois du monde: & il a emporté au tombeau la gloire de lui avoir porté le dernier coup. Car c'est sous ce Monarque que le gouvernement féodal a été aboli entierement & sans retour quant à l'autorité. Il ne reste plus entre les mains des Seigneurs que la partie honorifique & la partie utile; l'une convenable, puisqu'il faut laisser quelque avantage à la grandeur & aux richesses: l'autre sacrée, puisqu'elle tient à la propriété & aux biens. Le bon ordre exige même que les Seigneuries conservent chèz nous ce reste d'existence: & l'on peut même. comme nous l'avons dit ailleurs, les tourner à l'avantage de l'agriculture, en les portant aux fortes exploitations. Car ce n'est point assez pour notre gouvernement d'avoir détruit en gros la barbarie: il faut qu'il travaille à en effacer jusques aux moindres traces; il faut qu'il affure notre condition en affurant sa propre solidité, & qu'en rendant le peuple François

aussi fortuné qu'il peut l'être pour le préfent, il le garantisse encore des maux qui pourroient le menacer dans l'avenir.

Et ce seroit se livrer à de fausses idées que d'imaginer que les corps politiques, femblables aux corps individuels, ont un état d'enfance, un état de jeunesse, un état de maturité, & qu'ils tombent ensuite dans un état de vieillesse & de dépérissement infaillible après un certain tems d'existence. Si une nation une fois arrivée à un bon point de police, sçait s'y arrêter & s'y conserver, elle peut voir rouler son gouvernement aussi longtems que le monde. Les Etats n'éprouvent point de vieillesse, soit anciennement, soit nouvellement établis; les inquiétudes populaires & les entreprises tiranniques peuvent seules leur donner des secousses mortelles: & sans ces revers qu'ils peuveut éprouver à toutes les époques, il est certain qu'on verroit leur durée égaler celle des siècles. Ainsi loin de nous ces propos dictés par la seule misantropie; que notre empire a trop duré pour n'être pas proche de sa fin, que nous avons brillé, & que cet éclat annonce que nous touchons à notre déclin, & que nous allons bientôt retomber dans la Barbarie. Ce que nous avons eu d'éclatant est en effet bien peu de chose encore,

eu égard à notre position & à nos moyens; & nous pouvons espérer de briller bien davantage & bien plus longtems, si nous sçavons maintenir au milieu de nous une lumiere solide & durable, par notre persévérance dans nos bonnes institutions. Nous verrons alors que nous ne faisons encore que de naitre, & que les tems que nous avons coulés dans la splendeur ne sont rien en comparaison de ceux qui peus vent encore nous être donnés.

t

S

i

t

t

S

S

S

e

e

e

r

u

Entre autres gages que le ciel nous accorde d'un avenir heureux, un des plus touchants sans doute est la composition toute auguste de notre maison royale. Des Princes dont la parfaite union releve les hautes vertus, une Reine dont la bienfaisance égale la magnanimité, un Monarque qui n'a de passion que celle du bien public & qui peut être appellé à juste titre le meilleur citoyen de l'Etat, quels garands de notre félicité, présente, quel présage assuré de bonheur pour les générations futures! Famille illustre & généreuse qui faites l'amour de l'univers & l'orgueil de la nation, & vous Prince juste grand & humain qui nous gouvernez si glorieusement, qui après avoir, comme Souverain. rétabli l'equilibre parmi les puissances du monde, donnez encore les exemples les plus

qui comptez parmi vos ancêtres tant de heros & tant de Rois dont la mémoire sera éternellement révérée dans la France, & dont
la célébrité a rempli toute la terre, successeur
de Charlesmagne, fils de Saint Louis, de
Henry quatre, & de Louis quatorze, puissez vous régler longtems la destinée d'un
peuple qui vous chérit, & lui laisser dans
une nombreuse postérité des Roi pénétrés
comme vous de l'amour du bien & de la justice & dignes de faire à jamais son bonheur!

- Nous avons rempli la tâche que nous nous étions imposés en entreprenant ce discours, aussi long que le permet la mesure ordinaire de l'attention, aussi court que le comporte une matiere aussi vaste. Nous nous flattons que nos Rois y trouveront confignés leurs intérêts les plus chers, le gouvernement ses vues, le peuple ses espérances. Ici les grands vraiment dignes de ce nom, éloignant un peu l'orgueil de leur rang, aimeront à contempler leurs devoirs; les simples citoyens, laissant la plainte & l'inquiétude d'esprit, apprendront à jouir avec recomoissance de leurs avantages: & les petits, voués partout à la peine, apprendront à connoitre leurs ressources, & à supporter patiemment leur étatal propus sonnob .

eUI

13

IE

r

e

5-

n

15

és

1-

1

15

5 ,

le

ne

10

ts

le

nt

il

TS

te

ir

es

nt

er

mt

Quant aux mauvaises dispositions contre lesquelles nous nous fommes élevés, femblables à ce sage Envoyé qu'un Poète représente armé d'un bouclier de diamant, fait, pour découvrir à un héros, aveuglé par la molesse, sa véritable situation, nous sommes venus présenter à des hommes généreux, mais quelquesfois trompés par des apparences infidéles, le tableau complet de leur état, & en leur faisant sentir ce qu'ils ont de foible & de condamnable, leur montrer en même tems, dans le dévelopement de leurs forces, tous les moyens qu'ils ont de se rendre heureux & excellents. Il est des erreurs brillantes qui eblouissent tant qu'on néglige de les rapprocher du folide & du vrai: en leur opposant une masse de lumiere on découvre infailliblement leur peu de va-Dans des attaques isolées elles résistent quelquesfois au bon sens & à la raison, mais un torrent de vérités les entraine sans retour.

d'Autres, en parlant de la chose publique, ont présenté à la France des projets nouveaux, des vues extraordinaires, des idées singulaires, faites pour plaire aux imaginations qui cherchent de l'amusement. Contens de ce qui s'est offert à nos regards, nous avons cru devoir montrer les choses telles qu'elles sont, & nous occuper plustôt à faire

à faire un pourtrait ressemblant qu'à l'ornet & à l'embellir. Heureux si en la traçant, nous avous pu dissiper des préventions, reporter à la réalité les esprits qui s'étoient laissé préoccuper par de fausses apparences, si au lieu de créer des sistèmes, nous sommes venus à bout de rétablir des principes, enfin si nous avons pu entretenir la vertu de nos concitoyens, en leur faisant connoitre davantage leur patrie, & en la leur faisant ainsi davantage aimer.

arills ont, de l'. N i de Themas en et orgellement

qu'un néglige de le sope et et du fonde for du viult en leur spollatione maté de lumigre on décourse indiffiblem, at leur peu de va-

relogonant de la marco de atoma les movens

legic. Dans des a paques irages elles réditent que questois au bon fina é, à la rufon, mus un tarreque de véritée les entraine aux rucque, et à dures, en purlant de la chole publique, out préfenté à la scharge des projets nouveaux ; des sues extraordinaires, des idées ingulaires, etimes pour place aux imagenatingulaires, étimes pour place aux imagenations dui gherr ou de l'aux-sment. Contons de ce qui s'el offert à not regards,

tions avons eru devoir montrer les choies telles au elles font , & nous occupet plactes

stul é